

# RAPPORT2009

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS



NATIONS UNIES  
**DROITS DE L'HOMME**  
HAUT-COMMISSARIAT



# Table des matières

---

<b>Avant-propos de la Haut-Commissaire.....</b>	<b>5</b>
<b>I. Résumé des résultats.....</b>	<b>7</b>
<b>II. Rapport du HCDH pour l'année 2009.....</b>	<b>17</b>
À propos du HCDH.....	18
Appui au Conseil des droits de l'homme et aux procédures spéciales .....	24
Appui aux organes de suivi des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme .....	41
Défis thématiques et intégration des droits de l'homme .....	48
Communication et mobilisation .....	69
Planification, gestion et appui aux programmes .....	78
Le HCDH sur le terrain.....	82
Introduction.....	82
Afrique .....	86
Amériques.....	125
Asie et Pacifique.....	142
Europe et Asie centrale.....	160
Moyen-Orient et Afrique du Nord .....	177
Intervention rapide et appui aux missions de paix .....	186
Appui aux institutions nationales et aux mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme .....	189
<b>III. Fonds humanitaires .....</b>	<b>193</b>
<b>IV. États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2009.....</b>	<b>199</b>
<b>V. Financement et profil des donateurs.....</b>	<b>207</b>
<b>Annexes</b>	
1. Organigramme.....	243
2. Réalisations attendues en 2008-2009 – Tableau des résultats.....	244





# Avant-propos de la Haut-Commissaire

---



Ce rapport, le deuxième que je présente en qualité de Haut-Commissaire aux droits de l'homme, décrit, dans toute sa diversité, l'action que les spécialistes des droits de l'homme des Nations Unies ont menée à Genève et autour du monde en 2009. Il détaille l'essentiel des activités spécifiques mises en œuvre au cours de l'année, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées en chemin. Le rapport témoigne du travail considérable et du dévouement du personnel du Haut-Commissariat, qui compte près d'un millier de collaborateurs, et des autres fonctionnaires des Nations Unies qui se joignent à nous pour soutenir les organes et les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme, observer la situation des droits de l'homme et attirer l'attention sur les problèmes dans ce domaine, et consolider les institutions, les lois et les politiques nationales de protection des droits de l'homme.

L'an dernier, le HCDH a paré à une série de nouvelles difficultés qui se présentaient, tout en poursuivant ses efforts pour contrer des problèmes plus anciens ou chroniques. Le tremblement de terre qui a dévasté Haïti et ses conséquences ont illustré les vulnérabilités, multiples et profondes, qui laissent tant de personnes sans protection au lendemain d'une catastrophe naturelle. Nous sommes parvenus à déployer rapidement une équipe en Haïti, où nous avons été chargés de prendre la tête du module de protection des Nations Unies ; nous avons aussi dépêché sept autres missions d'intervention rapide – trois en Afrique, trois au Moyen-Orient et une en Amérique du Sud – pour faire face à des situations de crises.

Nous avons développé notre réseau de présences sur le terrain grâce à l'ouverture du Centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe au Qatar, d'un Bureau régional pour l'Amérique du Sud à Santiago du Chili (suite à la requalification de l'ancien bureau de liaison) et d'un Bureau régional pour l'Europe à Bruxelles, opérationnel à la fin de l'année 2009. En septembre 2009, le HCDH et le Gouvernement de la Mauritanie ont conclu un accord relatif à l'implantation d'un bureau de pays, dont les activités commenceront en 2010.

À Genève, lors d'une année particulièrement active au niveau intergouvernemental, nous avons soutenu l'effort déployé pour susciter un consensus entre les pays sur l'une des grandes problématiques de notre époque : la discrimination raciale. La Conférence d'examen de Durban, qui s'est tenue à Genève en avril, a montré que des États pouvaient se réunir, puis débattre et convenir des mesures à prendre pour s'attaquer à un problème qui porte atteinte aux droits des personnes dans tous les pays du monde. Au terme d'un processus de préparation très long et parfois tendu, 182 États ont approuvé un document final exprimant une aspiration commune, qui est de défier l'intolérance dans toutes ses manifestations et d'œuvrer à son élimination. L'intolérance était également le thème d'une campagne d'information mondiale que j'ai lancée en Afrique du Sud, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme en décembre, avec comme mot d'ordre « Optez pour la diversité, mettez fin à la discrimination ».

De plus, l'année 2009 a également été marquée par les efforts considérables déployés pour établir le principal document de planification de l'organisation : le Plan de gestion stratégique de la Haut-Commissaire pour l'exercice 2010-2011. Ce nouveau Plan, qui est fondé sur le programme de travail approuvé par l'Assemblée générale en décembre 2008, illustre ma détermination à affiner l'orientation stratégique du HCDH et à mieux définir les domaines où nous entendons obtenir des progrès mesurables d'ici à la fin du prochain exercice biennal. Aux fins de la planification, nous avons retenu six priorités thématiques, sur lesquelles nous nous proposons de concentrer dorénavant nos efforts. L'une de ces priorités consiste à renforcer l'efficacité du dispositif global de défense des droits de l'homme, en particulier du Conseil des droits de l'homme, des organes de suivi des traités, des procédures spéciales et du mécanisme d'examen périodique universel ; les cinq autres ont trait à des problèmes séculaires en matière de droits de l'homme – l'impunité, la discrimination, les conflits et la pauvreté – et à un défi inédit, plus contemporain, celui de la migration, suscité par l'ampleur sans précédent des mouvements de populations à l'heure de la mondialisation. Ces priorités thématiques ont été intégrées de manière transversale aux activités de toutes les composantes du Haut-Commissariat, des bureaux extérieurs au siège. Elles nous permettront d'organiser nos interventions avec plus d'efficacité et de mieux en mesurer l'impact.

Enfin, permettez-moi de remercier tous ceux qui ont contribué à notre action l'an dernier et qui continuent de nous épauler dans nos efforts actuels. J'inclus bien entendu parmi eux les membres de notre personnel, nos partenaires au sein du système des Nations Unies, les États membres, les institutions nationales des droits de l'homme et les représentants de la société civile. Notre gratitude va en particulier à nos donateurs, anciens ou nouveaux, petits ou grands : sans leurs contributions volontaires, nous n'aurions pu accomplir qu'une infime partie du travail présenté ici. L'an dernier, au plus fort de la crise économique mondiale, nous avons constaté avec un immense soulagement que ces donateurs avaient pu continuer à financer notre action. Nous comptons sur leur soutien indéfectible au cours de ce nouvel exercice biennal, pendant que nous nous efforcerons de trouver de nouvelles sources de financement et de les développer pour renforcer l'appui offert par nos donateurs habituels.



Navanethem Pillay  
Haut-Commissaire

Avril 2010

# Résumé des résultats

## Principales initiatives de l'année 2009

Après plusieurs années de croissance de ses effectifs et de ses dépenses, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est consacré en 2009 à la consolidation de ses programmes au siège et sur le terrain. Une attention particulière a été accordée au renforcement des liens entre le travail accompli à Genève, notamment l'appui à la définition de normes internationales en matière de droits de l'homme et au suivi de leur application, et l'action de protection et de coopération technique menée par des spécialistes des droits de l'homme sur le terrain, dans les 55 sites où le HCDH est présent.

Le Haut-Commissariat a pris d'autres mesures pour compléter son réseau de bureaux régionaux à travers le monde, ouvrant un Bureau régional pour l'Europe à Bruxelles et un Centre de formation et de documentation des Nations Unies pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe au Qatar. Le bureau de liaison régional situé à Santiago du Chili a été requalifié en Bureau régional pour l'Amérique du Sud. À la fin de l'année 2009, le HCDH disposait de 12 bureaux ou centres régionaux, de dix bureaux de pays ou bureaux autonomes et de 17 conseillers pour les droits de l'homme, détachés auprès d'équipes de pays des Nations Unies ; il appuyait en outre les composantes droits de l'homme de 16 missions de paix des Nations Unies. Les pourparlers relatifs à l'implantation d'un Bureau régional pour l'Afrique du Nord se sont poursuivis. Un nouveau bureau devrait ouvrir ses portes en Mauritanie en 2010, suite à la conclusion d'un accord avec le Gouvernement de ce pays en septembre 2009.

Pour parer à de nouvelles crises en matière de droits de l'homme ou à des situations demandant à être traitées de toute urgence, le Haut-Commissariat a dépêché des équipes d'experts au Gabon, au Honduras, en Iraq, à Madagascar et dans le territoire palestinien occupé ; dans le même temps, il a mis des effectifs à disposition pour soutenir la Commission internationale chargée d'enquêter sur les événements survenus en Guinée, ainsi que la Mission d'établissement des faits relatifs au conflit de Gaza. Afin de doter le HCDH de moyens plus solides pour envoyer dans les plus brefs délais du personnel sur le terrain, la Section d'intervention rapide et d'appui aux missions de paix, qui emploie 14

personnes à plein temps, a géré un fichier interne de 75 spécialistes des droits de l'homme prêts au déploiement.

Au niveau intergouvernemental, le Haut-Commissariat a continué de prêter son concours au Conseil des droits de l'homme, notamment au mécanisme d'examen périodique universel (EPU) du Conseil, qui permet d'examiner à intervalles réguliers le bilan des 192 États membres de l'ONU en matière de droits de l'homme. Le premier cycle d'examens doit prendre fin en 2012 et, à l'approche de cette échéance, l'attention s'oriente davantage sur la mise en œuvre des recommandations, un domaine dans lequel le HCDH se tient prêt à offrir son aide et où il intervient déjà. Le Haut-Commissariat a également appuyé la Conférence d'examen de Durban, réunie en avril 2009 pour faire le point sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, adoptés lors de la Conférence de 2001 sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Le soutien du HCDH et les efforts déployés personnellement par la Haut-Commissaire pour dégager des axes de convergence ont contribué à l'adoption d'un Document final soutenu par 182 pays et engageant à la fois les États et les Nations Unies à prendre davantage de mesures pour lutter contre le racisme.

L'impact produit par les efforts d'information a continué de croître. Les organes d'information – presse écrite, radio et télévision et médias électroniques – ont publié davantage de déclarations et de discours de la Haut-Commissaire. La Journée des droits de l'homme, célébrée le 10 décembre 2009, a donné le coup d'envoi à une campagne d'une année contre la discrimination, avec comme mot d'ordre : « Optez pour la diversité, mettez fin à la discrimination ». Une évaluation très complète du site web a permis d'élaborer, pour le prochain exercice biennal, un plan destiné à faire en sorte que les prestations du site soient mieux alignées sur les objectifs de l'organisation.

L'un des grands enjeux de l'année 2009 a été la préparation du Plan de gestion stratégique (PGS) du HCDH pour l'exercice 2010-2011. Fondé sur le Programme 19 du Cadre stratégique du Secrétaire général pour 2010-2011, approuvé par l'Assemblée générale en décembre 2008, le PGS expose les réalisations auxquelles le Haut-Commissariat entend parvenir au cours des deux prochaines années, les



La Haut-Commissaire Navanethem Pillay lors d'une conférence de presse

stratégies proposées à cet effet et les indicateurs qui permettront de mesurer la progression en direction de ces objectifs. C'était la première fois que ce processus de planification se déroulait sous la direction de la Haut-Commissaire Navanethem Pillay, et le document final a été établi avec le concours de collaborateurs de l'ensemble du HCDH. Le nouveau Plan, qui présente un système amélioré de suivi de l'exécution et des résultats, met en outre davantage l'accent sur six priorités thématiques. Pour renforcer encore la capacité de gestion, le HCDH a lancé en 2009 un programme d'amélioration de l'efficacité organisationnelle qui cherchera à déterminer comment les différentes composantes du Haut-Commissariat peuvent contribuer de manière optimale à la réalisation des objectifs de l'ensemble de l'organisation et perfectionner les méthodes de travail.

Les activités exécutées en 2009 et les résultats auxquels elles ont abouti sont décrits dans les chapitres qui suivent et présentés conformément à la structure du HCDH, par division, bureau extérieur ou autre unité organisationnelle. Le Haut-Commissariat, qui s'est engagé à suivre les résultats au niveau des activités, est en outre déterminé à mesurer la progression en direction des réalisations escomptées à l'échelle de l'organisation, telles qu'exposées dans son Plan de gestion stratégique. Neuf réalisations escomptées ont

été définies pour l'exercice 2008-2009, chacune de ces réalisations étant destinée à mettre en lumière le type de changements que le HCDH cherche à susciter par ses efforts collectifs, au siège comme sur le terrain. Les progrès accomplis en direction de ces réalisations attendues sont résumés dans les paragraphes qui suivent, des informations supplémentaires étant présentées dans le tableau de l'Annexe II (pp. 244-247).

**RÉALISATION 1 :  
CONFORMITÉ ACCRUE DES  
INSTITUTIONS ET DES LÉGISLATIONS  
NATIONALES, AINSI QUE DES  
PROGRAMMES NATIONAUX, AVEC LES  
NORMES INTERNATIONALES  
RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME.**

Les avis techniques communiqués aux gouvernements et aux législateurs ont influé sur la teneur de quelque 61 nouveaux textes de loi ou amendements législatifs en rapport avec les droits de l'homme, adoptés dans 38 pays en 2009. Citons à titre d'exemple une nouvelle loi votée en Colombie, qui facilite la recherche et l'identification des victimes de disparitions forcées ; le retrait, au Rwanda, d'une proposition qui aurait sanctionné lourdement l'homosexualité ; des révisions apportées à la loi sur

l'enfance en Ouganda ; une réforme de la justice pénale en Géorgie ; des textes de loi contre la discrimination en Albanie et en République de Moldova ; une loi sur la violence familiale au Kazakhstan ; un nouveau code pénal au Timor-Leste ; une loi renforçant la protection des droits de la femme en Afghanistan ; et l'élaboration d'une nouvelle Constitution ainsi que de lois sur la justice transitionnelle au Népal. Les conseils du HCDH ont également eu une incidence sur le contenu de nombreux projets de loi toujours en cours d'examen, dont des projets de loi sur la violence à l'égard des femmes au Guatemala, en El Salvador et au Soudan, sur la santé mentale en Ouganda, sur les droits des personnes handicapées en Sierra Leone, sur la protection des témoins en Argentine, sur la mise en place d'un organe de prévention de la torture au Liban (mécanisme national de prévention créé en application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture), et sur les crimes commis au nom de « l'honneur » dans le territoire palestinien occupé. Le HCDH a également entrepris de conclure un accord avec les Forces libanaises de sécurité intérieure afin de renforcer la protection des droits de l'homme au travers de l'amélioration des procédures, de l'élaboration d'un code de conduite et d'un programme de formation.

Une série de déclarations politiques et de décisions ministérielles mises en œuvre par des gouvernements en 2009 portent également la trace de la contribution du HCDH ; mentionnons notamment des mesures sur le logement, les sans-abris et la santé des prisonniers au Cambodge, une nouvelle politique nationale en faveur des personnes handicapées en Papouasie-Nouvelle-Guinée, une nouvelle stratégie de prise en charge des besoins des déplacés internes au Kenya, un décret présidentiel sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités à Djibouti et l'adoption, par décret ministériel, d'un contrat unique pour les employés de maison immigrés au Liban. Les conseils d'expert prodigués par le personnel du Haut-Commissariat ont également aidé des tribunaux à appliquer les principes relatifs aux droits de l'homme. Au Guatemala, par exemple, la note d'information présentée en 2008 par le HCDH en qualité d'*amicus curiae* a contribué à une décision de la Cour suprême sur les disparitions forcées ; cette décision a ouvert la voie aux premières condamnations prononcées en 2009 contre des militaires pour des disparitions survenues pendant le conflit des années 1980.

Les efforts déployés par le HCDH pour appuyer la création d'institutions nationales des droits de l'homme et pour renforcer leur indépendance ainsi que leurs capacités ont continué à porter leurs fruits en 2009. À Bahreïn, une loi portant création d'une

institution nationale des droits de l'homme a été approuvée et d'autres textes législatifs en rapport avec le travail des institutions nationales des droits de l'homme ont été adoptés au Bangladesh, au Chili, à Nauru, au Pakistan et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Suite à l'adoption, en Iraq, d'une loi portant création d'une commission nationale des droits de l'homme à la fin de l'année 2008, le HCDH a orienté la Mission des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) dans ses efforts pour aider à la mise en place d'un comité d'experts chargé de sélectionner les commissaires appelés à siéger au sein de ce nouvel organe. En 2009, le Haut-Commissariat a assuré des formations ou appuyé les activités de formation menées par des organisations partenaires pour renforcer les capacités des institutions nationales des droits de l'homme dans quelque 56 pays. À la fin de l'année 2009, 65 institutions (soit une de plus qu'à la fin de l'année 2008) s'étaient vues attribuer le statut A par le Comité international de coordination des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme ; 16 (soit trois de plus qu'en 2008) avaient le statut B et neuf (soit une de plus qu'en 2008) avaient le statut C.

**RÉALISATION 2 :**  
**COLLABORATION ACCRUE DES**  
**GOUVERNEMENTS AVEC LES ORGANES**  
**ET MÉCANISMES DE DÉFENSE DES**  
 **Droits de l'homme de l'ONU**  
**(ORGANES DE SUIVI DES TRAITÉS,**  
**CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME,**  
**PROCÉDURES SPÉCIALES, MÉCANISME**  
**D'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL) ET**  
**RESPECT PLUS SCRUPULEUX DE**  
**LEURS RECOMMANDATIONS.**

En 2009, les détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales – ces experts indépendants mandatés par le Conseil des droits de l'homme pour enquêter sur des problèmes de droits de l'homme et en rendre compte – se sont montrés particulièrement actifs et ont fait preuve d'un engagement fort. Au total, les détenteurs de mandat ont entrepris 73 missions d'établissement des faits dans 51 pays (contre 53 missions dans 48 pays en 2008). Les invitations permanentes témoignent de l'étendue de la coopération des États avec les procédures spéciales ; en 2009, 66 pays (soit trois de plus qu'en 2008) ont adressé des invitations de cette nature à des détenteurs de mandat. Soixante-dix États ont reçu une ou plusieurs requêtes de détenteurs de mandat, sollicitant leur autorisation pour entreprendre des visites, et 58 ont répondu favorablement à l'une au moins de ces demandes. Environ un tiers des communications adressées par



des détenteurs de mandat à des gouvernements pour attirer leur attention sur des allégations précises de violations des droits de l'homme ont obtenu une réponse (taux de réponse semblable à celui des dernières années).

Les organes de suivi des traités appuyés par le HCDH ont tenu 20 sessions à Genève et à New York en 2009, ce qui équivalait à 64 semaines de réunions, chaque session durant une à quatre semaines. Au total, 103 rapports soumis par des États ont été examinés en plénière et si nécessaire au sein de groupes de travail. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a dû se scinder en deux chambres lors d'une session et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a prolongé l'une de ses sessions d'une semaine pour liquider l'arriéré de rapports à examiner. La nécessité d'accorder plus d'attention à la mise en œuvre des recommandations des organes de suivi des traités est davantage reconnue et quatre organes de suivi des traités ont mis au point des procédures spécifiques, concernant les suites à donner à leurs recommandations. Par exemple, 25 pays étaient censés adresser au Comité contre la torture des réponses sur les mesures de suivi qu'ils avaient prises en 2009 ; au total, dix réponses ont été reçues.

Le Haut-Commissariat a appuyé, 24 semaines durant, les différentes réunions du Conseil des droits de l'homme – sessions ordinaires, sessions extraordinaires et réunions d'organisation – ainsi que les réunions de ses organes subsidiaires, dont l'EPU. Depuis la mise en place de l'EPU, tous les États devant se soumettre à l'examen ont pleinement participé au processus ; 48 pays ont été examinés en 2009. Seize pays ont bénéficié d'une assistance au titre du Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'examen périodique universel, et le HCDH a organisé sept séances de formation régionales pour fournir à des États et à d'autres parties prenantes des renseignements au sujet de l'EPU et pour faciliter la préparation des rapports nationaux.

**RÉALISATION 3 :**  
**AUGMENTATION DU NOMBRE DE**  
**RATIFICATIONS DES INSTRUMENTS**  
**INTERNATIONAUX RELATIFS AUX**  
**DROITS DE L'HOMME ET RÉEXAMEN**  
**DES RÉSERVES.**

Quatre-vingt-sept nouvelles ratifications de traités internationaux relatifs aux droits de l'homme ont été recensées en 2009, contre 100 en 2008 et 63 en 2007. Neuf pays ont retiré une ou plusieurs de leurs réserves.

Il convient de remarquer que depuis septembre 2009, date à laquelle il a été ouvert à la signature, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, a déjà été signé par 31 pays ; c'est le premier traité international qui offre aux particuliers un cadre global pour porter plainte contre des violations de leurs droits économiques, sociaux et culturels.

À la suite des efforts déployés par le HCDH pour parvenir à la ratification universelle, à ce jour, 99 pour cent des États membres ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant et plus de 95 pour cent la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; le taux de ratification des autres conventions existantes est compris entre 70 et 80 pour cent, avec quelques exceptions notables, telles que la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. La Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui est entrée en vigueur il y a moins de deux ans, avait été ratifiée par 76 États à la fin de l'année 2009, avec neuf ratifications supplémentaires au cours de l'année (Bosnie-Herzégovine, Canada, Émirats arabes unis, France, Lettonie, Maldives, Maurice, Ukraine et Zambie).

**RÉALISATION 4 :**  
**MÉCANISMES DE JUSTICE ET**  
**D'ÉTABLISSEMENT DES**  
**RESPONSABILITÉS MIS EN PLACE ET**  
**FONCTIONNANT CONFORMÉMENT AUX**  
**NORMES INTERNATIONALES RELATIVES**  
**AUX DROITS DE L'HOMME, CHARGÉS**  
**DE SURVEILLER LE RESPECT DES**  
**DROITS CIVILS ET POLITIQUES, AINSI**  
**QUE DES DROITS ÉCONOMIQUES,**  
**SOCIAUX ET CULTURELS, D'ENQUÊTER**  
**SUR LES VIOLATIONS DE CES DROITS**  
**ET D'Y REMÉDIER.**

Quelque 42 pays, dans lesquels le HCDH s'est engagé activement, ont mis en place des commissions spéciales ainsi que des mécanismes judiciaires, et pris d'autres initiatives pour surveiller la situation des droits de l'homme, enquêter sur les violations de ces droits et offrir des réparations. Le Haut-Commissariat s'est efforcé d'assurer la conformité de ces mécanismes avec les normes internationales, en offrant le cas échéant des conseils et une assistance technique, en mettant en lumière les insuffisances, en diffusant les enseignements tirés d'expériences précédentes ainsi que les pratiques optimales, et en proposant des améliorations. Citons, à titre d'exemple,

le processus de consultation nationale sur la justice transitionnelle au Togo, facilité par le HCDH, et la création dans ce pays d'une Commission vérité, justice et réconciliation ; une Commission pour la déclassification des archives militaires au Guatemala ; un rapport sur le massacre de Pando en Bolivie ; et la constitution d'une Commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des manifestations qui ont suivi les élections en République de Moldova.

**RÉALISATION 5 :**  
**AUGMENTATION DU NOMBRE DE MESURES PRISES POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES GROUPES MARGINALISÉS ET VICTIMES DE DISCRIMINATIONS, EN PARTICULIER LES FEMMES, À LA JUSTICE ET AUX SERVICES ESSENTIELS, ET POUR LEUR PERMETTRE DE PARTICIPER AUX PROCESSUS D'ÉLABORATION ET DE CONTRÔLE DES POLITIQUES PUBLIQUES.**

Les personnes les plus marginalisées sur le plan social et celles qui souffrent de discriminations, en particulier les femmes, sont souvent exclues des processus décisionnels et ne peuvent accéder à la justice, ainsi qu'à des services essentiels, tels que la santé et l'éducation, aux mêmes conditions que les autres groupes. La lutte contre de telles injustices et les efforts visant à y remédier occupent une place prioritaire dans l'action menée par le HCDH, notamment dans les pays. En 2009, 44 pays dans lesquels le Haut-Commissariat était engagé ont pris des mesures à cet effet, le HCDH soutenant généralement ce processus par des formations et des conseils techniques. Mentionnons, à titre d'exemple, les mesures prises pour offrir une aide juridique aux pauvres et aux femmes et pour encourager la participation des femmes aux processus électoraux au Togo, l'octroi d'une aide juridique à Makeni en Sierra Leone, la création de services de protection de l'enfance et de la famille en Ouganda, la protection des défenseurs des droits de l'homme au Cambodge, l'organisation de procès stratégiques pour défendre les droits de peuples autochtones au Guatemala, la scolarisation d'enfants batwa et apatrides au Burundi, l'approbation, pour la première fois, par un tribunal de la République de Moldova, d'une ordonnance de protection d'une victime de violences familiales, et la promotion du droit à un logement convenable au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan.

**RÉALISATION 6 :**  
**AUGMENTATION DU NOMBRE ET DE LA DIVERSITÉ DES TITULAIRES DE DROITS, AINSI QUE DES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE INTERVENANT EN LEUR FAVEUR, QUI ONT RECOURS AUX MÉCANISMES ET ORGANES ONUSIENS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME.**

Le grand nombre de documents soumis aux organes de suivi des traités, aux détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales et au Conseil des droits de l'homme, y compris dans le cadre de l'examen périodique universel, offre une indication importante sur l'utilisation qui est faite des organes et mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme par les institutions nationales des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales (ONG) et les titulaires de droits individuels. En 2009, le HCDH a déployé des efforts énergiques, à Genève et sur le terrain, pour aider à la fois les institutions nationales et la société civile – notamment par des formations, par la diffusion de supports d'information et par une assistance sur site lors de réunions intergouvernementales essentielles – à coopérer plus efficacement avec le dispositif onusien de défense des droits de l'homme.

En 2009, le volume de courrier adressé aux organes de suivi des traités a augmenté de 10 pour cent par rapport à 2008, 9 900 communications étant reçues et 110 considérées comme des plaintes individuelles admissibles. Dans le même temps, le courrier adressé aux procédures spéciales par des institutions nationales des droits de l'homme, par des organisations de la société civile et par des particuliers a augmenté de près de 25 pour cent – passant de 1 397 communications en 2008 à 1 725 en 2009. Le nombre de documents soumis par des ONG et des institutions nationales au Conseil des droits de l'homme a également progressé. Les ONG dotées d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social ont présenté 252 documents lors des sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil des droits de l'homme en 2009 (contre 200 en 2008), les institutions nationales en soumettant 28 (contre 11 en 2007). À l'inverse, les communications reçues au titre du mécanisme spécial de dépôt de plaintes ont diminué : 1 479 plaintes ont été déposées par des particuliers en 2009 (contre 3 169 en 2008), les ONG en adressant 19 (contre 91 en 2008). Comme au cours des années précédentes, la plupart des plaintes émanant de particuliers ont été reçues sous la forme de communications en masse.

Dans le cadre de l'examen périodique universel, les organisations de la société civile ont présenté 811 documents (contre 654 en 2008) et les institutions nationales des droits de l'homme 14 (contre 16 en 2008). Treize documents ont été soumis par des organisations régionales et 39 par d'autres organismes des Nations Unies.

**RÉALISATION 7 :  
COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DE  
PLUS EN PLUS SENSIBLE, ATTENTIVE  
ET RÉACTIVE AUX PROBLÈMES ET AUX  
SITUATIONS CRITIQUES EN MATIÈRE  
DE DROITS DE L'HOMME**

En 2009, outre quatre sessions extraordinaires consacrées à des problèmes urgents en matière de droits de l'homme, le Conseil des droits de l'homme a organisé sept débats thématiques, discussions et/ou tables rondes pour traiter des droits des personnes handicapées, du droit à l'alimentation, des droits de l'enfant, des droits de la femme, de l'incidence des changements climatiques sur les droits de l'homme, des droits des migrants dans les centres de détention et de l'intégration d'une perspective sexospécifique dans ses travaux. Par ailleurs, la Conférence d'examen de Durban a donné lieu, en avril, à quantité de manifestations parallèles, dont bon nombre organisées conjointement par le HCDH et des partenaires onusiens pour traiter notamment de la discrimination liée au VIH-sida, de l'extrême pauvreté et des droits de l'homme, des migrations et de la discrimination sur le lieu de travail.

Le HCDH a continué d'œuvrer à l'intégration de la dimension des droits de l'homme dans diverses manifestations organisées par des organes intergouvernementaux, dont la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Copenhague et une réunion de l'Union africaine, de la Commission économique pour l'Afrique et du HCDH sur « Le mécanisme d'évaluation intra-africaine, l'examen périodique universel et le droit au développement ». Le Haut-Commissariat a également participé à l'élaboration du Cadre d'action global de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire.

Des dizaines d'initiatives ont été menées sur le terrain. Le HCDH s'est notamment employé, en coopération avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Bureau du coordonnateur résident au Kenya, à élaborer des supports de sensibilisation à la Déclaration universelle des droits de l'homme. En Afrique du Sud, les efforts conjointement déployés par le HCDH, des

partenaires onusiens et les autorités sud-africaines ont abouti à une série de manifestations très remarquées lors de la Journée internationale des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat a également coopéré avec les autorités nationales et la société civile pour promouvoir les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme au Nicaragua et pour encourager la mobilisation en faveur des droits fondamentaux en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il a travaillé avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour appuyer un festival de cinéma sur les droits de l'homme à Jérusalem et avec l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) pour organiser, dans le territoire palestinien occupé, un concours d'affiches sur le même thème qui a suscité un vif intérêt au sein de la population. Parallèlement, le HCDH a formé des soldats de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) aux droits de l'homme et les membres de l'équipe des Nations Unies au Liban à l'application d'une approche soucieuse des droits de l'homme dans leurs domaines d'action respectifs. Il a offert une formation et une assistance technique à la Ligue des États arabes et au Comité arabe des droits de l'homme, récemment créé.

**RÉALISATION 8 :  
MEILLEURE INTÉGRATION DES  
NORMES ET PRINCIPES RELATIFS AUX  
DROITS DE L'HOMME, DONT LE DROIT  
AU DÉVELOPPEMENT, DANS LES  
POLITIQUES ET LES PROGRAMMES DU  
SYSTÈME DES NATIONS UNIES EN  
RAPPORT AVEC LE DÉVELOPPEMENT,  
L'ACTION HUMANITAIRE, LA PAIX ET  
LA SÉCURITÉ, ET LES QUESTIONS  
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES**

Seize documents de politique générale, exposés de position et directives de toute première importance, intégrant les préoccupations relatives aux droits de l'homme, ont été adoptés par d'autres institutions de l'ONU et des organisations multilatérales d'aide au développement (contre dix en 2008). Parmi les faits marquants, citons l'adoption, à l'échelle du système, de directives sur l'assistance dans le domaine de la démocratie, explicitement fondées sur les normes internationales en matière de droits de l'homme ; l'approbation, par l'ensemble du système, d'une note d'orientation du HCDH sur la justice transitionnelle ; l'adoption de nouvelles normes intégrées des Nations Unies sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, tenant pleinement compte des droits de l'homme ; et l'adoption de directives sur l'évaluation et la planification stratégique destinées aux missions intégrées, dans lesquelles les droits de l'homme bénéficient de l'attention voulue. Avec l'appui du





Manifestation à Katmandou (Népal), à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme.

HCDH, la dimension des droits de l'homme a également été prise en compte dans quantité d'autres publications, notes d'orientation, discours et déclarations clés de l'année 2009, notamment dans des déclarations du Secrétaire général, ainsi que dans des rapports d'activités et des communiqués de presse rédigés par d'autres organismes multilatéraux.

Neuf équipes des Nations Unies (contre sept en 2008) ont ajouté des références aux recommandations pertinentes des mécanismes et organes de défense des droits de l'homme dans les bilans communs de pays/Plans-cadres pour l'aide au développement qui devaient être lancés dans des pays. En outre, grâce au concours du HCDH, des activités en faveur des droits de l'homme ont été incluses dans des documents de programmation et des projets spécifiques exécutés par des partenaires onusiens dans 51 pays, répartis comme suit : 20 en Afrique, dix en Asie et dans le Pacifique, neuf aux Amériques, sept en Europe et en Asie centrale, et cinq au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

En novembre, s'exprimant au nom de la Haut-Commissaire, la Haut-Commissaire adjointe a abordé la question de la sécurité des civils dans les conflits armés devant le Conseil de sécurité, soulignant la nécessité de reconnaître que la dimension des droits de l'homme revêt une grande importance dans bon nombre de problèmes relatifs à la paix et à la sécurité. Le HCDH a continué d'appuyer le Département des opérations de maintien de la paix et le Département

des affaires politiques dans leurs activités quotidiennes de planification, de recrutement et de mise en œuvre concernant les missions de paix intégrées, en veillant à ce que les composantes droits de l'homme de ces missions soient dotées d'effectifs suffisants, adéquatement financées et soutenues par les formations et les documents d'orientation nécessaires. Le Haut-Commissariat et le Département des affaires politiques ont entrepris une étude conjointe afin d'évaluer et d'améliorer l'intégration des droits de l'homme dans les missions dirigées par le Département.

Le HCDH est l'un des principaux acteurs chargés de la protection dans les opérations humanitaires et à ce titre, il a intégré les droits de l'homme dans les efforts globaux de préparation et d'intervention des équipes de pays humanitaires. En particulier, le HCDH a joué le rôle de chef de file dans une dizaine de modules de protection intervenant sur le terrain, notamment en Afghanistan, au Burundi, en République centrafricaine, à Fidji, en Haïti, en Iraq, au Kirghizistan, dans le territoire palestinien occupé, au Tchad et au Timor-Leste. Les bureaux extérieurs du Haut-Commissariat ont également facilité la prise en compte des préoccupations relatives aux droits de l'homme et l'application d'une approche fondée sur les droits dans les Plans d'action humanitaire communs et les procédures d'appel global et présenté, en 2009, des projets de protection des droits de l'homme dans les documents de cette nature publiés pour le Népal, l'Ouganda et le territoire palestinien occupé.



## Les donateurs maintiennent leur soutien en dépit de la crise financière

En 2009, une fois encore, près des deux tiers des fonds nécessaires à l'exécution du programme de travail du HCDH ont été apportés par des contributions volontaires. La crise économique et la crise financière mondiales ont entraîné une récession généralisée qui n'a pas épargné les pays donateurs ; en dépit de contraintes budgétaires croissantes, ceux-ci ont continué de prodiguer une aide sensiblement identique à celle de l'année précédente, offrant 118,1 millions de dollars E.-U. (contre 119,9 millions en 2008), 56 pour cent de ces fonds étant accordés sans aucune condition d'utilisation (contre 54 pour cent en 2008).

Si la valeur totale des contributions, calculée en dollars des États-Unis, était inférieure d'1,5 pour cent au montant record atteint en 2008, les contributions des États membres ont, en réalité, connu une légère hausse. Mesurées dans les devises des donateurs et non en dollars

américains, les contributions ont en fait augmenté de plus de 5 pour cent par rapport à 2008 – bien que cette progression assez marquée ait été masquée par la force du dollar. La hausse a été particulièrement sensible au premier semestre 2009, période durant laquelle la plupart des contributions ont été reçues. En revanche, le nombre d'États membres donateurs a passablement diminué, passant de 83 à 69 ; ceci est dû au fait que plusieurs donateurs récents avaient offert leur première contribution en 2008, suite à l'appel spécial lancé pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; certains n'ont pu renouveler leur soutien en 2009.

Bien que ces résultats témoignent de la solidité et de la pérennité globales du soutien financier au programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme, le HCDH demeure préoccupé par la durabilité des financements ; il y a

en effet lieu de se demander si ces montants pourront demeurer identiques en 2010 et en 2011, lorsque l'impact des réductions des dépenses publiques se fera vraisemblablement sentir avec plus d'acuité sur les budgets d'aide d'un certain nombre de grands donateurs. La récession économique, la crise alimentaire et la crise énergétique mettent en péril les moyens d'existence et les droits de centaines de millions de personnes, qui comptent parmi les plus pauvres et les plus vulnérables du monde ; les Nations Unies ne pourraient donc choisir plus mal leur moment pour réduire leur action dans le domaine des droits de l'homme. Dans ce contexte, nous demandons instamment à tous les États membres et à l'ensemble des donateurs de veiller à mettre à la disposition du HCDH des ressources suffisantes pour lui permettre de poursuivre son travail avec la même ampleur.



### **RÉALISATION 9 : COHÉRENCE ET UNITÉ ACCRUES DES MÉCANISMES ET DES ORGANES DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES.**

L'EPU offre l'occasion de regrouper toutes les recommandations pertinentes des organes de suivi des traités et des procédures spéciales s'appliquant à chaque État examiné et de les exposer de manière cohérente à l'État concerné. En 2009, le HCDH a veillé, comme au cours des années précédentes, à ce que toutes les recommandations pertinentes soient incluses dans la documentation fournie à l'appui de l'EPU ; trente à quarante pour cent de ces recommandations ont été citées par des membres du Conseil des droits de l'homme et des observateurs auprès du Conseil dans leurs interventions lors des sessions d'EPU. Il a également été observé qu'un certain nombre d'États devant se soumettre prochainement à l'examen faisaient le nécessaire pour établir des rapports attendus par des organes de suivi des traités ; plusieurs d'entre eux ont en outre invité des détenteurs de mandat à se rendre sur leur territoire et à examiner des questions préoccupantes.

Les efforts visant à accroître la cohérence et à encourager l'harmonisation des méthodes de travail des organes de suivi des traités ont progressé, neuf pays soumettant des documents de base communs en 2009, contre cinq en 2008 et quatre en 2007. Tous les

documents de base présentés par ces pays ont été jugés conformes aux directives. Un organe de traité supplémentaire a adopté des directives ciblées pour l'établissement des rapports relevant de sa compétence, et, à l'occasion de la Réunion intercomités, les participants ont approuvé un format révisé prévoyant la création d'un groupe de travail sur le suivi. Les efforts visant à réexaminer les pratiques actuelles et à élaborer de nouvelles propositions pour renforcer le système des organes de suivi des traités ont reçu une nouvelle impulsion en 2009, plusieurs réunions étant organisées ou planifiées avec la participation du HCDH.

Plusieurs détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales ont travaillé en étroite coopération avec des organes de suivi des traités pour veiller à ce que leurs recommandations soient incluses dans les conclusions des organes de traités, chaque fois que c'était opportun. De même, le HCDH a aidé les procédures spéciales à intégrer les conclusions des organes de traités et les recommandations de l'EPU dans leurs travaux. Le Comité de coordination des procédures spéciales a continué à encourager un renforcement de la coordination entre les détenteurs de mandat. Ces derniers ont adressé 689 communications à 119 États en 2009 – dont deux tiers de communications conjointes, impliquant deux mandats ou plus. Sur les 223 déclarations et communiqués de presse diffusés par des détenteurs de mandat au cours de l'année, environ 14 pour cent ont fait l'objet d'une publication conjointe.







# Rapport du HCDH pour l'année 2009





# À propos du HCDH

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme est l'expression de l'attachement de la communauté mondiale aux idéaux universels de la dignité humaine. Ces idéaux, qui ont pris forme dans la pensée philosophique de l'Antiquité, sont aujourd'hui consacrés par le droit international relatif aux droits de l'homme. Le programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme vise à faire de la protection de ces droits une réalité dans la vie de chacun, partout. Dans ce contexte, le Haut-Commissariat joue un rôle crucial en préservant l'intégrité des trois piliers du système des Nations Unies – la paix et la sécurité, les droits de l'homme, et le développement. Le HCDH, qui fait partie du Secrétariat de l'ONU, siège à Genève et est représenté à New York ; il dispose également de collaborateurs en poste dans des bureaux régionaux et des bureaux de pays, ou déployés au sein des missions de paix et des équipes des Nations Unies dans plus de 50 pays.

## Méthode

L'action du Haut-Commissariat porte sur trois grands domaines : définition de normes, surveillance et mise en œuvre. Le HCDH prête son concours technique et administratif aux divers organes onusiens de défense des droits de l'homme lorsque ceux-ci s'acquittent de leurs fonctions de définition de normes et de surveillance. La recherche et l'analyse permettent d'approfondir les connaissances actuelles sur les cinq catégories de droits – civils, culturels, économiques, politiques et sociaux – et de susciter une prise de conscience à cet égard. Des experts sont également déployés dans des bureaux extérieurs et dans d'autres types de missions, y compris en cas de crise, pour aider les pays à honorer leurs obligations en matière de droits de l'homme.

## Appui aux organes et mécanismes

Le Conseil des droits de l'homme, qui réunit les représentants de 47 États membres des Nations Unies élus par l'Assemblée générale pour une période donnée, bénéficie du soutien juridique et technique du HCDH dans tous ses travaux, notamment lors de ses sessions ordinaires et extraordinaires, de ses réunions d'organisation et des réunions de ses organes subsidiaires. Le Haut-Commissariat organise également des réunions multipartites avec, par exemple, des représentants de la société civile, ainsi que des débats thématiques, des discussions et des tables rondes d'experts.

Le personnel appuie en outre le fonctionnement du nouveau mécanisme coopératif, l'examen périodique

### Mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

En vertu de la résolution 48/141 de l'Assemblée générale, le Haut Commissaire aux droits de l'homme est le fonctionnaire des Nations Unies auquel incombe, « à titre principal », la responsabilité des activités menées par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Il a les fonctions suivantes :

- promouvoir et protéger les droits de l'homme de chacun ;
- adresser aux organes des Nations Unies compétents des recommandations visant à améliorer la promotion et la défense de tous les droits de l'homme ;
- promouvoir et protéger le droit au développement ;
- apporter une assistance technique afin d'appuyer les activités menées dans le domaine des droits de l'homme ;
- coordonner les programmes des Nations Unies relatifs à l'éducation et à l'information dans le domaine des droits de l'homme ;
- contribuer activement à écarter les obstacles qui entravent la réalisation des droits de l'homme ;
- contribuer activement à empêcher que les violations des droits de l'homme ne persistent ;
- engager un dialogue avec les gouvernements afin de garantir le respect des droits de l'homme ;
- renforcer la coopération internationale ;
- coordonner les activités touchant la promotion et la protection des droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations Unies ;
- rationaliser, adapter, renforcer et simplifier les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies.

universel (EPU), qui a étudié la situation des droits de l'homme dans la moitié – soit 96 – des États membres de l'ONU entre sa première session en avril 2008 et sa sixième session en décembre 2009. Le HCDH a organisé de nombreuses formations et présentations sur le nouveau mécanisme dans le monde entier afin de fournir aux États et à d'autres intervenants des renseignements au sujet de l'EPU et de faciliter la préparation des rapports.

Le Haut-Commissariat prête son concours technique et opérationnel aux groupes d'experts indépendants désignés par le Conseil des droits de l'homme et dénommés « procédures spéciales », facilitant leurs visites dans des pays, ainsi que la conduite de leurs enquêtes et l'élaboration de leurs rapports.

## Historique

Le programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme s'est considérablement étoffé depuis ses débuts modestes, il y a une soixantaine d'années. Il a d'abord pris la forme d'une petite division du Secrétariat de l'ONU à New York, dans les années 1940. La division a ensuite déménagé à Genève et a été requalifiée en Centre des droits de l'homme dans les années 1980. Lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993, les États membres ont décidé de créer une institution de défense des droits de l'homme plus solide. Quelques mois plus tard, l'Assemblée générale a voté une résolution créant le poste de Haut-Commissaire aux droits de l'homme et transformant le Centre en Haut-Commissariat aux droits de l'homme, doté d'un vaste mandat et considéré comme le principal responsable des activités menées au sein du système des Nations Unies pour défendre les droits de l'homme. Douze ans plus tard, à l'occasion du Sommet mondial de 2005, les chefs d'État du monde entier se sont engagés en faveur d'un développement sans précédent du programme des Nations Unies pour les droits de l'homme, reconnaissant ainsi la nécessité impérieuse d'adopter une approche fondée sur les droits de l'homme dans toutes les activités du système et reliant par là-même les trois grands pôles d'action de l'ONU : la

paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme.

L'essor des activités des Nations Unies dans ce domaine est allé de pair avec la montée en puissance du mouvement international de défense des droits de l'homme depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre 1948. Se voulant l'expression de « l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations », la Déclaration énonce les droits fondamentaux – civils, politiques, économiques, sociaux et culturels – dont tous les êtres humains doivent bénéficier. Au fil des années, cette affirmation sans précédent des droits de l'homme a suscité un consensus de plus en plus large, s'imposant comme la norme à laquelle tous les gouvernements devraient adhérer. La Journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre, est, de fait, observée dans le monde entier. La Déclaration, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que ses deux Protocoles facultatifs, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels forment la « Charte internationale des droits de l'homme ».

À mesure que le droit international des droits de l'homme prenait corps, un certain nombre d'organes ont été

constitués au sein des Nations Unies pour faire face à l'évolution des problèmes dans ce domaine. Ces organes, qui bénéficient du concours administratif et technique du HCDH, sont tantôt issus de la Charte (organes politiques composés de représentants des États dont les fonctions ont été définies par la Charte), tantôt fondés sur les traités (comités d'experts indépendants, créés en vertu des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et chargés de veiller au respect des obligations contractées par les États du fait de leur adhésion à ces traités). La Commission des droits de l'homme, créée en 1946 et relevant du Conseil économique et social, était le principal organe intergouvernemental chargé des droits de l'homme au sein des Nations Unies jusqu'à ce qu'elle soit remplacée, en 2006, par le Conseil des droits de l'homme. Le Conseil, qui a assumé les attributions et les responsabilités précédemment confiées à la Commission, rend compte de ses travaux à l'Assemblée générale et formule à son attention des recommandations sur l'élaboration du droit international. Deux ans après sa séance inaugurale, le Conseil a mis en œuvre le plus récent des mécanismes de protection des droits de l'homme, l'examen périodique universel.

Le HCDH offre un soutien spécialisé de même nature aux neuf comités, ou organes de suivi des traités, qui se réunissent régulièrement afin de juger des efforts déployés par les pays pour s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en signant des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Certains comités, comme le Comité des droits de l'homme, qui surveille l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, examinent également les plaintes déposées par des particuliers pour dénoncer la violation des dispositions des traités. Ces décisions contribuent à l'établissement de la jurisprudence du droit international des droits de l'homme.

## Amélioration de la connaissance et de la conscience des droits de l'homme

Le Haut-Commissariat entend veiller à ce que la dimension des droits de l'homme soit intégrée dans les programmes orientés sur le développement, l'aide humanitaire, la paix et la sécurité, la gouvernance et l'état de droit au sein du système des Nations Unies. Il cherche à promouvoir une approche fondée sur le respect de l'ensemble des droits des individus et s'attache en particulier à protéger les victimes réelles ou potentielles de violations des droits de l'homme. À cet effet, le HCDH entreprend un éventail de travaux, allant de l'analyse des nouvelles tendances en matière de droits de l'homme au

traitement des problèmes et au recensement des pratiques optimales, en passant par l'élaboration de documents d'orientation et de modules de formation – à l'aide de compétences tant internes qu'externes. Le soutien et l'information de nombreux groupes d'acteurs, dont les détenteurs individuels de droits, les représentants de la société civile, les institutions nationales et régionales des droits de l'homme et les États membres de l'ONU, font partie intégrante de la stratégie d'exécution du mandat du Haut-Commissariat.

## Le travail dans les pays

À la fin de l'année 2009, le HCDH gérait ou appuyait 54 présences sur le terrain, cinq présences supplémentaires étant prévues pour l'exercice biennal 2010-2011. La présence dans les pays est indispensable pour détecter les problèmes de droits de l'homme, les mettre en évidence et élaborer des mesures pour y remédier en étroite collaboration avec les gouvernements et le système des Nations Unies. À cet effet, il est parfois nécessaire de former des policiers, des soldats et des juges, ou d'aider à la rédaction de nouvelles lois nationales en accord avec les normes internationales en matière de droits de l'homme. Dans bon nombre de pays, le Haut-Commissariat coopère également avec des institutions des droits de l'homme, des établissements universitaires, des instituts de recherche et des représentants de la société civile – organismes caritatifs, associations de défense des droits et autres organisations de promotion de la justice sociale sans liens avec le gouvernement – pour renforcer leur efficacité. Des collaborateurs sont également déployés sur le théâtre de

crises humanitaires ou d'une autre nature évoluant rapidement afin de prêter main-forte aux missions d'établissement des faits ou aux commissions chargées d'enquêter sur de graves violations des droits de l'homme.

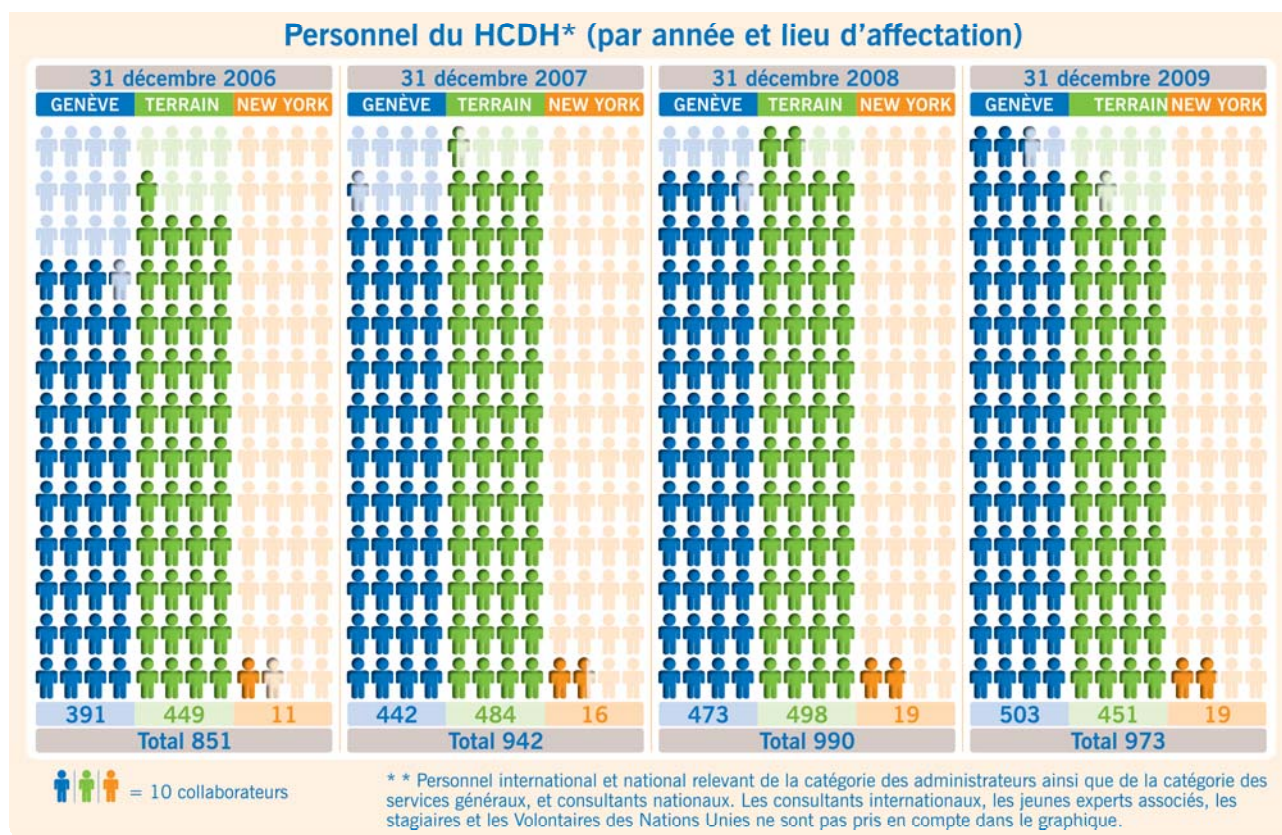
## Personnel

Au 31 décembre, pour s'acquitter de son vaste mandat, le HCDH employait 973 collaborateurs, dont 451 (46 pour cent) sur le terrain, 503 (52 pour cent) à Genève et 19 (deux pour cent) à New York. Il appuyait également des spécialistes des droits de l'homme déployés auprès de 16 missions de paix et 17 conseillers pour les droits de l'homme travaillant sur le terrain au sein des équipes de pays des Nations Unies.

## Structure

Le HCDH, qui siège à Genève, dispose en outre d'un bureau au siège de l'ONU à New York, de 12 bureaux ou centres régionaux et de dix bureaux de pays ou présences autonomes (chiffres au 31 décembre 2009 – cf. carte pp. 22-23). L'organisation appuie également les composantes droits de l'homme des missions de paix et déploie des spécialistes des droits de l'homme, qui travaillent avec les équipes de pays des Nations Unies et les conseillent.

Une restructuration interne entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2010 a doté le HCDH de quatre divisions organiques : (1) la Division du Conseil des droits de l'homme et des







Le Siège du HCDH à Genève.

procédures spéciales, qui offre un appui technique et administratif au Conseil des droits de l'homme, au processus d'examen périodique universel du Conseil et aux experts indépendants auxquels celui-ci a confié des mandats relatifs à des thèmes ou à des pays spécifiques ; (2) la Division des traités relatifs aux droits de l'homme, qui prête son concours aux organes de suivi des traités et à divers groupes de travail ; (3) la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, chargée de la supervision et de l'exécution des activités hors siège ; et (4) la Division de la recherche et du droit au développement, qui mène des recherches thématiques sur des problèmes de droits de l'homme et prodigue des conseils d'expert. Les fonctions centrales ayant trait à l'administration, à la planification, à la coordination, aux relations extérieures et à la communication sont gérées séparément par des sections spécialisées, placées sous la supervision directe du Haut-Commissaire adjoint. En décembre 2009, l'Assemblée générale a approuvé la promotion du chef du bureau de New York au poste de Sous-Secrétaire général. L'organigramme complet du HCDH est présenté à la page 243.

## Financement

Le HCDH est financé par le budget ordinaire des Nations Unies, qui fournit un peu plus du tiers des ressources nécessaires à l'exécution de son programme de travail, ainsi que par des contributions volontaires, principalement versées par des États membres. Les dernières années ont été marquées par une forte tendance à la hausse, aussi bien dans le montant provenant du budget ordinaire que dans le volume des contributions volontaires. Les ressources au titre du budget ordinaire ont augmenté de 78 pour cent depuis l'exercice biennal 2004-2005. Les contributions volontaires ont progressé plus vite encore, passant de

120,8 millions de dollars E.-U. pendant la période 2004-2005 à 238 millions en 2008-2009. Parallèlement, la proportion de contributions non liées à un usage précis est passée de 22,8 pour cent en 2004-2005 à 55 pour cent en 2008-2009.

Pour de plus amples informations sur les bailleurs de fonds, ainsi que sur les principales évolutions et difficultés en matière de financement, veuillez vous reporter aux pages 208-219 ; pour plus de détails sur le profil des donateurs institutionnels en 2009, veuillez consulter les pages 220-239.

## Emploi des fonds

Total expenditures, including expenditures under both the regular budget and extra-budgetary spending, edged up slightly in 2009 to US\$158.8 million (compared to US\$158.3 million in 2008). The increase followed several years of strong growth in spending, as the Office sought to push forward its plans for an expanded, more operational human rights programme that is more active at country level.

Le montant total des dépenses, englobant les dépenses au titre du budget ordinaire et les dépenses extrabudgétaires, a légèrement augmenté pour atteindre 158,8 millions de dollars E.-U. en 2009 (contre 158,3 millions en 2008). Cette hausse a suivi plusieurs années de croissance soutenue, car le HCDH s'est efforcé d'exécuter ses plans pour mettre en place un programme de protection des droits de l'homme plus ambitieux, plus opérationnel et plus actif à l'échelon des pays.

Si l'on ne tient pas compte des dépenses relatives à trois fonds humanitaires administrés par le HCDH qui distribuent principalement des subventions, environ 50 pour cent des dépenses totales en 2009 ont été consacrées à des activités sur le terrain, essentiellement sous forme de projets de renforcement des capacités et de surveillance de la situation des droits de l'homme, et majoritairement financées par des contributions volontaires. La recherche thématique et l'intégration des droits de l'homme ont représenté environ 14,5 pour cent des dépenses, l'appui aux organes de suivi des traités, au Conseil des droits de l'homme et à ses divers organes subsidiaires 14,2 pour cent, et le soutien aux détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil 7,5 pour cent. Les fonds restants ont été dévolus à l'appui au programme (4,5 pour cent), à la direction exécutive et à la gestion, et aux activités de collecte de fonds et de communication (9 pour cent).

Les comptes financiers de l'exercice, arrêtés au 31 décembre 2009, accompagnés d'informations sur la ventilation des dépenses et l'allocation des contributions volontaires, sont présentés dans la IV<sup>e</sup> partie, pp. 200-205.

# Le HCDH dans le monde







### Pays gérés depuis des bureaux régionaux

#### Afrique

- Afrique de l'Est – depuis Addis-Abeba
- Afrique australe – depuis Pretoria
- Afrique centrale – depuis Yaoundé  
Centre sous-régional pour la démocratie et les droits de l'homme
- Afrique de l'Ouest – depuis Dakar

#### Amériques

- Amérique centrale – depuis Panama
- Amérique du Sud – depuis Santiago du Chili

#### Asie – Pacifique

- Asie du Sud-Est – depuis Bangkok
- Pacifique – depuis Suva

#### Europe et Asie centrale

- Europe – depuis Bruxelles
- Asie centrale – depuis Bichkek

#### Moyen-Orient et Afrique du Nord

- Moyen-Orient – depuis Beyrouth

# Appui au Conseil des droits de l'homme et aux procédures spéciales

Ce chapitre décrit et évalue les résultats des efforts déployés par le HCDH pour appuyer le Conseil des droits de l'homme, ses organes subsidiaires et ses mécanismes, dont le mécanisme d'examen périodique universel (EPU), ainsi que les « procédures spéciales » - ces experts indépendants nommés par le Conseil pour enquêter sur des problèmes de droits de l'homme en rapport avec des pays ou des thèmes particuliers et pour en rendre compte. La Division du Conseil des droits de l'homme et des procédures spéciales joue un rôle de premier plan dans le travail que le HCDH accomplit dans ces deux domaines, en collaboration avec la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, la Division de la recherche et du droit au développement, et la Division des organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme.

## Conseil des droits de l'homme

### Contexte

Le Conseil des droits de l'homme, qui a remplacé la Commission des droits de l'homme en 2006, est un organe intergouvernemental composé de 47 États, chargé de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme à travers le monde. Le Conseil tient trois sessions ordinaires par an et peut le cas échéant se réunir en session extraordinaire pour traiter de problèmes ou de situations spécifiques suscitant sa préoccupation ; quatre sessions extraordinaires ont eu lieu en 2009. L'année 2009 a également été rythmée par les sessions ordinaires des mécanismes et des organes subsidiaires du Conseil, dont le Groupe de travail sur l'EPU, le Comité consultatif des droits de l'homme, qui apporte des connaissances spécialisées et des orientations au Conseil au travers de recherches et d'études de fond sur des questions thématiques, et le Groupe de travail des situations et des communications, qui relève de la procédure d'examen des requêtes du Conseil. Le HCDH prête son concours technique et administratif au Conseil et à ses organes subsidiaires.

### L'examen périodique universel

- L'EPU, créé en 2006, est un mécanisme fondé sur la coopération et destiné à rappeler à tous les États membres leurs obligations et leurs engagements, concernant le respect plein et entier et la mise en œuvre de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'objectif ultime de ce mécanisme est d'améliorer la situation des droits de l'homme dans tous les pays et de traiter les violations des droits, quel que soit le lieu où elles se produisent.
- Entre la première session en avril 2008 et la sixième session en décembre 2009, la moitié des États membres de l'ONU – soit 96 pays – ont été passés en revue au titre de l'EPU.
- Tous les États devant faire l'objet d'un examen ont pleinement participé à l'EPU.
- En 2009, le Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'examen périodique universel a permis d'accorder une aide financière à 16 pays : le Sénégal, Djibouti, Maurice, le Tchad, le Yémen, la République centrafricaine, le Belize, Vanuatu, les Comores, la Côte d'Ivoire, le Costa Rica, le Bhoutan, la République démocratique du Congo, la Dominique, le Cambodge et la République dominicaine.
- Plus de 420 documents ont été produits dans le cadre de l'EPU depuis la première session, qui s'est tenue en avril 2008.
- Un nombre important de recommandations ont été présentées au cours des deux premières années d'activité du Groupe de travail : certaines ont été acceptées par l'État examiné, d'autres rejetées et d'autres encore, déjà mises en œuvre, si l'on en croit l'État concerné. Les États doivent donner suite aux recommandations et rendre compte des mesures prises lors du prochain cycle d'EPU, qui doit débuter en 2012.
- Sept séances régionales d'information pré-session ont été organisées à l'intention des États qui devaient être examinés en 2008-2009.



Le mécanisme de l'EPU, au moyen duquel le Conseil étudie périodiquement la manière dont tous les États membres s'acquittent de leurs obligations en matière de droits de l'homme, se réunit trois fois par an ; ses sessions, d'une durée de 10 jours ouvrables chacune, ont eu lieu en février, mai et décembre 2009. Le Groupe de travail a examiné au total 48 pays, soit 16 par session. L'examen prend la forme d'un dialogue entre le Conseil et l'État concerné, à l'issue duquel un rapport de synthèse est produit. Ce document est ensuite soumis à l'attention du Conseil, qui l'adopte lors de la session plénière suivante. Entre le lancement du processus en avril 2008 et la clôture de la sixième session du Groupe de travail en décembre 2009, la situation des droits de l'homme avait été examinée dans 96 pays, soit la moitié des États membres. La situation dans les États restants doit être étudiée d'ici à la fin de l'année 2011, après quoi le processus recommencera avec un second cycle d'examens.

## Activités

Le HCDH a :

- ▶ Dispensé, 24 semaines durant, un appui technique et fondamental aux différentes réunions du Conseil, dont les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil, ses réunions d'organisation et les réunions de ses organes subsidiaires, y compris l'EPU.
- ▶ Contribué au bon déroulement d'un débat de haut niveau, qui a eu lieu lors de la dixième session ordinaire du Conseil en mars, avec la participation de quelque 66 dignitaires, et facilité les visites de haut niveau de neuf autres dignitaires pendant les sessions de juin et de septembre.
- ▶ Appuyé quatre sessions extraordinaires, consacrées aux violations des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, y compris dans la bande de Gaza occupée (janvier) ; à la situation des

droits de l'homme à Sri Lanka (mai) ; à la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé et à Jérusalem-Est (octobre) ; et à l'impact des crises économique et financière mondiales sur la réalisation universelle et la jouissance effective des droits de l'homme (février), étudié lors d'une deuxième session extraordinaire thématique.

- ▶ Organisé des séances d'information sur le règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme à l'intention des États membres à Genève, avant chacune des trois sessions ordinaires.
- ▶ Offert un appui et des conseils au Président du Conseil et au Bureau, pendant les sessions et entre les sessions, facilitant ainsi 13 réunions du Bureau.
- ▶ Organisé et facilité, avec le concours de la Section de liaison avec la société civile, 16 réunions avec des parties prenantes, dont des représentants de la société civile ; citons notamment des réunions entre le Président, le Bureau, le Secrétaire du Conseil des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales (ONG).
- ▶ Appuyé sept débats thématiques, discussions et tables rondes sur les droits des personnes handicapées, le droit à l'alimentation, les droits de l'enfant, les droits de la femme, les droits des migrants dans les lieux de détention, les droits de l'homme et les changements climatiques et l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les travaux du Conseil.
- ▶ Soutenu les deux sessions annuelles du Comité consultatif des droits de l'homme, en janvier et en août, et appuyé la procédure d'examen des requêtes du Conseil ainsi que de ses Groupes de travail des communications et des situations, qui ont chacun tenu deux sessions en 2009.
- ▶ Facilité la présentation des nouveaux rapports des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales et l'organisation de conférences-débats



Le Conseil des droits de l'homme en session (octobre 2009).

avec les détenteurs de mandat, ainsi que l'examen des rapports du Secrétaire général et de la Haut-Commissaire durant des sessions du Conseil.

- ▶ Appuyé trois sessions du Groupe de travail sur l'EPU, qui s'est réuni pendant 30 jours ouvrables en 2009 et a passé en revue 48 pays. Le HCDH a contribué à ces travaux en élaborant pour chaque examen deux rapports de dix pages, l'un sur les conclusions et les recommandations des organes de suivi des traités et des procédures spéciales, ainsi que sur les renseignements émanant d'autres sources des Nations Unies, l'autre synthétisant les informations reçues des parties prenantes, notamment des organisations non gouvernementales. Le Haut-Commissariat a aidé à préparer, dans un délai de 48 heures, un rapport sur chaque session d'examen du Groupe de travail. Il a également élaboré des résumés sur l'analyse du document final en plénière, résumés qui ont été intégrés aux rapports sur les différentes sessions du Conseil.
- ▶ Organisé sept sessions de formation régionales à Panama, Bichkek, Dakar, Addis-Abeba, Beyrouth, Bruxelles et Bangkok pour renseigner les États et d'autres parties prenantes sur l'EPU et faciliter la préparation des rapports nationaux. Organisé deux séances d'information à New York et trois séances d'information pré-session à Genève pour des États membres, fournissant des informations techniques sur le processus de l'EPU aux pays qui devaient se soumettre à l'examen en 2009. En utilisant le Fonds de contributions volontaires pour l'EPU, le HCDH a offert un soutien financier à 16 pays en développement pour faciliter leur participation aux débats de l'EPU.
- ▶ Introduit des instruments de communication innovants (détaillés plus bas) lors des sessions du Conseil des droits de l'homme et du Groupe de travail sur l'EPU.



Le Président du Conseil des droits de l'homme, M. Alex Van Meeuwen, échange quelques mots avec la Haut-Commissaire lors d'une session du Conseil.

## Résultats

- ▶ Grâce à des contributions de qualité, portant sur des questions d'organisation et de fond, le Groupe de travail sur l'EPU a pu poursuivre ses travaux avec succès. Moyennant des sessions de formation régionales, des séances d'information et une aide financière, le HCDH a également veillé à ce que tous les États examinés pendant la deuxième année du premier cycle quadriennal de l'EPU soient représentés à Genève et puissent participer utilement au processus.
- ▶ Le HCDH a fait un plus grand usage d'une palette d'outils de communication pour diffuser des informations sur les travaux du Conseil. Des mesures ont été prises pour améliorer la disponibilité des informations accessibles via l'extranet – un portail très utile pour les délégations et les autres participants, qui peuvent ainsi obtenir des informations de dernière minute sur les travaux du Conseil. Assurant la mise en ligne régulière des déclarations orales effectuées pendant les sessions et d'autres informations pertinentes sur l'extranet, le HCDH a en outre lancé un service d'alerte par SMS et un compte Twitter pour communiquer en temps réel les modifications de dernière minute au programme de travail du Conseil. Le Haut-Commissariat a également réalisé et diffusé un dossier de présentation contenant des informations de base sur le Conseil, son mandat, ses mécanismes et ses membres, au profit des nouveaux venus. En outre, il a lancé un annuaire visuel du Secrétariat, présentant les coordonnées de ses membres ainsi qu'une série de renseignements pratiques, notamment sur les modalités de dépôt des résolutions, d'inscription sur la liste des orateurs et de réservation des salles. Une version papier de l'annuaire a été produite et distribuée aux délégations accréditées auprès du Conseil des



Documents promotionnels distribués par des États candidats avant l'élection de nouveaux membres du Conseil des droits de l'homme par l'Assemblée générale (mai 2009).

## Résultats de l'examen périodique universel à l'échelon des pays en 2009

Le premier cycle de l'EPU est toujours en cours et il sera plus aisé de juger de la mise en œuvre des recommandations lorsque les États entameront le deuxième cycle en 2012 ; néanmoins, un certain nombre d'États ont, de leur propre initiative, commencé à communiquer des informations sur les progrès accomplis à ce jour. Le HCDH s'attache à aider les États membres qui en ont fait la requête à progresser dans la mise en œuvre de recommandations clés. En vertu de la résolution 5/1 du Conseil, au cours du deuxième cycle, les États rendront compte des progrès accomplis dans l'application des recommandations. Voici quelques exemples des mesures prises à ce jour :

### Colombie

(examinée en décembre 2008)

- Un mécanisme interinstitutionnel a été mis en place pour assurer le suivi des résultats de l'EPU et des engagements pris volontairement dans ce cadre, ainsi que des résultats/recommandations et communications urgentes des autres mécanismes onusiens chargés des droits de l'homme.
- Avec l'assistance du HCDH, les recommandations ont été réparties en six groupes et en 17 domaines thématiques afin de faciliter le suivi.
- Quatre détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales ont été invités à se rendre dans le pays en 2009.
- En consultation/coopération avec la société civile, le pays a pris des mesures en vue d'adopter et de mettre en œuvre une stratégie de protection des défenseurs des droits de l'homme.

### Bahreïn

(examiné en avril 2008)

- Un Plan d'action a été adopté puis lancé afin de mettre en œuvre les engagements volontairement pris par Bahreïn et les résultats de l'EPU.
- Un Comité national de lutte contre la traite des personnes et une Commission nationale des droits de l'homme ont été créés.
- Un accord de coopération, destiné à appuyer le Plan d'action de Bahreïn, a été conclu avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et sa mise en œuvre lancée ; l'accord porte notamment sur la mise en place d'un système d'information et d'une base de données sur les droits de l'homme à l'échelon national, ainsi que sur le renforcement de la capacité de Bahreïn à appliquer une stratégie de développement fondée sur les droits de l'homme.

### République de Corée

(examinée en mai 2008)

- La Convention relative aux droits de personnes handicapées a été ratifiée avec une réserve en décembre 2008. Le pays a proposé une révision législative qui faciliterait, si elle était approuvée par l'Assemblée nationale, la levée de cette réserve.
- En vertu d'une procédure récemment instituée, le Conseil national des politiques relatives aux droits de l'homme surveille l'application des recommandations de l'EPU, ainsi que la mise en œuvre du Plan d'action national pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

### Suisse

(examinée en mai 2008)

- Le pays a entamé des consultations avec la société civile, au sujet des résultats de l'EPU.
- La Suisse a adhéré au Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en septembre 2008 et au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture en septembre 2009.
- Des programmes d'éducation et de sensibilisation relatifs à la parité hommes-femmes sur le lieu de travail et à la lutte contre le racisme ont été élaborés ; de plus, les droits de l'homme ont été intégrés aux programmes de formation de la police.

### Royaume-Uni

(examiné en avril 2008)

- Les deux dernières réserves du pays à la Convention relative aux droits de l'enfant ont été levées officiellement en novembre 2008.
- Le Parlement a voté la loi sur la pauvreté infantile (2010), qui inscrit dans la législation l'engagement qui avait été pris d'éliminer la pauvreté des enfants à l'horizon 2020.
- Le Parlement a voté la loi sur l'égalité (2010) qui renforce, entre autres choses, les garanties contre la discrimination fondée sur l'âge.
- Le Gouvernement a mis en place une nouvelle peine d'intérêt général pour les jeunes de moins de 18 ans afin de réduire le taux d'incarcération des enfants.

droits de l'homme, une version électronique étant également publiée sur l'extranet. Ces initiatives ont suscité des commentaires positifs des participants aux sessions du Conseil, qui ont reconnu l'utilité de ces instruments novateurs, tirant parti des technologies d'aujourd'hui.

- Déterminé à toucher un public aussi vaste que possible, le HCDH a décidé de produire à titre expérimental des vidéos des temps forts de la 12<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil, lesquelles ont été diffusées sur le site web YouTube. Cette initiative a donné au grand public un aperçu de ce qu'est le



Conseil, de son mode de fonctionnement et des questions qu'il examine, sous forme de minidocumentaires.

- Au cours de son deuxième cycle (troisième et quatrième sessions), le Comité consultatif des droits de l'homme a élaboré et soumis à l'attention du

Conseil un projet de déclaration sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Il a également approuvé et soumis au Conseil un compte rendu sur les pratiques optimales en rapport avec les personnes disparues et une étude préliminaire sur les discriminations dans le contexte

## CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME : RÉSULTATS DES SESSIONS TENUES EN 2009

SESSIONS	RÉSULTATS
Dixième session (3-27 mars)	<p>Le Conseil a adopté des résolutions et des décisions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit à l'alimentation ;</li> <li>• l'examen d'un nouveau mandat thématique dans le domaine des droits culturels et la reconduction de plusieurs mandats au titre des procédures spéciales, relatifs à des thèmes ou à des pays spécifiques ;</li> <li>• le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme ;</li> <li>• la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ;</li> <li>• un certain nombre de défis thématiques dans le domaine des droits de l'homme, dont les disparitions forcées ou involontaires, l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme, la privation arbitraire de la nationalité, la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la discrimination fondée sur la religion ou la conviction, les droits des personnes handicapées, les changements climatiques, la lutte contre la diffamation des religions, la détention arbitraire et les droits de l'enfant ;</li> <li>• les droits de l'homme dans l'administration de la justice, en particulier la justice pour mineurs ;</li> <li>• la génétique médico-légale et les droits de l'homme ;</li> <li>• la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme et le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme ;</li> <li>• le Forum social ;</li> <li>• la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, au Myanmar, dans le territoire palestinien occupé et dans les autres territoires arabes occupés ;</li> <li>• la Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles facultatifs ;</li> <li>• l'action contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;</li> <li>• la coopération technique et les services consultatifs en Somalie et en République démocratique du Congo ;</li> <li>• la composition du personnel du HCDH ;</li> <li>• les documents finaux résultant de l'EPU des pays suivants : Bahamas, Barbade, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Colombie, Émirats arabes unis, Israël, Liechtenstein, Luxembourg, Monténégro, Ouzbékistan, Serbie, Turkménistan et Tuvalu.</li> </ul>
11 <sup>e</sup> session (2-18 juin)	<p>Le Conseil a adopté des résolutions et des décisions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les droits économiques, sociaux et culturels, y compris le droit des peuples à la paix, et les effets de la dette extérieure ;</li> <li>• la Convention relative aux droits de l'enfant et les Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants ;</li> <li>• l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ;</li> <li>• l'examen et la reconduction de plusieurs mandats relatifs à des thèmes ou des pays au titre des procédures spéciales ;</li> <li>• des questions relatives aux droits de l'homme dans un certain nombre de domaines thématiques, notamment la violence à l'égard des femmes, la mortalité et la morbidité maternelles évitables, la traite des personnes, le droit à l'éducation et les droits de l'homme des migrants dans les lieux de détention ;</li> <li>• la situation des droits de l'homme au Soudan ;</li> <li>• le système des procédures spéciales ;</li> <li>• les documents finaux résultant de l'EPU des pays suivants : Allemagne, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bangladesh, Cameroun, Canada, Chine, Cuba, Djibouti, Jordanie, Malaisie, Maurice, Mexique, Nigéria, Fédération de Russie et Sénégal.</li> </ul>





du droit à l'alimentation. Le Comité a progressé dans la rédaction d'une série de directives et de principes sur l'élimination des discriminations à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille, qui devraient être soumis au Conseil lors de sa 15<sup>e</sup> session.

## Défis et enseignements

- ▶ De nombreux États ayant sollicité une aide pour établir leurs rapports nationaux au titre de l'EPU et pour se préparer à l'examen, le HCDH a organisé des séances d'information et de formation régionales, ainsi que des séances d'information spécifiques à l'intention de certains États. Les séances régionales se sont avérées propices à des

échanges enrichissants et utiles sur les expériences respectives des participants, ainsi que sur les pratiques optimales.

- ▶ Il est toujours aussi difficile de répondre à la demande accrue du Conseil en matière de documentation et pour la satisfaire, il importera d'améliorer encore le processus de préparation et de diffusion des documents.
- ▶ Les outils de communication modernes ont de nombreux partisans ; ces outils sont fonctionnels, améliorent la qualité des services et ont été favorablement accueillis par les participants au Conseil, les États membres et les ONG. Toute la difficulté consiste à assurer une actualisation régulière et rapide des informations et à garantir un financement continu.

SESSIONS	RÉSULTATS
12 <sup>e</sup> session (14 sept. - 2 oct.)	<p>Le Conseil a adopté des résolutions et des décisions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● l'examen et la prorogation de plusieurs mandats relatifs à des thèmes et à des pays au titre des procédures spéciales ;</li> <li>● des questions relatives aux droits de l'homme dans un certain nombre de domaines thématiques, notamment l'indépendance du pouvoir judiciaire, des jurés et des avocats, la liberté d'opinion et d'expression, les civils dans les conflits armés, la discrimination à l'égard des femmes, la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille, l'accès aux médicaments, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, les déchets toxiques, la solidarité internationale, les valeurs traditionnelles, le droit au développement, les mesures coercitives unilatérales, les migrants, les peuples autochtones, la protection des droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida, la justice de transition et le droit à la vérité ;</li> <li>● le suivi des sessions extraordinaires consacrées au droit à l'alimentation ainsi qu'à l'impact de la crise économique et de la crise financière mondiales ;</li> <li>● la situation des droits de l'homme au Cambodge, au Honduras et en Somalie, ainsi que pour Aung Saan Suu Kyi et d'autres prisonniers politiques ;</li> <li>● les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme ;</li> <li>● un projet de principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme ;</li> <li>● le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme ;</li> <li>● la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme ;</li> <li>● le réexamen des activités et du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme ;</li> <li>● les documents finaux résultant de l'EPU des pays suivants : Afghanistan, Belize, République centrafricaine, Chili, Comores, Congo, ex-République yougoslave de Macédoine, Malte, Monaco, Nouvelle-Zélande, Slovaquie, Tchad, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam et Yémen</li> </ul>
Neuvième session extraordinaire (9,12 janvier)	Le Conseil a adopté une résolution sur les « Graves violations des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé résultant en particulier des récentes attaques militaires israéliennes contre la bande de Gaza occupée ».
Dixième session extraordinaire (20, 23 février)	Le Conseil a adopté une résolution relative aux « Répercussions de la crise économique et de la crise financière mondiales sur la réalisation universelle et l'exercice effectif des droits de l'homme ».
11 <sup>e</sup> session extraordinaire (26 - 27 mai)	Le Conseil a adopté une résolution sur l'« Assistance à Sri Lanka en vue de la promotion et de la protection des droits de l'homme ».

## Procédures spéciales

### À propos des procédures spéciales

L'expression « procédures spéciales » désigne le système d'experts indépendants mandatés par le Conseil des droits de l'homme pour enquêter sur des atteintes aux droits de l'homme en rapport avec un thème ou un pays particulier, pour en rendre compte et pour prodiguer des conseils à cet égard. De par leur indépendance, leur impartialité et leur flexibilité, les détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales occupent une place centrale dans le dispositif de défense des droits de l'homme des Nations Unies et se penchent sur toutes les catégories de droits : droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux ainsi que droit au développement. Ils établissent un lien unique entre les gouvernements, les institutions nationales et la société civile, puisqu'ils sont en mesure de s'occuper de problèmes et d'atteintes présumées aux droits de l'homme dans n'importe quelle partie du monde, notamment dans le contexte de crises et de situations d'urgence. De surcroît, les procédures spéciales sont le mécanisme le plus directement accessible du dispositif international de défense des droits de l'homme.

Les détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales entreprennent des visites dans des pays avec l'accord des gouvernements concernés et interviennent dans des affaires individuelles et des problèmes de droits de l'homme plus amples, d'ordre structurel, notamment en préparant régulièrement des communications écrites à l'intention des gouvernements. De même, ils réalisent des études et organisent des consultations d'experts, élaborent des normes internationales en matière de droits de l'homme, font campagne sur des sujets relevant de leur compétence et sensibilisent l'opinion publique, et offrent des conseils ainsi qu'un appui pour faciliter la coopération technique. Les détenteurs de mandat présentent chaque année un rapport au Conseil des droits de l'homme. La plupart d'entre eux rendent également compte de l'exécution de leur mission à l'Assemblée générale. Ayant reçu leur mandat du Conseil des droits de l'homme, les détenteurs de mandat agissent à titre personnel. Ils ne font pas partie du personnel des Nations Unies et ne reçoivent aucune rémunération en contrepartie de leur travail. Les détenteurs de mandats – rapporteurs spéciaux, experts indépendants, membres de groupes de travail ou représentants (spéciaux) du Secrétaire Général – doivent faire preuve d'indépendance, de probité, d'impartialité, d'équité, d'honnêteté et de bonne foi dans l'accomplissement de leur mission.

La mise en œuvre et le suivi effectif des recommandations au titre des procédures spéciales sont intrinsèquement liés à la coopération des États et à leur appui. Pour renforcer la protection et la promotion des droits, et pour encourager cette coopération et ce suivi, les détenteurs de mandat nouent des relations constructives avec un vaste éventail de partenaires, à savoir d'autres organes régionaux et internationaux de défense des droits de l'homme, des gouvernements, des entités des Nations Unies, des institutions nationales des droits de l'homme et des représentants de la société civile, dont des ONG et des établissements universitaires. Les détenteurs de mandat communiquent et coopèrent régulièrement avec les victimes réelles ou potentielles, ainsi qu'avec les personnes qui défendent les droits de l'homme à travers le monde.

À la fin de l'année, le HCDH appuyait 39 mandats relevant des procédures spéciales (31 mandats thématiques et huit mandats relatifs à des pays ou à des territoires), confiés à 55 titulaires. Il prêtait également son concours au système des procédures spéciales, notamment au Comité de coordination. Le Haut-Commissariat met à disposition ses compétences juridiques, politiques, thématiques ou relatives à l'établissement des faits, mène des travaux de recherche et d'analyse, prépare les documents et offre une aide pour les questions administratives et logistiques. Le

#### Les procédures spéciales en chiffres

**73** visites entreprises par des détenteurs de mandat dans des pays en 2009. Les détenteurs se sont rendus dans 51 pays et territoires.

**689** communications adressées à 119 États – les deux tiers étaient des communications conjointes, émanant de deux mandats ou plus. Ces communications concernaient au moins 1 840 individus et de nombreux groupes d'individus ; 13,5 pour cent avaient trait à des femmes. Au 31 décembre, les gouvernements avaient répondu à 32 pour cent des communications envoyées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Les détenteurs de mandat ont assuré un suivi pour une communication sur cinq.

**136** rapports soumis par des détenteurs de mandat au Conseil des droits de l'homme en 2009, dont 47 rapports annuels et 51 rapports relatifs à des visites dans des pays. L'Assemblée générale a reçu 24 rapports.

**223** déclarations publiques diffusées en 2009, dont 29 déclarations communes, émanant de deux détenteurs de mandat ou plus.

Service des procédures spéciales (précédemment Division) apporte un soutien direct à la plupart des procédures spéciales portant sur des thèmes particuliers ; il travaille en étroite liaison avec d'autres composantes du Haut-Commissariat, en particulier la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, qui appuie les mandats relatifs à des pays, et la Division de la recherche et du droit au développement, qui prête son concours pour certains mandats thématiques.

## Faits nouveaux en 2009

En 2009, le Conseil des droits de l'homme a continué à combler des lacunes dans la protection en créant un mandat supplémentaire au titre des procédures spéciales, celui de l'Expert indépendant dans le domaine des droits culturels. Le mandat du Rapporteur spécial sur le Soudan a été remplacé par le mandat d'un Expert indépendant. Six détenteurs de mandat supplémentaires ont été nommés en 2009, ce qui porte à 33 le nombre de détenteurs désignés au cours des deux dernières années dans le cadre de la nouvelle procédure de sélection.

Le Conseil a commandé des rapports supplémentaires ou de suivi dans le cadre de sessions extraordinaires consacrées à des questions thématiques ou à des situations de crise dans des pays ou territoires, concernant notamment le territoire palestinien occupé, la République démocratique du Congo et la crise alimentaire mondiale. En 2009, un plus grand nombre de détenteurs de mandat – assumant 22 mandats thématiques et trois mandats par pays – ont été priés de présenter un rapport à l'Assemblée générale. Les activités supplémentaires confiées à des détenteurs de mandat au cours des dernières années ont accru la portée et l'impact thématiques des procédures spéciales. Par exemple, le Groupe de travail sur les mercenaires a tenu des consultations régionales et l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités a prodigué des conseils au Forum annuel sur les minorités. Les procédures spéciales ont également pris un certain nombre d'initiatives importantes pour perfectionner le droit international et les normes internationales en matière de droits de l'homme. Elles ont en outre contribué au succès de la Conférence d'examen de Durban, qui a fait le point sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action adoptés lors de la Conférence mondiale contre le racisme.

Avec l'appui du Haut-Commissariat, le Comité de coordination des procédures spéciales a continué d'œuvrer à l'harmonisation des méthodes de travail des détenteurs de mandat et a soutenu une initiative visant à préparer en 2010-2011 un rapport commun sur les communications, pour tous les détenteurs de mandat



La Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion et de conviction, Mme Asma Jahangir, lors de sa visite en République démocratique populaire lao (novembre 2009).

qui adressent des appels urgents ainsi que des lettres concernant des allégations à des gouvernements. Le Comité s'est attaché à promouvoir le système et a continué de se mettre à la disposition, tant par des voies officielles qu'au travers de sa procédure consultative interne sur les pratiques et les méthodes de travail, de tous ceux qui souhaitent soumettre à son attention des questions en rapport avec l'application du Code de conduite.

Trois États supplémentaires, l'Albanie, le Chili et le Kazakhstan, ont adressé des invitations permanentes à des détenteurs de mandat, de sorte qu'on dénombrait au total 66 invitations de ce type à la fin de l'année 2009. D'autres synergies se sont formées entre les procédures spéciales et l'EPU : plusieurs États en cours d'examen ont invité des détenteurs de mandat à se rendre sur leur territoire et ont abordé d'autres questions relevant de la compétence des procédures spéciales avant et pendant le processus d'examen, ainsi que pendant la phase de suivi. Les procédures spéciales ont également continué à consolider les liens entre leurs activités, les travaux d'autres mécanismes spécialisés de défense des droits de l'homme à l'échelon régional et international, et l'action menée par le HCDH sur le terrain. Plusieurs détenteurs de mandat et le personnel du Haut-Commissariat ont travaillé en étroite coopération avec les organes de suivi des traités, pour veiller à ce que les observations finales des organes de traités renvoient aux recommandations des détenteurs de mandat chaque fois que c'est opportun et s'assurer que les détenteurs de mandat tiennent compte des conclusions des organes et des résultats de l'EPU dans leurs travaux.

### Procédures spéciales : Coopération avec d'autres entités du système des Nations Unies

Les procédures spéciales ont collaboré avec d'autres organes des Nations Unies, notamment avec d'autres composantes du Secrétariat et plusieurs institutions, fonds et programmes, pour garantir un suivi efficace de leurs recommandations et intégrer les préoccupations relatives aux droits de l'homme dans l'action de leurs interlocuteurs. Par exemple :

- L'Experte indépendante sur les questions relatives aux minorités a poursuivi son étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en faisant part des pratiques optimales relatives à la prise en compte des droits des minorités dans les processus de développement et en intégrant les questions relatives aux minorités dans la programmation du PNUD.
- Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a participé à la réforme du Comité de la sécurité alimentaire de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- L'Experte indépendante sur l'eau et l'assainissement a collaboré avec le PNUD afin d'élaborer une méthodologie fondée sur les droits de l'homme pour les politiques relatives à l'eau.
- Le HCDH, le Secrétariat exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et le Représentant du Secrétaire général pour les personnes déplacées dans leur propre pays ont organisé un atelier sur la mise en œuvre du Protocole des Grands Lacs relatif à la protection et à l'assistance aux personnes déplacées, avec le concours du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), de l'*Internal Displacement Monitoring Centre* et du Projet de l'Institut Brookings et de l'Université de Berne. En s'appuyant sur les recommandations formulées à l'issue de cet atelier, le détenteur de mandat continue de coopérer avec des États de la région à l'élaboration de lois et de politiques relatives au déplacement interne.
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones a continué de prendre part à la session annuelle de l'Instance permanente sur les questions autochtones et du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones.

Les présences du HCDH sur le terrain, d'autres entités des Nations Unies et les institutions nationales des droits de l'homme se sont employées à soutenir les visites dans les pays, à suivre la mise en œuvre des recommandations adressées aux gouvernements, ainsi qu'à établir et maintenir des contacts avec les représentants de la société civile et les victimes réelles ou potentielles d'atteintes aux droits de l'homme. Les présences du HCDH sur le terrain ont travaillé en collaboration avec des États pour appuyer, par exemple, l'application de recommandations des procédures spéciales concernant des réformes normatives et institutionnelles dans le secteur de la justice aux Maldives et au Népal, suite aux recommandations respectivement formulées par le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et par le Groupe de travail sur la détention arbitraire. Les collaborateurs du HCDH présents sur le terrain se sont également concentrés sur le travail de plaidoyer et l'autonomisation de la société civile en ex-République yougoslave de Macédoine, en Ouganda et au Kirghizistan, conformément aux recommandations des Rapporteurs spéciaux sur les défenseurs des droits de l'homme et la violence contre les femmes. Le renforcement des capacités des journalistes a été appuyé au moyen d'un atelier sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme, organisé en Azerbaïdjan en mars 2009, suite aux

recommandations du Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression. Les informations résultant des travaux des procédures spéciales se sont avérées particulièrement utiles pour déceler, évaluer et traiter les insuffisances dans la mise en œuvre des droits de l'homme au niveau des pays. En 2009 comme au cours des années précédentes, les procédures spéciales ont permis au HCDH de favoriser un respect accru des normes dans ce domaine ; les résultats de leurs travaux ont également orienté les processus de planification stratégique du Haut-Commissariat pour les prochaines années.

### Activités

Le HCDH a :

- ▶ Offert un appui technique et administratif à des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales pour faciliter 73 missions d'établissement des faits et les activités de suivi correspondantes auprès des États, notamment la rédaction et la présentation des 160 rapports en résultant au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale.
- ▶ Préparé près de 700 communications, dont des appels urgents et des lettres relatives à des allégations, pour des détenteurs de mandat, et appuyé le suivi relatif aux problèmes et cas soumis.



- ▶ Soutenu les activités de communication et de sensibilisation des détenteurs de mandat en préparant et en distribuant des supports d'information, en rédigeant plus de 200 déclarations publiques et en organisant des interviews ainsi que des conférences de presse.
- ▶ Préparé une séance d'information, des dossiers d'information et des notes d'orientation pour les six détenteurs de mandat nommés en 2009 et prêté main-forte au Comité de coordination pour l'organisation d'une séance d'orientation à leur intention.
- ▶ Appuyé le renforcement de la coordination entre les détenteurs de mandats, en encourageant les initiatives conjointes, notamment en ce qui concerne les missions, les rapports, les communications et les communiqués de presse, et épaulé le Comité de coordination dans ses efforts pour harmoniser la méthodologie et pour intervenir au nom des détenteurs de mandats. En juin, le Haut-Commissariat a soutenu les Rapporteuses spéciales sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, et sur les formes contemporaines d'esclavage en organisant un atelier pour débattre des méthodes de travail de leurs trois mandats et pour étudier les synergies et les modes de coopération possibles.
- ▶ Organisé des consultations et des séminaires pour des titulaires de mandats thématiques, dont une consultation régionale sur les mercenaires à Bangkok en octobre, et organisé les contributions et la participation de détenteurs de mandats au Forum sur les questions relatives aux minorités, au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et au Forum social.
- ▶ Facilité la participation de titulaires de mandats à des manifestations organisées par d'autres partenaires ; ainsi, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation est intervenu en tant qu'orateur principal au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui s'est tenu en novembre à Rome.
- ▶ Assuré des contacts réguliers entre les détenteurs de mandats et certains intervenants clés, tels que les gouvernements, les institutions nationales des droits de l'homme, les présences du HCDH sur le terrain, les institutions des Nations Unies, la société civile, notamment les établissements d'enseignement, et le secteur privé, à l'occasion de visites dans des pays, de consultations régionales et de sessions du Conseil des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat a également veillé à ce que les opinions de ces intervenants soient prises en

#### Procédures spéciales, droits de la femme et égalité entre les sexes

L'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes et les travaux sur les droits de la femme ont figuré parmi les priorités de plusieurs détenteurs de mandat. Au nombre des initiatives prises en 2009, citons :

- La publication en mars d'un bilan critique des 15 années de travail (1994-2009) accomplies par la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, examinant les causes et les conséquences de cette violence. Cette initiative conjointe de la détentrice de mandat et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) visait à faire le point sur les réalisations, les changements de mentalité, les enseignements tirés de l'expérience et les défis à venir.
- La Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, dont les

principales victimes sont des femmes et des jeunes filles, a participé à une table ronde sur les procédures spéciales et les droits de la femme, organisée à l'occasion de la 53<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme.

- L'Experte indépendante sur les questions relatives aux minorités et le Rapporteur spécial sur les peuples autochtones ont continué d'organiser des réunions spéciales avec des femmes issues de minorités au cours de leurs visites dans des pays, ce qui leur a permis de fonder leurs recommandations relatives à des pays ou à des thèmes spécifiques sur des informations plus complètes.
- À l'occasion de la deuxième session du Forum sur les questions relatives aux minorités, l'Experte indépendante sur les

questions relatives aux minorités et le Groupement pour les droits des minorités ont conjointement organisé une table ronde sur les femmes issues des minorités et la participation à la vie politique ; ce débat a complété des discussions plus générales et accordé une attention spécifique aux défis auxquels les femmes sont confrontées.

- Le Rapporteur spécial sur les droits des migrants a abordé la question de la violence à l'encontre des travailleuses migrantes lors de ses visites dans des pays et dans ses rapports au Conseil et à l'Assemblée générale, en traitant également de la nécessité de tenir compte des besoins spécifiques des fillettes dans le contexte des migrations.

compte lors de l'analyse des nouveaux problèmes dans le domaine des droits de l'homme et des activités de suivi visant à mettre en œuvre les recommandations des procédures spéciales.

- ▶ Organisé une table ronde sur le rôle des détenteurs de mandats dans l'alerte rapide lors de l'Assemblée générale en octobre. Des détenteurs de mandats ont également participé à un séminaire sur la prévention du génocide à Genève en janvier et ont effectué une déclaration commune sur le rôle qu'ils jouaient dans la prévention, notamment en assurant une communication efficace entre différentes composantes des Nations Unies. La question du rôle des détenteurs de mandats au lendemain de violences généralisées a également été abordée.
- ▶ Offert des orientations politiques, ainsi qu'un appui technique concernant les contributions des détenteurs de mandats aux principaux mécanismes et processus du Conseil des droits de l'homme, notamment à l'EPU, ainsi qu'au processus d'examen de Durban.
- ▶ Renforcé les moyens d'information interne et externe, notamment le site web des procédures spéciales, pour sensibiliser l'opinion publique à des

problématiques spécifiques dans le domaine des droits de l'homme.

## Résultats

- ▶ Un nouveau mandat sur les droits culturels est devenu opérationnel à la fin de l'année 2009, complétant le système des procédures spéciales, qui englobe désormais toutes les catégories de droits fondamentaux.
- ▶ Six nouveaux détenteurs de mandats ont été intégrés avec succès au système des procédures spéciales et le passage de relais entre les détenteurs sortants et les nouveaux détenteurs s'est déroulé sans à-coups, grâce à l'appui du Comité de coordination.
- ▶ Après la phase de transition initiale, les détenteurs de mandat nommés en 2008 et en 2009 se sont impliqués de plus en plus activement dans la mise en œuvre de leur mandat. Ainsi, le nombre de missions officielles entreprises dans des pays ou territoires pour y établir des faits a augmenté, passant de 53 en 2008 à 73 en 2009.



Jeune participante lors d'une manifestation organisée à l'occasion de la Journée internationale des disparus aux Philippines (août 2009).

## Procédures spéciales : exemples d'impact

**Australie**

Le Comité permanent chargé de la famille, de la vie locale, du logement et de la jeunesse au sein de la Chambre des députés a publié le 26 novembre un rapport de toute première importance recommandant de mettre en œuvre un nouveau texte de loi sur les sans domicile fixe qui consacre « le droit des Australiens à un logement convenable ». Le document, intitulé « Logeons les SDF » contenait 15 recommandations visant à prévenir et à traiter le problème des sans-abris dans le pays. Les informations sur lesquelles le rapport est fondé proviennent, entre autres, des recommandations formulées par le Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard à l'issue de sa visite dans le pays en 2006.

**Égypte**

Une décision rendue le 16 mars par le Tribunal administratif suprême a mis fin à une politique qui consistait à refuser de délivrer des documents officiels obligatoires à quelque 2 000 Égyptiens baha'is, ou à refuser de les leur renouveler, s'ils ne se convertissaient pas à l'une des trois religions reconnues par l'État. Cette pratique discriminatoire avait causé de nombreuses difficultés aux baha'is, car il est indispensable de posséder une carte nationale d'identité ou un certificat de naissance pour mener des activités essentielles. La Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion

avait évoqué ce problème dans des communications adressées au Gouvernement.

**Mongolie**

Un homme de 33 ans, condamné à mort pour meurtre par une cour régionale, a vu sa sentence commuée en peine d'emprisonnement par le Président en octobre. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants avaient évoqué son cas dans des communications adressées au Gouvernement. Dans le même temps, la Mongolie a annoncé qu'elle instituait officiellement un moratoire sur la peine capitale, en la remplaçant par une peine d'emprisonnement de 30 ans. Les condamnés à mort ont vu leur peine commuée. Le Président a déclaré que la Mongolie entendait abolir totalement la peine de mort et a appelé les législateurs à prendre des mesures en ce sens.

**Panama**

À la suite d'un appel urgent lancé par le Rapporteur spécial sur les droits des migrants, le 30 janvier, les services d'immigration panaméens ont remis en liberté 19 Somaliens, Érythréens et Éthiopiens. L'Office national de protection des réfugiés a traité leurs dossiers et les a admis à la procédure visant à déterminer s'ils pouvaient bénéficier du statut de réfugié.

**Serbie**

Après une mission en 2005, le Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays avait recommandé au Gouvernement d'améliorer les conditions de vie des déplacés internes, en observant que l'intégration sur place n'interdisait pas un retour ultérieur. Au cours d'une visite de suivi effectuée en 2009, le Représentant a constaté que les autorités avaient lancé divers programmes pour procurer un logement et des moyens d'existence, notamment sur la base de plans d'action municipaux, aux déplacés qui ne pouvaient pour l'heure regagner leur localité d'origine.

**Soudan**

Un homme arrêté par la Sécurité d'État le 11 avril et détenu au secret a été libéré le 17 avril sans qu'aucune charge soit retenue contre lui, à la suite de communications adressées au Gouvernement par les Rapporteurs spéciaux sur la liberté d'expression, sur l'indépendance des juges et des avocats, sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et sur la situation des droits de l'homme au Soudan, ainsi que par le Groupe de travail sur la détention arbitraire. L'arrestation de cet homme avait été précédée de la dissolution de trois organisations soutenant des victimes de violations des droits de l'homme, en particulier des victimes de la torture et du conflit en cours au Darfour.

- ▶ Trois pays supplémentaires (Albanie, Chili et Kazakhstan) ont adressé une invitation permanente à des détenteurs de mandats thématiques, ce qui porte à 66 le nombre total d'invitations de ce type.
- ▶ Les détenteurs de mandats se sont impliqués plus activement dans des situations de crise et leur présence a été davantage remarquée ; ils ont participé à toutes les sessions extraordinaires du

Conseil des droits de l'homme en 2009 et ont aidé le Conseil à traiter d'autres questions critiques. Les détenteurs ont présenté des rapports communs sur le territoire palestinien occupé et sur la République démocratique du Congo. Ils ont également assuré, à la requête du Conseil, un suivi relatif à la crise alimentaire et contribué à la Session extraordinaire sur la crise économique et financière.





Le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, M. Vernor Muñoz Villalobos, lors d'une visite dans une école rurale au Paraguay (avril 2009).

- ▶ L'action et les contributions communes de plusieurs procédures spéciales ont aidé au succès de la Conférence d'examen de Durban en avril. Lors de la préparation de la manifestation, les Rapporteurs spéciaux sur le racisme, la liberté de religion et la liberté d'expression ont contribué de manière significative à un séminaire du HCDH sur les articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- ▶ Les procédures spéciales ont continué de jouer un rôle d'avant-garde dans l'élaboration et le développement des normes internationales en matière de droits de l'homme. Par exemple, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a élaboré un ensemble de mesures et de principes fondamentaux pour relever le défi suscité par les acquisitions et les locations de terres à grande échelle ; le Groupe de travail sur les mercenaires a examiné les éléments d'une éventuelle convention sur les activités des sociétés militaires et de sécurité privées ; et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a adopté une observation générale sur les disparitions forcées en tant que crime contre l'humanité.
- ▶ Plusieurs détenteurs de mandat ont sensibilisé l'opinion publique aux conséquences des changements climatiques sur les droits de l'homme. Le Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a aidé le Comité permanent interorganisations à analyser les conséquences

humanitaires des changements climatiques, ce qui a abouti à l'élaboration d'une terminologie commune pour désigner les différentes populations touchées et à une vision partagée des cadres normatifs destinés à les protéger, ainsi que des lacunes juridiques et institutionnelles. Le Rapporteur spécial sur le logement convenable s'est concentré, lors de sa mission aux Maldives, sur l'impact des changements climatiques sur le droit au logement. Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a lancé une étude sur les changements climatiques et le droit à l'alimentation, et l'Expert indépendant sur l'accès à l'eau et à l'assainissement a présenté un document d'orientation sur les changements climatiques et l'accès à l'eau. Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques organisée à Copenhague en décembre, dix-neuf titulaires de mandats ont publié une déclaration commune exhortant la communauté internationale à adopter une approche fondée sur les droits de l'homme face aux changements climatiques.

- ▶ L'amélioration de la coordination et de la coopération entre les mandats et les détenteurs de mandats, notamment au travers du Comité de coordination et d'activités spécifiques entreprises conjointement, a continué de produire des résultats encourageants. Par exemple, lors de leur 16<sup>e</sup> réunion annuelle, les détenteurs de mandats ont décidé de préparer, à compter de l'exercice 2010-2011, un rapport conjoint sur les communications pour tous les mandats qui



soumettent des appels urgents et des lettres relatives à des allégations. Un atelier, organisé par trois détenteurs de mandat travaillant avec des groupes d'intervenants similaires, a abouti à un renforcement des synergies entre la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, et la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage.

- ▶ La collaboration avec les organisations régionales a été encore développée, notamment la coopération de plusieurs détenteurs de mandat avec le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation des États américains et l'Union africaine. Par exemple, le Représentant pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays a soutenu l'élaboration de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, le premier traité spécifiquement consacré aux déplacés internes à l'échelle d'un continent.
- ▶ Une étroite interaction avec la société civile a été assurée au moyen de consultations et de séances d'information régulières organisées dans le cadre de visites dans des pays, de séminaires, de réunions avec des universitaires ou d'activités d'information au niveau national, régional et international. Plusieurs détenteurs de mandats ont bénéficié de relations de travail efficaces avec des ONG spécialisées.
- ▶ Des supports améliorés d'information et de communication sur les procédures spéciales sont devenus disponibles, du fait de la traduction de pages web supplémentaires, concernant la plupart des mandats et le Comité de coordination, ainsi que grâce à l'utilisation de nouvelles technologies.

## Défis et enseignements

- ▶ Il a été nécessaire de déployer des efforts supplémentaires en 2009 pour inciter les États à coopérer avec les procédures spéciales et pour sauvegarder l'indépendance des détenteurs de mandat.

Nombre d'États ont coopéré avec les procédures spéciales en apportant des réponses de fond à leurs communications, en débattant de manière constructive de leurs rapports, en facilitant la conduite des missions et en donnant activement suite à leurs recommandations et conclusions. Cependant, la nécessité d'un appui soutenu des États membres et du HCDH se fait sentir ; celui-ci est indispensable si l'on veut que les procédures spéciales puissent exercer leur mandat en toute indépendance et en ayant l'assurance que leurs évaluations spécialisées sur des questions de fond touchant aux droits de l'homme produiront l'impact qu'elles méritent.

- ▶ La protection des victimes et des témoins demande à être améliorée. Les incidents dont ont été victimes des personnes qui avaient eu des échanges avec des détenteurs de mandat en 2009 ont attiré l'attention sur la nécessité, pour les États, de faire en sorte que les personnes qui sont en contact avec des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme n'aient pas à craindre de représailles. Les détenteurs de mandat et le HCDH ont, de la même manière, pris des mesures pour contribuer au renforcement de la protection.
- ▶ La coordination des mesures visant à donner suite aux recommandations de tous les grands mécanismes intergouvernementaux et spécialisés de protection des droits de l'homme devrait être assurée au travers d'une collaboration plus étroite entre les États, les procédures spéciales, les organes conventionnels, les entités des Nations Unies, les institutions nationales des droits de l'homme et les ONG. Les détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales ont aujourd'hui de nouvelles possibilités de contribuer à une mise en œuvre et à un suivi centrés sur les pays, dans le cadre de l'EPU.
- ▶ Les détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales ont de plus en plus besoin de l'appui administratif et technique du HCDH car le Conseil a créé de nouveaux mandats thématiques ou chargé des mandats existants d'établir des rapports ou de mener des activités supplémentaires, notamment dans des situations de crise. Le Haut-Commissariat doit disposer de moyens humains et matériels supplémentaires pour offrir un appui efficace.

## Détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales en 2009

Mandat	Date de création	Détenteur
<b>Mandats par pays</b>		
Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au <b>Burundi</b>	2004	<b>M. Akich Okola</b> ( <i>Kenya</i> )
Rapporteur spécial (jusqu'en mars 2009 : Représentant spécial) sur la situation des droits de l'homme au <b>Cambodge</b>	1993	<b>M. Surya Prasad Subedi</b> ( <i>Népal</i> ) depuis mai 2009, <b>M. Yash Ghai</b> ( <i>Kenya</i> ) jusqu'en avril 2009
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en <b>République démocratique populaire de Corée</b>	2004	<b>M. Vitit Muntarbhorn</b> ( <i>Thaïlande</i> )
Expert indépendant chargé par le Secrétaire général d'examiner la situation des droits de l'homme en <b>Haïti</b>	1995	<b>M. Michel Forst</b> ( <i>France</i> )
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au <b>Myanmar</b>	1992	<b>M. Tomas Ojea Quintana</b> ( <i>Argentine</i> )
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les <b>territoires palestiniens occupés depuis 1967</b>	1993	<b>M. Richard Falk</b> ( <i>États-Unis d'Amérique</i> )
Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en <b>Somalie</b>	1993	<b>M. Shamsul Bari</b> ( <i>Bangladesh</i> )
Expert indépendant (jusqu'en septembre 2009 : Rapporteur spécial) sur la situation des droits de l'homme au <b>Soudan</b>	2005	<b>M. Mohamed Chande Othman</b> ( <i>Tanzanie</i> ) depuis octobre 2009, <b>Mme Sima Samar</b> ( <i>Afghanistan</i> ) jusqu'en juin 2009
<b>Mandats thématiques</b>		
Rapporteur spécial sur le <b>logement convenable</b> en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard	2000	<b>Mme Raquel Rolnik</b> ( <i>Brésil</i> )
Groupe de travail sur les personnes <b>ascendance africaine</b>	2002	<b>Mme Mirjana Najcevska</b> ( <i>ex-République yougoslave de Macédoine</i> ), Présidente par intérim, <b>M. Joe Frans</b> ( <i>Suède</i> ), Président-Rapporteur jusqu'en juillet 2009, <b>Mme Monorama Biswas</b> ( <i>Bangladesh</i> ), <b>M. Ralston Milton Nettleford</b> ( <i>Jamaïque</i> ), <b>Mme Maya Sahli</b> ( <i>Algérie</i> ), <b>M. Linos-Alexandros Sicilianos</b> ( <i>Grèce</i> ), depuis septembre 2009
Groupe de travail sur la <b>détention arbitraire</b>	1991	<b>M. El Hadji Malick Sow</b> ( <i>Sénégal</i> ), Président-Rapporteur, <b>Mme Shaheen Sardar Ali</b> ( <i>Pakistan</i> ), Vice-Présidente, <b>Mme Manuela Carmena Castrillo</b> ( <i>Espagne</i> ) jusqu'en juillet 2009, <b>M. Mads Andenas</b> ( <i>Norvège</i> ) depuis août 2009, <b>M. Aslan Abashidze</b> ( <i>Fédération de Russie</i> ), <b>M. Roberto Garretón</b> ( <i>Chili</i> )
Rapporteur spécial sur la <b>vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants</b>	1990	<b>Mme Najat M'jid Maalla</b> ( <i>Maroc</i> )
Expert indépendant dans le domaine des <b>droits culturels</b>	2009	<b>Mme Farida Shaheed</b> ( <i>Pakistan</i> ), depuis novembre 2009
Rapporteur spécial sur le droit à l' <b>éducation</b>	1998	<b>M. Vernor Muñoz Villalobos</b> ( <i>Costa Rica</i> )



Mandat	Date de création	Détenteur
Groupe de travail sur les <b>disparitions forcées ou involontaires</b>	1980	<b>M. Jeremy Sarkin</b> ( <i>Afrique du Sud</i> ) Président-Rapporteur, <b>M. Santiago Corcuera Cabezut</b> ( <i>Mexique</i> ), <b>M. Osman El-Hajje</b> ( <i>Liban</i> ), depuis août 2009, <b>M. Darko Götlicher</b> ( <i>Croatie</i> ), <b>M. Olivier de Frouville</b> ( <i>France</i> ) <b>M. Saïd Rajaï Horasani</b> ( <i>République islamique d'Iran</i> ), jusqu'en juillet 2009
Rapporteur spécial sur les <b>exécutions extra-judiciaires, sommaires ou arbitraires</b>	1982	<b>M. Philip ALSTON</b> ( <i>Australie</i> )
Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la <b>dette extérieure</b> et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, particulièrement des droits économiques, sociaux et culturels	2000	<b>M. Cephass LUMINA</b> ( <i>Zambie</i> )
Expert indépendant sur la question des droits de l'homme et de l' <b>extrême pauvreté</b>	1998	<b>Mme María Magdalena Sepúlveda</b> ( <i>Chili</i> )
Rapporteur spécial sur le droit à l' <b>alimentation</b>	2000	<b>M. Olivier De Schutter</b> ( <i>Belgique</i> )
Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la <b>liberté d'opinion et d'expression</b>	1993	<b>M. Frank La Rue Lewy</b> ( <i>Guatemala</i> )
Rapporteur spécial sur la <b>liberté de religion ou de conviction</b>	1986	<b>Mme Asma Jahangir</b> ( <i>Pakistan</i> )
Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de <b>santé</b> physique et mentale possible	2002	<b>M. Anand Grover</b> ( <i>Inde</i> )
Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des <b>défenseurs des droits de l'homme</b>	2000	<b>Mme Margaret Sekaggya</b> ( <i>Ouganda</i> )
Rapporteur spécial sur l' <b>indépendance des juges et des avocats</b>	1994	<b>Mme Gabriela Carina Knaut de Albuquerque e Silva</b> ( <i>Brésil</i> ), depuis août 2009, <b>M. Leandro Despouy</b> ( <i>Argentine</i> ), jusqu'en juillet 2009
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des <b>peuples autochtones</b>	2001	<b>M. James Anaya</b> ( <i>États-Unis d'Amérique</i> )
Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des <b>personnes déplacées dans leur propre pays</b>	2004	<b>M. Walter Kälin</b> ( <i>Suisse</i> )
Expert indépendant sur les droits de l'homme et la <b>solidarité internationale</b>	2005	<b>M. Rudi Mohammed Rizki</b> ( <i>Indonésie</i> )
Groupe de travail sur l'utilisation de <b>mercenaires</b> comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	2005	<b>Mme Shaista Shameem</b> ( <i>Fidji</i> ), Présidente-Rapporteuse, <b>Mme Najat AL-Hajjaji</b> ( <i>Libye</i> ), <b>Mme Amada Benavides de Perez</b> ( <i>Colombie</i> ), <b>M. José Gómez del Prado</b> ( <i>Espagne</i> ), <b>M. Alexandre Ivanovich Nikitine</b> ( <i>Fédération de Russie</i> )
Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des <b>migrants</b>	1999	<b>M. Jorge A. Bustamante</b> ( <i>Mexique</i> )
Expert indépendant sur les questions relatives aux <b>minorités</b>	2005	<b>Mme Gay J. McDougall</b> ( <i>États-Unis d'Amérique</i> )



Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de <b>racisme</b> , de discrimination raciale, de xénophobie et l'intolérance qui y est associée	1993	<b>M. Githu Muigai</b> ( <i>Kenya</i> )
Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d' <b>esclavage</b> , y compris ses causes et ses conséquences	2007	<b>Mme Gulnara Shahinian</b> ( <i>Arménie</i> )
Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans la <b>lutte antiterroriste</b>	2005	<b>M. Martin Scheinin</b> ( <i>Finlande</i> )
Rapporteur spécial sur la <b>torture</b> et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	1985	<b>M. Manfred Nowak</b> ( <i>Autriche</i> )
Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de <b>produits et déchets toxiques et nocifs</b> pour la jouissance des droits de l'homme	1995	<b>M. Okechukwu Ibeanu</b> ( <i>Nigéria</i> )
Rapporteur spécial sur la <b>traite des êtres humains</b> , en particulier des femmes et des enfants	2004	<b>Mme Joy Ngozi Ezeilo</b> ( <i>Nigéria</i> )
Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des <b>sociétés transnationales et autres entreprises</b>	2005	<b>M. John Ruggie</b> ( <i>États-Unis d'Amérique</i> )
Rapporteur spécial sur la violence contre les <b>femmes</b> , ses causes et ses conséquences	1994	<b>Mme Rashida Manjoo</b> ( <i>Afrique du Sud</i> ), depuis août 2009 ; <b>Mme Yakin Ertürk</b> ( <i>Turquie</i> ), jusqu'en juillet 2009
Expert indépendant chargé d'examiner la question des obligations en rapport avec les droits de l'homme qui concernent l'accès à <b>l'eau potable</b> et à <b>l'assainissement</b>	2008	<b>Mme Catarina de Albuquerque</b> ( <i>Portugal</i> )

# Appui aux organes de suivi des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme

## Contexte

Les organes de suivi des traités sont des comités d'experts indépendants, élus par les États signataires, qui surveillent l'application des traités relatifs aux droits de l'homme, principalement en examinant les rapports initiaux et périodiques qui leur sont soumis. Ils adressent des recommandations aux États signataires, examinent les plaintes déposées par des particuliers, adoptent des observations générales et mènent des enquêtes ; ils entreprennent également des visites dans les États signataires, afin de prévenir des tortures et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En 2009, le HCDH a appuyé les travaux de neuf organes mandatés pour surveiller l'application de huit des neuf traités fondamentaux relatifs aux droits de l'homme et de deux protocoles substantiels. La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées entrera vraisemblablement en vigueur en 2010, de sorte que le Haut-Commissariat secondera alors un dixième organe de suivi. Les neuf organes de suivi des traités appuyés en 2009 étaient :

- ▶ le Comité des droits de l'homme ;
- ▶ le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) ;
- ▶ le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) ;
- ▶ le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ;
- ▶ le Comité contre la torture (CAT) ;
- ▶ le Sous-Comité pour la prévention de la torture (SPT) ;
- ▶ le Comité des droits de l'enfant (CRC) ;
- ▶ le Comité des travailleurs migrants (CMW) ;
- ▶ le Comité des droits des personnes handicapées (CRPD), qui a tenu ses deux premières sessions en 2009.

Organisant les réunions des organes de suivi des traités, le HCDH les appuie également en réalisant des analyses sur les pays, en établissant des listes de questions à traiter, et en aidant à rédiger des décisions et des observations finales détaillées, ciblées et concrètes. Le Haut-Commissariat prodigue également des conseils aux

États ainsi qu'aux représentants de la société civile et assure des formations sur l'établissement des rapports et la mise en œuvre des recommandations. Les recommandations sont utilisées dans d'autres domaines d'intervention du Haut-Commissariat, notamment pour soutenir les procédures spéciales et les présences du HCDH sur le terrain. L'appui aux organes de suivi des traités est assuré par le personnel de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme, qui est également responsable de l'Étude sur la violence à l'encontre des enfants, de l'Index universel des droits de l'homme, des contributions des organes de traités à l'examen périodique universel, du Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture et du Groupe de traitement des documents (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, ce Groupe fera partie du service de la Direction exécutive et de la gestion).

## Activités

Le HCDH a :

- ▶ aines de réunions en 2009, chaque session durant d'une à quatre semaines. Au total, 103 rapports soumis par des États ont été examinés en plénière et, si nécessaire, au sein de groupes de travail. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a dû se scinder en deux chambres à l'occasion d'une session et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a prolongé d'une semaine l'une de ses sessions afin de liquider l'arriéré de rapports à examiner.
- ▶ Reçu 106 rapports d'États parties.
- ▶ Appuyé le Comité des droits des personnes handicapées, qui a tenu ses deux premières sessions en 2009 et entamé des travaux sur son règlement intérieur et ses méthodes de travail.
- ▶ Continué à soutenir la finalisation de directives sur l'établissement des rapports relatifs à des traités précis, dont les directives adoptées par le Comité des droits des personnes handicapées en 2009, afin de compléter les directives relatives au document de base commun.
- ▶ Examiné 9 900 pièces de correspondance et enregistré plus de 110 pièces pouvant être considérées comme des plaintes individuelles à soumettre à l'attention des organes de suivi des



traités. Le Comité des droits de l'homme, le Comité contre la torture, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ont examiné une centaine de communications et adopté les décisions finales correspondantes, présentant plus de 30 requêtes pour demander que des mesures provisoires soient prises afin de protéger des plaignants exposés à des préjudices irréparables. Le HCDH a assuré le suivi de plus de 50 décisions constatant des violations du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention contre la torture et de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

- ▶ Préparé et facilité trois réunions d'États parties (Comités contre la torture, des droits des personnes handicapées et des droits des travailleurs migrants).
- ▶ Préparé et facilité six réunions officielles avec des États parties, lesquelles ont attiré de nombreux participants ; donné aux États parties l'occasion de débattre avec les organes de traités des développements les plus récents dans leurs travaux, ainsi que d'autres sujets d'intérêt mutuel. Ces discussions ont notamment porté sur les efforts déployés par les organes de traités (CRPD, Comité des droits de l'homme, CAT, SPT, CRC, CMW) pour améliorer leurs méthodes de travail.
- ▶ Épaulé les organes de suivi des traités dans l'élaboration et l'application de méthodes de travail telles que la liste de points à traiter avant l'établissement des rapports, ainsi que les procédures de suivi relatives aux observations finales et aux avis sur les requêtes.
- ▶ Appuyé des travaux qui ont abouti à l'adoption d'observations générales par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité des droits de l'enfant.
- ▶ Facilité des visites du Sous-Comité pour la prévention de la torture au Cambodge, au Honduras et au Paraguay.
- ▶ Appuyé le Groupe de travail à composition non limitée du Conseil des droits de l'homme sur un protocole facultatif à la Convention relative aux

droits de l'enfant visant à établir une procédure pour présenter des communications.

- ▶ Encouragé l'harmonisation et l'uniformisation des travaux des organes de traités, notamment en organisant les neuvième et dixième réunions inter-comités des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, d'une durée de trois jours chacune, ainsi que la 21e réunion des présidents, d'une durée de deux jours.
- ▶ Révisé et actualisé le DVD de formation sur les travaux des organes de traités, « Les droits de la personne en action », qui sera diffusé dans toutes les langues officielles des Nations Unies en 2010.
- ▶ Animé des ateliers sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et sur la mise en œuvre de leurs recommandations au Burundi, à Djibouti, aux **Maldives, au Niger, en** Serbie et aux Seychelles, ainsi que des ateliers régionaux au Mali (pour 13 pays d'Afrique de

#### Le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant

De concert avec le Comité des droits de l'enfant et en coopération avec d'autres partenaires, le HCDH a aidé à organiser les manifestations destinées à célébrer le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant. Sept cents délégués, comptant dans leurs rangs de hauts dignitaires, des enfants et des jeunes, ont représenté plus de 60 États ainsi que 130 organisations non gouvernementales (ONG) et établissements universitaires. Les participants ont débattu de trois thèmes – la dignité, le développement et le dialogue – à l'occasion de six ateliers qui se sont succédé deux jours durant (8-9 octobre). Les recommandations adoptées par le Comité lors de sa 53<sup>e</sup> session en janvier 2010 peuvent être consultées sur internet <http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/20th/RecommendationsCRC20.doc> Elles guideront dans leurs futurs travaux les praticiens, les ONG, les membres de la société civile et toutes les parties intéressées.



Commémoration du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant à Genève (octobre 2009).

l'Ouest francophones, en coopération avec l'Organisation internationale de la Francophonie) et en Thaïlande (pour l'Indonésie, les Philippines, Sri Lanka et la Thaïlande).

- ▶ Collaboré avec d'autres composantes du Haut-Commissariat pour intégrer les recommandations des organes de traités dans le travail de recherche, de surveillance et de renforcement des capacités mené par le HCDH à l'échelon des pays.
- ▶ Coordonné les activités du Comité directeur de la Campagne pour la ratification de la Convention sur les travailleurs migrants, un réseau d'organisations internationales qui réunit notamment le HCDH, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et diverses organisations de la société civile à vocation régionale ou mondiale. Cette campagne est destinée à mieux faire connaître la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et à encourager les États à la ratifier.
- ▶ Coordonné les activités de traitement de tous les documents officiels destinés aux organes intergouvernementaux et aux organes d'experts, soit au total 70 000 pages (1 910 documents), par l'intermédiaire du Groupe de traitement des documents.
- ▶ Mis en ligne tous les documents relatifs à chaque session ordinaire ou extraordinaire du Conseil des droits de l'homme sur le site web du HCDH. Le Haut-Commissariat met également en ligne une version anglaise, non révisée des documents, avant la publication des versions officielles dans toutes les langues, ce qui permet de réduire les délais de consultation de documents qui sont parfois soumis tardivement.
- ▶ Continué d'actualiser l'Index universel des droits de l'homme ([www.universalhumanrightsindex.org](http://www.universalhumanrightsindex.org)), un moteur de recherche en ligne très utile, qui permet d'accéder aisément aux recommandations et observations des organes de suivi des traités et d'autres mécanismes du système de défense des droits de l'homme des Nations Unies.

### Le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Le HCDH a aidé à célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans le cadre de l'examen après 15 ans de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, en organisant une série de manifestations à l'échelon national ou régional avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et des commissions régionales des Nations Unies. Les temps forts des manifestations et des programmes sont présentés à l'adresse <http://www.unifem.org/cedaw30/> Le point d'orgue des festivités a été une réunion organisée le 3 décembre au siège de l'ONU à New York, en présence du Secrétaire général, de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme et de la Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Cet événement a réuni des orateurs venus du monde entier qui ont montré, exemples à l'appui, comment la Convention avait été utilisée pour transcrire les droits des femmes dans la réalité et pour parvenir à l'égalité des sexes dans leur pays, notamment par l'application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention, qui a également fêté son dixième anniversaire en 2009.

### Résultats

Le HCDH a :

- ▶ Encouragé et soutenu l'élaboration de procédures harmonisées et de méthodes de travail rationalisées au sein des organes de suivi des traités. En particulier, le Haut-Commissariat a facilité l'élaboration de directives ciblées pour des traités spécifiques (finalisées à ce jour par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité des travailleurs migrants et le Comité des droits des personnes handicapées), qui viennent compléter les directives relatives au document de base commun ; 17 documents de base ont été reçus.



Commémoration du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à New York, Bangkok et Genève (décembre 2009).



- ▶ Renforcé la mise en œuvre des recommandations et des décisions des organes de traités en aidant ces organes à élaborer des procédures et à mener des activités de suivi. Quatre organes de traités ont mis au point des procédures spécifiques, concernant les suites à donner à leurs recommandations. Par exemple, 25 pays étaient censés adresser au Comité contre la torture des réponses sur les mesures de suivi qu'ils avaient prises en 2009 ; au total, dix réponses ont été reçues. Sachant que ces procédures de suivi ne sont pas prévues dans les traités et représentent une charge de travail supplémentaire pour les États parties, un taux de réponse de 40 pour cent est tout à fait remarquable.
- ▶ Encouragé une coopération soutenue avec les organes de traités, moyennant la participation à des ateliers ou l'organisation de formations de ce type. Les participants apportent des contributions aux organes de traités, aux procédures spéciales et au mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, ce qui maintient le processus d'application des traités et d'établissement des rapports à l'ordre du jour du débat national sur les droits de l'homme. Dans le même temps, les mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme bénéficient d'informations plus détaillées de la part de tous les intervenants engagés à l'échelon national, ce qui conduit en retour à des recommandations plus concrètes et plus ciblées.
- ▶ Encouragé les magistrats à coopérer avec le système des organes de traités en organisant un colloque judiciaire ; à cette occasion, des juges provenant d'États signataires situés dans une région donnée se sont retrouvés pour débattre de l'utilisation de la jurisprudence relative aux droits de l'homme et des recommandations des organes de suivi dans les processus décisionnels.
- ▶ Des efforts de communication ont permis d'accroître la fréquentation du site web de l'Index des droits de l'homme et il semble bien qu'un plus grand nombre de visiteurs consultent les recommandations des mécanismes de défense des droits de l'homme à l'aide de cet outil. En outre, le DVD sur les organes de suivi des traités est utilisé dans les activités de formation menées à travers le HCDH et a été reconnu comme outil d'intégration par des organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile.

## Défis et enseignements

- ▶ La quantité de plaintes individuelles soumises au HCDH s'est sensiblement accrue entre 1998 et 2009, le nombre de plaintes reçues et traitées

### Étude sur la violence à l'encontre des enfants

Le Haut-Commissariat a continué à mieux faire connaître les conclusions de l'Étude sur la violence à l'encontre des enfants parue en 2006, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), diverses ONG et d'autres partenaires. Le HCDH a encouragé la mise en œuvre des recommandations formulées dans l'étude en menant une action dans de nombreux domaines, et notamment en intégrant ces recommandations aux travaux des organes de suivi des traités et des procédures spéciales. Le Haut-Commissariat a invité ces mécanismes à observer la situation actuelle concernant la violence à l'encontre des enfants ainsi que les nouvelles tendances dans ce domaine, et à en rendre compte. Les conseils et l'appui du HCDH se sont également avérés essentiels durant la phase initiale du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants. Depuis la nomination de Mme Marta Santo Pais en mai, le chargé de liaison du HCDH a offert un appui fonctionnel, facilitant l'interaction de la Représentante avec d'autres mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies et assurant la coordination des réunions avec les intervenants. Parmi ceux-ci figuraient les membres du Groupe de travail interorganisations sur la violence à l'encontre des enfants (ONU), le Groupe de travail des ONG sur les enfants et la violence, et d'autres partenaires issus de la société civile.

continuant à augmenter. Au total, 426 plaintes au sujet du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques étaient en attente au 31 décembre, un nombre plus ou moins identique à celui de l'année 2008.

Quelque 88 plaintes relatives à la Convention contre la torture étaient en souffrance à la même date. Ce problème nécessite toujours une attention urgente ; le Comité contre la torture, en particulier, devra se réunir plus longuement pour y remédier.

- ▶ Les efforts visant à mieux faire connaître le système de défense des droits de l'homme et à le rendre plus accessible, ainsi que ceux déployés pour secourir effectivement les détenteurs de droits, sont entravés par des difficultés persistantes. Au deuxième semestre 2009, le Service s'est efforcé de réviser et de réajuster sa structure, afin de se rendre plus accessible aux partenaires internes et externes, et d'accroître son efficacité à leur égard. Des ressources spécialisées ont également été mises de côté pour améliorer les efforts de

communication, d'harmonisation et de renforcement des capacités en rapport avec les organes de traités.

- Les organes de traités ont continué à élaborer de nouvelles procédures, en particulier des procédures de suivi visant à améliorer la promotion et la protection des droits consacrés par les traités au niveau national. En 2007, le Comité contre la torture a lancé une nouvelle procédure facultative, consistant à préparer et à soumettre aux États parties une liste de points à traiter avant la présentation des rapports périodiques. En 2009, le Comité a adopté 28 listes de points à traiter (contre neuf en 2008). Si ces procédures sont opportunes et rendent le processus des organes de traités plus efficace et mieux ciblé, elles nécessitent un appui important du personnel du HCDH. À compter de l'année 2010, le Haut-Commissariat affectera des collaborateurs supplémentaires à la prestation de ces nouveaux services, grâce à des ressources extrabudgétaires ; cette mesure demeure néanmoins insuffisante et devrait être financée par le budget ordinaire. Parallèlement, le HCDH et le Département de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève continuent de coopérer pour renforcer l'appui relatif à la disponibilité de documents publiés dans les langues officielles de l'ONU et à d'autres services de conférence, ce qui permet en retour aux Comités d'assurer avec plus d'efficacité leurs fonctions.
- Les organes de suivi des traités œuvrent à l'harmonisation de leur système. En 2009, deux réunions inter-comités ont été organisées afin de déterminer les domaines prioritaires en matière de rationalisation et d'harmonisation, bien qu'il soit toujours difficile de prévoir dans quels délais ces mesures seront appliquées. Le HCDH soutient les réunions inter-comités en appliquant les recommandations pertinentes, notamment en se concentrant sur certaines questions thématiques, comme le suivi et les listes de points à traiter avant de présenter les rapports. De plus, en 2009, le Haut-Commissariat a appelé à maintes reprises l'ensemble des intervenants à réfléchir sur les moyens de rationaliser et de renforcer encore

davantage le système des organes de suivi des traités, ceci afin d'en améliorer la coordination et l'efficacité.

- L'harmonisation optimale du système des organes de suivi des traités et la rationalisation de leurs méthodes de travail garantiront peut-être un usage plus efficace des ressources. Cependant, la question des ressources doit être traitée dans le cadre du budget ordinaire, en raison de l'expansion incessante du système, elle-même due à l'élaboration de nouveaux instruments, à l'augmentation du nombre de ratifications et de rapports, à la mise en place de nouvelles procédures de suivi et à des contributions toujours plus importantes d'autres intervenants.

#### Application des recommandations des organes de suivi des traités : l'Ouganda et le Comité des droits de l'enfant

Suivant la recommandation formulée le 3 octobre 2008 par le Comité des droits de l'enfant, le Gouvernement ougandais a adopté un Plan d'action relatif aux enfants associés à des forces armées le 16 janvier 2009. Dans le cadre de ce Plan, le Gouvernement s'engageait à prévenir l'association d'enfants avec ses forces armées et ses forces auxiliaires et à y mettre fin, notamment en autorisant des visites de vérification régulières, menées par des équipes de contrôle indépendantes. Lors des mêmes observations finales, relatives à la mise en œuvre du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, le Comité recommandait à l'État partie d'intensifier ses efforts pour assurer une éducation aux droits de l'homme. Cette recommandation a été mise à profit par le HCDH et par ses partenaires lors de leur travail de promotion de la mise en œuvre du Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme en Ouganda ; elle a donné lieu à des progrès concrets, notamment à l'adoption en avril, par le ministère de l'Éducation et des Sports, d'un document de réflexion sur l'éducation aux droits de l'homme dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire.

Organe de suivi	Traité	Compétence
<b>Comité des droits de l'homme</b>	Pacte international relatif aux droits civils et politiques et ses deux protocoles facultatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Étudie les rapports soumis par les États parties et formule des recommandations à leur intention (observations finales et listes de points à traiter)</li> <li>Examine les plaintes émanant de particuliers et les plaintes entre États</li> </ul>
<b>Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR)</b>	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et son Protocole facultatif	<ul style="list-style-type: none"> <li>Étudie les rapports soumis par les États parties et formule des recommandations à leur intention (observations finales et listes de points à traiter)</li> <li>Examine les plaintes émanant de particuliers et les plaintes entre États (cette clause n'est pas encore en vigueur)</li> <li>Mène des enquêtes lorsqu'il reçoit des renseignements dignes de foi indiquant qu'un État partie se livre à des violations graves ou systématiques du Pacte (cette clause n'est pas encore en vigueur)</li> </ul>
<b>Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD)</b>	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Étudie les rapports soumis par les États parties et formule des recommandations à leur intention (observations finales et listes de points à traiter)</li> <li>Examine les plaintes émanant de particuliers et les plaintes entre États</li> </ul>
<b>Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)</b>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	<ul style="list-style-type: none"> <li>Étudie les rapports soumis par les États parties et formule des recommandations à leur intention (observations finales et listes de points à traiter)</li> <li>Examine les plaintes émanant de particuliers</li> <li>Mène des enquêtes lorsqu'il reçoit des renseignements dignes de foi indiquant qu'un État partie se livre à des violations graves ou systématiques de la Convention</li> </ul>
<b>Comité contre la torture (CAT)</b>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	<ul style="list-style-type: none"> <li>Étudie les rapports soumis par les États parties et formule des recommandations à leur intention (observations finales et listes de points à traiter)</li> <li>Examine les plaintes émanant de particuliers</li> <li>Mène des enquêtes lorsqu'il reçoit des renseignements dignes de foi indiquant qu'un État partie se livre à des violations graves ou systématiques de la Convention</li> </ul>
<b>Comité des droits de l'enfant (CRC)</b>	Convention relative aux droits de l'enfant et ses deux protocoles facultatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examine les rapports des États parties sur l'application des deux protocoles facultatifs et formule des recommandations à leur intention (observations finales et listes de points à traiter)</li> </ul>
<b>Comité pour les travailleurs migrants (CMW)</b>	Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	<ul style="list-style-type: none"> <li>Étudie les rapports soumis par les États parties et formule des recommandations à leur intention (observations finales et listes de points à traiter)</li> <li>Examine les plaintes émanant de particuliers (cette clause n'est pas encore en vigueur)</li> </ul>





<b>Comité des droits des personnes handicapées (CRPD)</b>	Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Étudiera les rapports soumis par les États parties et formulera des recommandations à leur intention</li> <li>● Examinera les plaintes émanant de particuliers</li> <li>● Mènera des enquêtes s'il reçoit des renseignements dignes de foi indiquant qu'un État partie se livre à des violations graves ou systématiques de la Convention</li> </ul>
<b>Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (SPT)</b>	Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Effectue des visites dans des lieux de privation de liberté et formule des recommandations à l'intention des États parties</li> <li>● Offre des avis, assortis le cas échéant d'une assistance, aux États parties aux fins de la mise en place de mécanismes nationaux de prévention</li> <li>● Entretient des contacts directs et si nécessaire confidentiels avec ces mécanismes</li> <li>● Coopère avec les organes et mécanismes compétents de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec les organisations internationales, régionales et nationales qui œuvrent à la prévention de la torture en général</li> </ul>

# Défis thématiques et intégration des droits de l'homme

Le HCDH mène des recherches et élabore des supports de formation sur un vaste éventail de questions thématiques en rapport avec les droits de l'homme, tout en mettant ses compétences et ses connaissances spécialisées dans ce domaine à la disposition des États membres, des institutions nationales des droits de l'homme, de la société civile, ainsi que de ses partenaires et des organes et mécanismes chargés des droits de l'homme au sein des Nations Unies. Il s'attache également, au travers d'une étroite collaboration, à doter ses partenaires onusiens de capacités plus solides pour entreprendre des travaux de fond en rapport avec les droits de l'homme et pour intégrer la dimension des droits de l'homme dans leurs plans et programmes. Les activités du HCDH dans ce domaine sont en très grande partie exécutées par le personnel de la Division de la recherche et du droit au développement ou avec son concours actif. La Division est composée de deux services, l'un se consacrant à l'état de droit, à l'égalité et à la lutte contre les discriminations, l'autre au développement et aux questions économiques et sociales.

## Démarche

La démarche du HCDH dans ce domaine est orientée sur trois axes principaux, consistant à :

- ▶ intégrer les droits de l'homme et leur dimension sexospécifique dans les programmes et les activités du système des Nations Unies ayant trait au développement, à l'aide humanitaire, à la paix et à la sécurité ainsi qu'au renforcement de la gouvernance et de l'état de droit ;
- ▶ intégrer la promotion et la protection du droit au développement dans les partenariats forgés à travers le monde pour favoriser le développement ;
- ▶ parfaire la connaissance et la compréhension des problèmes thématiques, ainsi que les capacités dans ce domaine, par des activités de recherche et d'analyse, par la formation et l'élaboration d'outils méthodologiques, en vue de renforcer la promotion

et la protection des droits à l'échelon des pays et de soutenir les mécanismes de défense des droits de l'homme.

Le travail thématique est fondé sur des recherches et des analyses réalisées au moyen de compétences internes et externes. La Division entreprend chaque année toute une série de projets de recherche, allant de travaux d'évaluation destinés à déceler les nouvelles tendances en matière de droits de l'homme, à des analyses juridiques des législations et des dispositions institutionnelles visant à remédier aux problèmes dans ce domaine. Les pratiques optimales dans la mise en œuvre des droits de l'homme sont recensées et documentées. Les résultats de ces travaux contribuent à la planification des politiques et à l'élaboration des programmes à tous les niveaux de l'organisation.

Les membres de la Division travaillent en étroite liaison avec les autres divisions et les présences sur le terrain, communiquant leurs connaissances et les appliquant à un contexte local, menant des évaluations de besoins et participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies d'engagement auprès des pays. De même, ils collaborent avec le personnel chargé d'appuyer le Conseil des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'examen périodique universel (EPU) et les procédures spéciales, et coopèrent au suivi des recommandations adressées par les organes conventionnels.

Des documents d'orientation, des outils méthodologiques et des modules de formation sont utilisés dans les pays et au siège pour renforcer les capacités des institutions nationales, des représentants de la société civile et d'autres partenaires en matière de respect, de promotion et de protection des droits de l'homme. Le personnel du HCDH collabore également avec d'autres entités des Nations Unies pour favoriser une meilleure compréhension des droits de l'homme dans l'ensemble du système et assurer la prise en compte systématique de ces droits dans les programmes exécutés par les autres organismes et programmes de l'ONU.



Une collaboratrice du HCDH visite un lieu de détention au Népal.

## État de droit et démocratie

Le renforcement des mécanismes de l'état de droit et des institutions démocratiques figure depuis fort longtemps parmi les priorités du HCDH. L'organisation prodigue des conseils dans le domaine législatif et politique pour renforcer les systèmes de protection nationaux ; dans le même temps, elle produit des outils méthodologiques et organise des activités de formation pour renforcer les capacités et l'efficacité des institutions publiques. Le Haut-Commissariat coopère avec les États membres et d'autres partenaires pour cerner les aspects des législations et des pratiques nationales qui n'obéissent pas aux normes internationales reconnues, ceci afin de consolider les mécanismes de l'état de droit. Il s'occupe également des mécanismes de justice transitionnelle dans les États en proie à un conflit ou en situation de sortie de conflit et offre des conseils juridiques sur les problèmes de droits de l'homme à ses partenaires des Nations Unies.

### Activités

Le HCDH a :

- Aidé à la conception et à la mise en œuvre de processus de justice transitionnelle, notamment en appuyant la création de la Commission vérité et

réconciliation au Togo, en soutenant des consultations nationales sur la justice transitionnelle au Burundi et en soumettant des études analytiques sur les droits de l'homme et la justice transitionnelle, ainsi que sur le droit à la vérité, au Conseil des droits de l'homme.

- Cherché à dégager les enseignements et les pratiques optimales concernant l'engagement des institutions nationales des droits de l'homme dans le domaine de la justice transitionnelle lors de la Conférence régionale des institutions nationales africaines de protection des droits de l'homme, qui s'est tenue à Rabat en novembre.
- Réuni en mai 2009 un atelier d'experts sur la justice transitionnelle, les enseignements tirés de l'expérience et les orientations futures. Lors d'une conférence régionale sur la justice transitionnelle, organisée au mois de novembre à Yaoundé en coopération avec les ministères français et suisse des Affaires étrangères, 80 praticiens originaires d'États membres francophones, situés en Afrique, ont partagé leurs expériences respectives.
- Appuyé la mise en place et le fonctionnement de commissions internationales chargées d'enquêter sur des violations flagrantes des droits de l'homme commises dans différentes parties du monde, prodiguant notamment son soutien à la commission parlementaire mise sur pied pour enquêter sur les



violences perpétrées en avril en République de Moldova.

- Organisé des consultations d'experts sur la protection des témoins avec la participation de tribunaux internationaux ad hoc, de tribunaux spéciaux, de représentants de la société civile et d'autres organisations compétentes. Déployé des spécialistes pour aider des Gouvernements à renforcer leur programme de protection des témoins, notamment en Argentine, au Kenya, en République de Moldova, en Mongolie et en Ouganda.
- Organisé six réunions d'experts sur des questions juridiques internationales, concernant notamment le cadre juridique de protection des organisations non gouvernementales (ONG) dans les situations d'urgence complexes ; la protection des droits de l'homme dans les situations de conflit armé ; le renforcement mutuel entre le droit international des droits de l'homme et le droit humanitaire international dans les situations de conflit ; le droit à la paix ; les droits de l'homme au travers des régimes de justice administrative ; et les systèmes de justice autochtone aux Amériques, en Australie et en Nouvelle-Zélande.
- Coopéré avec le Département des opérations de maintien de la paix pour veiller à ce que les placements en détention assurés par le personnel de l'ONU lors des opérations de maintien de la paix respectent les normes relatives aux droits de l'homme, en s'appuyant sur l'initiative de la « semaine de la dignité et de la justice pour les détenus » organisée en 2008 par le HCDH.
- Contribué, en collaboration avec d'autres institutions onusiennes, à une étude sur le cadre législatif interdisant la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en Arménie ; contribué à la rédaction d'un projet de texte sur l'aide juridique, envisagée sous l'angle des droits de l'homme ; et travaillé avec des experts à la

#### Une nouvelle publication du HCDH, consacrée aux consultations nationales sur la justice transitionnelle

Le nouveau guide du HCDH sur les consultations nationales s'appuie sur les précédents ouvrages consacrés à la justice transitionnelle, parus en 2006 et 2008. Ancrées dans les normes internationales relatives aux droits de l'homme et inspirées des meilleures pratiques, ces publications sont destinées à procurer aux missions sur le terrain, aux administrations intérimaires et à la société civile les informations fondamentales nécessaires pour

prodiguer des conseils utiles sur la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle. Les Nations Unies continuent à souligner l'importance centrale que revêtent des consultations nationales, aussi larges que possible, dans toute stratégie viable et efficace en matière de justice transitionnelle. L'ouvrage recense les principaux traités relatifs aux droits de l'homme applicables et traite de l'objet ainsi que de la forme des consultations. Pour guider les

praticiens, la publication examine également diverses questions importantes pour la conduite des consultations, notamment la préparation, le lieu, les circonstances et la durée des consultations, les entités ou organismes qui devraient les organiser et les personnes qui doivent être consultées, les facteurs éthiques ou liés à la protection qu'il importe de prendre en compte, l'établissement de rapports et le suivi.



Un collaborateur du HCDH offre son appui à des consultations nationales sur la justice transitionnelle au Burundi

mise au point et à l'application expérimentale d'indicateurs sur l'état de droit en Haïti et au Libéria.

- Publié deux documents d'orientation sur les amnisties et les consultations nationales et élaboré des principes directeurs pour guider l'engagement des institutions nationales des droits de l'homme dans le domaine de la justice transitionnelle.
- Organisé en octobre, en coopération avec le bureau régional du HCDH en Amérique centrale, un deuxième séminaire à l'intention de 18 parlementaires latino-américains, afin de renforcer leur capacité à exercer des fonctions de contrôle et à jouer un rôle en connaissance de cause dans les systèmes nationaux de protection des droits de l'homme.
- Contribué aux travaux de l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme, qui siège à New York, en dirigeant le Groupe de travail sur la protection des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme. Aidé à élaborer une série de Guides de référence techniques de base afin d'épauler les États dans leurs efforts pour consolider la protection des droits de l'homme dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

## Résultats

- Le HCDH a renforcé la conduite des processus de justice transitionnelle dans le respect des normes internationales, notamment en ce qui concerne la mise en place de la commission vérité et réconciliation au Togo et les consultations nationales au Burundi. Le Haut-Commissariat a également renforcé l'action des institutions africaines de protection des droits de l'homme dans le domaine de la justice transitionnelle en recensant les enseignements et en encourageant la diffusion des pratiques optimales.
- À l'occasion d'un séminaire d'experts, 20 juges, avocats et universitaires originaires de la Fédération de Russie ont analysé comment les régimes de droit administratif permettent de promouvoir et respecter les droits de l'homme au sein des principaux systèmes juridiques du monde.
- Le HCDH a parachevé et appliqué à titre expérimental un ensemble préliminaire d'indicateurs relatifs à l'état de droit, à mettre en œuvre par les missions de paix des Nations Unies. En collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix, le HCDH a veillé à ce que les directives politiques de ces missions soient conformes aux normes en matière de droits de l'homme.
- Le Haut-Commissariat a renforcé les connaissances et les capacités de 30 juges, procureurs et fonctionnaires en matière d'administration de la justice à Madagascar ; et de 40 membres de l'armée

et de la police nationale sur la question des objecteurs de conscience au service militaire en Bolivie.

- Des parlementaires originaires de pays d'Amérique latine, dont le Panama, le Nicaragua, El Salvador, l'Argentine, le Costa Rica et le Paraguay, ont mieux compris la fonction de contrôle que le Parlement pouvait exercer dans le domaine des droits de l'homme.

## Défis et enseignements

- Pour être efficaces, les interventions en rapport avec l'état de droit nécessitent une bonne connaissance d'un ensemble de régimes légaux nationaux et de traditions juridiques internationales, y compris dans le domaine du droit pénal.
- L'action entreprise pour garantir le respect des droits de l'homme pendant la détention (administrative, avant le procès ou après la condamnation) a souligné l'indivisibilité des droits, ainsi que la nécessité de se concentrer non seulement sur les droits spécifiques consacrés par le Pacte international sur les droits civils et politiques, mais aussi sur le droit à l'alimentation, à la santé et à l'éducation des détenus et des membres de leur famille.
- Il importe de veiller à ce que les processus et les mécanismes de justice transitionnelle choisis pour remédier à des violations commises dans le passé soient conformes aux normes et obligations juridiques internationales.

## Lutte contre la discrimination

En 2009, le HCDH a mené un nombre non négligeable d'activités en rapport avec la lutte contre la discrimination raciale. Tout en prodiguant son appui à la Conférence d'examen de Durban, le Haut-Commissariat a prêté son concours, sur des questions de fond et d'organisation, aux mécanismes créés au titre du suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, notamment le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, le Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et le groupe d'éminents experts indépendants. Le HCDH a contribué à la consolidation des systèmes nationaux de protection contre le racisme par l'élaboration de documents d'orientation appropriés et des initiatives de renforcement des capacités, et assuré des services de secrétariat lors de la Conférence d'examen de Durban, qui s'est déroulée à Genève du 20 au 24 avril.

### Conférence d'examen de Durban : une manifestation parallèle sur les personnes d'ascendance africaine

Une manifestation organisée en marge de la Conférence d'examen de Durban a permis à des personnes d'ascendance africaine, à des représentants de la société civile et à des experts de faire le point sur la situation actuelle des droits des personnes d'ascendance africaine, en évaluant les progrès accomplis depuis la Conférence mondiale de Durban en 2001 et en définissant la voie à suivre. La réunion a été ouverte par la Haut-Commissaire, qui a souligné que les problèmes d'inégalité, de discrimination, d'oppression, de pauvreté et de

marginalisation qui sont actuellement le lot des personnes d'ascendance africaine étaient un legs de l'esclavage. Ces problèmes, qui sont omniprésents dans leur vie et nuisent à leurs moyens de subsistance, se manifestent par un accès insuffisant à l'éducation, à l'emploi, aux terres, aux soins médicaux, aux marchés, au crédit et à la justice.

Lors du débat général, les participants ont fait part de leurs préoccupations, concernant la violence des discriminations contre

les personnes d'ascendance africaine, plus touchées que d'autres groupes minoritaires, la nécessité de multiplier et d'intensifier les contacts entre les personnes d'ascendance africaine vivant dans différentes régions du monde, le refus de reconnaître que ce groupe est en butte à la discrimination raciale, et la nécessité de définir des mesures de discrimination positive pour lutter contre les injustices historiques auxquelles les personnes d'ascendance africaine sont confrontées.

### Activités

Le HCDH a :

- ▶ Préparé des rapports sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ainsi que sur la lutte contre la diffamation des religions, en application de résolutions du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale.
- ▶ Élaboré un projet de directives sur les législations nationales contre la discrimination raciale et sur les plans d'action nationaux contre le racisme, en vue d'une publication en 2010.
- ▶ Organisé une discussion de groupe de haut niveau afin de célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le 21 mars.
- ▶ Appuyé la Conférence d'examen de Durban, y compris ses réunions préparatoires. Facilité un programme de manifestations en marge de la Conférence, avec la participation d'organes de suivi des traités, de procédures spéciales, d'institutions des Nations Unies et d'organisations de la société civile.
- ▶ Conçu et commencé à appliquer un plan d'action à l'échelle du Haut-Commissariat afin de donner suite à la Conférence d'examen de Durban.

- ▶ Apporté son concours au Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, ainsi qu'au Groupe de travail d'experts sur les

### L'égalité raciale au Brésil

La deuxième Conférence nationale pour la promotion de l'égalité raciale au Brésil, qui s'est tenue en juin, a été la première grande manifestation d'envergure nationale organisée à la suite de la Conférence d'examen de Durban. Orchestrée par le ministère de l'Égalité raciale, cette manifestation a témoigné de la volonté du Brésil de mettre en œuvre les recommandations du document final d'Examen de Durban. Le HCDH, qui a participé activement à la Conférence, a fermement insisté sur l'incompatibilité entre le racisme et la démocratie. Dans le cadre de la Conférence, une discussion à composition non limitée a été organisée entre le Gouvernement et les représentants de la société civile ; ces débats ont abouti à une série de recommandations à l'intention du Gouvernement, insistant sur la nécessité d'instaurer une plus grande égalité entre les races dans cette nation si diverse.



Images de la Conférence d'examen de Durban, Genève, avril 2009.



## La Conférence d'examen de Durban

La Conférence d'examen de Durban s'est déroulée du 20 au 24 avril 2009 à Genève. La Conférence, organisée conformément à la résolution 61/149 adoptée le 19 décembre 2006 par l'Assemblée générale, a évalué les progrès accomplis en direction des objectifs fixés lors de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui s'est tenue à Durban (Afrique du Sud) en 2001.

Le Haut-Commissariat a prêté son concours, tant pour les réunions préparatoires que pour la Conférence proprement dite. En qualité de Secrétaire de la Conférence d'examen de Durban, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a joué un rôle actif dans le processus d'examen, présentant un rapport rédigé par ses soins et incitant les États membres qui participaient à la manifestation à coopérer pour parvenir à un consensus.

Au total, 152 États, une entité (territoire palestinien occupé), six programmes et fonds des Nations

Unies, trois organismes spécialisés, 17 organes et mécanismes s'occupant des droits de l'homme, sept organisations intergouvernementales et autres entités, ainsi que 40 institutions nationales de protection des droits de l'homme et 434 ONG ont participé à la Conférence. Le HCDH a facilité un programme de 42 manifestations parallèles, auxquelles ont participé des organes de suivi des traités, des procédures spéciales, des agences des Nations Unies, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations de la société civile. Citons notamment « Voices », une manifestation durant laquelle 15 personnalités venues du monde entier ont fait entendre leur voix, racontant leur expérience personnelle du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

La Conférence a abouti à l'adoption d'un document final par consensus. S'exprimant peu après l'adoption du document, la Haut-Commissaire Navanethem Pillay a déclaré qu'il « redynamiserait l'engagement

politique vis-à-vis de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ». Il insiste, a-t-elle poursuivi, « sur l'augmentation des souffrances endurées par les nombreux groupes victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de formes d'intolérance similaires depuis 2001 ». Enfin, le document « recense, partage et diffuse certaines pratiques optimales en matière de lutte contre le racisme », a indiqué Mme Pillay.

La Haut-Commissaire a observé que le document final réaffirmait « sans équivoque le rôle positif que la liberté d'expression peut jouer dans la lutte contre le racisme, tout en déplorant les stéréotypes désobligeants et la stigmatisation dont des personnes sont victimes en raison de leur religion ou de leurs convictions. Il amorce un processus destiné à évaluer le degré de mise en œuvre de l'interdiction d'incitation à la haine, stipulée dans l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans différentes parties du monde ».

personnes d'ascendance africaine et au Comité ad hoc sur l'élaboration de normes complémentaires.

- Renforcé les partenariats interorganisations noués avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
- Organisé deux séminaires sous-régionaux sur l'élaboration de plans d'action nationaux contre le

racisme et sur d'autres pratiques optimales pour des pays francophones d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest, avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie.

- Organisé une série de discussions de groupe durant toute une journée à Bruxelles ; ces discussions, consacrées aux différentes formes de discrimination, notamment aux discriminations raciales et





La Haut-Commissaire étreint un Indien potiguara à l'issue d'une conférence de presse au Brésil (novembre 2009).

ethniques, visaient à renforcer l'action menée conjointement par l'Union européenne et les Nations Unies pour faire cesser la discrimination.

- Co-organisé un séminaire à Montevideo afin de lancer le Plan d'action national de l'Uruguay contre le racisme et la discrimination.
- Lancé, de concert avec l'UNESCO, un projet intitulé « Coalition internationale des villes contre le racisme », dont les résultats attendus seront définis conjointement en 2010.

## Résultats

- Les capacités des gouvernements, des institutions nationales des droits de l'homme et des ONG des pays francophones d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest ont été renforcées par des séminaires de formation sur l'élaboration de plans d'action nationaux et sur les bonnes pratiques en matière de lutte contre le racisme, ce qui a donné lieu à des initiatives concrètes en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo.
- Les principes figurant dans le document final de la Conférence d'examen de Durban ont été diffusés avec succès dans des forums politiques de haut niveau des Nations Unies, par l'intermédiaire des présences du HCDH sur le terrain et au travers d'une collaboration avec des organisations régionales et des partenaires onusiens.

- La collaboration avec le HCR a abouti à une Note sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée au travers d'une approche stratégique, qui sera utilisée par tous les bureaux du HCR sur le terrain.

## Défis et enseignements

- La charge de travail supplémentaire suscitée par la Conférence d'examen de Durban et ses nombreuses réunions préparatoires a contraint à reléguer au second plan certaines activités initialement programmées. Comme de nombreux États membres étaient préoccupés par la Conférence et ses processus, il a été plus difficile de les engager dans des activités de coopération technique ; une série d'activités de ce type ont néanmoins été exécutées, notamment en ce qui concerne l'élaboration de plans d'action nationaux contre le racisme et le recensement des bonnes pratiques.

## Peuples autochtones et minorités

L'ONU a donné aux peuples autochtones et aux membres des minorités de nouveaux moyens de faire progresser leurs droits mais dans la pratique, ces peuples sont toujours victimes de graves discriminations et d'autres violations des droits fondamentaux. Par ses conseils, ses campagnes de sensibilisation, ses activités de renforcement des capacités et ses travaux thématiques, le HCDH cherche à faire en sorte que des normes essentielles – notamment la Déclaration sur les droits des peuples autochtones et la Déclaration sur les minorités – soient transcrites plus systématiquement dans les lois, les politiques et les pratiques nationales, ainsi que dans les programmes et les activités du système des Nations Unies.

## Activités

Le HCDH a :

- Prêté son concours au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, notamment en organisant sa deuxième session et un atelier d'experts sur le droit des peuples autochtones à l'éducation les 6 et 7 mai à Genève.
- Organisé six programmes de formation (bourses) en anglais, en espagnol, en français et en russe au bénéfice de défenseurs des droits des peuples autochtones, ainsi qu'en anglais et en arabe au profit de membres de minorités.
- Accru le dialogue sur la participation des minorités au moyen d'un atelier sur les pratiques optimales en matière de minorités et de maintien de l'ordre, organisé avec le Gouvernement sud-africain. L'atelier,

qui a eu lieu en octobre à Johannesburg, a réuni de hauts fonctionnaires de police de la sous-région.

- ▶ Organisé une table ronde mondiale les 16 et 17 décembre à Bangkok afin de faire progresser l'intégration de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones dans les travaux d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organismes spécialisés. Des représentants d'institutions nationales des droits de l'homme et des membres de peuples autochtones, ainsi que les trois détenteurs des mandats consacrés aux questions autochtones, y ont participé.
- ▶ Contribué à la deuxième session du Forum sur les questions relatives aux minorités, notamment en organisant une discussion d'experts sur les moyens d'améliorer l'utilisation de la Déclaration sur les minorités et un atelier pré-session pour les défenseurs des droits des minorités.
- ▶ Facilité des formations et des discussions à l'échelle régionale et nationale, concernant la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, à l'intention du personnel du HCDH, d'équipes des Nations Unies et de représentants de peuples autochtones, dans des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.
- ▶ Mené le premier dialogue approfondi avec l'Instance permanente sur les questions autochtones, contribuant ainsi aux travaux interorganisations des Nations Unies sur la problématique autochtone.
- ▶ Aidé à réviser la première version des directives sur les droits des peuples autochtones en situation d'isolement, lors d'une réunion organisée les 18 et 19 mars à Genève avec la participation des Gouvernements concernés, de représentants des peuples autochtones, d'ONG et d'experts. La version révisée a été présentée pendant la deuxième session du Mécanisme d'experts.
- ▶ Appuyé la mise en œuvre d'un programme régional en Bolivie, en Équateur et au Pérou, destiné à doter les organisations qui représentent les personnes d'ascendance africaine dans la région andine de moyens plus solides pour défendre leurs droits.
- ▶ Lancé deux grands projets de renforcement des capacités et de constitution de réseaux avec des ONG qui agissent en faveur des peuples autochtones et des minorités, à savoir le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (doCip) et le Groupement pour les droits des minorités.

## Résultats

- ▶ La première étude thématique du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, réalisée avec un soutien considérable de la part du HCDH, a été favorablement accueillie, tant par le Conseil des droits de l'homme que par des représentants des peuples autochtones.

- ▶ La Déclaration sur les droits des peuples autochtones a donné la preuve de sa pertinence et de son utilité : elle est en effet de plus en plus citée au niveau national et international, notamment dans les observations générales publiées par des organes de suivi des traités tels que le Comité des droits de l'enfant et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Au total, 32 boursiers autochtones ou issus de minorités (17 femmes et 15 hommes) originaires de 23 pays, récemment formés par le HCDH, ont regagné leurs communautés, forts des compétences et des connaissances qui leur permettront de défendre leurs droits et de dispenser à leur tour des formations.
- ▶ La Déclaration sur les minorités a suscité un regain d'attention au sein des Nations Unies, d'importants experts en la matière cherchant de nouveaux moyens de la mettre en pratique.
- ▶ Plusieurs présences du HCDH sur le terrain, dont le Bureau régional de Panama, ont lancé de nouvelles activités en rapport avec les droits des peuples autochtones, en s'appuyant fréquemment sur la formation et l'appui dispensés en interne.
- ▶ Grâce à l'atelier régional organisé en Afrique du Sud, la capacité des policiers qui y ont participé à tirer parti des bonnes pratiques relatives aux minorités a été renforcée.

## Défis et enseignements

La mise en œuvre de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones et de la Déclaration sur les minorités nécessite des activités de sensibilisation dans toutes les régions, ainsi que l'élaboration de guides pratiques destinés à faciliter l'application de ces normes sur le terrain.

## Droits des femmes et égalité des sexes

Les droits des femmes et l'égalité des sexes ont été au premier plan des préoccupations de la communauté internationale en 2009. Alors que l'on commémorait le 30<sup>e</sup> anniversaire de la CEDAW et que l'on s'apprêtait à entamer l'examen Beijing + 15, afin d'évaluer les progrès accomplis dans l'élimination des discriminations à l'égard des femmes à travers le monde, la crise financière mondiale a gravement porté atteinte aux droits des femmes. Au cours de cette même période, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1888 sur la violence sexuelle en période de conflit armé. Le HCDH s'efforce de traiter un éventail de questions en rapport avec les droits des femmes et de veiller à ce que le souci de l'égalité entre les sexes et les droits des femmes soient au cœur de l'action menée par l'ensemble du Haut-Commissariat et par d'autres entités.





Groupe de femmes pendant une manifestation au Népal.

## Activités

Le HCDH a :

- ▶ Organisé et animé, en collaboration avec des intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux, deux débats sur l'égalité face à la loi et l'intégration d'une dimension sexo-spécifique au sein du Conseil des droits de l'homme réuni en plénière.
- ▶ Organisé une réunion d'experts sur les moyens de faire cesser la violence à l'égard des femmes avec des ONG œuvrant à la défense des droits des femmes africaines à Yaoundé en novembre. La réunion a permis de définir des orientations pour la mise en œuvre de la Campagne du Secrétaire général pour l'élimination de la violence contre les femmes en Afrique et contribue au processus Beijing + 15.
- ▶ Accélééré l'engagement dans l'initiative des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit, notamment en présidant le Comité de gestion des ressources du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs de la campagne.
- ▶ Organisé, en partenariat avec l'Eleanor Roosevelt Project et Vital Voices, un sommet des femmes pour dispenser une formation, sous forme de mentorat, à des militantes des droits des femmes qui aspirent à assumer des fonctions de direction ; la Haut-Commissaire adjointe et la Secrétaire d'État américaine ont activement participé à cette manifestation.
- ▶ La Haut-Commissaire a participé à une manifestation de haut niveau sur la question de l'orientation sexuelle et l'identité de genre, organisée par un État en marge du Conseil des droits de l'homme en juin, et présenté des déclarations vidéo au « Congrès mondial sur les droits de l'homme : orientation sexuelle et identité de genre » qui s'est tenu à Paris en mai, ainsi qu'à la « Copenhagen World Outgames Conference : Human Rights and Politics » en juillet.
- ▶ Révisé et élaboré des outils méthodologiques essentiels, traitant notamment des enquêtes sur les violences sexistes et de l'intégration d'une dimension sexospécifique dans les activités de surveillance relatives aux violations des droits fondamentaux.
- ▶ Contribué aux discussions préliminaires du groupe de travail chargé d'élaborer un cadre théorique et pratique pour l'Équipe d'experts qui sera constituée en application de la résolution 1888 du Conseil de sécurité. Le groupe de travail est présidé par le PNUD, le Département des opérations de maintien de la paix et le HCDH.
- ▶ Mené une évaluation sur la parité entre les sexes dans l'ensemble de l'organisation ; les conclusions de cette étude seront adoptées en 2010, ce qui permettra de mettre en œuvre une nouvelle stratégie en matière de parité et d'intégrer plus efficacement la dimension sexospécifique dans les programmes et les politiques.
- ▶ Prodigué des conseils thématiques, fondés sur ses activités et recherches précédentes concernant la violence sexuelle, à la Commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les violences qui ont eu lieu à Conakry (République de Guinée) en septembre.

## Résultats

- Le travail analytique préparatoire et les activités de communication du Haut-Commissariat, des procédures spéciales, des gouvernements et d'autres homologues sur des questions telles que l'égalité devant la loi et la mortalité maternelle ont conduit à l'adoption de deux importantes résolutions par le Conseil des droits de l'homme. Celles-ci auront un impact sur les travaux du HCDH en 2010.
- À la suite des conseils thématiques qui lui ont été prodigués, la Commission chargée d'enquêter sur les circonstances des événements survenus en septembre 2009 à Conakry (République de Guinée) a publié un rapport présentant une analyse approfondie des violences sexuelles perpétrées à cette occasion.

## Défis et enseignements

- L'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1820 sur l'utilisation du viol comme arme de guerre puis de la résolution 1888 a fait apparaître la nécessité de mener une action de sensibilisation systématique sur ce sujet auprès des organisations partenaires. Deux postes supplémentaires, dont l'un consacré aux questions en rapport avec les femmes, la paix et la sécurité, seront créés en 2010 au sein du HCDH.
- L'un des défis de l'année 2010 consistera à mettre en œuvre les recommandations formulées à l'issue de l'évaluation des questions de parité hommes-femmes, réalisée dans l'ensemble de l'organisation en 2009.

## Intégration des droits de l'homme, objectifs du Millénaire pour le développement et droit au développement

Les droits de l'homme, le développement et la paix et la sécurité sont les trois piliers du système des Nations Unies. Lors du Sommet mondial de 2005, les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé le caractère indissociable de ces composantes et ont résolu d'intégrer davantage les droits de l'homme dans l'action de l'ONU, ainsi que dans les activités de développement et les politiques nationales. En étroite collaboration avec les autres entités du système des Nations Unies et ses partenaires nationaux, le HCDH s'est attaché à intégrer les droits de l'homme dans toute la gamme des activités de développement, y compris dans les domaines des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), de la réduction de la pauvreté et de la lutte contre le VIH/sida.

## Activités

### Intégration des droits de l'homme

Le HCDH a :

- Soutenu la création, le 30 novembre, d'un mécanisme de haut niveau spécifiquement chargé de l'intégration des droits de l'homme au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM), afin d'institutionnaliser encore les efforts d'intégration des droits de l'homme (IDH). Le nouveau mécanisme (IDH-GNUM) tire parti des progrès accomplis dans le cadre du programme interorganisations Action 2, qui a appuyé le renforcement des capacités dans plus de 60 équipes de pays des Nations Unies de 2004 à 2008.
- Renforcé son appui au système des coordonnateurs résidents par un engagement accru de ses responsables auprès des dirigeants onusiens dans les pays, accompagné d'un soutien plus important ; au travers du Groupe consultatif du GNUM ; et par des ateliers de formation et des programmes d'initiation destinés aux coordonnateurs résidents et coordonnateurs humanitaires, ainsi qu'aux délégués des organismes onusiens dans les pays. Depuis janvier 2009, les droits de l'homme font partie intégrante du mandat des coordonnateurs résidents, suite à la décision du Secrétaire général de renforcer leur obligation de rendre compte.
- Coopéré avec l'École des cadres du système des Nations Unies pour former le personnel de l'ONU à l'échelon des pays et des régions à l'élaboration de programmes de développement fondés sur les droits de l'homme. Ce travail est une partie intégrante de l'appui du GNUM aux équipes de pays des Nations Unies qui préparent leurs Plans-cadres pour l'aide au développement avec des partenaires nationaux.
- Aidé à analyser, lors d'un atelier à Genève, les progrès accomplis par les équipes des Nations



Participants à un atelier organisé au titre de l'initiative « Unis dans l'action » à Genève, en novembre 2009.



Unies en poste dans les pays pilotes sélectionnés au titre de l'initiative « Unis dans l'action », concernant leur travail d'intégration des droits de l'homme dans le programme de renforcement de la cohérence de l'action des Nations Unies au niveau national.

### **Droits de l'homme et réduction de la pauvreté**

Le HCDH a :

- ▶ Activement appelé l'attention sur la place centrale des droits de l'homme dans l'action mondiale en matière de développement lors de différentes manifestations de haut niveau organisées en 2009, dont le Séminaire de La Haye sur les droits de l'homme et les OMD et la Conférence de l'Assemblée générale sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, auxquelles la Haut-Commissaire et la Haut-Commissaire adjointe ont assisté.
- ▶ Révisé et analysé systématiquement les guides et cadres existants relatifs aux droits de l'homme et à la réduction de la pauvreté; réalisé la version préliminaire d'un module de formation qui démontre la valeur ajoutée du cadre pour les droits de l'homme dans le processus de planification et de mise en œuvre du développement national. Lors de missions de conseil en Haïti et au Libéria, le module de formation a été appliqué à titre expérimental auprès d'un vaste éventail d'intervenants nationaux.
- ▶ Appuyé le mandat de l'Expert indépendant sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté et conduit la deuxième série de consultations sur la version préliminaire des principes directeurs relatifs aux droits de l'homme et à l'extrême pauvreté ; à ce titre, un séminaire de deux jours a été organisé pour recueillir davantage de contributions.
- ▶ Participé à l'action menée à l'échelle du système des Nations Unies pour faire face à la crise économique et à la crise financière mondiales au travers du Conseil des chefs de secrétariat ; appuyé le Conseil des droits de l'homme, ainsi que plusieurs organes de suivi des traités et procédures spéciales dans leurs travaux, visant à analyser les répercussions de la crise sur les droits relevant de divers mandats.
- ▶ Organisé avec succès l'édition 2009 du Forum social du Conseil des droits de l'homme, qui a réuni une bonne centaine de représentants de diverses institutions et d'intervenants pour débattre des droits de l'homme et de la pauvreté, notamment dans le contexte de la crise économique et de la crise financière.

### **Droit au développement**

Le HCDH a :

- ▶ Offert un appui fondamental et technique à l'équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement et au Groupe de travail intergouvernemental sur le droit au développement.

- ▶ Organisé deux missions techniques et commandé trois études à des consultants afin d'appuyer l'intégration du droit au développement dans les partenariats mondiaux.
- ▶ Organisé une réunion d'experts et commandé trois rapports et études pour contribuer à l'élaboration de critères et de sous-critères concernant le droit au développement.
- ▶ Organisé, en partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales et l'ONG Centre of Concern, une manifestation en marge de l'Assemblée générale d'octobre, consacrée au thème suivant : « Les droits de l'homme et le financement du développement : vers la réalisation du droit au développement ».
- ▶ Organisé en novembre, en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Centre international du commerce et du développement durable, un débat intitulé « Le Plan d'action de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle pour le développement et le droit au développement : vers une réduction de l'écart ».
- ▶ Organisé, en partenariat avec l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique, une réunion d'experts sur « L'amélioration de l'interaction entre l'EPU, le mécanisme d'évaluation intra-africaine et le droit au développement », qui a eu lieu à Arusha (Tanzanie) en novembre.
- ▶ Apporté un soutien fonctionnel et technique à l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale.

### **VIH/sida et droits de l'homme**

Le HCDH a :

- ▶ Continué à rappeler le rôle central des droits de l'homme dans la lutte contre le sida, notamment





### La discrimination à l'encontre des personnes qui vivent avec le VIH

Lors d'une manifestation en marge de la Conférence d'examen de Durban, traitant des restrictions aux voyages liées au VIH, Violetta Ross, membre du réseau bolivien des personnes qui vivent avec le VIH, s'est élevée avec véhémence contre le caractère discriminatoire des restrictions qui limitent les déplacements des personnes séropositives « Il est faux et injuste de supposer que toute personne vivant avec le VIH franchira les frontières d'un pays dans le seul but de transmettre le virus. Je ne suis pas une irresponsable et je ne suis pas ici pour propager le VIH, mais pour participer à la lutte contre l'épidémie – tout comme la plupart de mes collègues vivant avec le VIH » a-t-elle affirmé. Maria Lourdes Marin, membre d'Action for Health Initiatives, a pour sa part raconté l'histoire de « Rahul » – arrêté, enchaîné, puis expulsé lorsque les autorités d'un pays étranger ont découvert qu'il était séropositif, à l'issue d'un bilan de santé auquel il s'était soumis pour renouveler son permis de séjour. Cette manifestation parallèle a rappelé le caractère transversal de la discrimination liée au VIH, dont les effets s'étendent bien au-delà du droit à la santé.

lors du Neuvième Congrès international sur le sida en Asie et dans le Pacifique. À cette occasion, la Haut-Commissaire adjointe a prononcé un discours-programme sur la nécessité urgente de traiter les problèmes relatifs aux droits de l'homme pour surmonter les obstacles qui empêchent de lutter efficacement contre l'épidémie.

- ▶ Organisé, en collaboration avec l'ONUSIDA, une manifestation en marge de la Conférence d'examen de Durban, afin de traiter des discriminations liées au VIH, en s'intéressant tout particulièrement aux restrictions limitant l'entrée, le séjour et l'installation des personnes qui vivent avec le VIH dans certains pays.
- ▶ Prodigué des conseils d'expert sur l'intégration des normes en matière de droits de l'homme dans les législations relatives au VIH, à l'intention de différents intervenants au Cap-Vert, au Ghana et au Niger.
- ▶ Présenté des exposés analytiques, dont des exposés conjointement préparés avec l'ONUSIDA, aux organes de suivi des traités, aux détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales et au Conseil des droits de l'homme, de sorte que ces organes de défense des droits de l'homme ont adopté des recommandations traitant spécifiquement du VIH.
- ▶ Élaboré, de concert avec l'ONUSIDA et l'École des cadres des Nations Unies, un module de formation

sur le VIH et la méthodologie de programmation fondée sur les droits de l'homme qui a été mis en œuvre à titre expérimental au Viet Nam. L'objectif de ce module est de guider les équipes de pays des Nations Unies dans leurs efforts pour intégrer les normes relatives aux droits de l'homme dans les programmes opérationnels destinés à lutter contre la pandémie de VIH.

- ▶ Organisé des ateliers régionaux à Dakar (Sénégal) et à Lima (Pérou) pour aider les institutions nationales des droits de l'homme à promouvoir des stratégies nationales de lutte contre le VIH qui soient fondées sur les droits ; ces réunions étaient également destinées à faciliter la mise en œuvre du Manuel sur le VIH et les droits de l'homme, destiné aux institutions nationales de protection des droits de l'homme.
- ▶ Aidé à établir la version finale des Directives du Comité permanent interorganisations sur le VIH dans les situations de crise humanitaire et publié, en partenariat avec l'OMS et l'ONUSIDA, une note de politique générale sur le handicap et le VIH.

### Traite des êtres humains

Le HCDH a :

- ▶ Participé activement à un certain nombre d'initiatives visant à appuyer la lutte contre la traite des personnes, notamment en qualité de coordonnateur du Groupe de contact des organisations intergouvernementales sur la traite des êtres humains et les passages clandestins de migrants, et en tant que membre du Comité directeur de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains.
- ▶ Rédigé et finalisé le projet de Commentaire sur le document intitulé « Principes et directives concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains : recommandations » et contribué au projet de stratégie de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest contre la traite.
- ▶ Organisé une manifestation parallèle sur les droits de l'homme et la traite, à l'occasion de la session tenue par le Conseil des droits de l'homme en mars, ainsi qu'une manifestation en marge de l'Assemblée générale en octobre. Les victimes ont ainsi disposé de tribunes pour expliquer comment elles concevaient des interventions efficaces contre la traite et faire part de leur expérience.
- ▶ Organisé un débat interactif de l'Assemblée générale en mai, afin de discuter de la proposition d'élaborer un Plan d'action mondial contre la traite des personnes.
- ▶ Participé à une mission d'évaluation des besoins au Bélarus (novembre-décembre) afin d'étudier les pistes de coopération possibles entre le HCDH et le Bélarus, concernant les droits de l'homme et la traite des personnes.

## Haïti et Libéria : analyse du budget national fondée sur les droits de l'homme

Les travaux du HCDH relatifs à l'analyse des budgets nationaux sous l'angle des droits de l'homme – et en particulier la version préliminaire du module de formation sur l'intégration des droits de l'homme dans l'analyse budgétaire et dans le plaidoyer à ce sujet – se sont avérés pertinents et très utiles en Haïti et au Libéria. Des intervenants nationaux, issus de l'administration ou de la société civile, ont activement participé à des ateliers, qui leur ont non seulement donné l'occasion de partager leurs expériences et leurs connaissances respectives, mais qui ont aussi servi de tribune pour des discussions entre experts. Par leur engagement actif, certaines institutions onusiennes ont joué un rôle déterminant, jetant un pont entre ces acteurs nationaux.

Le suivi a été particulièrement actif en Haïti, où le personnel du HCR en poste dans le pays s'est associé à des acteurs onusiens et nationaux pour proposer de mener, à titre expérimental, une étude destinée à observer l'évolution des dépenses publiques, sous l'angle des droits de l'homme, dans certains ministères. Ce projet encourage des associations issues de la société civile et des communautés défavorisées à participer à un exercice qui est d'ordinaire purement technocratique et réservé aux seuls experts gouvernementaux. Un atelier de formation a incité les praticiens chargés des droits de l'homme et du développement en Haïti à inclure les associations locales et les communautés défavorisées dans l'action destinée à améliorer les moyens de subsistance des populations les plus pauvres.



Séance de formation à la surveillance budgétaire fondée sur les droits de l'homme en Haïti, novembre 2009. Le HCR souhaite remercier Mme Lisa Mbele-Mbong (au centre, parlant aux participants) de sa contribution exceptionnelle. Mme Mbele-Mbong, membre du personnel de la section des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), a tragiquement perdu la vie lors du tremblement de terre survenu à Port-au-Prince en janvier 2010.

### Indicateurs relatifs aux droits de l'homme

Le HCDH a :

- ▶ Animé, à la requête de gouvernements et d'institutions nationales des droits de l'homme, des ateliers sur les indicateurs relatifs aux droits de l'homme à l'intention d'intervenants nationaux au Népal, au Kenya et en Équateur.
- ▶ Organisé une consultation d'experts à Genève pour définir des indicateurs relatifs à la violence contre les femmes, à la non-discrimination et à l'égalité, ainsi que pour élaborer le plan d'un guide pratique destiné à faciliter la diffusion et la mise en œuvre des travaux du HCDH sur les indicateurs.
- ▶ Effectué des présentations sur les indicateurs relatifs aux droits de l'homme lors de la réunion annuelle de la Société Suisse de Statistique en octobre et auprès du Conseil de l'Europe en novembre.
- ▶ Organisé une session de formation sur les indicateurs destinés à promouvoir le droit à la santé et à en surveiller le respect à l'intention de professionnels de la santé, dans le cadre d'un programme de formation organisé par la Faculté de médecine de Genève en association avec un certain nombre d'organisations, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Médecins Sans Frontières et la Swiss School of Public Health.

### Résultats

- ▶ L'ensemble du système a renouvelé son engagement à intensifier les efforts d'intégration des droits de l'homme dans l'action de l'ONU en faveur du développement, comme en témoigne la décision prise par les responsables du Groupe des Nations Unies pour le développement de créer un mécanisme responsable du suivi du programme Action 2. Ce mécanisme de suivi (IDH-GNUD) sera présidé par le HCDH.
- ▶ Les bilans dressés par les pays pilotes sélectionnés au titre de l'initiative « Unis dans l'action » montrent que l'intégration des droits de l'homme dans le travail de l'ONU à l'échelon des pays progresse indéniablement, avec une forte prise en main nationale, mais constatent que les stades de mise en œuvre varient selon les pays.
- ▶ Des intervenants nationaux ont formulé des commentaires positifs sur l'utilité de la version préliminaire d'un module de formation, mise en œuvre à titre expérimental en Haïti et au Libéria ; ce module de formation traite de l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme au suivi et à la sensibilisation en matière budgétaire.
- ▶ Le Programme d'action d'Accra sur l'efficacité de l'aide et la Déclaration de Doha sur le financement

du développement ont intégré des normes et des principes relatifs aux droits de l'homme, en partie grâce à l'action de sensibilisation soutenue du HCDH et à ses efforts incessants pour assurer la prise en compte systématique des droits de l'homme, dont le droit au développement.

- ▶ Une attention accrue a été accordée à la dimension droits de l'homme de la pandémie de VIH, considérée comme une question prioritaire aussi bien au sein de la communauté de défense des droits de l'homme que parmi les organisations impliquées dans la lutte contre le VIH et le sida. Les activités menées par le HCDH ont mieux fait connaître les moyens qui permettent d'intégrer les droits de l'homme dans les interventions programmatiques contre le VIH ; élargi l'éventail des intervenants à des institutions qui pourraient s'attaquer à la question du VIH, dont les institutions nationales de protection des droits de l'homme ; et contribué à créer un environnement juridique plus favorable à des programmes efficaces de lutte contre le sida.
- ▶ Les activités diverses et plus ambitieuses menées par le HCDH pour lutter contre la traite des personnes ont sensibilisé les intervenants à la nécessité d'appliquer une approche fondée sur les droits aux efforts contre la traite et suscité un appui accru en ce sens, comme en témoigne le fait que le Conseil des droits de l'homme ait prié le HCDH d'organiser un séminaire sur la traite des êtres humains.
- ▶ Grâce au programme du HCDH sur les indicateurs relatifs aux droits de l'homme, l'utilité d'un cadre conceptuel et méthodologique sur les indicateurs pour promouvoir et surveiller la mise en œuvre des droits de l'homme a été davantage reconnue au niveau national et international. Par exemple, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a déclaré que l'utilisation d'indicateurs structurels, de méthode et de résultat, semblables à ceux du cadre du HCDH, était de plus en plus courante.

## Défis et enseignements

- ▶ Les enseignements tirés du programme Action 2 indiquent qu'il est nécessaire de continuer à accorder un soutien plus ciblé aux équipes de pays des Nations Unies, en particulier aux coordonnateurs résidents et coordonnateurs humanitaires ; de renforcer la coopération au niveau régional pour garantir un appui plus soutenu aux équipes de pays ; et d'insister davantage sur la gestion des connaissances.
- ▶ Les conseillers pour les droits de l'homme ont joué un rôle clé, aidant à prodiguer l'appui et les orientations nécessaires au niveau national, à l'heure où la demande de soutien augmente, tant de la part des coordonnateurs résidents que des équipes de pays.

## Questions économiques et sociales

Le HCDH coopère avec le système des Nations Unies et avec d'autres partenaires dans les domaines suivants : droits économiques, sociaux et culturels, droits de l'homme et handicap, droits de l'homme et entreprises, changements climatiques et migrations.

### Activités

#### Droits économiques, sociaux et culturels

Le Service a :

- ▶ Fait campagne pour la signature et la ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, moyennant la production de notes d'information et d'autres supports destinés à assister les présences du Haut-Commissariat sur le terrain.
- ▶ Soutenu le Secrétariat du Comité des droits économiques, sociaux et culturels en organisant un séminaire sur la « justiciabilité » de ces droits, visant plus spécifiquement à déterminer la possibilité de résoudre adéquatement les litiges pertinents, à l'intention des membres du Comité. Aidé à élaborer l'observation générale n° 20 du Comité, sur la non-discrimination en matière de droits économiques, sociaux et culturels, et l'observation n° 21, sur le droit de participer à la vie culturelle.
- ▶ Finalisé plusieurs outils de renforcement des capacités et documents d'information, notamment le rapport du Haut-Commissaire au Conseil économique et social sur la mise en œuvre et le suivi des droits économiques, sociaux et culturels (E/2009/90) ainsi qu'une fiche d'information sur le droit à un logement convenable.
- ▶ Formé 24 agents de terrain du HCDH aux droits économiques, sociaux et culturels lors d'un atelier d'une semaine qui s'est tenu à Genève, le premier à réunir des coordonnateurs pour les droits sociaux, économiques et culturels issus de toutes les régions. Assuré des formations spécifiques à l'intention d'agents de terrain du HCDH et d'autres institutions des Nations Unies, de fonctionnaires et de délégués d'ONG en Équateur, en Indonésie, en Iraq, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Serbie, au Soudan et au Tadjikistan. Certains ateliers ont été consacrés à des droits précis, comme le droit au logement ou à la santé, d'autres ont traité de la protection juridique des droits économiques, sociaux et culturels, et d'autres encore proposé une description complète des droits économiques, sociaux et culturels à des administrateurs en poste dans des bureaux extérieurs.
- ▶ Continué à renforcer les partenariats institutionnels du Haut-Commissariat avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), l'Organisation mondiale de la santé





(OMS), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation internationale du travail (OIT) et d'autres partenaires du système des Nations Unies intervenant dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, notamment dans le cadre d'activités conjointes et de programmes communs, tels que le Programme des Nations Unies pour le droit au logement (HCDH – ONU-Habitat) ou une série de déjeuners-débats de haut niveau, ayant pour thème la santé et les droits de l'homme (HCDH-OMS).

- Coopéré avec les membres du personnel qui appuient les procédures spéciales en rapport avec

les détenteurs de mandat travaillant sur les droits économiques, sociaux et culturels, en particulier sur le droit à la santé, le droit à l'alimentation, le droit au logement, l'extrême pauvreté, le droit à l'eau, le mandat récemment créé sur les droits culturels, et la violence contre les femmes.

#### **Droits de l'homme et handicap**

Le HCDH a :

- Entrepris des missions en Colombie et en Thaïlande pour promouvoir les droits des personnes handicapées ; au cours de ces missions, le Haut-Commissariat a assuré des formations sur la Convention relative aux droits des personnes

#### **Les droits culturels des personnes handicapées**

Un concert de Mundo Alas, un orchestre de personnes handicapées, organisé pour célébrer la Journée des droits de l'homme le 10 décembre, a offert l'occasion de promouvoir les droits de l'homme en attirant l'attention sur la contribution – souvent invisible mais fort importante – des handicapés dans tous les domaines de la vie, y compris la vie culturelle. Mundo Alas réunit des musiciens, des chanteurs, des danseurs et des peintres souffrant de différents handicaps ; leurs prestations ont été accompagnées par Leon Gieco, l'un des plus célèbres chanteurs de rock d'Argentine.

Le concert, auquel environ 5 000 personnes ont assisté, a été organisé par l'ONU et la Municipalité de Montevideo, sous l'égide du Ministre de l'éducation et de la culture. Il s'est déroulé au théâtre Verano de Montevideo. Le même jour, le ministère uruguayen des droits de l'homme a lancé un plan national d'action contre le racisme et la discrimination, au titre du suivi de la Conférence d'examen de Durban.



Un numéro de Mundo Alas, un groupe d'artistes handicapés, lors d'une manifestation organisée en Uruguay pour célébrer la journée des droits de l'homme (décembre 2009).

handicapées et organisé des réunions avec d'importants intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux.

- ▶ Effectué des présentations sur la Convention à l'occasion de plusieurs ateliers et conférences, dont la réunion d'experts sur la mise en œuvre et la surveillance organisée par le Forum européen des personnes handicapées à Bruxelles ; la réunion du Comité international de la Croix-Rouge sur l'assistance aux victimes et la Convention, qui s'est tenue en Norvège ; une table ronde sur la législation et la politique en matière de handicap, organisée en Irlande ; et la Conférence européenne de l'Organisation mondiale des personnes handicapées sur l'application de la Convention, qui a eu lieu à Budapest.
- ▶ Entrepris une étude à l'intention du Conseil des droits de l'homme, qui comportait des consultations à participation non limitée au sujet de la Convention à Genève, et appuyé un débat interactif sur les droits des personnes handicapées à l'occasion de la dixième session du Conseil, ceci dans le but de favoriser une meilleure connaissance et compréhension de la Convention au sein des mécanismes s'occupant des droits de l'homme.
- ▶ Élaboré des documents d'information sur la Convention, dont un guide relatif à la surveillance, deux publications sur le droit à l'éducation et le droit à la reconnaissance de la capacité juridique au titre de la Convention, centrées sur les mesures législatives nécessaires à la mise en œuvre de ces droits, et une note d'orientation sur l'intégration des droits des personnes handicapées dans les programmes par pays, à l'intention des équipes des Nations Unies.

### Droits de l'homme et entreprises

Le HCDH a :

- ▶ Appuyé les travaux du Représentant spécial du Secrétaire Général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales,

notamment en contribuant à la consultation régionale du Représentant à New Delhi, ainsi qu'à une réunion multipartite d'experts visant à déterminer dans quelle mesure le droit national des sociétés peut renforcer le respect des droits de l'homme dans le contexte des entreprises, et en soutenant les travaux du Représentant concernant l'impact des accords d'investissement sur les droits de l'homme.

- ▶ Organisé, à la requête du Conseil des droits de l'homme, une grande consultation internationale multipartite afin de rassembler des éléments susceptibles de contribuer aux travaux du Représentant spécial ; plus de 300 participants, issus du monde des entreprises et de la société civile, ou représentant des États, y ont participé.
- ▶ Continué à prodiguer des conseils techniques et politiques sur la composante droits de l'homme du Pacte mondial, notamment en participant aux activités du Groupe de travail sur les droits de l'homme et du groupe interorganisations du Pacte.
- ▶ Entamé un dialogue avec les présences du Haut-Commissariat sur le terrain, les équipes de pays des Nations Unies et des intervenants nationaux en Colombie, au Libéria et au Cambodge, afin de déterminer les moyens d'intégrer les principes relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme dans les activités et les programmes.
- ▶ Contribué à la Conférence d'examen de Durban en organisant une manifestation parallèle, consacrée à la lutte contre la discrimination sur le lieu de travail, en collaboration avec le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme.

### Changements climatiques et environnement

Le HCDH a :

- ▶ Fait connaître plus largement les discussions du Conseil des droits de l'homme et les conclusions du rapport du Haut-Commissariat sur les liens entre les changements climatiques et les droits de l'homme



Réfugiés somaliens dans les environs du camp de Dadaab, au Kenya.



(A/HRC/10/61), par une série de déclarations publiques, de documents d'information et d'articles.

- ▶ Organisé, de concert avec le PNUE, une manifestation parallèle sur les droits de l'homme et les changements climatiques pendant la dixième session du Conseil, ainsi qu'un séminaire d'experts sur les droits de l'homme et l'environnement en novembre.
- ▶ Contribué aux débats sur les droits de l'homme, les changements climatiques et l'environnement au sein de l'ONU et participé à plusieurs réunions sur cette question organisées par des partenaires extérieurs, notamment à des manifestations parallèles pendant les réunions internationales sur les changements climatiques.

### Migration

Le HCDH a :

- ▶ Offert à la Haut-Commissaire et au personnel de l'organisation des orientations analytiques et politiques sur la sensibilisation et les travaux en rapport avec les migrations.
- ▶ Facilité et soutenu, par un appui fonctionnel, une série de réunions sur les droits de l'homme et les migrations, notamment une manifestation en marge de la Conférence d'examen de Durban, conjointement organisée avec le HCR et l'OIT en avril ; une discussion de groupe au sein du Conseil des droits de l'homme sur les migrants placés en détention, en septembre ; et un séminaire d'experts sur les migrations et le développement en octobre.
- ▶ Encouragé une approche de la question migratoire fondée sur les droits de l'homme, en effectuant des déclarations publiques et en élaborant des documents d'information ; des déclarations et des publications conjointes du Groupe mondial interinstitutionnel sur la migration ont notamment été diffusées.

### Résultats

- ▶ L'ouverture à la signature et à la ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, civils et politiques est le résultat concret du soutien prodigué des années durant par le HCDH et qui a abouti, en septembre, à la finalisation de ce texte. Trente-et-un États ont signé le Protocole au cours des quatre premiers mois.
- ▶ La législation et les politiques relatives aux droits économiques, sociaux et culturels se sont améliorées à l'issue de missions menées dans certains pays et de l'assistance technique qui leur a été offerte ; citons notamment l'amélioration de la législation sur le logement au Kirghizistan, l'intégration plus poussée de la dimension des droits de l'homme dans les politiques sociales, ainsi que le renforcement de la législation garantissant la protection judiciaire des droits économiques,



Distribution de denrées alimentaires à des sans-abris, assurée par des bénévoles en France.

sociaux et culturels en Équateur, et la prise en compte des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans les procédures d'expulsion en Serbie.

- ▶ Le Conseil des droits de l'homme s'est engagé à mener un débat annuel sur les droits des personnes handicapées pendant sa session ordinaire ; le HCDH offre un appui en organisant des tables rondes et des études thématiques.
- ▶ En sa qualité de coprésident du Groupe d'appui interorganisations pour la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Haut-Commissariat a encouragé avec succès l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme pour la problématique du handicap au sein du système des Nations Unies. L'élaboration de divers outils et études a également contribué à une meilleure connaissance et compréhension de la Convention.
- ▶ La contribution du HCDH aux travaux du Pacte mondial a abouti à une série de notes sur les « bonnes pratiques », soumises à l'examen du Groupe de travail sur les droits de l'homme ; ces notes fournissent des conseils pratiques sur des questions telles que les groupes de discussion multipartites, la défense des droits de l'homme et la gestion des droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement.
- ▶ Dans leurs rapports et communications, d'autres détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales ont fait référence au cadre pour les



entreprises et les droits de l'homme proposé par le Représentant spécial chargé de la question des sociétés transnationales. Par exemple, le Rapporteur spécial sur les conséquences des mouvements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs a utilisé le cadre pour analyser les responsabilités des entreprises dans certains cas précis.

- ▶ Grâce à l'appui du HCDH, l'incidence des changements climatiques sur les droits de l'homme, ainsi que la relation étroite entre l'environnement et certains droits fondamentaux, ont été davantage reconnues et acceptées. En particulier, le Haut-Commissariat a préparé un rapport sur les liens entre les changements climatiques et les droits de l'homme, qui a été examiné par le Conseil des droits de l'homme lors de sa dixième session en mars ; organisé une table ronde du Conseil sur les droits de l'homme et les changements climatiques, le 17 septembre ; et participé à diverses réunions sur les droits de l'homme et les changements climatiques dans le cadre de négociations internationales sur les changements climatiques, notamment les pourparlers qui se sont déroulés en juin à Bonn sous l'égide de l'ONU et la Conférence des Nations Unies (COP15/CMP5) qui s'est tenue à Copenhague en décembre.
- ▶ Contribué au renforcement de la protection des droits fondamentaux des migrants en menant une action de sensibilisation par l'intermédiaire du Groupe mondial interinstitutionnel sur la migration et en offrant un appui et une assistance technique à un certain nombre d'États en vue d'améliorer les lois et les politiques nationales de protection des migrants.

## Défis et enseignements

- ▶ Si la connaissance et la compréhension des droits économiques, sociaux et culturels ont progressé, l'intégration de cette problématique dans le dispositif de défense des droits de l'homme des Nations Unies est toujours inégale, en particulier sur le terrain.
- ▶ Il est nécessaire d'identifier les occasions d'interaction avec de grands processus internationaux, comme le sommet prévu en 2010 pour examiner la progression en direction des objectifs du Millénaire pour le développement, et d'y consacrer davantage d'efforts, si l'on veut faire changer la problématique des droits de l'homme et du handicap, tant pour les questions de fond que sur le plan politique.
- ▶ La question des entreprises et des droits de l'homme est toujours considérée comme périphérique dans le système de défense des droits de l'homme des Nations Unies, en particulier sur le terrain. De ce fait, on manque d'importantes occasions de prodiguer des directives et des conseils aux États et au secteur des entreprises.

## Méthodologie, éducation et formation

Le HCDH élabore et distribue toute une gamme de supports et de documents d'orientation, définit les pratiques optimales afin de guider l'action de son personnel et d'autres intervenants en faveur des droits de l'homme et élabore des formations méthodologiques, qu'il dispense à travers le monde. Ces travaux sont en très grande partie axés sur le renforcement des systèmes nationaux de protection, sur la surveillance et les enquêtes relatives aux droits de l'homme, sur l'éducation et la formation dans ce domaine, sur la protection des droits de l'homme dans les opérations de maintien de la paix et d'assistance humanitaire, ainsi que sur la gestion des connaissances. Le Haut-Commissariat améliore également la connaissance des droits grâce à son programme de publications et à une bibliothèque proposant des services d'information et de documentation.

## Activités

### Évaluation et planification relatives aux droits de l'homme

Le HCDH a :

- ▶ Mis au point et assuré un programme d'orientation sur les droits de l'homme à l'intention de 134 membres du corps diplomatique en poste à Genève, New York et Addis-Abeba, en coopération avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.
- ▶ Aidé à formuler des Plans d'action nationaux pour les droits de l'homme au Maroc, en Tanzanie, au Nigéria et dans le Pacifique, en élaborant et en diffusant des documents d'orientation ; en favorisant le partage des connaissances par des séminaires ; en proposant un plan d'action actualisé ; en publiant une page électronique de ressources documentaires ; et en assurant un suivi systématique par téléphone et par courriel.
- ▶ Participé aux travaux de l'Équipe spéciale chargée de l'éducation au sein du module de protection, ainsi qu'à d'autres groupes et activités interorganisations en rapport avec l'enseignement et la formation. À cet égard, le HCDH a contribué à l'élaboration de plusieurs supports d'orientation et de formation, dont un Manuel sur la protection des déplacés internes et des documents d'orientation sur les normes internationales régissant l'aide humanitaire et la politique du HCR dans le domaine des droits de l'homme. Il a également mis à disposition des spécialistes pour les activités d'enseignement et de formation.

### Surveillance et enquêtes relatives aux droits de l'homme

Le HCDH a :

- ▶ Animé dix stages de formation en anglais et en français sur la surveillance en matière de droits de l'homme, dont un stage de formation des formateurs et une formation pilote sur les enquêtes, à l'intention de 262 bénéficiaires (170 collaborateurs nationaux et internationaux du HCDH, 69 membres d'institutions nationales des droits de l'homme et de la société civile, et 23 étudiants).
- ▶ Organisé quatre évaluations post-mission à l'issue de missions d'établissement des faits et de surveillance appuyées ou entreprises par le Haut-Commissariat en République démocratique du Congo, à Madagascar, au Gabon et dans le territoire palestinien occupé (Gaza) afin de recenser les bonnes pratiques et de décrire les enseignements tirés de ces missions.
- ▶ Offert un appui et des conseils sur la méthodologie d'établissement des faits et d'investigation à des missions internationales chargées de mener des enquêtes dans le territoire palestinien occupé (Gaza) et en Guinée.
- ▶ Rédigé des documents d'orientation qui seront publiés sous la forme d'un Manuel du HCDH sur les enquêtes relatives aux droits de l'homme ; élaboré des directives supplémentaires sur la surveillance et l'établissement des faits dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que sur l'intégration de la dimension sexospécifique dans les enquêtes relatives aux droits de l'homme.

### Éducation et formation aux droits de l'homme

Le HCDH a :

- ▶ Apporté un appui méthodologique à la conception et à l'exécution d'activités de formation aux droits de l'homme destinées à des publics divers, dont les présences du Haut-Commissariat sur le terrain, les composantes droits de l'homme des opérations de maintien de la paix, des entités des Nations Unies et des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux nationaux et internationaux.
- ▶ Fait connaître, moyennant une mise en ligne sur le site web de l'organisation, des initiatives nationales sur l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans les systèmes scolaires, entreprises au titre du Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, une initiative internationale coordonnée par le HCDH.
- ▶ Facilité une action commune d'appui aux initiatives nationales d'éducation aux droits de l'homme, en réunissant et en soutenant le Comité de coordination pour l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire, composé de 12 entités des Nations Unies.

- ▶ Animé deux stages sur la conception, la gestion et la mise en œuvre des formations aux droits de l'homme à l'intention de 30 participants, parmi lesquels figuraient des membres du personnel des Nations Unies et des boursiers autochtones ou issus de minorités.
- ▶ Distribué, jusqu'à la fin de la sixième phase du projet « Aider les communautés tous ensemble » en décembre, de modestes subventions à 100 organisations originaires de 30 pays pour leur permettre de mener des activités d'éducation aux droits de l'homme au niveau local.

### Les droits de l'homme dans les opérations de paix

Le HCDH a :

- ▶ Intégré les droits de l'homme dans des notes d'orientation sur la réforme du secteur de la sécurité, en cours d'élaboration au sein de l'Équipe spéciale interinstitutions chargée de cette question, ainsi que lors d'une séance de sensibilisation d'une journée sur la réforme et sur la nouvelle approche des Nations Unies.
- ▶ Contribué, en y intégrant la dimension des droits de l'homme, à l'élaboration de principes directeurs et de conseils destinés aux opérations de paix des Nations Unies, dont des principes directeurs à l'intention des sections chargées de la justice ; des directives sur la méthodologie à appliquer pour examiner les sections chargées de la justice et des questions pénitentiaires ; des procédures standard provisoires sur la détention dans le cadre des opérations de paix ; des directives sur les services de police assurés par les Nations Unies pour garantir la sécurité en période électorale ; la Note de réflexion du Département des opérations de maintien de la paix sur la sécurité des civils ; et une étude sur la vérification des antécédents des soldats de la paix.
- ▶ Participé à l'élaboration des Modules standard de formation générique pour le personnel civil, militaire et de police des opérations de paix, notamment des modules pré-déploiement assurant une formation essentielle sur la protection des droits de l'homme et le droit international applicable dans ces opérations.
- ▶ Révisé et actualisé le programme de formation destiné aux hauts responsables des missions de paix et fourni des conseils, ainsi que du personnel, pour assurer la formation.

### Appui méthodologique général et gestion des connaissances

Le HCDH a :

- ▶ Réalisé une évaluation des besoins en matière de gestion des connaissances, afin de mieux cerner les réalisations, les obstacles et les besoins du Haut-Commissariat, concernant la création, l'organisation et le partage des connaissances.



Enfants dans une école de Monrovia (Libéria).

- Finalisé et diffusé un CD-ROM d'initiation concernant le Haut-Commissariat, à l'intention du personnel récemment recruté.

### Ouvrages de référence et publications

Le HCDH a :

- Constaté que l'utilisation des services d'information et d'aide à la recherche de la bibliothèque a doublé en 2009, avec des réponses apportées à plus de 1 055 demandes d'informations bibliographiques émanant du personnel et d'autres usagers. Le catalogue de la bibliothèque en ligne a été consulté par 7 833 visiteurs au cours de l'année.
- Distribué plus de 170 000 exemplaires de publications à des usagers dans 100 pays.
- Diffusé neuf nouvelles publications sur les droits de l'homme et traduit 33 publications, certains de ces documents étant publiés en coopération avec d'autres institutions.

### Résultats

- La nouvelle base de données en ligne sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme contient des informations sur plus de 1 100 institutions d'éducation aux droits de l'homme et 350 programmes pour les droits de l'homme, et permet le partage d'informations.

- La Déclaration universelle des droits de l'homme a établi un nouveau record dans le livre Guinness des records, celui de document le plus traduit au monde, avec des traductions dans 370 langues. Certaines des traductions les plus récentes ont été effectuées à l'aide de bourses accordées au titre du projet « Aider les communautés tous ensemble ».
- Grâce à la formation assurée par le HCDH, une équipe de 20 formateurs est désormais disponible dans des bureaux extérieurs pour dispenser une instruction sur la surveillance en matière de droits de l'homme, à l'aide de supports pédagogiques rédigés en anglais, en français et en espagnol.
- Les capacités des spécialistes des droits de l'homme travaillant sur le terrain ont été renforcées grâce à la professionnalisation de la méthodologie relative à la surveillance en matière de droits de l'homme, due à l'élaboration de documents d'orientation et de modules de formation.
- Les efforts déployés pour assurer une production plus rapide des principales publications du HCDH en russe et en assurer la promotion auprès de lecteurs potentiels, en particulier en Fédération de Russie et en Asie centrale, ont entraîné une augmentation de la demande.
- Le nouveau Centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe, situé à Doha (Qatar), a reçu 16 500 publications à



l'occasion de son inauguration officielle par la Haut-Commissaire.

- ▶ Les perspectives et les normes relatives aux droits de l'homme définies par le HCDH ont été intégrées aux documents de politique générale, d'orientation et de formation publiés à l'intention du personnel de maintien de la paix.
- ▶ Un atelier sur l'action humanitaire, premier effort structuré pour réfléchir sur l'engagement du HCDH dans l'action humanitaire et concevoir une stratégie à ce sujet, a suscité un vif intérêt, une forte adhésion et plusieurs demandes d'aide, émanant en particulier du terrain.
- ▶ L'implication active du Haut-Commissariat dans le processus de rédaction a abouti à la finalisation, par le Département des opérations de maintien de la paix, de procédures opérationnelles provisoires sur la détention dans les opérations de paix des Nations Unies, le premier document de ce genre.

### Défis et enseignements

- ▶ La publication du recueil de bonnes pratiques observées dans les écoles est un bon exemple de collaboration interorganisations ; d'autres initiatives de ce type ont été réclamées.
- ▶ Une implication plus poussée dans les premiers stades de planification des Commissions d'enquête a renforcé la méthodologie des investigations et amélioré les résultats.



Stage de formation sur les enquêtes relatives aux droits de l'homme, animé par le personnel du HCDH – Berlin, novembre

- ▶ Le rôle et les responsabilités du HCDH et des composantes droits de l'homme dans la mise en œuvre des mandats de protection des civils confiés aux opérations de paix ne sont que partiellement compris au sein du système des Nations Unies. Il importe de déployer des efforts plus vigoureux pour améliorer la coopération entre les composantes en uniforme (police et armée) et les composantes droits de l'homme des opérations de maintien de la paix.

# Communication et mobilisation

La Haut-Commissaire aux droits de l'homme est investie d'une mission unique en son genre puisque c'est à elle qu'incombe, à titre principal, la responsabilité de promouvoir les droits de l'homme au sein du système des Nations Unies et de faire entendre la voix des victimes à travers le monde. La Haut-Commissaire s'acquitte de cette mission au travers d'un dialogue avec les États membres et d'autres parties prenantes, ainsi que par des déclarations publiques, des discours et d'autres activités de communication.

Comme au cours des années précédentes, cinq groupes opérationnels dépendant du service de la Direction exécutive et de la Gestion (DEG) ont coordonné et facilité les activités destinées à soutenir la Haut-Commissaire dans son dialogue avec les États

membres, les médias, la société civile et les partenaires du HCDH au sein du système des Nations Unies : le Bureau exécutif, la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs, la Section des communications, la Section de liaison avec la société civile et le bureau de New York.

## Rôle d'impulsion

En 2009, le rôle d'impulsion joué par la Haut-Commissaire avant, pendant et après la Conférence d'examen de Durban en avril, et son dynamisme, de même que l'appui administratif apporté



La Haut-Commissaire en visite dans une garderie d'enfants à Rio de Janeiro (Brésil), en octobre 2009.





La Haut-Commissaire adjointe, Kyung-wha Kang, s'adresse au Conseil de sécurité lors d'un débat sur la protection des civils dans les conflits armés (novembre 2009).

par le HCDH ont largement contribué, de l'avis des différents intervenants, au succès d'un processus visant à imprimer un nouvel élan à la lutte contre la discrimination raciale. Lors de la journée des droits de l'homme, le 10 décembre, la Haut-Commissaire a également donné le coup d'envoi à une année de campagne destinée à célébrer les droits de l'homme, sur le thème « Optez pour la diversité, mettez fin aux discriminations ».

Dans le cadre de ses efforts incessants pour promouvoir une intégration plus poussée des droits de l'homme dans tous les domaines d'activité des Nations Unies, la Haut-Commissaire a obtenu l'aval du Groupe des Nations Unies pour le développement afin de créer un mécanisme permanent qui fasse progresser la prise en compte systématique des droits de l'homme dans les activités opérationnelles. La Haut-Commissaire avait également proposé que le directeur du bureau de New York soit élevé au grade de Sous-Secrétaire général afin de favoriser un resserrement de la coopération avec l'ensemble des interlocuteurs siégeant à New York, notamment avec les autres départements du Secrétariat, et l'Assemblée générale a accédé à cette requête. Le rôle d'impulsion joué par la Haut-Commissaire a continué de susciter une grande attention et de produire l'impact souhaité, grâce à un flux continu de déclarations publiques, de discours et de prises de position dans la presse.

## Activités

En 2009, la Haut-Commissaire et son adjointe ont :

- ▶ Entrepris, à elles deux, 13 visites bilatérales en Afrique du Sud, en Belgique, au Brésil, en Colombie, en Espagne, en France, en Inde, en Indonésie, en Irlande, au Népal, au Qatar, en Suède et en Suisse.
- ▶ Pris la parole devant le Conseil des droits de l'homme à chacune de ses sessions, y compris lors d'un débat interactif organisé le 5 mars, et prononcé une centaine de discours face à diverses assistances, dont l'Organisation internationale de la Francophonie, le Sommet de l'Union africaine, le Parlement européen, un grand nombre d'universités et plusieurs institutions nationales des droits de l'homme. La Haut-Commissaire s'est également adressée à la Troisième Commission de l'Assemblée générale et a participé à un débat interactif avec les États membres.
- ▶ Rédigé neuf articles d'opinion en vue d'une publication dans la presse et dans les médias électroniques, pour traiter de sujets tels que la Conférence d'examen de Durban, les migrants en mer, les peuples autochtones et les droits de la femme.



- ▶ Entamé un dialogue avec des États membres, afin d'aborder des préoccupations ayant trait à la fois à des problèmes de droits de l'homme généraux et à des cas particuliers.

## Résultats

- ▶ En dépit des problèmes politiques qui se sont posés avant et pendant la Conférence d'examen de Durban, le rôle d'impulsion joué par la Haut-Commissaire a été déterminant pour le succès de la manifestation et a contribué à l'adoption du Document final par consensus.
- ▶ Le dialogue que la Haut-Commissaire a entretenu avec des autorités gouvernementales a facilité la résolution d'un certain nombre d'affaires individuelles et contribué à infléchir des politiques nationales dans le domaine des droits de l'homme.
- ▶ Le HCDH est parvenu à obtenir l'accord de ses partenaires au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement, aux fins de la création d'un mécanisme de suivi du programme Action 2, remportant ainsi un succès de toute première importance.
- ▶ L'approbation par l'Assemblée générale de la promotion du représentant du HCDH à New York au poste de Sous-Secrétaire général montre que les États membres reconnaissent de plus en plus la nécessité d'intégrer les droits de l'homme et les activités du Haut-Commissariat dans les travaux des entités siégeant à New York.
- ▶ Les discours, les communiqués de presse et les prises de position de la Haut-Commissaire dans les journaux ont joué un rôle clé dans la sensibilisation de l'opinion aux normes et aux principes en matière de droits de l'homme, ainsi qu'aux activités du HCDH à travers le monde.
- ▶ Le renforcement de la présence du Haut-Commissariat dans différents pays et régions (avec l'implantation de nouvelles structures dans le Golfe persique, en Amérique du Sud et en Europe occidentale) témoigne de la volonté des États de coopérer avec le HCDH à l'échelon national.

## Défis et enseignements

- ▶ Internet et les nouveaux médias ont indéniablement favorisé la liberté d'expression mais posent un problème croissant au HCDH, concernant la diffusion d'informations et de connaissances exactes sur ses activités et sur le programme des Nations Unies pour les droits de l'homme. Ce problème s'est fait sentir avec une acuité particulière lors de la préparation de la Conférence d'examen de Durban.
- ▶ Les activités visant à célébrer la Journée des droits de l'homme en décembre 2009 ont suscité moins d'attention dans les médias que des manifestations

similaires, organisées un an auparavant en l'honneur du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il est nécessaire d'élaborer une nouvelle stratégie dans le domaine des médias, afin d'attirer davantage l'attention du grand public, en particulier des jeunes.

- ▶ La nécessité de mettre en œuvre dans les limites des ressources existantes un grand nombre de nouvelles missions confiées par des organes législatifs, prive le HCDH d'une partie des moyens nécessaires pour intervenir avec efficacité, assurer des services adéquats et atteindre ses objectifs prioritaires.
- ▶ La prestation de services de conférence, en particulier la préparation de la documentation, demeure très problématique en ce qui concerne les organes législatifs ou d'une autre nature bénéficiant de l'appui administratif du HCDH, notamment les organes de suivi des traités et le Conseil des droits de l'homme. En transférant le Groupe de traitement des documents de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme au service de la Direction exécutive et de la gestion à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le Haut-Commissariat espère renforcer la coopération avec le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence.

## Relations extérieures et liaison avec les donateurs

La Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs est chargée de mobiliser suffisamment de ressources extrabudgétaires auprès des États membres et de l'ensemble de la communauté des donateurs pour permettre l'exécution du programme du HCDH. À cette fin, la Section s'emploie à mieux faire connaître et comprendre l'action du Haut-Commissariat à travers le monde et à susciter un appui aux objectifs, aux priorités et aux stratégies de mise en œuvre exposées dans son Plan biennal de gestion stratégique.

## Activités

La section a :

- ▶ Organisé 23 séances d'information sur un éventail de sujets en rapport avec les droits de l'homme à l'intention des États membres, dont deux séances d'une journée à Genève et à New York afin de présenter les priorités thématiques du Haut-Commissariat pour l'exercice biennal 2010-2011 et d'en débattre.
- ▶ Assuré la liaison avec les représentants de donateurs existants ou potentiels, en poste à Genève ou à New York, communiquant des informations sur différents aspects du travail du HCDH, organisant des consultations officielles avec les délégations de

pays donateurs, sollicitant des contributions et négociant des accords de financement.

- ▶ Adressé régulièrement des rapports écrits sur l'exécution des activités et l'emploi des fonds aux donateurs et préparé l'édition 2008 du Rapport annuel du HCDH sur ses activités et ses résultats.
- ▶ Entrepris des missions à Berne, Bruxelles, Paris, Canberra, Katmandou, Londres, Madrid, Vienne, Washington et Wellington, en vue de renforcer les relations avec les donateurs et d'accroître le soutien à l'action du Haut-Commissariat.

## Résultats

- ▶ Les nouvelles contributions se sont élevées à 118,1 millions de dollars E.-U. en 2009, ce qui représente une baisse d'1,5 pour cent par rapport à 2008. Cette somme excède à la fois le budget publié (112 millions) et le montant effectif des dépenses (95,1 millions).
- ▶ Le montant des contributions des États membres est demeuré stable, atteignant 107 millions en 2009 contre 106,7 millions en 2008. Ce résultat a été obtenu en dépit d'un pic dans la valeur du dollar américain au premier semestre, qui a réduit la valeur en dollars de nombreuses contributions.
- ▶ La proportion de contributions non liées à un usage précis a légèrement augmenté, passant de 54 pour cent du total en 2008 à 56 pour cent en 2009. Le montant des fonds non liés est passé de 64,6 à 66,1 millions de dollars E.-U.
- ▶ En 2009, 69 États membres ont offert des fonds, soit 14 de moins qu'en 2008. La quasi-totalité des pays du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, la moitié des pays du Groupe des États d'Europe orientale, un tiers des États asiatiques, un peu plus du quart des États d'Amérique latine et des Caraïbes et moins de dix pour cent des États africains ont versé des contributions.

## Défis et enseignements

- ▶ Comme prévu, le ralentissement de l'économie mondiale a causé de graves problèmes de financement au HCDH en 2009 ; cependant, l'organisation s'en est relativement bien tirée, le volume total des contributions diminuant de moins de 2 pour cent et les fonds versés par des États membres augmentant même légèrement par rapport à 2008. La crainte de voir l'aide financière se tarir sous l'effet de la crise économique s'est avérée injustifiée, ou du moins prématurée. Si les États membres ont été moins nombreux à verser des contributions et si une poignée d'entre eux ont réduit leur soutien en raison de la crise, ces pertes ont été compensées par l'augmentation des fonds offerts par certains pays, ce qui témoigne de

l'attachement des donateurs au programme en faveur des droits de l'homme.

- ▶ L'année 2009 a été marquée par un phénomène plus important, à savoir la volatilité des taux de change, qui a réduit la valeur des contributions des 20 principaux pays donateurs d'environ 11 millions de dollars E.-U. Si on les mesure dans les devises des donateurs et non en dollars américains, les contributions totales ont en réalité augmenté de plus de 5 pour cent par rapport à l'année précédente. Si le dollar avait conservé la même valeur qu'en 2008, les contributions de l'année 2009 se seraient en fait élevées à près de 130 millions de dollars E.-U., soit dix millions de plus qu'en 2008.
- ▶ La diminution du nombre d'États donateurs s'explique en partie par l'absence, en 2009, d'appel spécial lié à un anniversaire, alors que l'année 2008 avait été marquée par la campagne relative au 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ceci avait incité un certain nombre de pays à offrir, pour la première fois, une contribution au HCDH mais il semblerait pour l'heure que ce soutien ait été exceptionnel. Il a été particulièrement difficile en effet, dans le contexte de grave récession économique de l'année 2009, de persuader ces nouveaux bailleurs de fonds et bon nombre d'autres donateurs irréguliers de renouveler leur appui.
- ▶ Si le HCDH s'en est mieux sorti qu'on ne le croyait cette année, il y a tout lieu de penser que la récente crise économique aura un effet plus généralisé sur le montant de l'aide financière accordée en 2010 : lorsque les gouvernements promulguent des mesures d'austérité pour limiter l'endettement de l'État, les réductions des budgets d'aide ont généralement un impact sur les décisions relatives au montant des contributions volontaires au cours des années suivantes.

Pour de plus amples informations sur le financement, veuillez vous reporter aux pages 208-219.

## Bureau de New York

Au siège de l'ONU à New York, en 2009, le HCDH a poursuivi ses efforts pour faire progresser l'intégration effective des normes, méthodologies et mécanismes du système des Nations Unies pour les droits de l'homme. Une attention particulière a été accordée aux organes intergouvernementaux et aux organismes interdépartementaux qui siègent à New York, ainsi qu'aux processus d'élaboration des politiques, aux activités de contrôle opérationnel et aux initiatives d'information.

## Activités

Le bureau de New York a :

- ▶ Recommandé d'appuyer l'action des Nations Unies relative à la démocratie et aux élections sur de solides bases normatives en matière de droits de l'homme, en présidant le Groupe consultatif pour les programmes du Fonds des Nations Unies pour la démocratie, en participant en tant que membre permanent aux activités du Groupe de travail sur la démocratie du Comité exécutif pour la paix et la sécurité et en contribuant aux travaux du Mécanisme interorganisations de coordination de l'assistance électorale.
- ▶ Appelé à intégrer explicitement les normes relatives aux droits de l'homme dans l'action de l'Organisation contre le terrorisme, en présidant le Groupe de travail sur les droits de l'homme au sein de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme.
- ▶ Contribué à la bonne conclusion du programme Action 2, en présidant l'Équipe spéciale pour Action 2 dans l'ensemble du système et en facilitant la création du Mécanisme pour les droits de l'homme (IDM-GNUD) au sein du Groupe des Nations Unies

pour le développement. Aidé à mettre en place des mécanismes destinés à succéder au programme, en vue de continuer à faire progresser l'intégration des droits de l'homme dans les efforts de développement des Nations Unies.

- ▶ Joué un rôle actif au sein du Groupe de travail sur la préparation des missions intégrées et de plusieurs Cellules de missions intégrées concernant des opérations de paix des Nations Unies à travers le monde ; et participé aux travaux de mécanismes interdépartementaux sur la médiation, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, la réforme du secteur de la sécurité, et les femmes, la paix et la sécurité, à l'appui des résolutions 1888, 1820 et 1325 du Conseil de sécurité.
- ▶ Participé aux activités du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit, qui siège à New York, en dirigeant ses travaux sur la justice transitionnelle. Contribué à l'élaboration de son Plan stratégique commun pour l'état de droit et géré, de concert avec le Département des opérations de maintien de la paix, le projet relatif aux indicateurs de l'état de droit des Nations Unies.
- ▶ Rédigé des communications sur les droits de l'homme et veillé à ce que la dimension des droits de l'homme soit dûment prise en compte lors de nombreuses réunions consacrées à un large éventail de questions économiques et sociales à New York, dont la Conférence sur la crise financière, la deuxième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire et l'Instance permanente sur les questions autochtones.
- ▶ Organisé des tables rondes et des séances d'information sur divers sujets en rapport avec les droits de l'homme, notamment le racisme, les personnes handicapées, les droits de l'homme et le troisième âge, le droit au développement et le financement du développement, la responsabilité de protéger, la justice transitionnelle, le Conseil des droits de l'homme, le nouveau Protocole facultatif se rapportant au Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les droits sociaux et culturels, la lutte contre le terrorisme et les droits de la femme.
- ▶ Organisé une série spéciale de séances d'information et d'activités de communication en rapport avec la Conférence d'examen de Durban prévue en avril, à l'intention d'États membres siégeant à New York, de journalistes et d'organisations de la société civile.
- ▶ Offert un appui fonctionnel et technique afin de faciliter l'examen de questions liées aux droits de l'homme par des organismes intergouvernementaux siégeant à New York, dont l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.



Lâcher de colombes au siège des Nations Unies lors de la Journée internationale de la Paix.



## Résultats

- ▶ Le programme Action 2 a été mené à terme de manière satisfaisante et il a été possible de parvenir à un accord sur la mise en place d'un mécanisme destiné à lui succéder, l'IDH-GNUD.
- ▶ Des directives sur l'assistance dans le domaine de la démocratie, explicitement fondées sur les normes en matière de droits de l'homme, ont été adoptées à l'échelle du système.
- ▶ Une note d'orientation du HCDH sur la justice transitionnelle a été approuvée dans l'ensemble du système.
- ▶ De nouvelles normes intégrées des Nations Unies sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, tenant pleinement compte des droits de l'homme, ont été adoptées.
- ▶ Des directives sur l'évaluation et la planification stratégique, intégrant la dimension des droits de l'homme et destinées aux missions, ont été achevées et adoptées.
- ▶ Avec l'aide du HCDH, le rapport du Secrétaire général sur les résolutions 1820 et 1835 (femmes, paix et sécurité) du Conseil de sécurité a été achevé, tout comme les préparatifs relatifs à la mise en place d'une équipe d'experts au titre de la résolution 1888 (violence sexuelle). Le HCDH a été nommé au Comité permanent qui contrôlera les travaux de l'équipe.
- ▶ En décembre, l'Assemblée générale a approuvé la création d'un poste de Sous-Secrétaire général, chargé de diriger le bureau de New York à compter de 2010.

## Défis et enseignements

- ▶ Le bureau de New York, qui doit faire face aux demandes toujours plus nombreuses d'organes intergouvernementaux, d'États membres, d'ONG, de partenaires onusiens et du public, a prévu d'organiser un cours axé sur les résultats en 2010-2011. L'engagement direct et soutenu du Haut-Commissariat est toujours indispensable pour intégrer les droits de l'homme dans les travaux relatifs à la paix, à la sécurité et au développement, ainsi que dans les autres domaines d'activité des Nations Unies.
- ▶ Les thèmes relatifs aux droits de l'homme (génocide, état de droit, démocratie, responsabilité de protéger) sont de plus en plus morcelés à New York, de sorte que les besoins concernant la présence, la coordination et la participation du HCDH ne cessent de croître.
- ▶ À New York, les discussions au niveau politique présentant un intérêt pour les droits de l'homme ont souffert de l'absence de représentant politique du HCDH au siège. La nomination d'un nouveau Sous-Secrétaire général pour les droits de l'homme au bureau de New York devrait considérablement améliorer la situation.

## Communication

### Contexte

Les efforts d'information du Haut-Commissariat sont coordonnés et appuyés par une Section spécialement chargée de la communication, en poste à Genève. En 2009, la section s'est efforcée d'attirer l'attention sur des questions telles que la discrimination, les peuples autochtones, les migrations, l'égalité entre les sexes, le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant et le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, entre autres.

La diffusion d'informations relatives à la Conférence d'examen de Durban a été au premier rang des priorités au premier semestre. En collaboration avec le Département de l'information (DI) des Nations Unies, le HCDH a géré et mis au point une opération d'information de grande envergure pour appuyer la Conférence. Au deuxième semestre 2009, les efforts d'information ont été orientés sur l'élaboration de documents et de produits pour la Journée des droits de l'homme, qui avait pour thème la non-discrimination. La non-discrimination sera également l'axe privilégié de la stratégie de communication du Haut-Commissariat en 2010 : l'objectif est de lutter contre la discrimination sous toutes ses formes en menant une action de sensibilisation et en encourageant des changements d'attitude au sein de publics cibles à travers le monde.

### Activités

La section a :

- ▶ Créé, à l'occasion de la Conférence d'examen de Durban, un site web en collaboration avec l'équipe chargée des sites web au sein du Département de l'information à New York. Le site a présenté de très nombreuses informations au sujet de la Conférence, dont des documents, des articles de fond, des communiqués de presse, des déclarations, des notes d'information, des bulletins, des affiches, des logos et des vidéos dans les six langues officielles de l'ONU. L'internaute pouvait consulter, sur chacun des sites créés pour les différentes langues, plus de 115 pages web et 180 documents. Des documents imprimés ont également été proposés. Une vidéo donnant la parole à des victimes de la discrimination a été produite pour l'ouverture de la conférence.
- ▶ Créé, sur le site web principal du HCDH, une rubrique consacrée à la Journée des droits de l'homme, proposant un logo et un bandeau, ainsi que des notes d'information et des articles sur la

discrimination en anglais, en espagnol et en français. Des documents ont également été imprimés et distribués à travers le monde. Enfin, des vidéos ont été réalisées pour soutenir le thème de la Journée des droits de l'homme – la lutte contre la discrimination – puis distribuées aux médias, ainsi qu'à des télédiffuseurs, et mises en ligne sur internet.

- ▶ Prêté son concours à la Haut-Commissaire, enregistrant en vidéo 11 discours sur différents thèmes au cours de l'année.
- ▶ Produit une plaquette d'information générale sur l'action du Haut-Commissariat, distribuée sous forme électronique et sur papier. Publié 160 articles illustrés de photos, relatant l'expérience vécue d'hommes et de femmes à travers le monde et décrivant les travaux des groupes d'experts à Genève et à New York, sur le site [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org).
- ▶ Assuré et coordonné 87 séances d'information sur les droits de l'homme et l'action du HCDH à l'intention de groupes de visiteurs venus du monde entier, rassemblant au total quelque 1 800

#### Priorité à la lutte contre la discrimination

L'édition 2009 de la Journée des droits de l'homme a été consacrée au thème de la non-discrimination, résumé par le slogan « optez pour la diversité – mettez fin à la discrimination ». Les présences du HCDH sur le terrain, ainsi que ses partenaires autour du monde et la famille des Nations Unies ont observé la Journée des droits de l'homme en organisant toutes sortes de manifestations : débats publics, campagnes de sensibilisation, séminaires, festivals de cinéma, expositions, concerts et pièces de théâtre. Pour la première fois, la Haut-Commissaire a célébré la Journée des droits de l'homme à l'extérieur du siège, à Pretoria (Afrique du Sud). Des manifestations ont également eu lieu à Genève et à New York.

Cet effort de communication mettant l'accent sur la non-discrimination se poursuivra tout au long de l'année 2010 et aidera à lutter contre toutes les formes de discrimination en sensibilisant l'opinion, en suscitant des changements d'attitude au sein de publics cibles à travers le monde et en encourageant la mobilisation. Le Haut-Commissariat a pour mission de promouvoir de tels changements et peut, grâce sa vision d'ensemble des problèmes et à son influence mondiale, s'en acquitter. Cependant, le succès de cette entreprise de longue haleine repose sur l'action et le soutien de ses partenaires.

étudiants, éducateurs, fonctionnaires et membres de la société civile. La section a également coordonné le module droits de l'homme du Programme d'études organisé chaque année par le Service d'information des Nations Unies à Genève à l'intention des étudiants de troisième cycle.

#### Résultats

- ▶ La visibilité du HCDH dans la presse et dans les médias électroniques a augmenté de 15 pour cent par rapport à l'année précédente (30 pour cent en deux ans), 6 466 articles mentionnant la Haut-Commissaire ou l'organisation en 2009, contre 5 624 en 2008 et 4 524 en 2007.
- ▶ Des tribunes de la Haut-Commissaire sont parues dans au moins 114 publications diffusées dans 33 pays.
- ▶ La Haut-Commissaire a assuré environ 35 conférences de presse, points de presse et interviews avec des journalistes.
- ▶ Le nombre de visites uniques sur le site web du HCDH, 2,7 millions au total, a été identique à celui des années précédentes. La méthode utilisée pour mesurer la fréquentation du site web consiste à compter chaque connexion d'internaute comme une seule visite, indépendamment du nombre de pages consultées au cours de la visite.
- ▶ Plus de 90 activités ont été organisées par des présences du HCDH sur le terrain et la famille des Nations Unies pour célébrer la Journée des droits de l'homme.

#### Défis et enseignements

- ▶ La Conférence d'examen de Durban a nécessité un appui considérable et pour organiser une opération d'information d'une telle ampleur, il importe de disposer de ressources adéquates et d'entreprendre les préparatifs longtemps à l'avance. En suivant cette stratégie, le HCDH est parvenu à gérer avec succès une opération de grande envergure avec le concours du Département de l'information, atteignant ainsi les objectifs de communication fixés quatre mois avant la Conférence.
- ▶ L'interaction entre les présences sur le terrain et le siège au sujet de l'information publique a été renforcée. Ce résultat a été obtenu en permettant des contacts plus fréquents avec les bureaux régionaux et les bureaux de pays, en confiant la responsabilité de secteurs géographiques précis à des coordonnateurs en poste au siège et en augmentant les capacités d'information hors siège, ainsi que les visites sur le terrain.

## Liaison avec la société civile

### Contexte

Le HCDH entretient des relations avec des acteurs de la société civile à travers le monde, avec l'objectif global de les aider à assurer plus efficacement la protection et la promotion des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat élabore un éventail de guides, de principes directeurs et de supports d'information pour faciliter l'accès des acteurs de la société civile au dispositif de défense des droits de l'homme des Nations Unies.

### Activités

La Section de liaison avec la société civile a :

- ▶ Publié le manuel du HCDH pour la société civile, « Travailler avec le programme des Nations Unies en matière de droits de l'homme », en version imprimée et électronique. Ce guide, d'une grande simplicité d'utilisation, est aujourd'hui disponible dans cinq des six langues officielles des Nations Unies et sera publié dans la sixième langue en 2010. Le manuel a également été traduit en népalais par le bureau du HCDH au Népal. Une stratégie de diffusion, destinée à mettre l'ouvrage à la disposition du plus grand nombre de bénéficiaires possible, a été définie et mise en œuvre.
- ▶ Mené une initiative dans l'ensemble du Haut-Commissariat pour faciliter la coopération des organisations non gouvernementales (ONG) avec la Conférence d'examen de Durban en avril. Une stratégie de communication a été mise au point afin d'optimiser les échanges d'informations au cours des semaines et des mois qui ont précédé la Conférence : citons notamment la diffusion d'une série de bulletins électroniques spécialement conçus pour les ONG, des actualisations sur le web à leur intention et des séances d'information interactives. Une adresse électronique a été créée pour répondre à leurs demandes de renseignements. Pendant la Conférence, un Bureau de liaison s'est tenu à la disposition des ONG et des séances d'information quotidiennes ont été organisées à leur intention. Une soixantaine d'ONG originaires de toutes les régions ont bénéficié d'une aide financière destinée à faciliter leur voyage jusqu'à Genève, conformément à des processus et critères internes convenus.
- ▶ Testé des applications sur mesure de gestion des réunions, fonctionnant sur internet, afin de simplifier, de rationaliser et d'automatiser les processus destinés aux ONG lors des sessions du Conseil des droits de l'homme. Utilisé à titre

### Reconfiguration du site web

En 2009, le HCDH a accéléré ses préparatifs en vue de la réorganisation de son site web. La Section de la communication, en consultation avec la Section de la gestion et de la technologie de l'information, a mené à terme une évaluation du site et déterminé les éléments qui demandaient à être améliorés.

L'évaluation a pris en compte (1) l'efficacité avec laquelle le site appuie la mission du Haut-Commissariat et les priorités fixées dans le Plan de gestion stratégique, (2) les recommandations formulées dans l'« Étude sur la gestion des sites web (internet) des organismes des Nations Unies » récemment réalisée par le Corps commun d'inspection et (3) une enquête auprès des utilisateurs.

Les problèmes décelés montrent la nécessité d'élaborer une stratégie centrale de communication sur le web, de mettre en place une structure de gestion officielle et de disposer de ressources exclusivement affectées au site web. En 2010-2011, on entend répondre à ces besoins en :

- définissant une stratégie pour le site web liée à la mission et aux priorités du Haut-Commissariat ;
- mettant en place un mécanisme de gouvernance du site à l'échelle du HCDH ;
- augmentant les fonds alloués à la dotation en personnel et aux activités de formation à la gestion du site ;
- élaborant un programme pour mesurer de manière suivie l'efficacité du site.

La Commission européenne a procédé à la mise de fonds initiale nécessaire au perfectionnement du site.

expérimental des réseaux sociaux en ligne afin de faciliter la diffusion en temps voulu des mises à jour et des derniers développements concernant le Conseil des droits de l'homme, les organes de suivi des traités et les procédures spéciales.

- ▶ Mis en place un Bureau de liaison avec les ONG afin de prodiguer une aide et des conseils pratiques aux ONG qui assistent aux sessions du Conseil des droits de l'homme et de ses mécanismes, notamment l'examen périodique universel (EPU), et transmis régulièrement des orientations et des mises à jour moyennant l'envoi en nombre de courriers électroniques.
- ▶ Contribué à des initiatives de renforcement des capacités des ONG tout au long de l'année en se concentrant sur l'interaction de la société civile avec l'EPU, en coopération avec les présences du Haut-Commissariat sur le terrain.



- ▶ Continué à enrichir la base de données sur la société civile, qui est le point d'appui du travail de communication et d'interaction avec les ONG à travers le monde.

## Résultats

- ▶ La distribution de plus de 10 000 exemplaires imprimés du Manuel pour la société civile, la publication la plus demandée en 2009, a permis aux ONG de tirer plus efficacement parti des mécanismes et mandats relatifs aux droits de l'homme.
- ▶ Quelque 256 bulletins d'information et notes d'orientation ont été adressés aux ONG figurant dans l'important répertoire du HCDH en 2009, contre 140 en 2008.
- ▶ Trente-six séances d'information interactives ont été organisées à l'intention d'ONG en 2009, ce qui a enrichi et renforcé le dialogue avec les acteurs de la société civile.

## Défis et enseignements

- ▶ Au titre du suivi de la Conférence d'examen de Durban, les ONG ont été invitées à donner leur avis sur la qualité des informations concernant leur participation à la Conférence et sur la rapidité avec laquelle elles les avaient reçues. Elles ont également été priées de soumettre des propositions sur les



Lancement du manuel du HCDH pour la société civile au Népal (juin 2009).

éléments qui leur permettraient de faire un usage plus efficace des mandats et mécanismes relatifs aux droits de l'homme. Dans leurs recommandations, les ONG ont demandé au HCDH de produire un plus grand nombre de guides en privilégiant la simplicité d'utilisation, notamment pour les malvoyants et pour les personnes ayant des difficultés à imprimer. Ces recommandations seront prises en compte dans la stratégie de communication de la Section de liaison avec la société civile pour l'exercice 2010-2011.

# Planification, gestion et appui aux programmes

La transcription des plans opérationnels en résultats concrets sur le terrain nécessite le concours de différentes composantes du Haut-Commissariat et d'acteurs extérieurs. À cet égard, deux groupes fonctionnels, qui travaillent au siège du HCDH, offrent un appui administratif et managérial tout à fait essentiel, à savoir le Service des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation et le Service de la gestion et de l'appui aux programmes.

## Service des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation

### Contexte

Le Service des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation travaille, en étroite coopération avec les autres services du HCDH, à la mise en œuvre de la vision stratégique de la Haut-Commissaire ; il veille à ce que celle-ci se traduise en priorités concrètes et en procédures et plans opérationnels, à ce que l'exécution fasse l'objet d'un suivi adéquat, à ce que des enseignements soient dégagés et les résultats évalués. Le Service est également chargé d'analyser les évolutions en cours, qui touchent l'environnement organisationnel du HCDH et qui seraient susceptibles d'influer sa planification stratégique. Il s'occupe dans le même temps de déceler les éventuelles lacunes dans les politiques du HCDH, aussi bien en ce qui concerne les questions internes que les défis thématiques en matière de droits de l'homme. Enfin, il aide le cas échéant à définir des positions de politique générale. En 2009, les priorités consistaient à doter le personnel de capacités plus solides en matière de gestion axée sur les résultats, à élaborer des outils de planification interne et à aider le personnel à les utiliser, à transcrire les priorités dégagées au niveau mondial en stratégies thématiques et à poursuivre l'élaboration d'un système de suivi de la performance.

### Activités

Le Service a :

- ▶ Organisé et assuré une formation à la programmation axée sur les résultats à l'intention de 80 collaborateurs du HCDH travaillant au siège ou sur le terrain dans quatre régions (Europe et Moyen-Orient, Afrique, Asie et Amérique latine).
- ▶ Préparé le Plan de gestion stratégique pour l'exercice 2010-2011 et dirigé la rédaction du Cadre stratégique pour 2012-2013.
- ▶ Conçu et élaboré les outils de planification utilisés par toutes les divisions du siège et présences sur le terrain pour définir les résultats escomptés pendant la période 2010-2011 et les stratégies correspondantes au niveau national, régional et mondial.
- ▶ Continué de travailler, en collaboration avec un cabinet de consultants, à la mise en place d'un système de suivi de la performance totalement opérationnel, notamment en révisant et en affinant les réalisations attendues dans l'ensemble du Haut-Commissariat et les indicateurs correspondants, en définissant des protocoles pour les indicateurs et en les mettant à l'essai dans trois pays, et en mettant au point le prototype d'un système d'appui informatique.
- ▶ Élaboré, en s'appuyant sur les conclusions d'auto-évaluations et d'évaluations réalisées en vertu d'un mandat, un ensemble de résultats de gestion globaux pour l'exercice biennal 2010-2011, concernant l'orientation stratégique, la communication interne et externe, la prise de décisions, l'efficacité des partenariats, ainsi que l'appui apporté aux mécanismes de défense des droits de l'homme et aux présences sur le terrain, le perfectionnement des compétences du personnel et la mobilisation des ressources.
- ▶ Guidé l'examen interne de l'action du HCDH en 2009, par exemple en actualisant les principes directeurs (examen à mi-parcours et rapports annuels) et en préparant des rapports sur les tendances, les manifestations et les principales réalisations en vue de l'examen annuel de l'Équipe de direction.
- ▶ Prêté son concours technique pour une évaluation des résultats obtenus par le HCDH dans l'intégration des questions d'égalité entre les sexes, achevée en décembre, et pour une évaluation de l'efficacité avec laquelle le Haut-Commissariat s'acquitte de son mandat, requise par l'Assemblée générale.
- ▶ Appuyé le fonctionnement d'un mécanisme d'élaboration des politiques et mis en place un réseau de coordonnateurs pour les politiques.

## Résultats

Le service a :

- ▶ Veillé à ce que les réunions de l'équipe de direction soient davantage mises à profit pour tenir des débats politiques et renforcer la cohérence de l'action du HCDH.
- ▶ Aidé le personnel à mieux saisir la finalité et la logique du cycle de planification, de suivi et d'évaluation, ce qui a amélioré la capacité de planification.
- ▶ Guidé la mise en œuvre de certains éléments de la vision stratégique du HCDH, notamment la définition des priorités thématiques au niveau national, régional et mondial et l'élaboration des stratégies correspondantes.
- ▶ Élaboré des cadres de suivi, tant pour les réalisations attendues que pour les résultats de gestion. Ces derniers ont été mis au point pour compléter le cadre de résultats essentiels établi en matière de gestion et d'appui.

### Gestion axée sur les résultats au HCDH

En 2009, un cadre de résultats cohérent a été élaboré pour permettre au personnel du Haut-Commissariat d'œuvrer de manière uniforme et stratégique à la réalisation d'objectifs communs, explicitement formulés, au cours du prochain exercice biennal. Ces résultats clairement définis autoriseront ensuite un suivi fondé sur des données probantes, lié aux 11 réalisations attendues et six stratégies thématiques du HCDH au niveau national et mondial.

Des efforts importants ont été déployés pour affiner les indicateurs de performance et les adapter au cadre de résultats du Haut-Commissariat, en pleine évolution, ainsi qu'aux aspects spécifiques du suivi de la performance dans le domaine des droits de l'homme. À cet effet, il a été nécessaire de mettre au point des instruments de mesure qualitatifs et quantitatifs qui ne mettent pas à trop forte contribution les moyens humains et financiers d'une organisation de la taille du HCDH.

Chaque indicateur choisi est désormais accompagné d'un protocole qui fournit au personnel du Haut-Commissariat des directives claires sur le suivi et sur l'établissement de rapports. Dans le même temps, des travaux ont été entrepris afin de créer une base de données sur le web, accessible aux agents de terrain et au personnel du siège, qui permettra au HCDH de recueillir et d'analyser des informations pertinentes pour l'établissement de rapports. Le Haut-Commissariat est déterminé à rendre son système de suivi de la performance totalement opérationnel au cours du prochain exercice biennal.

## Défis et enseignements

- ▶ Les efforts visant à établir des processus internes pour déceler et analyser les tendances, ainsi que les défis actuels ou futurs suscités par l'évolution de l'environnement extérieur, n'ont produit que des résultats limités. La capacité de planification du Haut-Commissariat s'en est ressentie.
- ▶ En raison de la brièveté du cycle de planification adopté par le HCDH, il faut allouer tous les deux ans des ressources à la planification et au suivi. Cette périodicité rend aussi difficile un suivi des résultats à plus long terme et peut générer une lassitude due à la fréquence d'activités de planification toujours renouvelées.
- ▶ L'absence de méthodologie standard et de capacités internes pour dresser des bilans significatifs entrave la planification et l'élaboration de politiques. Les deux évaluations réalisées en 2009, celle du Bureau des services de contrôle interne et celle sur l'intégration des questions d'égalité entre les sexes, ont souligné la nécessité d'améliorer la gestion des connaissances au sein du Haut-Commissariat.

## Gestion et appui aux programmes

Le HCDH, qui fait partie du Secrétariat de l'ONU, bénéficie à ce titre des services administratifs communs fournis par l'Office des Nations Unies à Genève. Au sein du Haut-Commissariat, les fonctions administratives sont assurées par le Service de la gestion et de l'appui aux programmes – dont les collaborateurs sont répartis dans quatre sections, gérant les finances et le budget, les ressources humaines, l'informatique et les services généraux (déplacements, logistique, achats et conservation des documents), ainsi que dans un Groupe de perfectionnement du personnel.

### Activités

Le Service a :

- ▶ Assumé, en vertu d'une délégation de pouvoir du Contrôleur des Nations Unies, la responsabilité de gérer toutes les ressources extrabudgétaires, notamment d'affecter les crédits, de surveiller l'emploi des fonds, et de vérifier les dépenses engagées au titre d'accords conclus avec d'autres organisations sur le terrain.
- ▶ Appliqué des méthodologies révisées de planification extrabudgétaire et d'établissement des budgets ordinaires, afin de réduire les délais et le nombre d'étapes nécessaires pour produire des prévisions de dépenses et d'accroître la fiabilité et l'exactitude de ces dernières.





Séance de formation du personnel, consacrée à la « Protection des témoins, des victimes et des sources d'information » (août 2009).

- ▶ Géré 151 procédures de recrutement pour pourvoir de nouveaux postes ou des postes existants, ainsi que pour assurer des remplacements et des missions temporaires.
- ▶ Traité plus de 3 000 autorisations de voyage et demandes d'indemnités ou de remboursement, au bénéfice de membres du personnel des Nations Unies et de collaborateurs externes, ainsi que pour environ 300 détenteurs de mandat assistant à des sessions à Genève et menant des missions sur le terrain. De même, le Service a préparé les voyages de personnes participant à la Conférence d'examen de Durban avec l'appui financier du HCDH, ainsi que les déplacements d'autres intervenants, désireux d'assister aux nombreux ateliers et réunions organisés par le Haut-Commissariat durant l'année.
- ▶ Lancé, en collaboration avec des sociétés extérieures de gestion d'immeubles, un processus pour améliorer les bâtiments du siège de Genève en termes d'impact environnemental et d'accessibilité pour les personnes handicapées.
- ▶ Mené une évaluation globale des besoins en matière de perfectionnement des connaissances et des compétences au sein du HCDH ; les résultats de cette étude serviront à élaborer une politique et un plan de formation stratégique à deux ans, destiné à appuyer la mise en œuvre du Plan de gestion stratégique de l'exercice 2010-2011.
- ▶ Au total, 49 activités de formation ou de perfectionnement du personnel ont été organisées et/ou facilitées à travers le monde en 2009 ; plus de 800 collaborateurs, dont 130 agents de terrain, y ont participé.
- ▶ Proposé davantage de formations aux présences du HCDH sur le terrain, dont une formation aux techniques de surveillance à l'intention du personnel en poste en Colombie et une formation à la planification des carrières en Ouganda. Le Service a également organisé des consultations annuelles à Genève, pour le personnel administratif travaillant sur le terrain, ainsi que des séances d'information et un accompagnement professionnel individualisé sur le Système d'évaluation et de notation des fonctionnaires et l'enseignement par téléphone. Enfin, le stage d'orientation du HCDH a été assuré à deux reprises au cours de l'année, à l'intention des nouvelles recrues et du personnel de terrain travaillant sur des questions fondamentales en rapport avec les droits de l'homme.
- ▶ Entrepris des missions sur le terrain afin de prêter main-forte au personnel pour des questions relevant de l'administration générale, des ressources

humaines, des finances et du budget, de la logistique et des achats, ainsi que de l'informatique. Le Service a également aidé à régler les questions administratives, logistiques et informatiques lors de l'ouverture de nouveaux bureaux à Bruxelles, à Doha et en Mauritanie.

- ▶ Institué de nouvelles procédures pour les achats de faible valeur après avoir reçu une nouvelle délégation de pouvoir pour les acquisitions inférieures à 2 500 dollars E.-U., ce qui a accéléré les opérations courantes d'approvisionnement.
- ▶ Recherché et acheté des équipements informatiques pour aveugles (imprimantes en braille, claviers en braille et logiciels permettant la lecture à haute voix des documents électroniques) afin d'appuyer la première réunion du Comité des droits des personnes handicapées.
- ▶ Élaboré et/ou actualisé d'importants instruments en ligne, comme le Système de gestion des subventions et la nouvelle version de la base de données pour la gestion des affaires de violation des droits de l'homme.

## Résultats

- ▶ L'effectif du HCDH en poste à Genève s'est accru de 30 personnes en 2009, passant de 473 à 503 collaborateurs. Les bureaux extérieurs, y compris le bureau de New York, employaient 470 personnes, soit 47 personnes de moins qu'en 2008, où l'on dénombrait 517 collaborateurs.
- ▶ La diversité géographique a continué de croître au sein du personnel, du fait de l'application de mesures internes visant à élargir au maximum le bassin de recrutement.
- ▶ Des gains d'efficacité ont été réalisés grâce à l'utilisation de la délégation de pouvoir du Contrôleur des Nations Unies, qui a permis de mieux planifier les besoins financiers et d'allouer les ressources en fonction des besoins, de sorte que les fonds nécessaires à l'exécution des activités soient disponibles au moment opportun.
- ▶ La qualité de l'administration s'est améliorée au sein des présences sur le terrain, en raison du renforcement de l'appui administratif apporté par le siège et de la formation assurée auprès du personnel administratif local pour lui permettre de se familiariser avec les politiques et procédures internes, ainsi qu'avec le règlement et les règles des Nations Unies.
- ▶ Les renseignements plus complets qui ont été communiqués aux détenteurs de mandats, ainsi que les séances d'information plus approfondies organisées à leur intention ont abouti à une meilleure compréhension des besoins et des contraintes et réduit les problèmes liés aux voyages et autres questions en rapport avec l'appui logistique.

## Défis et enseignements

- ▶ Le HCDH a été en mesure de justifier pleinement toutes ses demandes de contributions supplémentaires, en raison du processus d'examen rigoureux associé à l'approbation du budget ordinaire des Nations Unies. Les nombreux enseignements tirés du processus d'approbation devraient garantir des économies de taille, qui pourront être appliquées lors de la préparation du prochain budget ordinaire pour l'exercice 2012-2013.
- ▶ L'amélioration de l'information se traduit par une amélioration de l'exécution et par une observation plus scrupuleuse des procédures. Des séances d'information organisées le plus tôt possible et des explications fournies d'emblée peuvent grandement faciliter les interactions, aussi bien avec les clients qu'avec les parties prenantes.
- ▶ L'accès malaisé aux systèmes de gestion des stocks dans les bureaux extérieurs a imposé un travail considérable de traitement manuel des données. Le système centralisé de gestion des stocks, accessible en ligne, devrait permettre de remédier au problème ; néanmoins, un examen des systèmes et processus locaux pourrait entraîner d'autres améliorations dans la gestion du matériel des bureaux extérieurs.
- ▶ Une coopération concertée avec les présences sur le terrain est indispensable si l'on veut offrir des possibilités de formation à un nombre encore supérieur de collaborateurs en poste dans ces bureaux, de manière à améliorer leurs compétences et leurs qualifications, et à approfondir la culture de l'apprentissage des connaissances.
- ▶ Les visites dans les bureaux extérieurs et la coopération directe avec les bureaux et le prestataire de services locaux, le Programme des Nations Unies pour le développement, améliorent très sensiblement l'efficacité et seront poursuivies.

# Le HCDH sur le terrain : Introduction

## L'action du Haut-Commissariat sur le terrain

La Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique assure deux fonctions principales, consistant à soutenir le travail des spécialistes des droits de l'homme sur le terrain et à orchestrer le dialogue que le HCDH entretient avec les pays au sujet des problèmes de droits de l'homme, en coopération avec d'autres composantes du Haut-Commissariat, des partenaires onusiens, des acteurs gouvernementaux, des organisations régionales, des membres de la société civile et des institutions nationales des droits de l'homme.

Fondées sur un échange avec les interlocuteurs nationaux, les activités du HCDH à l'échelon des pays (menées par l'intermédiaire du siège ou par les présences sur le terrain) visent à prévenir et à réduire les atteintes aux droits de l'homme. À cette fin, il est essentiel de consolider les systèmes de protection nationaux, de veiller à ce que les autorités de l'État soient conscientes de leurs obligations en matière de droits de l'homme et de définir des remèdes efficaces afin de supprimer les entraves à l'exercice des droits de l'homme.

Au travers de ses programmes sur le terrain, le Haut-Commissariat cherche également à faire en sorte que les autorités nationales et les acteurs de la société civile soient mieux armés pour parer aux problèmes de droits de l'homme, et mieux informés des normes internationales relatives aux droits de l'homme ainsi que de la manière optimale de les transposer en lois, réglementations et politiques, aptes à protéger plus efficacement les détenteurs de droits et à leur donner davantage de moyens d'exercer leurs droits. En particulier, le HCDH soutient les efforts visant à mettre en place ou à renforcer des mécanismes de justice et d'établissement des responsabilités au niveau national, concernant notamment le suivi des violations des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, les enquêtes destinées à faire la lumière sur ces affaires et les mesures de réparation.

En 2009, le HCDH et le Gouvernement de la Mauritanie ont conclu un accord relatif à l'implantation d'un bureau dans ce pays et des préparatifs ont été entamés en vue de l'ouverture de cette structure. De nouveaux bureaux régionaux ont été créés pour l'Europe (Bruxelles) et pour l'Amérique du Sud (reclassement du bureau de liaison de Santiago du Chili). Le Centre de formation et de documentation des Nations Unies pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe a ouvert ses portes à Doha. Des spécialistes des droits de l'homme ont été affectés auprès d'équipes de pays des Nations Unies opérant en Albanie et dans les Grands Lacs. Une décision du Conseil de sécurité a mis fin au mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, qui comprenait un bureau des droits de l'homme, et le poste de conseiller pour les droits de l'homme au Kirghizistan a été supprimé. À la fin de l'année 2009, le HCDH gérait ou appuyait 55 présences sur le terrain, contre 52 à la fin de l'année 2008.

## Types de présences sur le terrain

Les présences du HCDH sur le terrain se répartissent en deux catégories : les présences autonomes (bureaux de pays ou bureaux autonomes et centres ou bureaux régionaux) et les présences résultant d'accords de collaboration (composantes droits de l'homme des missions de paix, placées sous la double autorité du chef de mission et de la Haut-Commissaire, et conseillers pour les droits de l'homme détachés auprès du bureau du coordonnateur résident). La décision d'implanter un bureau de pays ou un bureau régional est prise en consultation avec le gouvernement concerné, en tenant compte de la situation des droits de l'homme, des conditions de sécurité, de la présence éventuelle d'autres acteurs internationaux sur le terrain et de leur rôle, ainsi que des ressources humaines et financières disponibles, des arrangements administratifs et de l'ampleur des activités à entreprendre.





Au Tchad oriental, des réfugiés puisent de l'eau au fond d'une rivière.

## Bureaux de pays et bureaux autonomes

Les bureaux de pays sont établis sur la base d'un accord-type entre le HCDH et le gouvernement concerné. Le mandat d'un bureau de pays englobe l'observation de la situation des droits de l'homme, la protection de ces droits, des activités de coopération technique et la présentation de rapports publics. Les activités d'un bureau de pays sont organisées en concertation avec le gouvernement du pays hôte, à partir d'une évaluation des problèmes en matière de droits de l'homme, des capacités des acteurs nationaux et internationaux menant une action dans ce domaine et des moyens les plus efficaces dont dispose le HCDH pour remédier aux déficits constatés dans la réalisation des droits de l'homme. Les bureaux de pays et les bureaux autonomes sont essentiellement financés par des contributions volontaires.

À la fin de l'année 2009, le Haut-Commissariat disposait de huit bureaux de pays, situés en Bolivie, au Cambodge, en Colombie, au Guatemala, au Mexique, au Népal, en Ouganda et au Togo, ainsi que de deux bureaux autonomes implantés au Kosovo (Serbie) et dans le territoire palestinien occupé. En septembre, le HCDH a conclu un accord avec le Gouvernement de la Mauritanie afin d'ouvrir un bureau dans ce pays.

## Bureaux régionaux

Les bureaux régionaux sont implantés en fonction d'un accord-type avec le gouvernement du pays hôte, à l'issue de consultations avec les pays de la région. Les bureaux et centres régionaux se consacrent aux problèmes transversaux, à dimension régionale, qui se posent dans le domaine des droits de l'homme. Ils prêtent également main-forte aux gouvernements nationaux, pour la mise en œuvre des recommandations des procédures spéciales et des organes de suivi des traités, ainsi que pour les affaires en rapport avec l'examen périodique universel (EPU). Les bureaux et les centres travaillent en étroite coopération avec les organisations intergouvernementales à vocation régionale ou sous-régionale. Enfin, ils complètent les compétences des bureaux de pays en leur offrant un appui sur des questions institutionnelles et thématiques. Les bureaux et centres régionaux sont à la fois financés par des contributions au titre du budget ordinaire et des contributions extrabudgétaires.

À la fin de l'année 2009, le HCDH disposait de onze bureaux ou centres régionaux, s'occupant de l'Afrique de l'Est (Addis-Abeba), de l'Afrique australe (Pretoria), de l'Afrique de l'Ouest (Dakar), de l'Asie du Sud-Est (Bangkok), du Pacifique (Suva), du Moyen-Orient (Beyrouth), de l'Asie centrale (Bichkek), de l'Europe

(Bruxelles), de l'Amérique centrale (Panama), de l'Amérique latine (ex-bureau de liaison à Santiago du Chili, reclassé en bureau régional), ainsi que de l'Asie du Sud-Ouest et de la région arabe (Doha). Le HCDH étudie actuellement la possibilité d'ouvrir un bureau en Afrique du Nord.

### Composantes droits de l'homme des missions de paix

Le HCDH soutient les composantes droits de l'homme des missions de paix, en offrant des conseils d'expert, une assistance technique et un appui fonctionnel. Les composantes droits de l'homme des missions de paix ont une double chaîne hiérarchique : elles sont responsables devant le chef de la mission et devant la Haut-Commissaire. En vertu des résolutions du Conseil de sécurité créant les missions de paix, les composantes droits de l'homme sont chargées de mener des activités d'observation, de collecte d'informations, d'investigation et d'établissement de rapports concernant la situation des droits de l'homme ; de veiller à ce que les processus de paix favorisent la justice et l'équité ; de prévenir et de réparer les atteintes aux droits de l'homme ; de renforcer les capacités et les institutions de protection des droits de l'homme ; et d'intégrer les droits de l'homme dans l'ensemble des activités et des programmes des Nations Unies. La plupart des spécialistes des droits de l'homme participant à des missions de paix ne sont pas employés par le HCDH, mais par le Département des opérations de maintien de la paix ou par le Département des affaires politiques, qui prennent en charge leurs salaires. Au moyen de ressources extrabudgétaires, le Haut-Commissariat contribue au financement des activités de coopération technique de certaines missions dans le domaine des droits de l'homme. Il participe également aux missions interdépartementales d'évaluation technique préalables à la définition des opérations de paix et à leur mise en place.

À la fin de l'année 2009, seize missions de maintien de la paix, missions politiques spéciales et missions d'appui pour la consolidation de la paix menaient une action de protection et de promotion des droits de l'homme dans le cadre de leur mandat à l'aide d'un personnel spécialisé, intervenant en Afghanistan, en Asie centrale (Turkménistan), au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, au Darfour (Soudan), en Géorgie, en Guinée-Bissau, en Haïti, en Iraq, au Libéria, en Sierra Leone, en Somalie, au Soudan, au Tchad et au Timor-Leste.

Le nombre de spécialistes des droits de l'homme déployés au sein de chaque mission en 2009 était très variable, la composante la plus modeste étant celle du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale (un spécialiste) et la plus importante celle de l'opération de maintien de la paix en République démocratique du Congo (plus de 110 personnes déployées). Le lecteur trouvera dans les pages qui suivent une description du travail des différentes composantes ; signalons à ce propos que le nombre de collaborateurs indiqué est fondé sur un décompte de l'ensemble des effectifs recensés au 31 décembre, ne distinguant pas les catégories de personnel selon qu'elles sont sous contrat avec le HCDH, sous contrat avec le Département des opérations de maintien de la paix ou sous contrat avec le Département des affaires politiques. Dans d'autres parties du rapport, les chiffres présentés pour le personnel du HCDH dans le monde concernent exclusivement les collaborateurs liés par contrat au Haut-Commissariat.

### Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays

Les conseillers pour les droits de l'homme sont déployés à la demande des coordonnateurs résidents des Nations Unies. Ils aident les coordonnateurs résidents, les chefs des organismes des Nations Unies et les membres des équipes de pays à intégrer les droits de l'homme dans les stratégies relatives aux programmes et dans leur mise en œuvre. Ces spécialistes se chargent généralement de conseiller le coordonnateur résident et l'équipe de pays des Nations Unies sur les stratégies à adopter pour constituer des capacités nationales de défense des droits de l'homme ou pour les renforcer ; de conseiller et de former les institutions nationales indépendantes de protection des droits de l'homme ; de conseiller les titulaires d'obligations sur les meilleures méthodes pour promouvoir les valeurs normatives des Nations Unies ; de créer des réseaux avec des acteurs issus de l'ensemble de la société civile et de leur apporter une aide concrète ; et d'offrir un appui opérationnel aux activités de formation et/ou de renforcement des capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme, notamment aux activités précédemment menées dans le cadre du programme mondial Action 2. Les postes de conseillers pour les droits de l'homme sont généralement financés par des contributions extrabudgétaires versées au HCDH ; néanmoins, dans certains cas, des accords de répartition des coûts ont été conclus avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ou alors le déploiement des conseillers a été couvert au titre du programme Action 2.

À la fin de l'année 2009, dix-sept conseillers pour les droits de l'homme étaient déployés en Afrique de l'Ouest (Dakar), en Albanie, en Équateur, dans les Grands Lacs (Bujumbura), en Guinée, en Indonésie, au Kenya, en ex-République yougoslave de Macédoine, en République de Moldova, au Nicaragua, au Niger, en Papouasie-Nouvelle Guinée, en Fédération de Russie, au Rwanda, en Serbie, à Sri Lanka et au Sud-Caucase (conseiller en poste à Tbilissi, responsable de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie). Les conseillers pour les droits de l'homme en mission au Kirghizistan et en Indonésie ont respectivement cessé leurs activités en 2009 et au début de l'année 2010. Il est prévu de déployer des conseillers au Honduras, à Madagascar, au Paraguay et au Tadjikistan en 2010.

## Appui du siège aux opérations sur le terrain

En 2009, la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique employait 101 personnes au siège. Afin de s'occuper de manière plus approfondie de divers secteurs géographiques, la Division s'est restructurée en trois services : le Service de l'Europe, de l'Asie centrale et des Amériques ; le Service de l'Asie et du Pacifique et du Moyen-Orient ; et le Service de l'Afrique. La Section d'appui aux missions de paix et d'intervention rapide, la Section des institutions nationales et des mécanismes régionaux et le Groupe chargé de l'examen périodique universel au sein de la Division renforcent l'appui du siège aux services extérieurs et aux partenaires onusiens présents sur le terrain. La coordination interne sur les initiatives menées dans les pays a encore été consolidée, notamment avec les organes de suivi des traités, les procédures spéciales, le Conseil des droits de l'homme, l'examen périodique universel et les domaines thématiques.

## Coopération avec les organisations humanitaires

Au niveau mondial, le HCDH intègre les préoccupations relatives aux droits de l'homme et une approche fondée sur les droits de l'homme dans les stratégies et les politiques relatives aux activités humanitaires en participant aux travaux d'un certain nombre de mécanismes interorganisations, notamment le Comité permanent interorganisations (CPI) et ses sous-groupes de travail, comme le groupe sur les mesures préalables et la planification des mesures d'urgence, le Comité exécutif pour les affaires humanitaires, le Groupe de travail du module global de protection, le Groupe des coordonnateurs humanitaires et le Comité directeur du Projet de capacité de protection (ProCap). Sur le terrain, en tant que membre des équipes humanitaires dans les pays et des modules de protection, le HCDH participe de plus en plus aux activités de préparation et d'intervention humanitaires, aussi bien dans le cadre de crises complexes qu'au lendemain de catastrophes naturelles, s'impliquant notamment dans l'élaboration et la mise en œuvre des Plans d'action humanitaire communs et des procédures d'appel global. La participation du Haut-Commissariat aux procédures d'appel global a gagné en efficacité du fait de l'appui plus coordonné du siège et de l'alignement sur le processus de planification budgétaire. En outre, le HCDH assume actuellement la fonction de chef de file des modules de protection en Afghanistan, en République centrafricaine, à Fidji, en Haïti, en Iraq, au Kirghizistan, au Népal, en Ouganda, dans les territoires palestiniens occupés, au Tchad et au Timor-Leste. Pour améliorer et promouvoir encore ces efforts concertés, en 2009, le HCDH a organisé des tables rondes interorganisations et des ateliers internes sur son rôle dans l'action humanitaire. Différentes mesures de suivi, dont des consultations régionales visant à renforcer la capacité d'intervention du Haut-Commissariat en cas de crise humanitaire, sont prévues en 2010.



# Le HCDH sur le terrain : Afrique



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>Togo</li> <li>Ouganda</li> </ul>
Bureaux et centres régionaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Afrique centrale (Yaoundé, Cameroun)</li> <li>Afrique de l'Est (Addis-Abeba, Éthiopie)</li> <li>Afrique australe (Pretoria, Afrique du Sud)</li> <li>Afrique de l'Ouest (Dakar, Sénégal)</li> </ul>
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Burundi</li> <li>République centrafricaine</li> <li>République démocratique du Congo</li> <li>Côte d'Ivoire</li> <li>Darfour (Soudan)</li> <li>Guinée-Bissau</li> <li>Libéria</li> <li>Sierra Leone</li> <li>Somalie</li> <li>Soudan</li> <li>Tchad</li> </ul>
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Guinée</li> <li>Kenya</li> <li>Madagascar*</li> <li>Niger</li> <li>Rwanda</li> <li>Région des Grands Lacs (Bujumbura)</li> <li>Afrique de l'Ouest (Dakar)</li> </ul>

\*Prévu pour l'exercice 2010-2011

Des élections sont prévues dans de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne en 2010 et, à l'approche de cette échéance, certains États ont pris l'an passé des mesures pour restreindre les activités politiques, ainsi que la liberté d'expression et d'association. Les lois restrictives qui ont été imposées, les arrestations arbitraires, les manœuvres d'intimidation à l'encontre des journalistes et les agressions dont ils ont été victimes ont avivé les tensions. Après la crise économique mondiale, la reprise s'est fait attendre dans l'ensemble du continent ; dans le même temps, les effets des changements climatiques ont été durement ressentis par la population, en particulier par ses franges les plus pauvres et les plus marginalisées. L'insécurité alimentaire, souvent aggravée par des déplacements de population provoqués par des conflits armés, a augmenté dans un certain nombre de pays. Ces facteurs et d'autres, associés à de graves défaillances des institutions garantes de la bonne gouvernance et de l'état de droit, ont entraîné une agitation sociale de plus en plus vive, notamment des émeutes et des manifestations massives, qui ont plus d'une fois été réprimées avec brutalité par les forces de l'ordre. Les conflits armés qui

troublaient un certain nombre de pays se sont poursuivis, dans un climat d'atteintes généralisées aux droits de la personne et au droit international humanitaire, notamment sous forme de violences sexuelles et sexistes.

Dans un registre plus positif, l'Union africaine a fermement pris position contre plusieurs changements de régime inconstitutionnels et réclamé, de concert avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la mise sur pied d'une commission d'enquête pour établir les responsabilités au sujet du massacre perpétré le 29 septembre 2009 en Guinée. En Afrique occidentale, un réseau régional d'institutions nationales de protection des droits de l'homme a officiellement vu le jour en octobre et se chargera de renforcer l'action et l'indépendance de ses membres. Enfin, l'Union africaine a adopté en octobre une Convention régionale sur la protection des personnes déplacées à Kampala, dans une initiative sans précédent pour faire progresser le cadre juridique de protection des déplacés internes.

En 2009, le HCDH disposait de deux bureaux de pays en Afrique, situés en Ouganda et au Togo, et de quatre bureaux/centres régionaux implantés à Addis-Abeba (Afrique de l'Est), à Dakar (Afrique de

l'Ouest), à Pretoria (Afrique australe) et à Yaoundé (Afrique centrale). Le Haut-Commissariat a appuyé les composantes droits de l'homme de 11 missions de paix des Nations Unies, déployées au Burundi (BINUB), en République centrafricaine (BINUCA), en République démocratique du Congo (MONUC), en Côte d'Ivoire (ONUCI), en Guinée-Bissau (BANUGBIS), au Libéria (MINUL), en Sierra-Leone (BINUCSIL), en Somalie (UNPOS), au Soudan (MINUS et MINUAD au Darfour) et au Tchad (MINURCAT). Le HCDH a en outre soutenu les conseillers pour les droits de l'homme déployés au sein d'équipes des Nations Unies opérant en Guinée, au Kenya, au Niger et au Rwanda, ainsi que dans la région des Grands Lacs (Bujumbura) et en Afrique de l'Ouest (BRSAO, Dakar). Une section composée de 16 fonctionnaires internationaux et de quatre agents administratifs s'occupe du continent depuis le siège, surveillant les situations préoccupantes et dispensant un appui administratif et fonctionnel aux présences sur le terrain. Enfin, le Haut-Commissariat a continué à faciliter les travaux des Experts indépendants chargés d'examiner la situation des droits de l'homme au Burundi et en Somalie, ainsi que ceux du Rapporteur spécial/Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan.

## Le HCDH en Afrique : exemples d'impact en 2009

### Promotion de changements législatifs et politiques :

- ▶ En **Ouganda**, la dimension des droits de l'homme a été intégrée à certains plans de développement à moyen terme, comme le Plan de développement national et le Plan pour la paix, le relèvement et le développement, selon les conseils du HCDH. Les avis techniques du Haut-Commissariat ont également influé sur le contenu des révisions apportées à la loi sur l'enfance et à l'avant-projet de loi sur la santé mentale.
- ▶ En **Tanzanie**, le Gouvernement et la Commission de promotion des droits de l'homme et de la bonne gouvernance ont convenu d'une « feuille de route » pour élaborer un Plan d'action en faveur des droits de l'homme en 2010, à l'issue d'un atelier consultatif organisé par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est.
- ▶ À **Djibouti**, des directives internes claires, destinées au comité interministériel chargé de coordonner les rapports présentés aux organes de suivi des traités, ont été adoptées.
- ▶ En **République centrafricaine**, le Parlement a adopté un code pénal et un code de procédure pénale conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, grâce à l'appui dispensé par le HCDH.
- ▶ En **République démocratique du Congo**, le Gouvernement a lancé une Stratégie nationale de lutte contre la violence sexuelle, élaborée avec le concours du Haut-Commissariat.
- ▶ Au **Darfour**, le HCDH a prodigué des conseils lors de l'élaboration de textes de loi essentiels, dont la loi sur la procédure pénale, la loi électorale et la loi portant création de la Commission nationale des droits de l'homme.
- ▶ Au **Rwanda**, une proposition visant à sanctionner lourdement l'homosexualité a été retirée.
- ▶ Au **Soudan**, les avis techniques du HCDH ont été pris en compte dans un projet de loi sur la violence à l'égard des femmes.

### Appui à l'éducation et à la formation dans le domaine des droits de l'homme :

- ▶ Au **Cameroun**, une formation sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes et l'état de droit a été intégrée au programme de l'institut de formation de la police judiciaire.
- ▶ Dans la région des **Grands Lacs**, le HCDH a soutenu la mise en place d'un Centre régional pour la bonne gouvernance, la démocratie et les droits de l'homme, qui dispensera une formation à un certain nombre d'acteurs gouvernementaux et d'intervenants de la société civile.
- ▶ Au **Rwanda**, le HCDH a lancé pour les étudiants des clubs de droits de l'homme dans des universités et des établissements d'enseignement supérieur.

### Renforcement des institutions nationales de défense des droits de l'homme :

- ▶ En **Afrique de l'Ouest**, le HCDH a facilité la rédaction et le vote d'une loi régissant le réseau ouest-africain des Institutions nationales des droits de l'homme, récemment formé.
- ▶ En **Guinée-Bissau**, une Institution nationale des droits de l'homme a été créée par décret ministériel, suite aux conseils techniques prodigués par la Section des droits de l'homme de la BANUGBIS et à ses efforts de plaidoyer.
- ▶ En **République centrafricaine**, le HCDH a contribué à l'institutionnalisation de la Plate-forme des ONG nationales des droits de l'homme, en appuyant l'organisation de formations mensuelles et en diffusant des documents sur les droits de l'homme. Les organisations de la société civile ont ainsi été dotées de moyens plus solides de suivi et de défense des droits fondamentaux.
- ▶ Au **Tchad**, un collectif d'organisations non gouvernementales (ONG), le Cercle des ONG, a été formé avec le soutien du Haut-Commissariat. Ce collectif facilite l'échange d'informations ainsi que les consultations sur des problèmes de droits de l'homme entre les ONG participantes.

### Promotion de la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme :

- ▶ **Djibouti** a adhéré au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant et le Parlement a adopté une loi sur l'adhésion à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et à son Protocole facultatif.
- ▶ Le **Cameroun** a signé le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, ainsi que la Convention relative aux droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

### Renforcement de l'interaction avec les organes et mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme :

- ▶ En **Éthiopie**, les rapports attendus par le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité contre la torture et le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que le rapport national pour l'EPU, ont été soumis.

### Appui à la mise en place ou au bon fonctionnement de mécanismes de justice transitionnelle et d'établissement des responsabilités :

- ▶ Au **Togo**, le Conseil des ministres a créé la Commission justice, vérité et réconciliation et le HCDH a offert son appui technique, financier, administratif et logistique dans ce contexte.
- ▶ Au **Kenya**, la Commission vérité, justice et réconciliation a été formée avec l'assistance technique du conseiller pour les droits de l'homme.
- ▶ Au **Darfour**, au titre du suivi d'un atelier de formation animé par le HCDH à l'intention des organisations de la société civile, les participants ont créé un réseau pour coordonner les activités de plaidoyer, de sensibilisation et de formation relatives à la justice transitionnelle au Darfour-Sud.

### Promotion de l'accès des groupes marginalisés à la justice et aux services essentiels :

- ▶ Au **Togo**, avec le soutien du HCDH, le barreau togolais a lancé un projet destiné à dispenser une aide juridique gratuite aux populations les plus pauvres afin de faciliter leur accès à la justice.
- ▶ Au **Cameroun**, à l'issue d'un atelier sous-régional organisé par le Haut-Commissariat, les représentants de quatre organisations de peuples autochtones ont débattu d'une stratégie commune pour faire campagne auprès des autorités, au sujet d'un projet de loi sur les droits des populations marginalisées qui avait été entrepris sans consulter préalablement les groupes concernés.

## Bureaux de pays

### Togo

Date d'ouverture	2006
Effectif au 31 décembre 2009	7 pers.
Dépenses en 2009	1 410 057 dollars E.-U.

## Contexte

L'engagement pris par le Gouvernement de respecter les principes relatifs aux droits de l'homme ainsi que sa décision d'examiner les violations des droits de l'homme commises par le passé et de recueillir des informations à ce sujet en créant une Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR) sont de bon augure pour des progrès futurs. Néanmoins, ces efforts se sont heurtés à l'opposition de certains dirigeants politiques, membres du parti au pouvoir. Les réformes





Élèves de l'école primaire de Yélivo, au Togo.

institutionnelles et constitutionnelles prévues par l'Accord politique global de 2006 sont demeurées au point mort, en raison des prises de position intransigeantes des signataires. En dépit de quelques développements politiques inquiétants survenus à la fin de l'année, le Gouvernement s'est engagé à garantir des élections présidentielles pacifiques et transparentes en 2010. Bien qu'une réforme du secteur de la justice ait été entreprise, l'impunité dont jouissent les auteurs des crimes perpétrés lors des élections de 2005 continue d'inspirer l'inquiétude. La population place beaucoup d'espoirs dans la CVJR, qui doit examiner les atteintes aux droits de l'homme perpétrées au cours de l'histoire récente du Togo (1958-2005), attribuer les responsabilités et offrir réconfort, réparation et indemnités aux victimes.

### Rôle du HCDH

Le bureau du HCDH au Togo s'emploie à soutenir les acteurs nationaux, notamment la Commission nationale des droits de l'homme et les organisations de la société civile, et à les doter de capacités plus solides pour promouvoir et appliquer les principes internationaux relatifs aux droits de l'homme ainsi que pour respecter leurs obligations dans ce domaine. Une attention particulière est attachée aux recommandations émanant des organes de suivi des traités et des procédures spéciales. En 2009, le HCDH a soutenu en priorité la mise en place de la CVJR. Le Haut-Commissariat a également apporté un concours technique au

Gouvernement pour l'aider à établir les rapports qu'il est tenu de soumettre en tant qu'État partie à de nombreux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a aussi aidé les institutions publiques et les organisations de la société civile compétentes à s'approprier le processus de ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture pour leur permettre de se familiariser avec le Protocole. Enfin, le bureau a prêté main-forte au Gouvernement, à la Commission nationale des droits de l'homme et aux organisations de la société civile pour préparer les élections présidentielles de 2010.

### Activités

Le HCDH a :

- ▶ Offert un appui technique, financier, administratif et logistique pour faciliter la création de la CVJR, et assuré la formation de ses membres.
- ▶ Organisé, de concert avec le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique et le Comité international de la Croix-Rouge, un atelier de formation sur les droits de l'homme, le droit humanitaire et la gouvernance démocratique à l'intention de 50 instructeurs de la police chargés de préparer 6 000 membres d'un corps de police spécial, constitué pour assurer la sécurité lors du scrutin présidentiel de 2010.
- ▶ Mené des visites dans des prisons et des centres de détention, surveillé des marches publiques, ainsi

que des réunions et des manifestations politiques, et observé des procès ; reçu et traité en moyenne dix à 12 plaintes individuelles par mois ; pris des mesures de suivi pour traiter des problèmes de droits de l'homme concernant 28 individus, dont un demi-frère du Président, soupçonnés d'avoir préparé un coup d'état et incarcérés sans procès ; créé un réseau initial de 12 observateurs des droits de l'homme, qui doit être encore développé pendant le processus électoral.

- ▶ Organisé un séminaire national sur la ratification du Protocole facultatif à la Convention contre la torture à l'intention de hauts fonctionnaires et de représentants de la société civile ; facilité les activités d'un comité de suivi créé pour faire campagne en faveur de la ratification et pour lancer des débats sur la mise en place d'un mécanisme national de prévention.
- ▶ Dispensé une formation et une assistance technique au comité interministériel chargé d'établir les rapports d'État dus au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Trente membres d'un collectif d'organisations de la société civile ont également été formés à la préparation de rapports parallèles sur les droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Soutenu le barreau togolais, qui a dispensé à titre gratuit des conseils juridiques aux plus pauvres et une aide juridictionnelle à 50 détenus, dont plusieurs ont été libérés.
- ▶ Assuré le financement, assorti d'un appui technique, de divers projets montés par des ONG pour promouvoir et défendre les droits de la femme.
- ▶ Lancé plusieurs projets pour contribuer au déroulement pacifique des élections, consistant notamment à former 960 jeunes bénévoles dans 16 localités togolaises centrales et à coordonner leurs activités. Ces bénévoles surveilleront la situation en matière de droits de l'homme pendant le processus électoral. Le HCDH a également appuyé des initiatives de sensibilisation aux élections proposées par diverses ONG et par le ministère des Droits de l'homme ; et invité des organisations et des individus soupçonnés d'être mêlés à des actes de violence, pour en parler directement avec eux.
- ▶ Formé 32 administrateurs de programme de l'équipe des Nations Unies au Togo au processus de programmation du bilan commun de pays et du Plan-Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et à l'application d'une méthodologie axée sur les droits de l'homme lors de l'élaboration des programmes de développement.
- ▶ Appuyé, de concert avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la troisième édition du festival de cinéma sur les droits de l'homme, organisée par l'Association internationale pour les droits fondamentaux de l'homme.

- ▶ Formé des administrateurs de programme de l'équipe de pays des Nations Unies aux techniques élémentaires d'intégration des droits de l'homme dans les activités de programmation pour le développement.

## Résultats

- ▶ La CVJR a été officiellement créée et des informations sur son mandat, ses objectifs, ses missions et ses procédures ont été diffusées. À l'issue d'interventions du Haut-Commissariat, plusieurs donateurs se sont engagés à verser des fonds, et 45 organisations issues de la société civile ou des milieux journalistiques ont créé une plate-forme pour sensibiliser l'opinion au mandat de la Commission et l'informer de la progression de ses travaux.
- ▶ Un comité, constitué pour promouvoir et préparer la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, a mobilisé des décideurs au sein du Gouvernement, d'autres institutions de l'État et d'organisations de la société civile et suscité des débats sur les mesures nécessaires au respect du Protocole, y compris sur la création d'un mécanisme de prévention.

## Défis et enseignements

- ▶ L'initiative consistant à créer un comité pour promouvoir la ratification du Protocole facultatif à la Convention contre la torture et préparer son application ultérieure avec la participation de hauts fonctionnaires et de représentants d'ONG s'est avérée utile pour stimuler une réflexion et une discussion nationales au sujet du Protocole.

Togo : Dépenses en 2009		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	691 569
Consultants	-	125 414
Voyages officiels	-	41 765
Services contractuels	-	33 264
Dépenses générales de fonctionnement	-	82 509
Fournitures et achats	-	52 224
Séminaires, subventions et contributions	-	221 093
Sous-total	-	1 247 838
Coûts d'appui au programme	-	162 219
<b>TOTAL</b>	-	<b>1 410 057</b>





Des policiers ougandais lors d'une séance de formation aux droits de l'homme, assurée par le HCDH.

## Ouganda

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2009	36 pers.
Dépenses en 2009	3 222 992 dollars E.-U.

## Contexte

À l'issue de plus de 20 années de conflit dans le nord du pays et de tentatives réitérées pour conclure un accord de paix, en 2009, la situation a continué de s'améliorer en Ouganda, tant sur le plan des droits de l'homme que de la sécurité. Par conséquent, le Gouvernement et les acteurs internationaux ont entrepris de réorienter leur action qui était précédemment centrée sur l'assistance humanitaire, vers l'aide et la coopération au développement. Néanmoins, les déplacés internes ont regagné des régions où les services et les infrastructures les plus indispensables, notamment en matière d'assainissement et de santé, faisaient défaut, ce qui a entravé leur réintégration. Le conflit a également entraîné une baisse sensible des taux d'inscription, de rétention et d'achèvement, aussi bien dans l'enseignement primaire que dans le secondaire. Il ressort de l'observation des registres de la police et des tribunaux qu'un grand nombre de jeunes ont été inculpés de délits tels que des vols et des agressions sexuelles. Les fortes disparités de développement observées entre le nord/Karamoja et le reste du pays ont abouti à de graves insuffisances dans la réalisation des droits économiques et sociaux. Un certain nombre de blessures et de meurtres perpétrés par les Forces de défense populaires de l'Ouganda (FDPO) à l'encontre de civils, à titre de représailles contre des razzias accompagnées de vols de bétail, ont été recensés. L'aménagement d'enclos gardés au Karamoja du Nord, jugés nécessaires par les FDPO pour protéger la population contre les razzias d'éléments armés, ont néanmoins suscité un certain

nombre de préoccupations, concernant les mouvements forcés/l'absence de liberté de mouvement, les risques pour la sécurité des civils, et les effets nocifs pour la santé et pour l'environnement. Parmi les nouveaux problèmes qui se posent à l'échelon national, citons la tenue prochaine d'élections et la protection des droits correspondants, ainsi que le recours à la détention arbitraire dans le cadre de la stratégie gouvernementale de lutte contre l'insécurité.

## Rôle du HCDH

Le programme de travail du Haut-Commissariat prend en compte les améliorations dans la sécurité générale, le passage des secours humanitaires internationaux à des efforts de relèvement impulsés par l'État en Ouganda du Nord ; il accorde également l'attention voulue à la nécessité de renforcer la capacité de promotion et de protection des droits de l'homme des institutions nationales, ainsi que la prise en main, par ces institutions, des activités correspondantes. Les plans du HCDH tiennent compte de l'approche d'une série de scrutins, dont des élections présidentielles fixées à 2011, et de la nécessité de garantir les conditions nécessaires à la liberté d'association et d'expression, à mesure que la bataille électorale s'intensifiera. Dans ce contexte, le Haut-Commissariat s'attache tout particulièrement à renforcer les capacités des institutions publiques, de l'institution nationale de protection des droits de l'homme, des ONG et de ses partenaires au sein de l'ONU, à surveiller la situation des droits de l'homme et à établir des rapports à ce sujet, à appuyer les réformes législatives et les politiques nationales, et à soutenir la justice transitionnelle. En complément de son siège de Kampala, le Haut-Commissariat disposait en 2009 de six bureaux sous-régionaux ou de district, situés à Gulu, Pader, Kitgum (Acholiland), Lira (Lango), Soroti (Teso) et Moroto (Karamoja), ainsi que d'un bureau de liaison à Kotido (Karamoja).



## Activités

Le HCDH a :

- ▶ Observé les opérations de désarmement menées par les FDPO au Karamoja, afin de transmettre des informations appropriées aux pouvoirs publics pour les aider dans leurs efforts visant à améliorer la situation des droits de l'homme dans la région.
- ▶ Suivi le retour des personnes déplacées en Ouganda du Nord, ainsi que leur accès à la justice et aux droits économiques, sociaux et culturels, en vue d'intensifier le dialogue amorcé avec les autorités locales et nationales pour améliorer leurs conditions.
- ▶ Offert au ministère de l'Éducation et des Sports des avis techniques qui ont abouti, en avril, à l'adoption d'un document de réflexion sur la mise en œuvre de l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles primaires et secondaires.
- ▶ Plaidé en faveur de la protection des droits de l'enfant et de l'intégration de la résolution 1612 du Conseil de sécurité dans des stratégies plus larges de protection de l'enfance. Impulsé des discussions interorganisations sur l'élaboration d'une stratégie régionale de surveillance et de compte rendu sur les problèmes de droits de l'homme qui se posent dans les pays limitrophes en raison du conflit qui sévit en Ouganda du Nord.
- ▶ Fait des recherches sur les conflits transfrontaliers dans les sous-régions d'Acholi, de Lango, de Teso et du Karamoja. Contribué à l'élaboration d'un rapport de recherche sur les pratiques de réconciliation interrégionales et interethniques dans les sous-régions du nord et du nord-est.
- ▶ Appuyé, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le ministère de la Condition féminine, une étude externe sur le Plan national de développement de l'Ouganda ; cette étude, qui examinait diverses questions à l'origine des problèmes de développement du pays, a notamment analysé les facteurs liés aux droits de l'homme et émis des avis sur la qualité des interventions de défense des droits proposées dans différents secteurs.
- ▶ Assuré une formation sur la protection des droits de l'homme et sur les mécanismes nationaux, internationaux et régionaux de défense de ces droits auprès de quelque 200 membres de conseils municipaux. Organisé en outre 15 sessions de formation à l'intention de responsables techniques et de représentants de l'administration des districts siégeant dans divers organes de coordination, afin de les aider à promouvoir une approche fondée sur les droits de l'homme dans les politiques et les programmes mis en œuvre dans les districts du nord et de l'est.
- ▶ Dispensé à 40 ONG et associations locales une formation sur les travaux des organes de suivi des traités et des procédures spéciales, ainsi que sur le rôle de la société civile dans l'établissement des rapports qui leur sont adressés. Cette formation comportait des modules traitant des mécanismes de la Commission africaine des droits de l'homme destinés aux ONG et aux associations locales.
- ▶ Offert, à Kampala et à Teso, des avis techniques sur la transposition de la Convention relative aux droits des personnes handicapées dans la législation nationale ; en conséquence, l'avant-projet de loi sur la santé mentale a été révisé.
- ▶ Mis en œuvre un projet pilote de renforcement des capacités à l'échelon des districts, centré sur les droits économiques, sociaux et culturels, à Kitgum ; le projet traitait de la distinction à opérer entre les « droits » et les services sociaux, du concept de « norme de prestation » et des prestations fondées sur les droits de l'homme.
- ▶ Organisé, de concert avec le Gouvernement, la Commission ougandaise des droits de l'homme (CODH) et l'UNICEF, un important atelier de deux journées sur les bonnes pratiques relatives à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités ; les ministères participant à l'élaboration de ces rapports, et des commissaires de la CODH et des ONG y ont assisté. Une publication sur la coopération de l'Ouganda avec des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme a été lancée.
- ▶ Coopéré avec la CODH, suite à l'élaboration d'un projet de loi aggravant les sanctions pénales contre l'homosexualité, pour définir une stratégie de renforcement des capacités ; cette stratégie permettra aux organisations qui représentent les personnes pénalisées par les lois actuelles ou en préparation de mieux promouvoir les droits de ces personnes et d'utiliser plus efficacement le cadre de défense des droits de l'homme pour revendiquer l'égalité dans la protection et la non-discrimination. La Haut-Commissaire a par ailleurs publié une déclaration très critique, s'élevant contre les effets discriminatoires du texte proposé.
- ▶ Prodigué des conseils techniques au secteur gouvernemental de la justice et du maintien de l'ordre public, en vue d'inclure deux questions centrées sur les victimes dans les délibérations préalables à l'élaboration d'une politique globale en matière de justice transitionnelle. Ces questions traitaient de la protection et de la participation des victimes et des témoins, ainsi que des réparations à offrir aux victimes du conflit.

## Résultats

- Des interventions directes auprès des autorités de la sous-région de Lango ont abouti à l'envoi d'un juge résident en février, suivi du déploiement d'un tribunal d'instance du deuxième degré dans le district de Dokolo. De plus, l'organisation d'une tournée de juges de la Haute Cour dans la sous-région de Lango a contribué de manière non négligeable à la réduction du nombre de personnes en détention provisoire.
- Le Gouvernement s'est engagé à créer un mécanisme permanent pour l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités.
- Grâce au plaidoyer du HCDH, la politique du Gouvernement en faveur des déplacés internes, fondée sur les droits de l'homme, a été mise en œuvre en Ouganda du Nord, moyennant la création de comités de protection des droits au niveau des districts.
- En ce qui concerne les activités de conseil juridique et politique à l'échelon national et local, les avis et l'assistance technique prodigués par le HCDH dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, des droits de l'homme et du VIH/sida, de l'invalidité et de la santé, de l'état de droit et de la justice transitionnelle, ont été pris en compte par ses partenaires.
- Les interventions directes du HCDH auprès des autorités, au sujet d'affaires concernant 60 victimes d'atteintes aux droits de l'homme ont entraîné des améliorations dans la vie des individus concernés et permis de dégager des tendances en matière de violations ; ces informations ont ensuite été utilisées pour les activités visant à promouvoir le respect des normes relatives aux droits de l'homme dans les opérations militaires.

## Défis et enseignements

- Le HCDH-Ouganda a attendu pendant longtemps la reconduction de son mandat, ce qui n'a pas été sans conséquence pour ses activités et son personnel. Les rapports thématiques qui devaient être parachevés et publiés avec la CODH ont été mis en attente et il n'a pas été possible de poursuivre l'élaboration de stratégies avec la Commission et d'autres institutions publiques. La direction du bureau a dû être confiée à des collaborateurs déployés à titre temporaire.

### Ouganda : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	1 866 857
Consultants	-	20 425
Voyages officiels	-	103 055
Services contractuels	-	57 071
Dépenses générales de fonctionnement	-	330 241
Fournitures et achats	-	179 443
Séminaires, subventions et contributions	-	295 113
Sous-total	-	2 852 205
Coûts d'appui au programme	-	370 787
<b>TOTAL</b>	-	<b>3 222 992</b>

## Bureaux et centres régionaux

### Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (Yaoundé, Cameroun)

Date d'ouverture	2001
Effectif au 31 décembre 2009	8 pers.
Dépenses en 2009	1 590 886 dollars E.-U.

Le Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie travaille avec les gouvernements, les institutions nationales des droits de l'homme, la société civile, les équipes de pays des Nations Unies et les partenaires spécialistes de la coopération pour le



Une collaboratrice se rend auprès d'une communauté de Pygmées baka, à l'est du Cameroun.



Observateurs du HCDH lors des élections présidentielles au Gabon (août 2009).

développement à l'instauration d'une culture du respect des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale. En sus du pays d'accueil, le Cameroun, le Centre s'occupe de 11 pays de la sous-région et se consacre au renforcement des capacités, au plaidoyer, à la sensibilisation, à la diffusion de documents relatifs aux droits de l'homme, en privilégiant les pays où le HCDH n'est pas présent sur le terrain. Le centre organise des ateliers, des conférences et des activités d'information sur un éventail de sujets à l'intention des parties prenantes et cherche à remédier aux principaux déficits de protection en autonomisant les acteurs nationaux et en édifant des systèmes de protection nationaux. Il gère également un programme sous-régional de bourses relatives aux droits de l'homme et à la démocratie destiné aux étudiants de troisième cycle et aux représentants d'organisations de la société civile.

## Activités

Le centre a :

- ▶ Organisé 15 séances de formation à l'intention de plus de 500 représentants de la police judiciaire camerounaise et des forces armées/forces de sécurité de la sous-région d'Afrique centrale et offert des conseils au sujet de l'intégration d'une formation sur les droits fondamentaux, l'égalité entre les sexes et l'état de droit dans le programme de l'institut de formation de la police judiciaire camerounaise.
- ▶ Soutenu des institutions nationales des droits de l'homme par une action de communication, une assistance technique et des activités conjointes, telles que l'élaboration de manuels sur les droits de l'homme pour les écoles primaires et secondaires, entreprise avec la Commission camerounaise des droits de l'homme.
- ▶ Milité pour l'égalité entre les sexes et le respect des droits des femmes, en menant des activités de formation et en participant aux groupes de travail interorganisations sur le genre des équipes de pays des Nations Unies.
- ▶ Continué à lutter contre la torture par des activités de suivi, de sensibilisation et de promotion relatives à l'application des recommandations du Rapporteur spécial sur la torture.
- ▶ Organisé au Cameroun un séminaire sous-régional sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre, avec le soutien bienvenu de l'Organisation internationale de la Francophonie ; 30 personnes originaires d'Afrique centrale, représentant des gouvernements, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations de la société civile y ont participé.
- ▶ Aidé le Gouvernement et d'autres intervenants nationaux au Cameroun, en Guinée équatoriale et en République du Congo à se préparer à l'examen périodique universel, avec le concours des équipes des Nations Unies présentes dans ces pays.
- ▶ Créé une plate-forme sous-régionale pour favoriser le partage des expériences et la diffusion de guides, l'objectif étant de faciliter la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle dans les pays touchés par des conflits. Le Centre a poursuivi ses efforts de sensibilisation aux mécanismes de justice transitionnelle en organisant une deuxième conférence régionale en partenariat avec les Gouvernements français et suisse ; cette manifestation s'est déroulée en novembre au Cameroun, en présence de 80 participants.
- ▶ Animé un atelier sous-régional sur les droits des peuples autochtones au Cameroun, pour commémorer la Journée internationale des peuples autochtones.
- ▶ Organisé la première conférence sous-régionale sur la démocratie à l'intention de dix pays d'Afrique centrale les 28, 29 et 30 octobre à Malabo (Guinée équatoriale).
- ▶ Préparé la mission entreprise par le HCDH et y a pris part, pour surveiller la situation des droits de l'homme pendant les élections présidentielles au Gabon.



## Résultats

- Les commissions nationales des droits de l'homme de la République du Congo et du Cameroun ont pris des mesures pour mieux se conformer aux Principes de Paris, après avoir reçu un appui du Centre.
- Le Centre a contribué à la ratification, par le Cameroun, du Protocole de Maputo relatif aux droits de la femme en Afrique, ainsi qu'à la signature du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, et de la Convention sur les droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.
- Plusieurs pays, et plus particulièrement la Guinée équatoriale et la République du Congo, ont intensifié leur dialogue avec les mécanismes chargés des droits de l'homme, notamment dans le cadre de l'examen périodique universel, en grande partie grâce à la coopération du Centre avec les équipes des Nations Unies présentes dans les pays de la sous-région.
- À l'issue de l'atelier sous-régional sur les droits des peuples autochtones, quatre organisations autochtones sont intervenues auprès du Gouvernement, au sujet d'un projet de loi sur les droits des peuples marginalisés.
- Les conclusions de la conférence sous-régionale sur la démocratie fournissent désormais un important point de départ pour l'élaboration d'une « feuille de route » pour la démocratie en Afrique centrale.
- La mission d'observation au Gabon a montré sans ambiguïté la valeur ajoutée que les droits de l'homme peuvent apporter aux processus électoraux.

## Défis et enseignements

- La coopération avec des organisations régionales a fourni une plate-forme pour aborder des questions communes à l'ensemble de la sous-région, notamment la justice transitionnelle et l'état de droit, avec les États membres. En outre, les partenariats stratégiques noués avec des partenaires et des donateurs déterminés ont joué un rôle capital, contribuant en grande partie à l'impact produit, ainsi qu'à la durabilité et au suivi des activités entreprises dans les pays. La désignation d'un membre de l'équipe de pays des Nations Unies comme coordonnateur des questions relatives aux droits de l'homme dans les États où le HCDH n'était pas présent s'est avérée particulièrement utile.
- La conférence sous-régionale sur la démocratie a imprimé un nouvel élan à la mission du Centre et à ses activités dans ce domaine, notamment à sa coopération avec un large éventail d'intervenants.

### Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	699 042	(1 130)
Consultants	-	5 219
Voyages officiels	37 380	67 869
Services contractuels	8 000	57 216
Dépenses générales de fonctionnement	122 205	44 716
Fournitures et achats	52 057	15 315
Séminaires, subventions et contributions	68 882	344 707
Sous-total	987 566	533 912
Coûts d'appui au programme	-	69 408
<b>TOTAL</b>	<b>987 566</b>	<b>603 320</b>

### Bureau régional pour l'Afrique de l'Est (Addis-Abeba, Éthiopie)

Date d'ouverture	2002
Effectif au 31 décembre 2009	12 pers.
Dépenses en 2009	1 045 970 dollars E.-U.

Les activités du bureau régional ont été orientées en priorité sur le pays d'accueil, l'Éthiopie, ainsi que sur la Tanzanie et Djibouti, trois pays où le HCDH n'est pas présent sur le terrain. Le bureau a également coopéré avec l'Union africaine pour renforcer sa capacité de protection et de promotion des droits de l'homme, et avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) en vue de la doter de moyens plus solides pour intégrer les droits de l'homme et œuvrer à la concrétisation du droit au développement. Le bureau se proposait également de renforcer la capacité des équipes de pays des Nations Unies présentes dans la région à mieux intégrer les droits de l'homme et d'aider les acteurs nationaux à se donner les moyens de promouvoir et de protéger ces droits.

## Activités

Le bureau régional a :

- Élaboré, en coopération avec l'Union africaine, une « feuille de route » pour la démocratie en Afrique, afin de l'examiner lors d'une réunion d'experts ;
- organisé une autre réunion d'experts sur l'amélioration de l'interaction entre l'EPU et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, en

accordant une attention accrue au droit au développement.

- ▶ Organisé une réunion régionale sur la coopération entre les Nations Unies et les institutions nationales des droits de l'homme à l'intention de 100 participants, ainsi qu'une séance d'information sur l'EPU, destinée à 30 participants provenant de pays africains anglophones.
- ▶ Coprésidé, avec l'Union africaine et la CEA, quatre comités d'une importance stratégique, chargés de coordonner le dialogue de l'Union africaine, des Nations Unies et des donateurs sur les droits de l'homme.
- ▶ Coopéré avec les équipes des Nations Unies opérant en Éthiopie, en Tanzanie et à Djibouti afin d'intégrer les droits de l'homme dans les groupes de travail compétents, de formuler des avis sur des questions spécifiques touchant aux droits de l'homme et de coordonner les mesures visant à traiter les problèmes dans ce domaine.
- ▶ Organisé un stage de formation sur la surveillance des droits de l'homme à l'intention de 40 membres de l'institution nationale des droits de l'homme et d'organisations de la société civile à Djibouti ; animé un atelier sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités à l'intention des membres du comité de coordination chargé de la préparation de ces rapports et de représentants de la société civile.
- ▶ Plaidé pour la création d'un mécanisme chargé de coordonner les processus de présentation des rapports et de mise en œuvre des recommandations des organes de suivi des traités en Tanzanie, et organisé un atelier de validation du rapport sur l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le bureau a en outre organisé un stage de formation à la surveillance du respect des droits de l'homme pour 70 membres de l'institution tanzanienne des droits de l'homme et animé un atelier consultatif en vue d'élaborer un plan d'action national en faveur des droits de l'homme.
- ▶ Prêté son concours technique à l'institution nationale des droits de l'homme en Éthiopie, moyennant l'exécution conjointe d'un projet sur l'établissement des rapports destinés aux organes de traités et à l'EPU ; dans ce cadre, trois ateliers de formation sur la préparation des rapports d'État et des rapports parallèles ont été organisés à l'intention d'une centaine de participants issus du Gouvernement et d'organisations de la société civile.
- ▶ Organisé la traduction puis la publication en trois langues locales de conventions internationales ratifiées par l'Éthiopie.
- ▶ Appuyé la mise en place d'un centre de documentation, d'une base de données et d'un site

web, au profit de l'institution nationale des droits de l'homme en Éthiopie.

- ▶ Assuré l'élaboration de manuels et l'organisation d'un atelier de « formation des formateurs », ainsi que de dix stages de formation sur les droits de l'homme et le maintien de l'ordre, au profit de 500 fonctionnaires de police de niveau intermédiaire à travers l'Éthiopie.

## Résultats

- ▶ La consultation régionale sur l'amélioration de la coopération entre les Nations Unies et les mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme en Afrique a abouti à des recommandations concrètes à l'adresse des intervenants.
- ▶ Le Comité de la CEA pour la gouvernance et la participation populaire a adopté une recommandation appelant à accorder une attention accrue aux droits de l'homme et à renforcer la coopération avec le HCDH.
- ▶ Les travaux menés ensemble sur la violence faite aux femmes et la traite des personnes, ainsi que l'organisation conjointe de la commémoration du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ont accéléré la sensibilisation à l'approche fondée sur les droits et aux activités destinées à promouvoir l'égalité entre les sexes au sein de l'Union africaine et de la CEA.
- ▶ Le Gouvernement de la Tanzanie et l'institution nationale des droits de l'homme ont approuvé une « feuille de route » relative à l'élaboration d'un plan d'action pour les droits de l'homme ; parallèlement, la capacité de l'institution en matière de surveillance des droits de l'homme a été renforcée.
- ▶ L'équipe des Nations Unies en Tanzanie a pris des mesures rapides et appropriées pour parer à des violations potentielles des droits de l'homme ; elle a également examiné l'intégration des droits de l'homme dans les programmes pertinents des Nations Unies.
- ▶ La Tanzanie a soumis quatre rapports périodiques attendus par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à la suite d'un atelier de validation organisé par le HCDH et le Gouvernement.
- ▶ Le Gouvernement de Djibouti a adopté des directives claires à l'intention du Comité chargé de coordonner le processus d'établissement des rapports destinés aux organes de traités, suivant ainsi les recommandations du HCDH. En outre, l'institution nationale des droits de l'homme à Djibouti s'est dotée d'un plan stratégique à trois ans, élaboré avec le concours technique du Haut-Commissariat. Enfin, Djibouti a adhéré au

Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant et le Parlement a adopté une loi sur l'adhésion du pays à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et à ses protocoles facultatifs.

- Le Gouvernement éthiopien a remis des rapports en souffrance, attendus par le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité contre la torture et le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que son rapport national au titre de l'EPU. Une coalition d'organisations de la société civile a présenté un document commun des parties prenantes dans le cadre de l'EPU et soumis un rapport parallèle au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

### Défis et enseignements

- L'intégration des droits de l'homme au sein des équipes de pays des Nations Unies suscite encore des difficultés, en particulier dans les pays où le HCDH n'est pas présent.
- En Éthiopie, la nouvelle loi relative aux organisations de la société civile a imposé des conditions d'agrément très restrictives à plusieurs partenaires du HCDH.
- En Éthiopie, les activités d'établissement des rapports destinés aux organes de traités ont ressenti les effets bénéfiques d'une approche commune, plus équilibrée, des Nations Unies et du Gouvernement, qui a réuni un vaste éventail d'acteurs nationaux. La participation d'intervenants extérieurs a accru la transparence.

Bureau régional pour l'Afrique de l'Est : Dépenses en 2009		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	719 557
Consultants	-	20
Voyages officiels	-	71 087
Services contractuels	-	45 600
Dépenses générales de fonctionnement	-	23 080
Fournitures et matériels	-	13 029
Séminaires, subventions et contributions	-	53 264
Sous-total	-	925 637
Coûts d'appui au programme	-	120 333
<b>TOTAL</b>	-	<b>1 045 970</b>

### Bureau régional pour l'Afrique australe (Pretoria, Afrique du Sud)

Année d'ouverture	1998
Effectif au 31 décembre 2009	3 pers.
Dépenses en 2009	614 730 dollars E.-U.

Le bureau régional offre des conseils et une assistance en matière de droits de l'homme aux gouvernements et aux membres de la société civile en Afrique du Sud, en Angola, au Botswana, aux Comores, au Lesotho, à Madagascar, au Malawi, à Maurice, au Mozambique, en Namibie, aux Seychelles, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe. Le bureau s'engage également auprès d'organisations régionales et sous-régionales, et travaille en étroite coopération avec les équipes de pays des Nations Unies afin de faciliter la prise en compte systématique des droits de l'homme dans l'ensemble des programmes de développement.

### Activités

Le bureau régional a :

- Organisé une conférence régionale sur le maintien de l'ordre et les minorités en Afrique du Sud, à l'intention de hauts fonctionnaires de police originaires de divers pays.
- Appuyé des visites de la Haut-Commissaire, qui s'est rendue en Afrique du Sud à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, célébrée pour la première fois sur le continent africain.
- Facilité les visites de détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales, à savoir celle du Rapporteur spécial sur les peuples autochtones au Botswana, celles de l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté en Afrique du Sud et en Zambie, et la mission du Rapporteur spécial sur la torture au Zimbabwe, qui a été reportée par la suite.
- Assuré des activités de formation et d'information afin de faciliter la mise en place de commissions nationales des droits de l'homme au Lesotho et aux Comores. Organisé, en coopération avec le Groupe chargé de la gouvernance démocratique au sein du Bureau pour la politique de développement et la Commission sud-africaine des droits de l'homme, une session de validation pour les institutions nationales des droits de l'homme.
- Participé à des ateliers sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et à l'EPU, pour des représentants du Gouvernement aux Comores et aux Seychelles ; sur l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans les programmes, pour les équipes des Nations Unies opérant au Botswana, aux Comores, au Swaziland et en Zambie ; sur la justice





La Haut-Commissaire Navanethem Pillay en compagnie de représentants du Gouvernement sud-africain, lors d'une manifestation publique organisée à Pretoria en 2009 pour célébrer la Journée internationale des droits de l'homme. La chanteuse sud-africaine Chaka-Chaka, également ambassadrice de bonne volonté des Nations Unies, s'y est produite.

transitionnelle en Namibie ; sur les réfugiés et les personnes déplacées au Malawi ; et sur les droits de l'homme et les entreprises transnationales ainsi que sur la lutte contre le terrorisme en Afrique du Sud.

- ▶ Facilité la participation de représentants des Comores à l'EPU. Appuyé la présentation d'un rapport par le Gouvernement de Madagascar lors de la session d'EPU de 2010.
- ▶ Participé aux activités du groupe de travail sur la protection, du groupe sur l'égalité des sexes et du groupe de la communication de l'équipe des Nations Unies en Afrique du Sud, ainsi qu'aux travaux de l'Équipe de directeurs régionaux pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est.
- ▶ Déployé, en raison de l'intensification des violences à Madagascar, deux missions dans le pays afin d'évaluer la situation des droits de l'homme et de sensibiliser les agents publics et la société civile aux droits de l'homme. Travaillé en étroite coopération avec l'équipe des Nations Unies dans le pays, prodiguant des conseils sur la justice transitionnelle, la liberté d'expression et les problèmes de droits de l'homme lors des négociations de paix menées sous l'égide de la Communauté de développement de l'Afrique australe
- ▶ Travaillé au renforcement des capacités et au traitement des problèmes de protection, en étroite coopération avec des organisations de la société civile et l'équipe des Nations Unies au Zimbabwe. Entrepris plusieurs visites à Harare pour consulter des acteurs locaux après la formation d'un Gouvernement d'unité nationale.

## Résultats

- ▶ Suite aux déploiements du HCDH à Madagascar, l'équipe de pays des Nations Unies a semblé désireuse de bénéficier des avis d'un Conseiller pour les droits de l'homme.
- ▶ À Madagascar, des juges, des avocats et des journalistes ont approfondi leur connaissance des normes et des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme.
- ▶ Suite aux prestations d'assistance technique du HCDH, les questions relatives aux droits de

l'homme ont été intégrées dans les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement aux Comores, au Swaziland, au Botswana et en Zambie.

- ▶ Le Gouvernement des Seychelles a sollicité l'aide du Haut-Commissariat en vue de soumettre un certain nombre de rapports, attendus depuis longtemps par des organes de suivi des traités.

## Défis et enseignements

- ▶ La crise politique qui a éclaté à Madagascar, de manière assez soudaine et imprévue, a exercé une ponction supplémentaire sur les ressources limitées du bureau régional au premier semestre. Pour parer à cette difficulté et pour exécuter avec efficacité son programme de travail, le bureau régional a mené ses activités de promotion et de protection des droits de l'homme en faisant fréquemment appel à des partenaires nationaux et intergouvernementaux. Des liens solides ont été noués avec des commissions nationales des droits de l'homme, des homologues gouvernementaux et des équipes de pays des Nations Unies.

Bureau régional pour l'Afrique australe : Dépenses en 2009		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	396 591
Consultants	-	1 768
Voyages officiels	-	63 218
Services contractuels	-	5 844
Dépenses générales de fonctionnement	-	28 916
Fournitures et matériels	-	11 616
Séminaires, subventions et contributions	-	36 056
Sous-total	-	544 009
Coûts d'appui au programme	-	70 721
<b>GRAND TOTAL</b>	-	<b>614 730</b>

## Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (Dakar, Sénégal)

Date d'ouverture	2007
Effectif au 31 décembre 2009	7 pers.
Dépenses en 2009	1 061 424 dollars E.-U.

Le bureau régional offre une assistance technique et des conseils aux gouvernements, aux institutions nationales de protection des droits de l'homme, aux équipes de pays des Nations Unies et aux organisations de la société civile dans le pays d'accueil, le Sénégal, ainsi que dans les pays où le HCDH n'est pas présent sur le terrain (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Ghana, Mali et Nigéria). En 2009, le bureau régional et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont resserré leur collaboration en mettant au point un cadre commun de surveillance du respect des droits de l'homme pendant les processus électoraux et en appuyant de concert la création du secrétariat du réseau sous-régional d'institutions nationales des droits de l'homme, ainsi que son programme de travail.

### Activités

Le bureau régional a :

- Organisé un séminaire sur l'EPU, à l'intention de représentants du Gouvernement, d'institutions nationales des droits de l'homme et de membres de la société civile dans les sept pays qui doivent se soumettre à l'examen entre 2009 et 2010.
- Coopéré avec une organisation non gouvernementale (ONG) sénégalaise en vue d'organiser un symposium sur l'harmonisation du code de la famille sénégalais et des obligations internationales du pays en matière de droits de l'homme.
- Contribué à l'organisation d'une réunion des ministres de la CEDEAO sur les changements climatiques, de concert avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, et recommandé d'adopter une approche fondée sur les droits de l'homme pour traiter les problèmes de protection causés par les changements climatiques.
- Organisé, dans le cadre de son partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie, deux stages de formation, l'un sur l'établissement des rapports d'État destinés aux organes de suivi des traités, l'autre sur la Convention relative à la protection des droits de tous les travailleurs migrants. Des fonctionnaires gouvernementaux, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations de la société civile originaires du Bénin, du Burkina Faso, du Cap-Vert, de Côte d'Ivoire, de Gambie, de Guinée, de Guinée-Bissau,

du Libéria, du Mali, de Mauritanie, du Niger, du Nigéria, du Sénégal, de Sierra Leone et du Togo y ont participé avec succès.

- Pris part à une séance de travail du réseau des institutions nationales des droits de l'homme d'Afrique de l'Ouest, récemment créé. Contribué à l'élaboration de la version préliminaire de son règlement intérieur et de son programme de travail pour 2010-2012.
- Offert des contributions sur des questions de fond, lors d'un important séminaire international sur les migrations, qui s'est tenu à Dakar au début du mois de novembre.
- Forgé un partenariat avec l'institut de défense des droits de l'homme d'une grande université sénégalaise et organisé des séances de formation sur l'EPU, ainsi que sur l'interdiction et l'élimination de la discrimination.
- Aidé la structure de coordination des politiques en matière de droits de l'homme du Gouvernement sénégalais à créer un centre de documentation et de recherche. Fourni une vaste gamme de documents pertinents sur les droits de l'homme.
- Soutenu le Rapporteur spécial sur les droits des migrants, la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, et le Groupe de travail sur la détention arbitraire lors de leurs visites au Sénégal.

### Résultats

- Un rapport sur la mise en conformité du Code de la famille avec les traités internationaux ratifiés par le Sénégal sera soumis aux législateurs sénégalais, en vue de prendre d'autres mesures et de procéder à un examen ultérieur en 2010.
- La déclaration des Ministres de la CEDEAO sur les droits de l'homme et les changements climatiques a servi de point de départ sous-régional à des discussions lors du sommet mondial organisé à Copenhague. Le HCDH a joué un rôle clé en encourageant les États membres de la CEDEAO à accorder davantage d'attention aux conséquences des changements climatiques sur les droits de l'homme dans la région.
- Dans toute l'Afrique de l'Ouest, les institutions nationales des droits de l'homme ont renforcé leurs capacités et approfondi leurs connaissances concernant l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités, l'EPU et l'intégration des droits de l'homme dans les programmes des écoles publiques.
- Contribué à l'élaboration de la loi régissant le réseau ouest-africain d'institutions nationales des droits de l'homme et à le faire approuver dans l'ensemble de la région.



## Défis et enseignements

- Le bureau régional ne prodigue son aide que dans les domaines où il possède un avantage concurrentiel ; néanmoins, en raison de ses ressources et de ses capacités limitées, il lui a été indispensable de nouer de solides partenariats avec des organismes des Nations Unies pour produire un impact sur le terrain. Ces partenariats seront encore renforcés en 2010.

### Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	616 149	47 803
Consultants	682	7 575
Voyages officiels	(9 132)	(93)
Services contractuels	800	18 184
Dépenses générales de fonctionnement	34 000	1 183
Fournitures et matériels	39 027	12 743
Séminaires, subventions et contributions	13 120	237 152
Sous-total	694 646	324 547
Coûts d'appui au programme	39	42 192
<b>TOTAL</b>	<b>694 685</b>	<b>366 739</b>

## Appui aux missions de paix des Nations Unies

### Bureau intégré des Nations Unies au Burundi

Date d'ouverture	1995 (2006 en tant que composante du Bureau intégré des Nations Unies au Burundi)
Effectif au 31 décembre 2009	81 pers.

Le bureau du HCDH au Burundi, ouvert en 1995, a fusionné avec le Bureau intégré des Nations Unies (BINUB) dans ce pays en 2006. La composante droits de l'homme, dénommée Division des droits de l'homme et de la justice, observe la situation des droits de l'homme, offre un appui et des conseils techniques au Gouvernement, aux institutions publiques et à la société civile et s'emploie à sensibiliser l'opinion publique, ainsi que certains groupes cibles, aux droits de l'homme. Elle est guidée dans son action par les recommandations des organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme et de l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Burundi, ainsi que par les recommandations formulées par le Conseil de sécurité au sujet de ce pays. En 2009, la Division entendait en priorité renforcer l'état de droit et l'accès à la justice, coopérer avec les forces de l'ordre pour améliorer le respect des normes relatives aux droits de l'homme, se consacrer à la justice transitionnelle, organiser des consultations sur la mise en place d'une Commission vérité et réconciliation et appuyer la création d'une institution nationale des droits de l'homme.



## Activités

La Division a :

- ▶ Observé la situation des droits de l'homme dans les 17 provinces du pays, en étroite collaboration avec ses partenaires sur place, et produit un certain nombre de rapports et d'analyses.
- ▶ Facilité des consultations nationales sur la justice transitionnelle, en travaillant dans le cadre d'un Comité directeur tripartite (Gouvernement, société civile, Nations Unies) ; organisé 22 ateliers sur la justice transitionnelle à l'intention de 1 859 participants et élaboré puis diffusé des supports de formation sur ce thème en kurundi.
- ▶ Formé 40 membres du personnel pénitentiaire aux normes essentielles en matière de droits de l'homme ; 395 juges et procureurs, ainsi que 296 clerks et greffiers, à la gestion des services des poursuites et des services des audiences ; sept infirmières et 11 travailleurs sociaux aux soins de santé mentale et à l'accompagnement psychosocial, dans le cadre d'un projet visant à améliorer l'accès des détenus aux traitements relatifs à la santé mentale ; et 22 formateurs nationaux, dont neuf femmes, aux stratégies de lutte contre la violence sexuelle. La division a également formé, directement ou par l'intermédiaire d'une organisation non gouvernementale (ONG) partenaire, 109 officiers de police judiciaire, 21 magistrats et 61 travailleurs sociaux à la problématique de la justice pour mineurs.
- ▶ Organisé trois ateliers régionaux sur la lutte contre l'impunité en rapport avec la violence sexuelle. Figuraient au nombre des participants des magistrats, des commissaires de police à l'échelon des provinces, des fonctionnaires locaux, des membres des Centres pour le développement familial, des directeurs d'hôpitaux, des journalistes et des représentants des forces vives de la nation.
- ▶ Assuré, auprès des forces de sécurité nationale, des formations régulières sur des questions en rapport avec leur travail, notamment la question de l'intégration des officiers issus de mouvements rebelles.
- ▶ Animé 48 séances hebdomadaires de sensibilisation et/ou d'éducation à divers sujets en rapport avec les droits fondamentaux et la justice, à l'intention de journalistes, de syndicalistes et de membres de la société civile, touchant environ 3 380 participants, dont plus de 1 100 femmes. Organisé dix ateliers auprès de réseaux de défense des droits de l'homme issus de la société civile, obtenant la participation de membres de groupes vulnérables spécifiques, dont des membres des communautés albinos et batwa.
- ▶ Prêté son concours technique au Gouvernement pour l'aider à s'acquitter de ses obligations,

concernant la présentation de rapports à des organes de suivi des traités et au titre du processus d'EPU.

- ▶ Appuyé les efforts déployés pour mettre en place une Commission nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris, en menant une action de sensibilisation à ces principes et en plaidant avec insistance en faveur du renforcement de la loi destinée à créer la Commission.
- ▶ Aidé le ministère des Droits de la personne humaine et du Genre à organiser une consultation nationale sur l'éducation aux droits de l'homme, ce qui a permis de regrouper les expériences dans ce domaine, précédemment dispersées. Aidé le ministère à élaborer une stratégie nationale pour systématiser l'éducation aux droits de l'homme, dans les établissements classiques et en marge des salles de classe.
- ▶ Développé très sensiblement une stratégie intégrée de lutte contre la violence sexuelle et sexiste, impliquant l'ensemble des Nations Unies, dans le contexte du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui doit bientôt être signé par le Gouvernement.

## Résultats

- ▶ Les consultations nationales sur les mécanismes de justice transitionnelle au Burundi se sont déroulées de manière satisfaisante, sans incident majeur.
- ▶ Les rapports régulièrement publiés sur les droits de l'homme et les nombreux forums organisés à des fins d'apprentissage, de dialogue et d'échange d'informations ont constitué autant de sources d'information fiables, qui ont sensibilisé la population, ainsi que certains bureaux et organismes publics, aux normes relatives aux droits fondamentaux.
- ▶ Le suivi systématique d'affaires spécifiques de violations des droits de l'homme assuré auprès des autorités compétentes au niveau national et régional, notamment dans le cadre de réunions hebdomadaires avec des fonctionnaires, a abouti à leur résolution dans un certain nombre de cas.
- ▶ La formation de juges, de procureurs, de clerks et de greffiers a manifestement amélioré le fonctionnement de la justice. Il convient néanmoins d'accorder une attention soutenue à la mise en place de solides mécanismes de suivi des responsabilités et au renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire.
- ▶ À l'issue des ateliers organisés à l'intention des réseaux locaux de défense des droits de l'homme, des membres de la société civile ont entamé un dialogue sur plusieurs problèmes de droits de l'homme avec des parlementaires et des représentants du Gouvernement.

- La formation assurée auprès des forces de sécurité nationales et de la police a aidé à sensibiliser des membres clés d'organes de l'État au droit, aux principes et aux normes dans le domaine des droits de l'homme, tout en les éclairant sur les modalités pratiques de gestion des procédures de plainte et sur les mécanismes permettant de donner suite aux violations signalées.
- La préparation des rapports requis au titre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de la Convention contre la torture et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques a considérablement progressé ; un atelier de validation impliquant des acteurs de la société civile a été organisé pour le rapport relatif à l'application de la Convention sur la torture.

### Défis et enseignements

- Dans une situation où de nombreuses décisions gouvernementales sont prises en usant d'un pouvoir discrétionnaire, la nécessité d'édifier des cadres juridiques et institutionnels efficaces, aptes à protéger adéquatement les droits de l'homme, se fait sentir. Si les activités étaient précédemment centrées sur la formation et l'aide matérielle, une approche plus stratégique permettra désormais de les compléter par un appui à l'établissement de règles, de procédures et de mécanismes de suivi des responsabilités au sein des institutions publiques et

#### Le droit à une procédure correcte

Le 3 novembre 2008, à Bujumbura, la police a perquisitionné les locaux d'un parti politique qui n'était pas agréé à l'époque, le Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), et confisqué un certain nombre de documents. Alexis Sinduhije, le chef du mouvement, a été arrêté pour atteinte à la sûreté de l'État, organisation de réunions non autorisées et outrage au chef de l'État, et emprisonné peu après. En suivant ces événements, la Division a relevé de nombreuses irrégularités dans les procédures d'arrestation, notamment le fait que les accusations portées contre Sinduhije aient changé une semaine après son incarcération. Le HCDH est intervenu avec insistance pour que le droit de Sinduhije à une procédure régulière soit respecté. En mars 2009, le chef du MSD a été acquitté en raison du manque d'éléments à charge, puis libéré. Par la suite, un juge ayant participé à la rédaction de la décision d'acquittement aurait été enlevé. Il semblerait qu'il ait continué à recevoir des menaces de mort après avoir été libéré.

de faire en sorte que les institutions qui se sont vu confier un rôle indépendant présentent toutes les garanties d'une authentique indépendance.

- La mauvaise connaissance des droits de l'homme au sein de la population burundaise est due à l'insuffisance du système d'enseignement et au peu



L'heure du déjeuner à l'Institut Saint-Kizito, au Burundi.

d'attention accordée à l'éducation aux droits de l'homme, considérée comme secondaire ; il sera indispensable de mener une réforme du système éducatif et de réviser les programmes scolaires si l'on veut favoriser l'enracinement d'une culture des droits de l'homme.

- Le Gouvernement et les Nations Unies doivent encore parvenir à un accord sur différentes questions suscitées par la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle, en particulier sur les relations entre le ministère public et la Commission vérité et réconciliation qui doit voir le jour, ainsi qu'entre cette Commission et le futur Tribunal spécial.

## Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine

Année d'ouverture	2000
Effectif au 31 décembre 2009	19 pers.

La Section chargée des droits de l'homme au sein du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) s'est attachée en 2009 à surveiller les lieux de détention, à enquêter sur les atteintes aux droits de l'homme qui étaient signalées et à mener des activités de formation et de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme, prodiguant notamment des conseils techniques à la société civile et au Gouvernement. La Section codirige le module de protection humanitaire et dirige le sous-module de formation. Elle disposait en 2009 d'un bureau principal à Bangui, complété par trois bureaux régionaux situés à Bambari, Bossangoa et Bouar.

### Activités

La Section a :

- Observé de nombreux procès au Tribunal de grande instance et suivi plus de 20 affaires jugées par le Tribunal militaire permanent.
- Continué à renforcer les capacités nationales en dispensant aux autorités locales et nationales une formation sur leur rôle en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Animé quelque 90 séances de sensibilisation et de formation à l'intention d'écoles et d'universités, d'organes gouvernementaux, de membres des forces de défense et de sécurité, d'ONG et d'acteurs de la société civile. Assuré en outre une formation sur le droit humanitaire et les droits de l'homme auprès de 20 formateurs issus du module de protection (qui réunit des acteurs onusiens comme le Haut Commissariat pour les réfugiés [HCR],

diverses unités du BINUCA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires [BCAH], ainsi que d'importantes ONG partenaires) ; de quatre contingents de la mission régionale de maintien de la paix (Mission de consolidation de la paix en Centrafrique, MICOPAX), comprenant environ 300 militaires ; de plus de 30 fonctionnaires du ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation ; et des fonctionnaires d'une trentaine d'administrations locales.

- Procédé à des vérifications et offert une aide dans 183 affaires de violences sexuelles commises contre des femmes (76) et des enfants (107). La plupart de ces violences avaient été perpétrées par des éléments armés, notamment des membres de groupes rebelles et des bandits.
- Cherché à sensibiliser l'opinion aux droits de la femme dans le cadre des 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste, une campagne annuelle organisée en partenariat avec des acteurs de la société civile et les forces vives du pays.
- Offert des conseils juridiques au sujet de la loi sur le Conseil supérieur de la magistrature, de la loi sur la Haute Cour de justice, de la loi sur la réglementation du travail, du code électoral, du code pénal, du code de procédure pénale et du code de justice militaire. Formulé des avis juridiques en rapport avec la ratification de la Convention 169 de l'OIT sur les peuples indigènes et tribaux.

### Résultats

- Un groupe de femmes occupant des postes de responsabilité, dénommé G23, récemment créé, aide à préparer les femmes à participer aux affaires publiques et à accéder aux fonctions politiques, notamment dans le cadre des prochaines élections.
- Avec l'appui de la Section, un décret interministériel rendant obligatoire la formation de tous les membres des forces de défense et de sécurité aux droits de l'homme a été adopté.
- Plusieurs lois ayant une incidence directe sur les droits de l'homme, comme le code pénal et le code de procédure pénale, ont été adoptées en 2009. Plusieurs dispositions de ces nouveaux textes introduisent des améliorations qui rendent l'administration de la justice en République centrafricaine conforme aux principes et aux normes en matière de droits de l'homme.
- La Convention 169 de l'OIT sur les peuples indigènes et tribaux a été ratifiée en décembre par l'Assemblée nationale.
- La Plate-forme des ONG nationales des droits de l'homme, une coalition d'ONG et d'acteurs de la société civile, a été institutionnalisée avec le soutien du HCDH, qui a notamment organisé des



formations mensuelles et diffusé des documents. Cette coalition a doté la société civile locale de moyens plus solides pour surveiller la situation des droits de l'homme.

### Défis et enseignements

- La réforme du secteur de la sécurité continue à poser un problème structurel en République centrafricaine et la question du suivi des responsabilités au sein des forces de défense et de sécurité demeure très épineuse. La section a poursuivi ses efforts dans ce domaine en cherchant à favoriser l'épanouissement d'une culture des droits de l'homme au sein des forces armées, notamment par des formations et des campagnes de sensibilisation.
- Le traitement de la violence sexuelle et sexiste demeure difficile à bien des égards. Citons notamment l'opprobre social associé aux affaires de viol et les pratiques culturelles et traditionnelles dominantes, qui empêchent les victimes de parler de ces agressions et de les signaler. La crainte des représailles que pourraient exercer les auteurs ou leur famille, en particulier dans les villages, et l'attitude des autorités nationales, qui ne peuvent ou ne veulent pas traduire les agresseurs en justice, ont également un effet négatif sur l'action dans ce domaine. Ces difficultés ont entravé les efforts déployés pour s'attaquer au problème et favorisé un cycle d'impunité, s'agissant des violences sexuelles et sexistes.
- L'accès à la justice dans les régions où les institutions judiciaires ne fonctionnent pas normalement continue à poser un grave problème. Certaines communautés ont fréquemment recours à des moyens violents et extra-judiciaires pour régler leurs différends. Ces affaires soulignent la nécessité de coopérer étroitement avec les fonctionnaires de police, les autorités judiciaires, les dirigeants des communautés et leurs membres afin de veiller à ce que les mécanismes coutumiers et informels de règlement des litiges respectent les normes relatives aux droits de l'homme et la légalité.

### Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad

Date de création	2008
Effectif au 31 décembre 2009	31 pers.

La composante droits de l'homme de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) contribue à la surveillance, à la promotion et à la défense des droits de l'homme, en accordant une attention particulière aux violences sexuelles et sexistes ; soutient les efforts visant à mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants par les forces et groupes armés ;



Résidents d'un camp de réfugiés au Tchad.

recommande aux autorités des mesures appropriées pour lutter contre l'impunité ; et mène des activités de formation aux droits de l'homme ou d'une autre nature afin de renforcer les capacités du Gouvernement et de la société civile. En 2009, la Section des droits de l'homme a renforcé son implantation à l'est du pays en ouvrant un bureau à Guéréda, en complément des quatre bureaux situés à Abéché, Goz Beïda, Farchana et Iriba et de son bureau de liaison de N'Djamena.

### Activités

La Section a :

- Prodigué une aide technique au ministère tchadien des Droits de l'homme et de la Promotion des libertés afin de faciliter l'organisation d'un Forum national sur les droits de l'homme et l'élaboration d'un Plan national de défense et de promotion des droits de l'homme.
- Rendu systématiquement compte de la situation des droits de l'homme à l'est du Tchad au travers de rapports quotidiens, hebdomadaires et mensuels ; de contributions aux rapports du Secrétaire général

sur la situation au Tchad ; de documents horizontaux – notes ou rapports – sur les enfants et les conflits armés ; et de rapports spécifiques.

- ▶ Participé aux travaux de l'équipe spéciale de surveillance et d'information sur les enfants et les conflits armés au Tchad, créée en application de la résolution 1612 du Conseil de sécurité. Pris part à des missions de vérification sur le recrutement et l'utilisation d'enfants par les forces et groupes armés, en collaboration avec le Gouvernement, des missions diplomatiques et des organismes des Nations Unies.
- ▶ Organisé des activités afin de diffuser la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres textes clés auprès des réfugiés, des déplacés internes, des communautés d'accueil, des chefs traditionnels et communautaires, ainsi que des autorités administratives et locales.
- ▶ Entrepris quelque 200 visites dans des sites qui accueillaient des déplacés internes, des camps de réfugiés et des villages à l'est du Tchad, afin d'observer la situation générale des droits de l'homme et d'enquêter sur des violations ou des atteintes aux droits de l'homme. Achievé plus de 90 enquêtes centrées sur la protection des femmes et des enfants.
- ▶ Effectué plus de 250 visites dans des établissements pénitentiaires et des centres de détention à l'est du Tchad afin d'observer les conditions d'incarcération, le traitement réservé aux détenus et le respect du droit à un procès équitable.
- ▶ Facilité deux visites du Ministre des droits de l'homme et de la promotion des libertés à l'est du Tchad, afin d'attirer l'attention du Gouvernement sur la situation des droits de l'homme.
- ▶ Apporté un soutien technique aux délégués régionaux du ministère des Droits de l'homme.
- ▶ Animé plus de 55 sessions de renforcement des capacités et ateliers sur les droits de l'homme auprès d'organisations de la société civile, d'agents des forces de l'ordre, des pouvoirs publics et des autorités traditionnelles, ainsi que 40 séances de renforcement des capacités sur site à l'intention du Détachement Intégré de Sécurité, ou DIS (bataillon composé de membres de la police et de la gendarmerie tchadiennes, formé par la police des Nations Unies ; il est chargé de maintenir l'ordre dans les camps de réfugiés ainsi que dans les sites de déplacés internes et d'aider à sécuriser les activités humanitaires à l'est du Tchad). Monté une petite bibliothèque sur les droits de l'homme à l'intention du personnel du DIS en poste à Farchana ; les officiers peuvent ainsi consulter des ouvrages de référence dans ce domaine.
- ▶ Publié, en collaboration avec la Police des Nations Unies et l'UNICEF, une version intégrale de la Convention relative aux droits de l'enfant et diffusé la publication auprès du DIS.

## Résultats

- ▶ Le premier forum régional sur les droits de l'homme a été organisé en octobre à Abéché, avec le concours de la Section des droits de l'homme ; il a réuni plus de 60 personnes, parmi lesquelles se trouvaient des représentants des autorités locales, des acteurs de la société civile, des autorités religieuses et des chefs traditionnels, des représentantes d'associations de femmes et des jeunes. Les participants ont diagnostiqué les problèmes de droits de l'homme dans les régions situées au nord et à l'est du Tchad, ont convenu des méthodes à employer pour y remédier et ont préparé des recommandations qui seront soumises pour examen au Forum national des droits de l'homme.
- ▶ La surveillance des violations et des atteintes aux droits de l'homme a été intensifiée dans les camps de réfugiés, les sites de déplacés internes et les villages environnants, de sorte que plus de 399 affaires de violations ou d'atteintes aux droits de l'homme ont été recensées. Les interventions menées auprès des autorités tchadiennes ont suscité davantage de réactions de leur part, notamment en ce qui concerne les arrestations arbitraires, les placements en détention et les violences sexuelles et sexistes.
- ▶ Trois clubs des droits de l'homme ont été constitués avec l'appui du HCDH à Abéché et à Iriba, ce qui a permis à des élèves de l'enseignement secondaire de débattre de problèmes de droits de l'homme et d'organiser des activités de promotion. La connaissance de la problématique des droits de l'homme et du dispositif international visant à les défendre s'est ainsi améliorée chez les jeunes.
- ▶ Un collectif d'ONG, le Cercle des ONG, a été créé à Abéché avec le soutien du HCDH et a favorisé une amélioration des contacts, des échanges d'informations et des consultations au sujet de problèmes de droits de l'homme entre les différentes ONG présentes au Tchad oriental.
- ▶ Suite au dialogue noué par la Section des droits de l'homme de la MINURCAT avec les autorités compétentes, le Gouvernement a lancé des campagnes de vérification et de sensibilisation afin de traiter la question du recrutement d'enfants dans divers sites militaires du Tchad.

## Défis et enseignement

- ▶ L'insécurité et les contraintes d'ordre logistique continuent à entraver la surveillance régulière des camps de réfugiés et des sites qui accueillent des déplacés internes à l'est du Tchad. Les équipes déployées sur le terrain ne peuvent entreprendre de missions à l'extérieur de leur bureau sans escorte et l'ouverture d'antennes à Koukou et à Bahai a été reportée à 2010 en raison de retards logistiques au sein de la MINURCAT.

- ▶ Il est difficile de lutter contre les mariages forcés et précoces, et, dans une certaine mesure, contre les viols, du fait des discriminations dont les femmes sont victimes et qui sont imputables à des normes culturelles et à des traditions profondément ancrées.
- ▶ Les élections de 2010 offriront à la population tchadienne une occasion importante d'exercer ses droits civils et politiques. Cependant, le scrutin pourrait également donner lieu à des atteintes aux droits de l'homme ; il est donc indispensable que le HCDH soit présent sur l'ensemble du territoire à l'approche des élections, afin de surveiller la situation, de rendre compte des violations des droits de l'homme et de les prévenir.

## Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI)

Date de création	2004
Effectif au 31 décembre 2009	53 pers.

Travaillant par l'intermédiaire de la Division des droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, le HCDH surveille la situation des droits de l'homme et aide à enquêter sur les violations, en accordant une attention particulière à la violence à l'encontre des femmes et des enfants. Le Haut-Commissariat mène également des activités de conseil et de renforcement des capacités auprès du Gouvernement, des institutions publiques et de la société civile, en informant régulièrement le Comité des sanctions du Conseil de sécurité concernant la Côte d'Ivoire des derniers développements et en offrant conseils et appui à l'équipe des Nations Unies dans le pays. La Division des droits de l'homme conduit ses opérations à partir de son siège, situé à Abidjan, et de neuf bureaux extérieurs.

### Activités

La Division a :

- ▶ Enquêté sur des centaines de violations présumées des droits de l'homme, dont des viols, des mutilations génitales féminines et des activités de traite des êtres humains ayant pour finalité le travail des enfants ou la prostitution.
- ▶ Aidé le ministère de l'Éducation nationale à renforcer l'éducation aux droits de l'homme, notamment dans le cadre de réunions mensuelles avec les membres du Comité national d'éducation aux droits de l'homme. Les représentants du ministère ont bénéficié de formations et de supports d'information sur l'élaboration de programmes d'enseignement des droits de l'homme dans les écoles primaires et secondaires.
- ▶ Aidé à créer 50 clubs des droits de l'homme dans des écoles et collèges et dispensé des formations, ainsi que d'autres formes d'assistance, aux 200 clubs existants.
- ▶ Prodigué au ministère de la Justice et des droits de l'homme des conseils techniques sur l'élaboration d'un programme de coopération technique, qui servira de fondement aux activités de promotion et de protection des droits de l'homme pendant la période 2009-2013.
- ▶ Organisé 21 ateliers et cours de remise à niveau sur les droits de l'homme à l'intention de 1 124 membres du personnel militaire, de police et judiciaire (340 femmes et 784 hommes). L'accent a été mis sur les droits de la femme et de l'enfant, ainsi que sur le respect des droits fondamentaux dans le contexte des élections.
- ▶ Organisé 30 séminaires, conférences et ateliers sur les droits de la femme et de l'enfant, ainsi que sur les droits fondamentaux, en particulier dans le contexte des élections ; 3 950 représentants de l'administration locale, d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations de la société civile (soit 1 535 femmes et 2 415 hommes) y ont participé dans 18 régions.
- ▶ Organisé une campagne de trois mois, en partenariat avec le ministère des Droits de l'homme et de la Justice et des organisations de la société civile, pour célébrer la Journée internationale des droits de l'homme avec, en point d'orgue des festivités, une cérémonie nationale à Bondoukou et des célébrations régionales dans neuf localités. Quelque 7 000 élèves, représentants d'ONG, chefs traditionnels et religieux, représentants officiels de l'État, diplomates et membres de la population ont assisté à ces manifestations.
- ▶ Distribué 4 250 brochures et plaquettes sur le thème de la non-discrimination pour sensibiliser la population à la problématique des droits de l'homme. Organisé six séances d'information sur les droits de l'homme à l'intention des médias et du corps diplomatique, et produit puis diffusé à la télévision deux brefs documentaires sur le même sujet.
- ▶ Offert des conseils et une aide à des membres de l'équipe de pays des Nations Unies et au Gouvernement lors de la préparation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et du Document de stratégie de réduction de la pauvreté relatifs à la période 2009-2013.
- ▶ Aidé des partenaires locaux à exécuter cinq projets à impact rapide, portant notamment sur la construction d'une école primaire à Tomba (nord-ouest de la Côte d'Ivoire) et sur l'organisation d'activités génératrices de revenus au profit de femmes rurales à Boli (centre de la Côte d'Ivoire).





Camp de déplacés internes à Kibati, au Nord-Kivu (République démocratique du Congo).

## Résultats

- ▶ Les droits de l'homme seront enseignés au début de l'année 2011 dans tous les établissements (collèges et écoles) publics et privés de Côte d'Ivoire, suivant un programme élaboré avec l'assistance du HCDH en 2009.
- ▶ Une culture des droits de l'homme prend racine dans l'ensemble du pays, en particulier dans les régions rurales, avec une multiplication des clubs de droits de l'homme dans les écoles et des cellules de droits de l'homme dans les villages. La vaste gamme de stratégies et de méthodes employées, tirant parti de l'expérience et des aspirations quotidiennes de groupes cibles, a fortement sensibilisé la population. En particulier, un « jardin des droits de l'homme » aménagé à Bondoukou est devenu une grande attraction pour les résidents de la commune et des environs.
- ▶ L'adoption du Programme gouvernemental de coopération technique pour la période 2009-2013 a posé les bases d'une action durable de promotion et de défense des droits de l'homme et d'une stratégie de désengagement de la mission de paix des Nations Unies dans ce domaine.
- ▶ L'accent mis sur les femmes et les enfants lors des activités de plaidoyer, de sensibilisation et de renforcement des capacités a attiré l'attention sur les violences sexuelles et sexistes et sur la nécessité de mieux protéger les droits de l'enfant.

## Défis et enseignements

- ▶ L'instabilité politique et les reports successifs des élections présidentielles perpétuent un climat de tension, d'antagonismes et d'incertitude au sujet de l'avenir, ce qui nuit à la pleine jouissance des droits de l'homme et empêche de les placer au centre des programmes et des activités gouvernementales.

- ▶ L'impunité continue à poser un problème important : la plupart des auteurs de délits et de graves violations des droits de l'homme ne sont pas inquiétés, ce qui entretient la défiance à l'égard des personnes qui défendent les droits de l'homme et qui se chargent de les faire respecter.
- ▶ L'enthousiasme de la population pour les droits de l'homme croît, de même que la volonté des Ivoiriens de participer activement aux efforts de promotion et de protection des droits de l'homme lorsque les stratégies sont adaptées à la culture et aux conditions locales.

## Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo

Année d'ouverture	1996 (en tant que bureau autonome) et 2008 (intégration avec la Division des droits de l'homme du DOMP)
Effectif au 31 décembre 2009	129 pers.

Le Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo (BDH) réunit la Division des droits de l'homme de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et le HCDH. En vertu de son large mandat, le bureau mène à la fois une action de protection, axée notamment sur la surveillance, les enquêtes et l'établissement de rapports, et des activités de coopération technique destinées à aider le Gouvernement et les autres parties prenantes à contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'homme. Le BDH a défini cinq domaines d'intervention prioritaires : exécutions sommaires et

arbitraires ; torture/décès pendant la détention ; arrestations arbitraires et détentions illégales ; violation des droits économiques / pose illégale de mines ; lutte contre l'impunité relative aux violences sexuelles.

## Activités

Le Bureau a :

- ▶ Mené des activités de surveillance, d'enquête et de collecte d'informations sur les atteintes aux droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire à travers le pays et assuré le suivi d'affaires individuelles avec les autorités compétentes.
- ▶ Diffusé quatre rapports publics sur les violations des droits de l'homme perpétrées dans les régions du Haut-Uélé et du Bas-Uélé, dans la Province-Orientale, ainsi qu'à Goma, Kanyabayonga et Kiwanja, au Nord-Kivu, ainsi que sur le procès en appel des assassins présumés du journaliste Serge Maheshe. En mars, la Haut-Commissaire a présenté un rapport sur la situation des droits de l'homme dans le pays au Conseil des droits de l'homme.
- ▶ Participé aux activités de la Cellule d'intervention rapide et d'alerte précoce, des Équipes mixtes de protection et des Équipes mixtes d'investigation de la MONUC, en accordant une attention particulière à l'est du pays.
- ▶ Organisé des ateliers de formation aux droits de l'homme pour un large éventail de partenaires, dont les forces de sécurité, les Assemblées nationale et provinciales, les institutions judiciaires, civiles et militaires, et la société civile. Formé, entre autres, des juges civils et militaires de Mbuji-Mayi à la lutte contre l'impunité ; le personnel de la prison centrale de Kinshasa sur les normes applicables en matière de droits de l'homme dans les centres de détention ; et le personnel pénitentiaire à Kinshasa sur les garanties contre la torture et la mort en détention.
- ▶ Organisé un atelier pour revoir la loi portant création de la Commission nationale des droits de l'homme, en présence de quatre sénateurs, six députés et des représentants de 12 ONG.
- ▶ Offert un appui technique au Ministère des droits de l'homme et au Comité interministériel des droits de l'homme, composé de collaborateurs des ministères du Genre, de la Fonction publique, du Travail, de la Justice et des Droits de l'homme.
- ▶ Aidé le Comité interministériel à rédiger les rapports dus au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention contre la torture et de l'EPU. Dispensé une formation sur l'EPU et appuyé des consultations au sujet du rapport relatif à l'EPU et du Plan national de promotion et de protection des droits de l'homme.
- ▶ En tant que chef de file des activités relatives au volet « lutte contre l'impunité » de la Stratégie

globale de lutte contre les violences sexuelles en République démocratique du Congo, mise au point par les Nations Unies, le HCDH a coordonné les activités destinées à lutter contre les violences sexuelles à l'échelon national, régional et provincial. Dans le cadre des projets du Haut-Commissariat contre les violences sexuelles, des victimes de viols et d'autres formes de violence ont reçu une assistance juridique. Des ONG ont bénéficié d'une formation et d'un appui à cette fin.

- ▶ Facilité les visites de la Rapporteuse spéciale sur les défenseurs des droits de l'homme et du Rapporteur spécial sur les exécutions extra-judiciaires.
- ▶ Une équipe composée de 33 membres du personnel a été déployée à travers le pays afin de faire l'inventaire des violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises en République démocratique du Congo entre mars 1993 et juin 2003 ; l'équipe était chargée, dans le même temps, d'évaluer les capacités au sein du système judiciaire national et de formuler une série de propositions pour aider le Gouvernement et la société civile à définir des mécanismes de justice transitionnelle aptes à remédier aux séquelles de ces violations. Le rapport relatif à ce travail d'inventaire devrait être présenté en 2010.

## Résultats

- ▶ Dans le cadre de divers projets destinés à lutter contre l'impunité relative aux violences sexuelles, le bureau a aidé à améliorer l'accès des victimes à la justice et à doter les acteurs judiciaires et les organisations de la société civile de moyens plus solides pour assurer leur protection.
- ▶ Suite aux interventions de différents acteurs, dont le BDH et le HCDH, le Conseil de sécurité a fait figurer



Femmes assises à l'extérieur de leur dortoir, au centre de transit de l'ONG Heal Africa. Situé à Goma, en République démocratique du Congo, ce centre accueille des femmes victimes de violences sexuelles.



un nombre croissant de dispositions relatives aux droits de l'homme dans ses dernières résolutions. Le Conseil a notamment réaffirmé que l'appui de l'ONU à l'armée congolaise supposait : le respect par l'armée du droit international relatif aux droits de l'homme et aux réfugiés, ainsi que du droit international humanitaire ; une planification commune des Nations Unies et du Gouvernement pour assurer la protection des civils pendant ces opérations ; et des mécanismes pour prendre des mesures spécifiques en cas de soupçons sur d'éventuelles violations.

- ▶ Le système des Nations Unies en République démocratique du Congo a adopté une Politique de protection des civils ; le HCDH a activement participé à la rédaction de ce texte.
- ▶ En novembre, le Gouvernement a fait un pas en avant en lançant sa Stratégie nationale de lutte contre la violence sexuelle, élaborée avec le concours du BDH. Celle-ci sera mise en œuvre avec l'appui du système des Nations Unies.

### Défis et enseignements

- ▶ La lutte contre l'impunité représente toujours le défi le plus important, en ce qui concerne la protection des droits de l'homme en République démocratique du Congo. Bien que le Président ait adopté une politique de « tolérance zéro » à l'égard des responsables de violations des droits de l'homme au sein des forces de sécurité congolaises, à ce jour, aucun officier supérieur n'a été poursuivi ou condamné pour des atteintes graves aux droits de l'homme. À cet égard, la publication du rapport de synthèse sur les exactions les plus graves perpétrées en République démocratique du Congo entre mars 1993 et juin 2003, sera un instrument efficace et constructif ; utilisé à bon escient, le rapport devrait contribuer à la lutte contre l'impunité et relancer avec plus de vigueur les débats sur la justice transitionnelle.
- ▶ L'adoption des textes de loi relatifs aux droits de l'homme progresse avec lenteur. En l'occurrence, la loi portant création de la Commission nationale des droits de l'homme, adoptée par le Sénat et soumise à l'Assemblée nationale en juin 2008, n'a toujours pas été examinée par cette dernière.
- ▶ À la suite de la résolution 1856 du Conseil de sécurité, qui a chargé la MONUC d'« assurer la protection des civils », de « coordonner ses opérations avec les brigades intégrées [des forces armées] ... et d'appuyer les opérations menées par celles-ci et ayant fait l'objet d'une planification conjointe », la nécessité se fait toujours sentir d'intégrer les droits de l'homme dans l'appui aux opérations des forces armées et d'assurer le respect du principe qui consiste à « ne pas nuire ».

## Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

Date de création	1999
Effectif au 31 décembre 2009	2 pers.

Le HCDH soutient la Section des droits de l'homme du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BANUGBIS) depuis 1999. Ce soutien s'est accru, tout comme le nombre de spécialistes des droits de l'homme déployés dans le pays, lorsque le Bureau a été transformé en mission intégrée (BINUGBIS) le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### Activités

La Section a :

- ▶ Organisé une série de formations à l'intention de 45 fonctionnaires de police à Bissau et à Gabu, ainsi que trois ateliers destinés à des associations de femmes et aux autorités compétentes, afin de faciliter la préparation du rapport destiné au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- ▶ Entrepris des visites dans six centres de détention afin d'observer les conditions carcérales et le respect des garanties légales, puis assuré un suivi en menant des activités de plaidoyer.
- ▶ Conseillé les autorités locales sur l'intégration de la dimension des droits de l'homme dans le processus de réforme du secteur de la sécurité, ainsi que dans la lutte contre le trafic de drogue et la traite des personnes.
- ▶ Coopéré avec l'équipe de pays des Nations Unies pour intégrer les droits de l'homme dans toutes les activités, et en particulier pour aider les autorités à créer une institution nationale de protection des droits de l'homme.

### Résultats

- ▶ Suite aux conseils techniques prodigués aux autorités et à la société civile, et à des efforts de promotion, l'Institution nationale des droits de l'homme a été officiellement créée par décret ministériel en 2009. L'Institution aura besoin d'une aide ultérieure pour entamer ses travaux et s'acquitter de sa mission dans le respect des Principes de Paris.
- ▶ Grâce aux conseils et à l'assistance de la Section des droits de l'homme, la Guinée-Bissau a pu soumettre, en août, son premier rapport au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.



## Défis et enseignements

- Les efforts déployés pour renforcer la capacité des institutions publiques, notamment de la nouvelle Institution nationale des droits de l'homme, ont été importants, tout comme l'engagement de l'État dans ce domaine. Toutefois, si l'on veut remédier aux déficits en matière de connaissances et de compétences, il faut que la communauté internationale y consacre des moyens financiers et humains plus importants. En 2010, l'accent sera davantage mis sur les activités de renforcement des capacités, du fait de la mise en place du BINUGBIS et de la présence d'un plus grand nombre de spécialistes des droits de l'homme, dotés d'un mandat renforcé.

## Mission des Nations Unies au Libéria

Date de création	2003
Effectif au 31 décembre 2009	39 pers.

La Section chargée des droits de l'homme et de la protection au sein de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) surveille la situation des droits de l'homme et présente des rapports publics à ce sujet, mène des activités de sensibilisation auprès de la population et œuvre à la mise en place d'institutions nationales, ainsi qu'à leur renforcement. En 2009, la section s'est employée à favoriser l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans les programmes et les budgets des Nations Unies et du Gouvernement, tout en insistant davantage sur le renforcement des compétences et des connaissances nationales afin d'assurer la constitution et le maintien de capacités durables de défense des droits de l'homme. L'élaboration d'un Plan national d'action pour les droits de l'homme ; les droits économiques, sociaux et culturels ; les droits des personnes handicapées ; la formation législative, et le secteur de la sécurité ont constitué ses principales priorités.

## Activités

La Section a :

- Apporté un soutien technique, notamment au travers de conseils et de formations, au Gouvernement et à la société civile pour faciliter la création officielle d'un Comité directeur pour le Plan d'action en faveur des droits de l'homme, subdivisé en différents sous-comités chargés de rédiger le Plan d'action du Libéria, d'organiser et d'assurer la collecte des données, de sensibiliser l'opinion publique et de préparer l'EPU.
- Offert au ministère du Travail des conseils sur l'élaboration d'une enquête relative à la population active, intégrant une approche fondée sur les droits de l'homme ; et aidé les autorités nationales à incorporer des éléments relatifs aux droits fondamentaux, notamment ceux des personnes handicapées, dans l'ensemble du Questionnaire unifié des indicateurs de développement.
- Formé 45 partenaires nationaux et onusiens à l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme lors de l'établissement de leurs budgets.
- Organisé un atelier sur les entreprises et les droits de l'homme à l'intention d'intervenants issus du secteur public et du secteur privé ; assuré au titre du suivi un appui technique comportant cinq sessions de trois heures sur l'intégration des normes et des pratiques relatives aux droits de l'homme, à l'intention de la Commission nationale des investissements, et offert dans le même temps un soutien au Forum libérien sur la responsabilité des entreprises.
- Apporté un appui technique à des organisations nationales issues de la société civile, afin de faciliter l'organisation de trois consultations régionales avec les parties prenantes au sujet des droits des personnes handicapées ; ces consultations ont attiré plus de 100 participants, représentant les 15 comtés du pays.
- Prodigué des conseils techniques et exécuté divers projets de sensibilisation et de renforcement des capacités dans les 15 comtés du Libéria. Les agents déployés sur le terrain ont continué à soutenir les clubs des droits de l'homme, de plus en plus autonomes ; on compte au moins deux clubs par comté.
- Animé, de concert avec l'organisation non gouvernementale (ONG) Journalistes pour les droits humains, six ateliers de renforcement des capacités, traitant des reportages et de la sensibilisation aux droits de l'homme au sein des communautés marginalisées, à l'intention de journalistes travaillant dans des zones rurales. Participé à un atelier de quatre jours sur le rôle des médias dans le renforcement du respect des droits de l'homme, organisé par l'Union de la presse libérienne.
- Dispensé un accompagnement, sous forme de mentorat, à quatre ONG de défense des droits de l'homme, afin de les former aux techniques de surveillance, de plaidoyer et d'établissement de rapports, ainsi que de conception, d'exécution et d'évaluation des projets.
- Assuré une formation auprès des instructeurs chargés des droits de l'homme au sein de la Police nationale et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation. Dans ce cadre, la Section a organisé un atelier de deux jours sur les évaluations et une formation sur le maintien de l'ordre et le respect des droits fondamentaux à l'École de police. Un atelier de formation des formateurs d'une durée de cinq jours a en outre été assuré auprès du personnel des forces armées.

- Prodigué un appui technique au sujet des aspects relatifs aux droits fondamentaux du Programme commun des Nations Unies contre la violence sexuelle et sexiste et soumis, grâce à des activités de surveillance sur le terrain, des rapports sur les 15 comtés afin d'assurer une évaluation continue des déficits de protection et de l'impact du programme.

## Résultats

- Une structure nationale a été mise en place et se chargera d'élaborer et de mettre en œuvre le projet de Plan d'action national en faveur des droits de l'homme, des mécanismes nationaux de collecte de données sur les droits de l'homme et les indicateurs appropriés, des initiatives destinées à sensibiliser la population et à susciter sa participation, ainsi que les rapports destinés à l'EPU et aux organes de suivi des traités.
- L'institutionnalisation de la formation des forces de l'ordre aux droits de l'homme a été accélérée, grâce à des sessions de suivi sur la planification de la mise en œuvre et de la formation organisées à l'intention des instructeurs des services de police et d'immigration et à des sessions de formation de base auprès des forces armées.
- Les partenaires du HCDH au sein du Gouvernement national et du secteur privé ont pris l'initiative d'élaborer des projets sur les droits de l'homme et les entreprises et de créer le Forum sur la responsabilité des entreprises.
- Avec l'appui de la Section des droits de l'homme et de la protection, les organisations de la société civile se sont progressivement responsabilisées à travers le pays pour mettre au point et exécuter des activités dans le cadre de la Journée des droits de l'homme et des 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste.

## Défis et enseignements

- La réduction imminente des effectifs de la MINUL est le signe des progrès récemment accomplis dans la consolidation de la paix au Libéria et dans le traitement d'une série de problèmes profonds. Cependant, le retrait partiel des Nations Unies rend d'autant plus indispensable le renforcement de la capacité de défense des droits de l'homme des institutions libériennes. Dans ce contexte, les retards pris dans la mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme sont particulièrement inquiétants. L'an prochain, la Section des droits de l'homme et de la protection consacrera une attention déterminante à cette question, en insistant pour la création d'une institution des droits de l'homme dans le respect des Principes de Paris.



Une femme et son enfant dans un hôpital public de Makeni, en Sierra Leone.

## Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone

Date de création	1998
Effectif au 31 décembre 2009	13 pers.

Le HCDH est engagé en Sierra Leone depuis 1998, où il a participé aux missions successives des Nations Unies, dont la mission actuellement menée par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL). Au sein du BINUCSIL, la Section des droits de l'homme et de l'état de droit entretient un dialogue sur la problématique des droits de l'homme avec le Gouvernement et des acteurs non étatiques et s'emploie à intégrer les droits de l'homme dans les programmes de différents organismes des Nations Unies. En 2009, la Section s'est attachée en priorité à promouvoir des réformes politiques et législatives auprès du Gouvernement et à prodiguer des conseils à cet égard, à renforcer les capacités de la Commission des droits de l'homme et à soutenir l'action d'associations locales de défense des droits de l'homme.

## Activités

La Section a

- Surveillé la situation des droits de l'homme en collaboration avec la société civile et la Commission des droits de l'homme, en accordant une attention particulière à la santé, à l'éducation, au travail des enfants, à la violence sexuelle et sexiste, aux prisons et aux autres structures de détention, aux tribunaux locaux, et aux droits de la femme et de l'enfant. La Section a également eu des échanges avec les autorités compétentes à différents niveaux, en vue

de traiter les problèmes décelés lors de ses activités de surveillance.

- ▶ Observé des procès jugés par des tribunaux locaux dans l'ensemble du pays en collaboration avec des représentants de l'État, notamment des présidents de tribunaux. Un rapport synthétisant les informations recueillies devrait être achevé au premier trimestre 2010.
- ▶ Assuré une formation sur la surveillance et l'établissement de rapports au sujet de la situation des droits de l'homme, ainsi que sur l'égalité des sexes, à 190 représentants de la société civile, au travers d'ateliers organisés à Freetown et dans les districts de Kambia, Koinadugu, Kailahun, Bonthe et Pujehun.
- ▶ Formé 150 membres de l'administration pénitentiaire aux normes minimales concernant les conditions de détention et la prise en compte des droits de l'homme dans la gestion des prisons, dans le cadre d'ateliers organisés à Freetown, Tonkolili, Makeni et Mattru Jong.
- ▶ Animé le module droits de l'homme d'un vaste programme de formation assuré par la Police des Nations Unies dans les quatre régions de Makeni, Bo, Kenema et Freetown.
- ▶ Organisé, de concert avec le PNUD, un atelier de formation sur les droits fondamentaux, l'égalité des sexes et l'accès à la justice, à l'intention de 30 députés.
- ▶ Procuré des ordinateurs, assuré la rémunération du personnel administratif et fourni d'autres formes d'appui logistique au secrétariat chargé des rapports destinés aux organes de traités au sein du ministère des Affaires étrangères. Offert des conseils et d'autres formes d'assistance technique au ministère dans le cadre de la préparation du document de base commun qui doit être soumis aux organes de traités.
- ▶ Conseillé et aidé la Commission des droits de l'homme afin de préparer un plan stratégique triennal et coordonné des réunions de donateurs afin de mobiliser les fonds nécessaires à son exécution.
- ▶ Exécuté des programmes de sensibilisation sur des problèmes thématiques, en collaboration avec la Commission des droits de l'homme et la société civile ; des émissions de radio d'une durée de trente heures ont notamment été produites et des campagnes de sensibilisation menées dans des écoles, des prisons et des villages.
- ▶ Préparé, en collaboration avec des organismes onusiens et des partenaires nationaux, un plan stratégique national de promotion de l'égalité des sexes et un plan national d'action pour mettre en œuvre les résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité.

## Résultats

- ▶ La Commission des droits de l'homme a adopté un plan stratégique triennal et le document de programme correspondant. En 2009, la Commission a également publié son deuxième bilan annuel sur la situation des droits de l'homme.
- ▶ Le Gouvernement a lancé un programme d'indemnisation et constitué le Fonds pour les victimes de guerre. L'inscription des bénéficiaires a été menée à terme et les victimes de guerre les plus vulnérables ont commencé à recevoir une aide. Au total, 29 733 personnes ont été inscrites comme victimes dans le pays.
- ▶ La famille des Nations Unies a, dans sa stratégie unifiée pour la Sierra Leone, ou « Vision commune », envisagé les droits de l'homme comme une question intersectorielle et indiqué que tous les organismes onusiens devraient adopter une approche fondée sur les droits de l'homme. Elle a également consacré l'un des 21 programmes que l'ONU doit exécuter en Sierra Leone pendant la période 2009-2012 à la défense des droits de l'homme.
- ▶ À l'occasion d'un programme de formation, la Commission parlementaire des droits de l'homme a approuvé un Plan d'action destiné à promouvoir et à défendre ces droits.
- ▶ À l'issue de campagnes massives de sensibilisation aux droits de la femme et de l'enfant, les chefs traditionnels de cinq chefferies du district de Bombali ont accepté de cesser de soumettre les jeunes filles de moins de 18 ans aux rituels d'initiation de la société Bondo.
- ▶ Un plan stratégique national a été élaboré pour promouvoir les droits de la femme et la version préliminaire d'un plan d'action, relatif à la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité, achevée.

## Défis et enseignements

- ▶ L'application des lois destinées à promouvoir et à protéger les droits de la femme et de l'enfant demeure très insuffisante. Par exemple, la violence conjugale est un véritable fléau mais seules quelques rares affaires sont portées devant les tribunaux au titre de la loi sur les violences conjugales.
- ▶ Les défaillances du système judiciaire, associées à un accès limité à la justice, ont favorisé une culture de l'impunité. Il y a peu d'exemples de poursuites engagées contre les auteurs de crimes ou de délits graves.
- ▶ L'admission forcée dans des sociétés secrètes, accompagnée de rituels d'initiation, les mutilations génitales pratiquées sur des mineures,



l'augmentation des viols, qui touchent principalement des enfants, et les mariages précoces et forcés, continuent à poser de graves problèmes.

- La Commission des droits de l'homme est confrontée à des difficultés financières qui entravent la bonne exécution de la plupart de ses activités. Il est nécessaire de renforcer la capacité des bureaux régionaux de la Commission afin d'accroître sa présence au niveau local.
- La Commission de révision constitutionnelle avait soumis en 2008 un rapport sur les amendements à apporter à différentes dispositions de la Constitution. Ce rapport est jusqu'à présent resté lettre morte et la Constitution contient toujours des dispositions discriminatoires.

#### Renforcement de l'obligation de rendre compte au sein des forces de police

Une fonctionnaire de police qui avait agressé une femme de 50 ans à Makeni, dans le district de Bombali, a dû répondre de ses actes devant la Police sierra-léonaise, suite à l'intervention conjuguée d'un spécialiste des droits de l'homme des Nations Unies et du Comité de défense des droits de l'homme de Bombali. Selon les informations communiquées au bureau extérieur des droits de l'homme, une fonctionnaire de police de la chefferie de Bombali Sebor, qui relève du Tribunal local de Makeni, a procédé à l'arrestation de la femme, Kadiatu Kargbo. Lors de l'arrestation, la fonctionnaire et un civil ont malmené la femme, qui s'est retrouvée à moitié nue et avec une dent cassée.

Dans un premier temps, le secrétaire provincial et le président du tribunal local ont soutenu la fonctionnaire de police et reproché publiquement aux militants des droits de l'homme d'être intervenus. Le secrétaire provincial a convoqué une réunion sur cette question avec les membres du Comité des droits de l'homme de Bombali et en a profité pour intimider le président. En dépit de ces difficultés, le spécialiste des droits de l'homme a facilité l'examen médical de la victime, ainsi que son traitement, et invité la police à enquêter sur l'affaire. Il a également fait remonter le dossier jusqu'au Comité de sécurité du district, persuadant la police d'accélérer l'ouverture de l'enquête. Les policiers ont par la suite achevé leurs investigations et soumis un dossier, pour avis, au Conseil d'État. Plus tard, la fonctionnaire de police a présenté ses excuses à la victime et l'a dédommée ; elle a également fait l'objet d'une action disciplinaire pour faute professionnelle grave, exécutée par l'antenne de police où elle travaillait.

## Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie

Date de création	2008
Effectif au 31 décembre 2009	4 pers.

La Section des droits de l'homme s'attache en priorité à intégrer les droits de l'homme dans le processus de paix de Djibouti, à consolider les capacités du Gouvernement fédéral de transition et d'autres autorités, à contribuer à la création de forces de sécurité respectueuses des droits de l'homme, à s'attaquer à l'impunité, à renforcer la surveillance et l'établissement de rapports, et à susciter une prise de conscience des droits de l'homme. Le mandat de surveillance, de compte rendu et de coopération technique confié au Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie dans le domaine des droits de l'homme résulte de décisions du Conseil des droits de l'homme, ainsi que du Conseil de sécurité.

### Activités

La section a :

- Organisé des missions sur le terrain au Somaliland et au Puntland, afin d'intensifier le dialogue avec les autorités et la société civile et de recueillir des informations. Entrepris plusieurs visites dans le camp de réfugiés de Dadaab, au Kenya, où sont accueillis de très nombreux réfugiés somaliens.
- Participé à des consultations de planification dans la région, afin d'assurer l'intégration des droits de l'homme dans le processus de paix de Djibouti.
- Travaillé avec le Gouvernement fédéral de transition et d'autres autorités à la définition d'un cadre régissant la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme.
- Organisé deux ateliers sur la lutte contre l'impunité à l'intention de représentants de la société civile, du Gouvernement fédéral de transition et des députés ; évalué la faisabilité d'une phase préliminaire de collecte d'informations, en vue de recenser les atteintes aux droits de l'homme perpétrées dans le passé.
- Contribué au processus de rédaction de la Constitution, au travers de sa participation à des mécanismes de coordination.
- Offert un appui, tant administratif que technique, aux missions de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Somalie, ainsi qu'au Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.
- Imprimé et diffusé la Déclaration universelle des droits de l'homme en somali.



Jeunes somaliens assistant à un cours dans un camp de réfugiés en Éthiopie.

## Résultats

- Le Gouvernement fédéral de transition, qui a pris ses fonctions en mars, semble s'intéresser davantage à la défense des droits de l'homme, comme le montrent la nomination d'une coordonnatrice des activités relatives aux droits de l'homme au niveau ministériel et la participation de cette dernière au Conseil des droits de l'homme en octobre. C'était la première fois depuis plus de 20 ans qu'une délégation somalienne était conduite par un ministre.
- Le dialogue a été renforcé avec le Gouvernement et avec une portion plus représentative de la société civile somalienne, ce qui aidera à orienter les activités de programmation à l'avenir et servira de point de départ à une future collaboration.

## Défis et enseignements

- Les restrictions d'accès au territoire somalien ont gravement limité le développement de l'action en faveur des droits de l'homme, notamment la surveillance. Les partenaires locaux ne peuvent mener d'activités de surveillance approfondies car ils s'exposent à des représailles ; les vérifications s'avèrent extrêmement difficiles. C'est en particulier le cas au sud et au centre du pays, où la situation sécuritaire et humanitaire s'est considérablement dégradée en 2009. La faiblesse des capacités institutionnelles nécessite des interventions soutenues, lesquelles sont entravées par les problèmes de logistique et de sécurité. Il y a néanmoins de nombreuses possibilités de développer encore le travail, à condition de mener des activités concrètes, avec des moyens humains suffisants et dans des délais qui tiennent compte des contraintes.

## Mission des Nations Unies au Soudan

Date de création	2005
Effectif au 31 décembre 2009	62 pers.

Le HCDH est représenté au Soudan par les sections chargées des droits de l'homme au sein de deux missions de maintien de la paix de l'ONU : la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) et l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD). Dans la résolution 1590 (2005), le Conseil de sécurité a chargé la Section des droits de l'homme de la MINUS d'aider à l'application de l'Accord de paix global, qui a mis un terme à plus de 20 années de conflit entre le Gouvernement et le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS) dans le sud du pays. La Section des droits de l'homme de la MINUS surveille la situation des droits de l'homme et publie des rapports à ce sujet ; en 2009, elle a notamment enquêté sur des attaques perpétrées par l'Armée de libération du Seigneur contre des civils au Soudan du Sud. La Section contribue aux déclarations et aux autres efforts de communication de la Haut-Commissaire et des mécanismes des procédures spéciales, appuie les visites des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales et mène un éventail d'activités de renforcement des capacités à l'intention des représentants des pouvoirs publics, des parlementaires, des étudiants, de la société civile et d'autres partenaires clés.

## Activités

La Section a :

- Surveillé la situation des droits de l'homme à travers le pays en menant 1 794 missions d'observation, en lançant des enquêtes sur des violations présumées



des droits de l'homme présentant un caractère de grande gravité, en publiant environ 150 rapports ordinaires et en préconisant, le cas échéant, des réparations ainsi que le respect des normes relatives aux droits de l'homme. L'action a été orientée en priorité sur les domaines suivants : arrestations et détentions arbitraires ; intimidation des sympathisants des partis d'opposition et des défenseurs des droits de l'homme ; expulsions et démolition de logements pour permettre la construction d'ouvrages d'infrastructure ; allégations relatives à des violences et agressions sexuelles commises par les membres des forces de sécurité nationales et d'autres groupes armés ; fonctionnement de la justice, dont déroulement des procès et conditions de détention.

- ▶ Préparé et présenté un rapport public sur les attaques lancées contre des civils par l'Armée de résistance du Seigneur au Soudan du Sud, en s'appuyant sur les conclusions des activités de surveillance de la MINUS. Le rapport attestait les atrocités commises par ladite Armée et présentait des recommandations concrètes sur les mesures à prendre pour consolider les mécanismes de protection et d'établissement des responsabilités, à l'intention du Gouvernement du Soudan et d'acteurs clés.
- ▶ Distribué, en vue de sensibiliser l'opinion publique, 28 750 supports promotionnels et éducatifs, dont des affiches, des T-shirts et des publications sur les

droits de l'homme, à ses partenaires ; diffusé des émissions de radio sur le traitement des problèmes de droits de l'homme dans les zones de transition et au Soudan du Sud. Organisé des manifestations dans le cadre de la Journée internationale des droits de l'homme, de la Journée internationale des personnes handicapées et des 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste. Donné des conférences sur des sujets fondamentaux en rapport avec les droits de l'homme à des étudiants.

- ▶ Organisé, dans l'ensemble du pays, 57 ateliers et activités de formation centrés sur les principaux domaines d'intérêt, comme l'administration de la justice, la violence à l'égard des femmes, les droits civils et politiques, et le rôle des institutions nationales des droits de l'homme. Ces formations ont été assurées avec le concours des autorités nationales, de parlementaires, d'organisations de la société civile, d'étudiants, de membres des forces de sécurité, de personnalités des milieux judiciaires et d'autres partenaires clés.
- ▶ Offert un appui technique et logistique à la Commission sud-soudanaise des droits de l'homme et organisé, au Soudan du Nord, six ateliers sur les normes internationales relatives à la création d'institutions nationales conformes aux Principes de Paris, à l'intention de représentants d'organisations de la société civile



Des déplacés internes arrivent au camp de Zamzam, au Darfour (Soudan).



## Résultats

- ▶ La publication de bulletins mensuels a contribué à sensibiliser l'opinion aux affaires de violations des droits de l'homme et aux situations préoccupantes, tout en attirant l'attention sur les évolutions positives et sur les activités de renforcement des capacités menées à travers le pays. Ces bulletins ont fait l'objet d'une ample diffusion auprès des homologues gouvernementaux et d'autres intervenants.
- ▶ L'appui apporté à la Commission sud-soudanaise des droits de l'homme a contribué à l'élargissement de son mandat et facilité son action dans sept États du Soudan du Sud. Au Soudan du Nord, les ateliers de sensibilisation aux normes internationales applicables aux institutions nationales des droits de l'homme ont accru l'intérêt des groupes de la société civile pour le processus de sélection et de nomination des commissaires et les ont incités à y participer.
- ▶ Plusieurs personnes détenues illégalement à travers le pays ont été libérées suite aux interventions de la Section auprès des magistrats et des procureurs et grâce aussi à l'appui de détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales.
- ▶ Les activités de plaidoyer, de conseil et de sensibilisation ont influé sur le contenu de plusieurs projets de loi relatifs aux droits de l'homme, notamment la loi relative à la Commission sud-soudanaise des droits de l'homme.

## Défis et enseignements

- ▶ L'impossibilité d'accéder aux prisons du Soudan du Nord et l'accès limité aux structures de détention de l'Armée populaire de libération au Soudan du Sud ont empêché la Section de mener une action efficace de surveillance et de plaidoyer au sujet de préoccupations récurrentes dans le domaine des droits de l'homme, comme les arrestations et les détentions arbitraires, les longues périodes de détention au secret, ainsi que les mauvais traitements et les tortures infligées pendant l'incarcération.
- ▶ En dépit de la mise en place du Forum sur les droits de l'homme, qui offre un cadre propice à un dialogue ouvert et constructif avec le Gouvernement d'unité nationale, il est toujours très difficile d'avoir des échanges sur plusieurs problèmes fondamentaux touchant aux droits de l'homme – notamment les condamnations à mort prononcées par des tribunaux qui n'observent pas les normes internationales relatives au droit à un procès équitable, et les exécutions qui s'ensuivent.

## Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour

Année de création	2008
Effectif au 31 décembre 2009	85 pers.

L'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) a été mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 2008, en application de la résolution 1769 du Conseil de sécurité. La MINUAD doit, aux termes de son mandat, contribuer aux efforts visant à protéger et à promouvoir les droits de l'homme au Darfour, en prêtant une attention particulière aux groupes vulnérables et à la protection des civils, tout en aidant à la mise en œuvre de l'Accord de paix pour le Darfour et de tout accord ultérieur. Le HCDH a continué à appuyer la composante droits de l'homme de la MINUAD, qui est chargée de mener des activités de surveillance, d'investigation, d'établissement de rapports, de protection, de renforcement des institutions et des capacités ainsi que de plaider dans le domaine des droits de l'homme. La Section soutient les missions des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales et a notamment facilité la visite du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan en mai. Les 85 collaborateurs de la Section sont déployés au Darfour-Nord, au Darfour-Sud, au Darfour-Ouest et à Khartoum.

## Activités

La Section a :

- ▶ Entrepris 245 missions sur le terrain pour observer la situation des droits de l'homme au Darfour et publié 37 rapports de synthèse hebdomadaires. Le travail a été orienté en priorité sur les questions suivantes : exécutions illégales, attaques contre des civils, violences à l'encontre des femmes, tortures et autres traitements inhumains ou dégradants, arrestations et détentions arbitraires, harcèlement de déplacés internes, et violations relatives à l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Publié en janvier les conclusions d'une enquête sur une opération de police menée en août 2008 dans le camp de déplacés de Kahma, au Darfour-Sud, opération qui avait fait 33 morts et au moins 108 blessés chez les civils.
- ▶ Contribué à huit rapports du Secrétaire général sur le Darfour, destinés au Conseil de sécurité ; au rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité sur les droits de la femme ; et au rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés, présenté en application de la résolution 1612 du Conseil de sécurité.



Un atelier sur la violence sexuelle et sexiste, organisé par la Section des droits de l'homme de la MINUAD au camp de déplacés internes d'Abou Shouk (Soudan).

- ▶ Entrepris des activités de renforcement des capacités auprès des institutions publiques, parmi lesquelles des ateliers sur la planification stratégique, la conception de projets et l'établissement de rapports à l'intention des Comités d'État chargés de lutter contre la violence à l'égard des femmes au Darfour ; mis en place des stages de formation sur les droits fondamentaux, les violences sexistes et l'accompagnement psychosocial en cas de viol pour des enquêteurs de la police au Darfour-Nord et au Darfour-Sud ; et une formation sur les droits de l'homme et les normes en matière de gestion des prisons à l'intention de 66 membres du personnel pénitentiaire au Darfour-Nord.
- ▶ Organisé des ateliers de formation et de sensibilisation pour renforcer les capacités des organisations de la société civile, notamment un atelier de formation à l'aide juridique à l'intention d'avocats au Darfour-Nord et au Darfour-Sud ; trois ateliers de formation à la justice transitionnelle pour le personnel de la Commission nationale d'indemnisation et du Centre pour la paix au Darfour-Nord ; un atelier sur la justice transitionnelle à l'intention d'organisations de la société civile opérant à Nyala, au Darfour-Sud ; et enfin quatre ateliers sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, centrés plus particulièrement sur le respect des droits dans le contexte des élections, pour des organisations de la société civile intervenant dans les trois États du Darfour.
- ▶ Organisé des programmes de sensibilisation et des manifestations publiques dans le cadre de la Journée des droits de l'homme et des 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste, distribuant notamment des supports éducatifs et promotionnels, des publications sur les droits de l'homme, des affiches et des T-shirts.

- ▶ Participé à un atelier d'experts organisé par le Médiateur en chef conjoint UA-ONU pour le Darfour pour débattre des modalités et du contenu de la participation de la société civile au processus de paix au Darfour.

## Résultats

- ▶ Les activités de plaidoyer et d'autres interventions ont influé sur la rédaction de textes de loi essentiels, dont la loi sur la procédure pénale, la loi électorale et la loi sur la Commission nationale des droits de l'homme.
- ▶ Au Darfour, les Comités d'État chargés de lutter contre la violence à l'égard des femmes ont bénéficié de l'assistance technique de la Section des droits de l'homme, notamment d'une aide pour rédiger et mettre en œuvre des plans de travail.
- ▶ La participation des spécialistes des droits de l'homme de la MINUAD à l'atelier d'experts de Doha sur le Darfour a contribué à la mise en place d'un groupe consultatif parallèle dans le processus de médiation relatif au Darfour, ce qui a permis d'inclure la société civile darfourienne dans les négociations de paix et favorisé sa participation active aux pourparlers.
- ▶ En avril, la Section a lancé, de concert avec la Commission consultative soudanaise sur les droits de l'homme, le Forum pour les droits de l'homme au Darfour-Ouest. Le Forum offre un cadre pour discuter de manière constructive et transparente des problèmes et des évolutions en matière de droits de l'homme. Le Forum pour le Darfour-Ouest a adopté à l'unanimité la création de trois sous-groupes chargés des droits de l'homme dans les trois États du Darfour, afin de renforcer la participation locale au Forum. Les sous-groupes devraient également faciliter des échanges directs entre les acteurs locaux et les autorités et institutions nationales, en vue de traiter efficacement les problèmes en matière de droits de l'homme et de recommander des mesures correctives.
- ▶ Au titre du suivi des ateliers sur la justice transitionnelle, facilités par le HCDH, les participants ont formé un réseau afin de coordonner les activités de mobilisation, de sensibilisation et de formation dans ce domaine au Darfour-Ouest.

## Défis et enseignements

- ▶ La situation sécuritaire au Darfour, qui reste très instable et imprévisible, a limité les mouvements des spécialistes des droits de l'homme et entravé leurs activités régulières d'observation et d'investigation sur les incidents. La phase IV du plan de sécurité des Nations Unies est restée activée sur la totalité du territoire du Darfour, à l'exception des

grandes villes où la phase de sécurité a été abaissée au niveau III. La plupart des villages isolés demeurent inaccessibles par la route et les transports aériens sont limités, en raison du manque d'avions.

- Le déploiement de spécialistes des droits de l'homme dans des avant-postes militaires, prévu dans le mandat de la MINUAD, n'a pas pu commencer, faute de logements et d'équipements de communication.
- La décision de la Cour pénale internationale d'émettre un mandat d'arrêt contre le Président soudanais a eu des conséquences sur les activités de surveillance et de compte rendu relatives aux droits de l'homme. La Section n'a pas été en mesure d'organiser, comme prévu, des consultations sur la justice transitionnelle avec des déplacés internes et a été contrainte de suspendre d'autres ateliers planifiés après l'annonce de cette décision en mars. Le Gouvernement a décidé d'expulser 13 ONG internationales du pays et de mettre fin aux opérations de trois ONG nationales, ce qui a créé un immense déficit de protection. Des déplacés internes, des collaborateurs nationaux des Nations Unies et des humanitaires soupçonnés d'entretenir des relations avec des groupes armés, ou considérés comme favorables à la décision de la Cour pénale, ont été pris pour cibles et arrêtés.
- La coopération avec la Commission consultative soudanaise sur les droits de l'homme, principal partenaire gouvernemental, a été plus difficile. La mise en œuvre de projets financés par des donateurs a été retardée car la Commission refusait de donner son feu vert à certaines activités.
- L'exécution des activités de renforcement des capacités a elle aussi été retardée à maintes reprises, en raison des restrictions imposées par les autorités soudanaise, qui ont limité les déplacements et le travail des consultants ainsi que du personnel du HCDH.



Distribution d'eau à Tora, au Darfour-Nord.

## Conseillers pour les droits de l'homme auprès des bureaux et des équipes de pays des Nations Unies

### Région des Grands Lacs (Bujumbura, Burundi)

Année de création	2009
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

En conjonction avec les équipes des Nations Unies déployées dans les pays de la région, le conseiller régional du HCDH pour les droits de l'homme aide le Secrétariat de la Conférence internationale à élaborer un programme de coopération et d'assistance technique qui doit permettre aux États membres d'honorer les engagements qu'ils ont contractés au titre du Pacte de Nairobi. Le conseiller soutient également la mise en place d'entités clés, destinées à renforcer la capacité de surveillance et d'intervention de la Conférence dans le domaine des droits de l'homme, comme le Centre régional pour la gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme et l'éducation civique, et l'Observatoire régional des droits de l'homme. Les États membres s'acquittent des obligations contractées en vertu du Pacte de Nairobi à travers un mécanisme désigné de coordination nationale, que le conseiller régional et les équipes de pays des Nations Unies s'emploient à renforcer.

### Activités

Le conseiller a :

- Facilité la coopération entre les mécanismes de coordination nationaux et les équipes de pays, notamment en organisant des réunions entre ces interlocuteurs afin de débattre de la mise en œuvre des protocoles et des projets de la Conférence sur la violence sexuelle, les droits des populations qui regagnent leur localité ou leur pays d'origine, l'instruction civique et la sécurité alimentaire au Burundi ; et en travaillant sur la législation et sur les politiques nationales de lutte contre la violence sexuelle et de protection des droits des déplacés internes en République centrafricaine, en collaboration avec la Section des droits de l'homme de la mission des Nations Unies dans ce pays.
- Encouragé l'intégration des droits de l'homme dans la planification stratégique de la Conférence internationale lors du séminaire de cette dernière en avril. Formé des coordonnateurs nationaux originaires de 11 pays et le personnel de la Conférence internationale à l'approche fondée sur les droits de l'homme lors d'un atelier de planification organisé à Bangui en octobre.



- ▶ Préparé, de concert avec le Secrétariat de la Conférence internationale, l'inauguration du Centre pour la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme à l'occasion du Sommet présidentiel de Lusaka en août.
  - ▶ Mené, en coopération avec le HCR, une vaste étude afin de recenser les apatrides présents au Burundi. Les résultats de ce travail ont été examinés lors d'un atelier régional, qui s'est tenu en septembre à Nairobi. L'étude a permis d'attirer l'attention sur la nécessité de fournir des pièces nationales d'identité aux membres de la communauté batwa, de sorte qu'ils puissent exercer leurs droits civiques et politiques et bénéficier des services publics.
  - ▶ Dispensé une formation spécifique sur les droits de l'homme, le secteur de la sécurité et le rôle des Parlements à 40 députés de la région des Grands Lacs ; la formation, organisée à la requête de l'Union interparlementaire, s'est déroulée à Nairobi en septembre. Le conseiller régional a également assuré, en juin, une formation sur les aspects « droits de l'homme » de l'observation électorale à l'intention d'une équipe d'observateurs en République du Congo et participé à l'élaboration d'un document de réflexion pour de futures élections.
  - ▶ Préparé une proposition de financement relative à la mise en œuvre du volet droits de l'homme du Pacte de Nairobi, présentée lors de la table ronde des donateurs de la Conférence internationale en novembre. Tous les grands donateurs de la région ont assisté à cette table ronde.
  - ▶ Encouragé la coopération de la Conférence internationale et des organismes des Nations Unies luttant contre la violence sexuelle dans la région, au travers de l'équipe régionale interinstitutions sur la violence sexiste à Nairobi. Grâce à ces relations de coopération, la Conférence internationale est parvenue à obtenir l'appui des organismes onusiens pour mettre en œuvre ses programmes dans la région.
  - ▶ Organisé, en coopération avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, le BCAH, le HCR et la Conférence internationale, un atelier régional sur la transposition du protocole régional relatif aux droits des déplacés internes dans les législations nationales et sur sa mise en œuvre. Des délégations des 11 États membres de la Conférence ont participé à l'atelier, qui a eu lieu à Nairobi en juin.
- qui intègre l'Observatoire régional des droits de l'homme, a été inauguré en août à Lusaka, lors du Sommet présidentiel de la Conférence internationale. Il s'agit du premier projet de la Conférence internationale financé par les États membres ; ceci a incité d'autres partenaires à appuyer l'action de la Conférence.
- ▶ À la suite de l'atelier consacré à la transposition et à l'application du Protocole régional relatif aux droits des déplacés internes, la région des Grands Lacs a été la première région au monde à élaborer des directives juridiquement contraignantes sur les droits des déplacés internes, au travers du Pacte de Nairobi.
  - ▶ Les informations communiquées par le conseiller régional et le HCR au sujet de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire dans les pays de la région ont été utilisées pour remédier à l'expulsion d'étrangers en Tanzanie et au Burundi. Ces interventions ont été menées de concert avec la Conférence internationale et le bureau du HCDH au Burundi.
  - ▶ Le réseau de la Conférence internationale pour les droits de l'homme, qui réunit des experts gouvernementaux, des ONG, des institutions nationales des droits de l'homme et des organismes des Nations Unies a été reconstitué à l'issue de l'action menée par le conseiller régional.
  - ▶ La Conférence internationale a noué des liens avec l'Équipe régionale interinstitutions sur la violence sexuelle dans la région à Nairobi. L'Équipe s'est chargée de recenser toutes les activités entreprises par des institutions des Nations Unies pour lutter contre la violence sexuelle dans la région et grâce à ce travail, la Conférence internationale a été en mesure de déceler les insuffisances dans l'intervention et d'évaluer l'apport des Nations Unies.

## Défis et enseignements

- ▶ La collaboration au sein du HCDH et avec les présences du Haut-Commissariat dans la région a été fructueuse dans certains secteurs et demeure difficile dans d'autres. Les relations de travail étroites qui ont été établies avec des équipes de surveillance du HCDH dans la région (Burundi, République démocratique du Congo, République centrafricaine) ont joué un rôle important, puisqu'elles ont permis au conseiller d'accomplir un travail d'alerte rapide et de contribuer à des débats politiques. De même, de bonnes relations de travail ont été nouées avec l'équipe du Représentant du Secrétaire général pour les droits des personnes déplacées dans leur propre pays. L'appui à la transposition des protocoles régionaux sur la violence sexuelle, sur l'exploitation des ressources

## Résultats

- ▶ À l'issue des efforts de communication du HCDH et de ses activités de coopération technique, le Centre pour la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme dans la région des Grands Lacs,

naturelles et sur les droits économiques, sociaux et culturels, dans la législation des États membres de la Conférence internationale nécessitera une coordination ultérieure avec les groupes compétents au sein du HCDH.

## Guinée

Année de création	2008
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

Conformément au mandat du HCDH, le spécialiste des droits de l'homme détaché en Guinée dispense à l'équipe de pays des Nations Unies et au coordonnateur résident des conseils sur des problèmes de droits de l'homme et sur les mesures qui permettraient d'y remédier. En outre, en 2009, des séances de sensibilisation et de formation ont été organisées à l'intention des autorités, de défenseurs des droits de l'homme, d'associations de femmes, de juristes, de membres des forces de sécurité et d'autres intervenants. Le conseiller a également sensibilisé les autorités et l'opinion publique à la mise en place d'une commission nationale indépendante de protection des droits de l'homme, ainsi qu'à la nécessité de rendre la justice et de lutter contre l'impunité.

## Activités

Le HCDH a :

- ▶ Organisé dix ateliers consacrés à l'établissement de rapports, à la collecte d'informations et aux enquêtes sur les violations des droits de l'homme, à la mise en place d'une commission nationale indépendante des droits de l'homme, à l'EPU et à l'approche fondée sur les droits de l'homme, au bénéfice de 500 participants. Parmi ceux-ci figuraient des membres d'ONG de défense des droits de l'homme, des enseignants, des avocats, des membres du personnel des ministères et des administrations locales, des journalistes, des collaborateurs des Nations Unies, des membres des forces de sécurité, des associations de femmes et des organisations de jeunes. Les ateliers se sont déroulés à Conakry, ainsi que dans sept gouvernorats.
- ▶ Constitué des comités de défense des droits de l'homme dans les sept gouvernorats que compte la Guinée.
- ▶ Participé à l'organisation de cinq débats sur les droits de l'homme, diffusés par des stations de radio locales, principalement dans des régions rurales. Lors de ces émissions, des responsables potentiels de violations des droits de l'homme étaient confrontés à des victimes possibles et à d'éventuels enquêteurs. L'objectif était d'encourager le dialogue et la communication entre ces groupes, ainsi qu'une

vision commune de la problématique des droits de l'homme.

- ▶ Contribué à la mise en place de sept bibliothèques sur les droits de l'homme dans des gouvernorats situés à l'extérieur de Conakry et fourni des documents à la bibliothèque des Nations Unies en Guinée, afin de donner la possibilité aux Guinéens, de même qu'au personnel de l'ONU, d'accéder à des informations pertinentes sur les normes et mécanismes de protection des droits de l'homme.
- ▶ Encouragé la participation de 300 représentants d'ONG de défense des droits de l'homme et d'institutions judiciaires à des stages de formation, des conférences et d'autres activités en rapport avec les droits de l'homme dans la sous-région. Ces personnes ont en majorité participé à des activités organisées par le bureau régional du HCDH à Dakar.

## Résultats

- ▶ Les séminaires traitant des enquêtes, de la collecte d'informations et de l'établissement de rapports sur les violations des droits de l'homme ont aidé les ONG de défense des droits à prendre promptement des mesures lorsque les événements de septembre 2009 se sont produits.
- ▶ Un projet de texte de loi et une disposition traitant spécifiquement de la création d'une commission indépendante des droits de l'homme ont été soutenus et présentés pour examen dans le cadre de la révision de la Constitution.
- ▶ Sept bibliothèques/centres de documentation sur les droits de l'homme ont été créés à travers le pays à la suite des conseils dispensés par le spécialiste du HCDH. En outre, des publications sur les droits de l'homme ont été proposées au public dans quatre centres d'information de proximité (Kindia, Labé, Nzérékoré et Conakry) du PNUD et dans les bibliothèques municipales de Nzérékoré, Kissidougou, Labé, Faranah, Boké et Mamou.
- ▶ Les comités des droits de l'homme formés dans les huit gouvernorats avec l'appui du conseiller ont aidé à diffuser des informations sur les droits de l'homme au sein des communautés au travers de réunions, d'émissions de radio et de séminaires organisés régulièrement.

## Défis et enseignements

- ▶ La protection et la promotion des droits de l'homme sont particulièrement difficiles dans un pays soumis à un régime militaire. Dans un tel contexte, il importe de renforcer les effectifs du HCDH, tout comme ceux des organisations de la société civile, pour mener une action plus vigoureuse de protection et de sensibilisation dans le domaine des droits de l'homme.

## Kenya

Année de création	2008
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

Un conseiller pour des droits de l'homme a été déployé en 2008, suite à une requête de l'équipe des Nations Unies au Kenya, qui souhaitait renforcer sa capacité d'analyse de la situation des droits de l'homme. En 2009, le conseiller s'est principalement attaché à renforcer la capacité des Nations Unies en matière de droits de l'homme ; à offrir, par l'intermédiaire du coordonnateur résident, un appui fondamental et technique au Gouvernement, à la Commission nationale des droits de l'homme et à la société civile sur l'établissement des responsabilités et la lutte contre l'impunité; et à faciliter la coopération avec les mécanismes des droits de l'homme, conformément aux obligations internationales du pays.

### Activités

Le conseiller a :

- ▶ Prodigé des conseils stratégiques sur des problèmes de justice transitionnelle au coordonnateur résident et à l'équipe de pays, notamment en soumettant régulièrement des avis écrits et des notes d'information sur les conséquences de mesures gouvernementales sensibles et d'autres développements en rapport avec les exécutions sommaires, les travaux de la Cour pénale internationale, la constitution de tribunaux locaux spéciaux, le bon fonctionnement de la Commission vérité, justice et réconciliation et la protection des témoins.
- ▶ Appuyé la mission, en février, du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.
- ▶ Organisé neuf ateliers à l'intention de 340 participants dans six régions du Kenya afin de traiter de l'approche fondée sur les droits de l'homme, ainsi que de la justice transitionnelle. Une attention particulière a été accordée à la protection des défenseurs des droits de l'homme, des témoins et des victimes. Ces ateliers ont été organisés en partenariat avec d'autres institutions onusiennes, des organisations locales et internationales issues de la société civile, des organes de presse, la Commission kényane des droits de l'homme et des entités gouvernementales.
- ▶ Organisé deux débats sur les droits de l'homme et la justice transitionnelle, lesquels ont réuni 56 représentants d'ONG ainsi que la Commission kényane des droits de l'homme. Organisé en outre deux séances d'information, auxquelles ont participé 50 journalistes et rédacteurs en chef, l'une



Kenyanes d'ethnie somalie dans le campement de Dela, au nord du Kenya.

sur la Cour pénale internationale et l'autre sur le Tribunal spécial qui pourrait être constitué.

- ▶ Animé quatre séances d'information et ateliers à l'intention du ministère de la Justice, de la Commission nationale des droits de l'homme et des agents de réconciliation communautaire de l'Organisation internationale pour les migrations pour aborder diverses questions, dont la mise en œuvre des recommandations des organes de suivi des traités, les liens entre les droits de l'homme, la paix et la réconciliation, l'approche fondée sur les droits de l'homme et le processus d'EPU.
- ▶ Organisé huit réunions mensuelles du groupe de travail des Nations Unies sur les droits de l'homme, une formation à l'approche fondée sur les droits de l'homme, une formation sur les indicateurs relatifs aux droits de l'homme et un séminaire pour préparer les documents destinés à l'EPU. Chaque activité a attiré en moyenne des représentants de huit organismes.
- ▶ Offert un appui technique et des avis stratégiques à la Commission vérité, justice et réconciliation et soutenu les travaux d'un consultant, spécialiste de la communication et des médias, qui a élaboré une politique générale et entrepris des activités initiales de sensibilisation et de communication.
- ▶ Produit huit rapports mensuels et deux analyses spéciales sur la situation des droits de l'homme dans le pays, ainsi que des recommandations sur les mesures de prévention qui pourraient être prises par les Nations Unies ; ces documents ont été communiqués au coordonnateur résident, ainsi qu'aux bureaux du HCDH à Genève et à New York.

### Résultats

- ▶ Les autorités se sont montrées plus disposées à donner suite aux recommandations des organes de suivi des traités et des procédures spéciales. En



particulier, les recommandations du Comité contre la torture et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que certains éléments du rapport du Rapporteur spécial sur les exécutions extra-judiciaires, sommaires ou arbitraires ont fait l'objet de discussions avec les organes d'État compétents et la société civile.

- ▶ Les préoccupations relatives aux droits de l'homme ont été pleinement intégrées dans le plan d'action stratégique relatif à la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement (PNUAD), réaligné sur le plan gouvernemental, ou « Vision à l'horizon 2030 ». Le réseau de défense des droits de l'homme des Nations Unies a été converti en sous-groupe de travail pour la mise en œuvre du PNUAD.
- ▶ Les examens mensuels de la situation des droits de l'homme, effectués conjointement par les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, ont abouti à l'élaboration de stratégies et d'activités communes appuyées par le conseiller pour les droits de l'homme, comme le document commun présenté par les Nations Unies en vue du prochain EPU.
- ▶ La participation des ONG et des organismes de l'ONU aux débats sur la justice transitionnelle a été accélérée, notamment en ce qui concerne les développements relatifs à la Cour pénale internationale et à la phase préparatoire de la Commission vérité, justice et réconciliation.
- ▶ Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a bénéficié d'une aide pour élaborer une stratégie de promotion des droits de la femme dans le cadre de la justice transitionnelle, ce qui a contribué à la nomination de quatre commissaires de sexe féminin et conduit la Commission vérité, justice et réconciliation à formuler une stratégie de promotion de l'égalité de sexes.

## Défis et enseignements

- ▶ Le Kenya souffre de quatre crises : une crise politique, une crise économique, une crise humanitaire et une crise liée à l'afflux de réfugiés. Les effets de ces crises sur les droits de l'homme se font sentir simultanément, surtout depuis les violences politiques de 2007-2008, et sont de ce fait difficiles à traiter avec efficacité.
- ▶ La politisation des responsabilités pénales individuelles, la tradition d'impunité généralisée et la défiance vis-à-vis du système judiciaire national sont des obstacles majeurs à l'établissement des responsabilités relatives aux violations présentes et passées des droits de l'homme. Il importe de poursuivre les efforts déployés pour aider les autorités à traduire les auteurs présumés en justice, à promouvoir le respect de la légalité et à lutter

contre la corruption dans les secteurs de la justice et de la sécurité.

- ▶ Les ONG et les donateurs, qui plaçaient de grands espoirs dans le conseiller aux droits de l'homme et souhaitaient vivement le voir s'exprimer haut et fort sur des questions clés, ont été terriblement déçus lorsque le mandat du conseiller leur a été expliqué. Pour combler les lacunes dans ce domaine, la coopération avec la Commission nationale des droits de l'homme et avec les ONG a été resserrée ; cependant, les effets directs de ces efforts sur les victimes ont été minimes.

## Niger

Année de création	2008
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

Le HCDH et l'équipe des Nations Unies dans le pays ont conjointement appuyé la mise en œuvre du projet Action 2 au Niger, en partenariat avec le ministère de la Justice, le PNUD, l'UNICEF et le FNUAP. Tout au long de l'année 2009, le conseiller pour les droits de l'homme a contribué à l'application du Plan de travail national pour les droits de l'homme au Niger. Ce plan de travail est orienté sur (i) le renforcement des capacités de l'équipe de pays dans le domaine des droits de l'homme et de l'approche de programmation fondée sur les droits de l'homme, (ii) le renforcement des capacités nationales de défense des droits de l'homme, (iii) la célébration du 61<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et (iv) l'appui à la rédaction des rapports initiaux et périodiques que le Niger doit présenter à divers organes de suivi des traités.

## Activités

Le conseiller a :

- ▶ Organisé sept ateliers sur les normes relatives aux droits de l'homme et la méthodologie de programmation fondée sur les droits de l'homme, à l'intention de 281 participants, dans les rangs desquels figuraient des magistrats de tribunaux civils et coutumiers, des enseignants d'établissements primaires et secondaires, des membres de la Commission des droits humains et fondamentaux et des membres de l'Association nigérienne de défense des droits de l'homme.
- ▶ Organisé, en l'honneur du 61<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, cinq stages de formation sur les principes de non-discrimination à l'adresse de 469 personnes, dont des membres de la Commission des droits humains et fondamentaux, des officiers ministériels, des membres de la société civile, des membres des

forces de sécurité, des magistrats et des chefs traditionnels.

- ▶ Animé un atelier sur les droits de l'homme et l'approche de programmation fondée sur les droits de l'homme, au bénéfice de 36 membres de l'équipe des Nations Unies dans le pays.
- ▶ Assuré, avec le concours de la Division chargée des traités relatifs aux droits de l'homme au sein du HCDH, une formation sur la rédaction des rapports initiaux et périodiques destinés aux organes de suivi des traités, à l'intention de 34 membres du personnel de ministères.

## Résultats

- ▶ Après que le personnel de certains ministères a été formé à la rédaction des rapports initiaux et périodiques destinés aux organes de suivi des traités, le Niger a soumis son deuxième rapport périodique au Comité des droits de l'enfant ; le document a été examiné en mai.
- ▶ De nombreux fonctionnaires et membres de la société civile connaissent désormais les principes relatifs à la non-discrimination, grâce à la série d'ateliers organisés pour célébrer l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

## Défis et enseignements

- ▶ Le nombre d'activités que le conseiller pour les droits de l'homme devait exécuter était considérable ; il est parvenu à s'acquitter de sa tâche grâce à une étroite collaboration avec le groupe thématique chargé de l'égalité des sexes et des droits de l'homme au sein de l'équipe de pays des Nations Unies et avec l'appui de consultants nationaux.

## Rwanda

Date de création	2007
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

Le conseiller s'est attaché en priorité à renforcer la capacité programmatique et technique de l'équipe de pays des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et à offrir une aide, ainsi que des conseils, pour faciliter l'établissement et l'exécution d'un programme commun. Une stratégie d'intégration de l'approche fondée sur les droits de l'homme au sein des institutions publiques a été mise au point dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), de la Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté (SDERP), du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et du

processus de décentralisation. Cette aide à l'intégration s'adresse aux responsables politiques, aux dirigeants nationaux et locaux et aux fonctionnaires. Le conseiller s'est concentré sur deux domaines thématiques : l'intégration des droits de l'homme et des principes s'y rapportant dans la SDERP et dans le PNUAD ; et l'octroi d'une assistance technique au Gouvernement pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations de présentation de rapports et de mise en œuvre vis-à-vis des organes de suivi des traités. Cette assistance est renforcée par l'élaboration de règles et de procédures nationales claires, ainsi que par l'appui dispensé au comité interministériel de coordonnateurs nationaux.

## Activités

Le conseiller a :

- ▶ Organisé un atelier consultatif national qui a réuni 105 participants, dont des membres d'organisations de la société civile, des responsables politiques et des législateurs, afin de favoriser une vision commune du lien entre le VIH et les droits de l'homme. Aidé le Forum des militants contre le fléau du VIH-sida à organiser un atelier consultatif de deux journées sur le VIH et les droits de l'homme, à l'intention de 35 membres d'organisations de la société civile.
- ▶ Lancé des clubs d'étudiants pour les droits de l'homme à la *School of Finance and Banking* de Kigali. Ces clubs ont bénéficié d'une formation sur les mécanismes de protection et de promotion des droits de l'homme, ainsi que sur le rôle des droits de l'homme dans l'accélération du développement. Plus de 40 étudiants y ont assisté.
- ▶ Distribué des publications sur les droits de l'homme et les traités internationaux, ainsi que sur les droits de l'homme et l'administration de la justice, à des juges, procureurs et avocats de l'Institut supérieur de pratique et de développement du droit, situé à Nyanza.
- ▶ Organisé deux formations sur le respect, la promotion et la défense des droits de l'homme, à l'intention de 40 policiers.
- ▶ Réalisé une enquête sur la jouissance des droits fondamentaux au sein d'une communauté historiquement marginalisée, celle des Batwa.
- ▶ Mené, avec d'autres institutions des Nations Unies, un effort de plaidoyer qui a contribué au retrait de propositions d'amendements au code pénal ; ces amendements auraient alourdi les sanctions réprimant l'homosexualité et élargi leur champ d'application. Participé et contribué à des processus de délibération qui ont abouti au vote du projet de loi contre la violence sexiste au Rwanda.
- ▶ Renforcé la capacité de la Commission nationale des droits de l'homme en appuyant la traduction de supports pédagogiques pour son personnel.

- Organisé et coordonné trois ateliers de pré-validation et de validation pour les dix membres de l'équipe spéciale interministérielle chargée des rapports destinés aux organes de suivi des traités, afin de remédier au problème des rapports en souffrance.

## Résultats

- Le problème des rapports en souffrance a été réglé. Après qu'un appui a été dispensé à l'équipe spéciale chargée des rapports sur l'application des traités, le Rwanda a soumis ses rapports au titre de la Convention relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention relative aux droits de l'enfant, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'utilisation des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme s'est améliorée et les autorités s'y sont davantage reportées ; de même, l'interaction entre le Gouvernement et les comités constitués en vertu des traités s'est intensifiée.
- Certains éléments de la législation nationale ont été améliorés, en vue de les rendre conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme ; cela a notamment été le cas dans le domaine de la violence sexiste, où un projet de loi intégrant les recommandations du conseiller a été approuvé.

- L'appui à l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans les plans du Gouvernement a permis de constituer une masse critique d'acteurs capables de faire campagne pour que la planification et l'élaboration des politiques soient centrées sur les droits de l'homme. Ainsi, un projet de loi relatif à la santé de la procréation, rédigé par le Parlement, a souligné le lien manifeste entre le VIH et les droits fondamentaux, et une clause très controversée, visant à sanctionner lourdement l'homosexualité, a été supprimée de la version préliminaire du code pénal.
- Ayant amélioré leur connaissance des normes régionales et internationales relatives aux droits de l'homme, des policiers ont été mieux à même de les appliquer dans leur travail.

## Défis et enseignements

- Certaines réticences se sont fait jour, concernant l'intégration des droits de l'homme dans les plans et programmes nationaux. Bien que le « programme unique » soit en cours d'exécution au Rwanda, les institutions onusiennes ont tendance à accorder la priorité à leurs propres activités et à leur mission première.
- Certaines contraintes de temps, dues au calendrier très chargé des autorités, ont nui à l'exécution d'activités planifiées. Par exemple, deux importants ateliers destinés à des parlementaires n'ont pu avoir lieu.

Enfants dans un camp de réfugiés.





# Le HCDH sur le terrain : Amériques



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bolivie</li> <li>Colombie</li> <li>Guatemala</li> <li>Mexique</li> </ul>
Bureaux régionaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amérique latine (Panama et Santiago du Chili)</li> </ul>
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Haïti</li> </ul>
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Équateur</li> <li>Honduras*</li> <li>Nicaragua</li> <li>Paraguay*</li> </ul>

\* Prévu pour l'exercice 2010-2011

Tous les pays du continent ont en fait entamé l'année 2009 sous un gouvernement démocratiquement élu. Un coup d'Etat survenu en juin au Honduras a toutefois brisé ce consensus démocratique. La région continue à souffrir de graves inégalités sociales, avec un écart considérable entre les riches et les pauvres et des discriminations à l'encontre des peuples autochtones, des personnes d'ascendance africaine, des femmes et des migrants. La violence, notamment liée au trafic de drogue, est demeurée omniprésente sur une bonne partie du continent. L'insécurité publique a continué de s'aggraver à mesure que la criminalité s'insinuait dans la vie politique locale et nationale, le système judiciaire

et le secteur public et privé, érodant ainsi les avancées démocratiques et compromettant la stabilité politique. La violence envers les femmes et les enfants est demeurée un grave sujet de préoccupation dans la majeure partie de la région, de même que les abus commis par les forces de l'ordre.

L'année a été marquée par des avancées notables en matière de justice transitionnelle. Au Guatemala, une décision historique de la Cour suprême a pour la première fois permis de prononcer deux condamnations pour des disparitions survenues au début des années 1980, notamment à l'encontre d'officiers reconnus coupables de violations des droits de l'homme pendant la guerre civile. De même, les nouvelles constitutions élaborées en Bolivie et en Équateur, ainsi que les lois et les décisions de justice adoptées dans d'autres pays, ont offert la possibilité de réparer les discriminations subies pendant des siècles par les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine. Des élections présidentielles ont eu lieu dans huit pays (Antigua-et-Barbuda, Bolivie, Chili, Équateur, El Salvador, Honduras, Panama et Uruguay).

Le HCDH a rouvert son bureau régional pour l'Amérique du Sud à Santiago du Chili à la fin de

l'année 2009 et a préparé l'établissement de deux nouvelles présences en 2010 (conseillers pour les droits de l'homme au Honduras et au Paraguay). Le bureau a reçu de nombreuses demandes de conseils et de coopération dans des domaines tels que la protection des témoins et la justice transitionnelle, les droits des peuples autochtones et une approche de la planification gouvernementale fondée sur les droits de l'homme. De nouvelles formes de collaboration ont été établies avec différents partenaires, en particulier avec les équipes de pays des Nations Unies et avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, qui s'est rendu au Panama et au Pérou au lendemain des affrontements ayant opposé les communautés indiennes aux autorités au sujet de l'exploitation de leurs terres. Un partenariat novateur a par ailleurs été créé entre le Siège du HCDH, le bureau régional pour l'Amérique centrale et l'équipe des Nations Unies au Honduras à la suite du coup d'État survenu dans ce pays au mois de juin. Le déploiement par le HCDH d'un spécialiste des droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies a été essentiel pour permettre à celle-ci de promouvoir et de protéger les droits fondamentaux à la suite du coup d'État. Le HCDH a également continué à soutenir l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti.

## Le HCDH aux Amériques : exemples d'impact en 2009

### Promotion de changements législatifs et politiques :

- ▶ La **Colombie** a adopté une loi destinée à faciliter la recherche et l'identification des victimes de disparitions forcées, en tenant compte des recommandations du HCDH et de la société civile. Le Gouvernement a entamé une réforme des services de renseignements et le ministère de la Défense a pris des mesures spécifiques pour prévenir les exécutions extrajudiciaires.
- ▶ En **Équateur**, les conseils techniques dispensés par le HCDH au ministère de la Justice et des Droits de l'homme ont facilité la mise en œuvre de réformes judiciaires et l'élaboration d'un projet de loi sur la justice autochtone et ordinaire.
- ▶ Au **Guatemala**, la note d'information présentée en 2008 par le HCDH en qualité d'*amicus curiae* a contribué à une décision de la Cour suprême sur les disparitions forcées. Cette décision a ouvert la voie aux premières condamnations prononcées en 2009 contre des militaires pour des disparitions survenues pendant le conflit des années 1980.
- ▶ En **El Salvador**, les conseils dispensés par le HCDH ont guidé l'élaboration du projet de loi sur la violence envers les femmes.
- ▶ Au **Mexique**, le HCDH a appuyé la conception du premier plan d'action local pour les droits de l'homme à Mexico.

### Appui à l'éducation et à la formation dans le domaine des droits de l'homme :

- ▶ En **Colombie**, les conseils prodigués par le HCDH ont contribué à la création du Plan national d'éducation aux droits de l'homme, lancé en novembre.

### Renforcement des institutions nationales de défense des droits de l'homme :

- ▶ Au **Mexique**, la Commission nationale des droits de l'homme, le Tribunal supérieur de justice de Mexico et le ministère de l'Intérieur ont adopté la méthodologie du HCDH pour la définition et l'élaboration des indicateurs relatifs aux droits de l'homme.

### Promotion de la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme :

- ▶ La **Bolivie** a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif.
- ▶ La **Colombie** a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées.
- ▶ L'**Équateur** a ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

**Renforcement de l'interaction avec les organes et mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme :**

- ▶ En **Colombie**, le HCDH a aidé le Gouvernement à mettre au point son propre mécanisme de suivi de l'examen périodique universel.

**Appui aux partenaires onusiens dans la lutte contre les atteintes aux droits de l'homme :**

- ▶ Au **Honduras**, le déploiement rapide d'un spécialiste des droits de l'homme peu après le coup d'État a aidé l'équipe de pays des Nations Unies à lutter contre les atteintes aux droits de l'homme occasionnées par cet événement.

## Bureaux de pays

### Bolivie

Date d'ouverture	2007
Effectif au 31 décembre 2009	11 pers.
Dépenses en 2009	1 583 662 dollars E.-U.

### Contexte

L'élection en 2006 d'Evo Morales, le premier Président bolivien d'origine indienne, a entraîné de profonds bouleversements politiques, sociaux et institutionnels dans le pays. Le plus important d'entre eux est l'adoption d'une nouvelle Constitution, approuvée en janvier 2009, qui entérine tous les droits garantis par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et protège ceux des peuples autochtones. L'opposition aux réformes a été rude et parfois violente en 2008. Bien que les manifestations violentes ne se soient pas répétées en 2009, les tensions politiques sont demeurées vives. Le Président Morales a été réélu en décembre pour cinq ans. L'application de la Constitution dans le respect du droit international constitue désormais le principal défi. De plus, la Bolivie continue à souffrir de graves problèmes de discrimination, de pauvreté, d'exclusion sociale et d'accès à certains droits économiques, sociaux et culturels qui touchent principalement les populations autochtones et d'ascendance africaine, ainsi que les femmes et les enfants dans les régions rurales.

### Rôle du HCDH

Au titre de son mandat, le bureau du HCDH en Bolivie est chargé d'assurer à la fois la promotion et la protection des droits de l'homme. Le bureau s'efforce avant tout de surveiller le fonctionnement de la justice, de dispenser un large éventail de services d'assistance technique, de conseil et d'appui aux autorités et à la société civile et de faciliter le dialogue entre les parties prenantes. En 2009, il s'est attaché en priorité à promouvoir les droits des peuples autochtones, à prodiguer des conseils sur le pluralisme juridique, la justice autochtone et les droits des personnes

d'ascendance africaine, ainsi qu'à lutter contre les formes contemporaines d'esclavage dans la région de Chaco.

### Activités

Le HCDH a :

- ▶ Publié le rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones et diffusé ce document par le biais de dix présentations effectuées dans six départements à l'intention de quelque 500 représentants du Gouvernement, des communautés autochtones et des organisations de la société civile.
- ▶ Dispensé des conseils techniques au ministère de la Justice concernant la rédaction du rapport destiné à la Conférence d'examen de Durban et publié une sélection de textes des Nations Unies consacrés à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.
- ▶ Aidé à mettre sur pied quatre séminaires et deux ateliers organisés par le ministère de la Justice (et consacrés au pluralisme juridique) et par le vice-ministère de la Décolonisation (avec pour thèmes la législation contre la discrimination et le racisme). Au total, ces séminaires ont réuni quelque 600 participants.
- ▶ Coorganisé avec le ministère des Autonomies un séminaire international sur l'autonomie des peuples autochtones et ses implications en termes de droits de l'homme, animé par des experts internationaux et suivi par environ 300 représentants des pouvoirs publics et des organisations autochtones.
- ▶ Lancé la mise en œuvre d'un projet de renforcement des capacités et d'autonomisation des organisations et des communautés afro-boliviennes.
- ▶ Mené à bien 32 missions de suivi, notamment durant le référendum de janvier et les élections de décembre.
- ▶ Organisé et animé dix ateliers pour dispenser des conseils techniques au Gouvernement, au bureau du Médiateur, au ministère de la Justice et aux organisations de la société civile au sujet de l'examen périodique universel et de la rédaction de leurs rapports respectifs.
- ▶ Participé en tant qu'observateur aux réunions du Conseil national des droits de l'homme sur le Plan





Des collaborateurs du HCDH s'entrelient avec des personnes d'ascendance africaine en Bolivie.

d'action national en faveur de ces droits et organisé, avec le vice-ministère de la Justice et des droits fondamentaux, un atelier consacré à la mise en œuvre de ce Plan, qui a réuni 110 participants.

- ▶ Publié et diffusé 500 exemplaires du rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et environ 10 000 exemplaires des observations finales de trois organismes onusiens de suivi des traités.
- ▶ Organisé, en collaboration avec le bureau du Médiateur et des organisations de défense des droits de l'homme, un séminaire d'une journée sur les mécanismes et les outils d'intégration des droits de la personne dans la mise en œuvre de la nouvelle Constitution.

## Résultats

- ▶ Le Gouvernement a pris en compte les recommandations du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, en élaborant notamment un projet de loi sur le pluralisme juridique et en publiant des décrets contre la discrimination raciale. Les organisations autochtones ont de plus en plus utilisé le rapport du Rapporteur spécial à des fins de plaidoyer.
- ▶ Le débat sur les politiques publiques de lutte contre le racisme et la discrimination s'est intensifié et a mis en lumière la nécessité de disposer d'un instrument juridique instituant le caractère criminel de ces comportements.
- ▶ Les activités du HCDH, et notamment le séminaire international sur l'autonomie des peuples

autochtones coorganisé par le bureau de pays, ont contribué à une meilleure compréhension et à une application accrue des principales propositions de réforme relatives aux peuples autochtones, y compris des dispositions de la nouvelle Constitution bolivienne.

- ▶ Les formations et les conseils techniques du HCDH sur l'examen périodique universel ont favorisé l'engagement relativement fort des acteurs nationaux dans ce processus.
- ▶ Avec l'appui du HCDH, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif ont été ratifiés en novembre. Its Optional Protocol were ratified in November.

## Défis et enseignements

- ▶ L'approbation de la nouvelle Constitution a représenté un immense pas en avant. Cependant, le principal défi demeure son application ainsi que l'élaboration d'une législation complémentaire conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme. L'assistance technique prodiguée par le HCDH jouera à cet égard un rôle déterminant.
- ▶ Le HCDH a dû s'adapter à un nouvel environnement politique après l'adoption de la nouvelle Constitution, qui a ouvert à tous les niveaux de nouvelles possibilités de progression de l'action en faveur des droits de l'homme. Cette remarque s'applique particulièrement à la promotion des droits des peuples autochtones et à la lutte contre la discrimination.

**Bolivie : Dépenses en 2009**

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	939 021
Consultants	-	87 332
Voyages officiels	-	88 118
Services contractuels	-	42 781
Dépenses générales de fonctionnement	-	94 399
Fournitures et achats	-	79 498
Séminaires, subventions et contributions	-	70 321
Sous-total	-	1 401 470
Coûts d'appui au programme	-	182 192
<b>TOTAL</b>	-	<b>1 583 662</b>

**L'autonomisation des communautés autochtones**

Le HCDH a contribué à ce que les exigences des peuples autochtones vivant dans les hautes terres boliviennes soient prises en compte lors de l'élaboration des politiques publiques. Par exemple, la présentation publique des recommandations du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones a conforté les organisations autochtones dans leurs revendications auprès des pouvoirs publics et d'autres titulaires d'obligations pour qu'il soit mis fin aux dégâts causés par l'extraction minière. À la suite d'une forte mobilisation et d'intenses négociations, la zone du lac Poopo a été déclarée en état d'urgence environnementale, ce qui a permis aux organisations autochtones de bénéficier d'une assistance technique et a facilité la mise en œuvre de projets visant à minimiser l'impact des activités minières.

**Colombie**

Date d'ouverture	1997
Effectif au 31 décembre 2009	69 pers.
Dépenses en 2009	7 433 695 dollars E.-U.

**Contexte**

La Colombie a été confrontée à de graves difficultés, en raison de la violence généralisée due aux effets combinés de plusieurs décennies de conflit armé intérieur, de l'expansion du trafic de drogue et des cultures illégales, ainsi que de l'émergence d'une criminalité organisée issue des anciens groupes

paramilitaires d'extrême droite démobilisés ces dernières années. S'appuyant notamment sur les conseils, le soutien et le suivi du HCDH, le Gouvernement est parvenu à réduire de façon significative le nombre de plaintes pour violations graves des droits de l'homme, c'est-à-dire pour les exécutions extrajudiciaires, principalement attribuées à l'armée. De plus, l'enquête et les poursuites engagées par la Cour suprême contre des membres du Congrès et des fonctionnaires soupçonnés de liens avec des organisations paramilitaires ont continué à mettre en lumière l'étendue de ces liens. Des efforts soutenus devront encore être déployés pour lutter contre les problèmes socio-économiques structurels, la violence liée aux vastes déplacements internes de population et les profondes faiblesses institutionnelles.

**Rôle du HCDH**

Pour couvrir l'ensemble du pays, le HCDH dispose de bureaux dans quatre grandes villes (Bogotá, Medellín, Cali et Bucaramanga), ainsi que d'une présence temporaire à Arauca, fruit d'un accord de coopération avec le HCR. Le Haut-Commissariat a observé les événements qui ont pesé le plus lourdement sur la situation des droits de l'homme et en a rendu compte, a dispensé des services d'alerte précoce, de conseil et d'assistance technique aux autorités locales, régionales et nationales et a épaulé les organisations de la société civile en vue de prévenir l'affaiblissement de leur rôle et de leur présence sur le terrain.

**Activités**

Le HCDH a :

- ▶ Mené 264 missions de surveillance (soit au total 788 jours sur le terrain), reçu 1 387 plaintes et donné suite à 1 279 d'entre elles. À la demande directe du Président, le Haut-Commissariat a appuyé et surveillé l'enquête sur le massacre perpétré en août au sein de la communauté autochtone des Awás.
- ▶ Rencontré le Président pour lui faire part de ses préoccupations au sujet des preuves de l'utilisation massive et systématique de moyens de renseignement illégaux à l'encontre de défenseurs des droits de l'homme, de leaders de l'opposition, de journalistes et de hauts responsables colombiens.
- ▶ Organisé dix réunions de haut niveau avec le ministère de la Défense nationale et le haut commandement militaire pour examiner en profondeur un certain nombre de cas présumés d'exécutions extrajudiciaires survenus après l'adoption en 2008 de mesures présidentielles destinées à prévenir ce phénomène et à imposer des enquêtes et des sanctions.
- ▶ Émis des avis, à l'invitation du Congrès, lors des débats sur les projets de lois visant à protéger les droits des victimes et à garantir le respect, la



Un véhicule du HCDH s'apprête à franchir un fleuve dans le département de Santander, au nord-est de la Colombie.

recherche et l'identification des victimes de disparitions forcées.

- ▶ Contribué aux travaux de trois organes de suivi des traités qui ont procédé à l'examen du pays au cours de l'année : (i) le Comité pour les travailleurs migrants, (ii) le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et (iii) le Comité contre la torture. Le HCDH a également apporté sa contribution et ses commentaires au mécanisme mis en place par les autorités pour donner suite aux recommandations formulées à l'issue de l'EPU.
- ▶ Offert un appui avant, pendant et après les visites dans le pays de quatre Rapporteurs spéciaux : (i) sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, (ii) sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, (iii) sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et (iv) sur l'indépendance des juges et des avocats.
- ▶ Fait venir en Colombie, à la demande du Bureau du Procureur général, un ancien procureur d'un tribunal international pour animer un séminaire sur les enquêtes judiciaires relatives aux violences sexuelles commises dans le cadre de conflits armés. À l'issue de ce séminaire destiné aux procureurs nationaux, des recommandations ont été émises en vue de l'élaboration d'une politique d'investigation adéquate dans ce domaine.
- ▶ Apporté sa contribution, fondée sur ses activités de surveillance, au rapport du Secrétaire général sur les enfants dans les conflits armés destiné au Conseil de sécurité et à son premier rapport sur ce sujet consacré à la Colombie. Avec quatre autres organismes des Nations Unies (FNUAP, UNIFEM, UNICEF et HCR), le HCDH a créé un groupe de travail sur la résolution 1820 du Conseil de sécurité, en vue de renforcer les interventions portant sur les violences sexuelles contre les femmes dans le cadre des conflits armés.
- ▶ Appuyé la visite de plusieurs hauts responsables du HCDH, et notamment de la Haut-Commissaire

adjointe, qui a rencontré le Vice-Président, de hauts fonctionnaires, des organisations de la société civile et des membres de la communauté internationale. Elle s'est aussi rendue à Putumayo pour se rendre compte par elle-même des problèmes locaux relatifs aux droits de l'homme et a participé à la deuxième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (Convention d'Ottawa).

## Résultats

- ▶ Les mesures exceptionnelles prises par le ministère de la Défense, sur les conseils du HCDH, pour lutter contre les exécutions extrajudiciaires et renforcer la politique de tolérance zéro à l'égard des violations des droits de l'homme ont entraîné une diminution de ces violations et la destitution en janvier de 11 militaires supplémentaires. Le nouveau ministre a réaffirmé en septembre sa volonté de continuer à bénéficier de la coopération du HCDH et a donné son aval à un projet sur deux ans autorisant le Haut-Commissariat à surveiller à titre indépendant l'application des procédures de commandement et de contrôle de l'armée.
- ▶ Le Gouvernement a pris des mesures préalables à la réforme des services de renseignement en acceptant la démission de certains responsables, en menant des enquêtes internes et en séparant les fonctions de police judiciaire des activités de renseignement.
- ▶ La Colombie a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées avec l'appui du HCDH, qui a offert ses services aux autorités de l'État et aux ONG.
- ▶ La Colombie a adopté une loi visant à assurer le respect, la recherche et l'identification des victimes de disparitions forcées, en tenant compte des avis émis par le HCDH et la société civile.
- ▶ Grâce aux conseils et à l'appui de longue date du HCDH, le Gouvernement a lancé en novembre un Plan national d'éducation aux droits de l'homme.
- ▶ Le rôle d'observateur joué par le HCDH lors des nombreuses tables rondes organisées entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile au niveau local et national a aidé au maintien du dialogue entre ces différentes instances liées par des relations précaires.
- ▶ Des affaires spécifiques de violations des droits de l'homme et d'infractions au droit humanitaire international ont été traitées par les autorités locales et nationales avec le soutien du HCDH, qui poursuit ses efforts de sensibilisation et de plaidoyer en s'appuyant sur ses observations *in situ*.
- ▶ Grâce à la création par le HCDH d'une base de données complète destinée à recenser ses propres



recommandations et celles des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme, le ministère des Affaires étrangères peut aisément et systématiquement se tenir informé des recommandations et des demandes d'action formulées à l'échelle internationale.

## Défis et enseignements

- Une surveillance rapide et rigoureuse des cas présumés d'exécutions extrajudiciaires et d'autres violations graves des droits de l'homme sera nécessaire pour garantir l'impact à long terme et la viabilité de la politique mise en œuvre par le ministère de la Défense pour assurer un meilleur contrôle opérationnel sur les unités militaires. Le HCDH est déterminé à renforcer ses activités de suivi jusqu'au niveau des bataillons dans les régions les plus touchées par le conflit.
- Un examen et une analyse programmatiques approfondis de toutes les activités du HCDH ont conduit à une nouvelle conception des opérations, axée sur des réalisations et des résultats spécifiques. D'importants ajustements du cadre opérationnel et organisationnel seront progressivement mis en œuvre au premier semestre 2010, sans nuire aux fonctions premières de surveillance et d'établissement de rapports.
- Suite aux résultats positifs de l'accord de coopération conclu avec le HCR, l'extension des capacités de surveillance du HCDH sur le terrain a été approuvée et deux présences permanentes supplémentaires seront établies dans les locaux du HCR à Villavicencio et à Pasto.

### Colombie : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	5 586 981
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	186 700
Services contractuels	-	84 741
Dépenses générales de fonctionnement	-	314 675
Fournitures et achats	-	424 065
Séminaires, subventions et contributions	-	-
Sous-total	-	6 597 162
Coûts d'appui au programme	-	836 533
<b>TOTAL</b>	-	<b>7 433 695</b>

## Guatemala

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2009	25 pers.
Dépenses en 2009	3 470 680 dollars E.-U.

## Contexte

La stabilité politique et la gouvernabilité du Guatemala ont été perturbées par la persistance de la violence, l'insécurité, l'impunité et une agitation sociale croissante. De plus, le Guatemala a souffert en 2009 de la crise financière mondiale, qui a eu des retombées importantes telles qu'une baisse des recettes fiscales et des rentrées de devises assurées par l'émigration. Le pays a également souffert des conséquences de la crise alimentaire et des changements climatiques, qui ont touché environ 2,5 millions de personnes. Enfin, plus de 50 pour cent de la population vit dans la pauvreté et 15,2 pour cent dans l'extrême pauvreté.

## Rôle du HCDH

En 2009, l'action du HCDH au Guatemala a mis l'accent sur quatre thèmes prioritaires : l'état de droit et la justice, la sécurité, la non-discrimination, ainsi que la pauvreté et les droits économique, sociaux et culturels. Le Haut-Commissariat a coopéré avec les institutions gouvernementales pour renforcer leur capacité à appliquer la législation et les politiques publiques relatives aux droits de l'homme et à respecter leurs



obligations internationales. Il a également collaboré avec des organisations de la société civile et développé les espaces de dialogue entre les acteurs sociaux.

## Activités

Le HCDH a :

- ▶ Offert une assistance technique au Congrès pour la réforme du code du travail et des lois sur la prévention, l'éradication et la pénalisation de la violence domestique, sur les élections et les partis politiques ainsi que sur les migrations. Le HCDH a également formulé des avis juridiques sur les projets de loi relatifs à la violence sexuelle, à l'exploitation et à la traite des personnes, ainsi qu'aux commissions de nomination des hauts magistrats.
- ▶ Aidé la Commission présidentielle des droits de l'homme (COPREDEH) et les ONG à élaborer les rapports officiels et parallèles destinés aux organes de suivi des traités, en particulier au Comité pour les travailleurs migrants, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels et au Comité des droits de l'homme.
- ▶ Aidé le Conseil national pour l'attention aux personnes handicapées et les Services du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme à produire la version destinée au public de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, également distribuée au format audio et en braille.
- ▶ Participé à la rédaction de la loi sur l'instauration d'un mécanisme national de prévention, afin de promouvoir l'application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Animé plus d'une quarantaine de séances de formation et d'ateliers destinés à des juges, des procureurs, des policiers et des organisations de la société civile et consacrés aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, et notamment à l'indépendance de la magistrature, aux disparitions forcées, à l'accès à la justice, à la prévention de la torture, ainsi qu'à la discrimination et à la violence envers les femmes.
- ▶ Offert une assistance technique au Bureau du Procureur général pour l'élaboration d'une politique en matière d'enquêtes sur les violations graves des droits fondamentaux et d'une réglementation pour son Bureau des droits de l'homme.
- ▶ Soutenu, dans le cadre d'un projet visant à contribuer à l'éradication du racisme et de la discrimination ethnique et sexuelle, en particulier envers les femmes autochtones, la conception et le lancement, le 19 mars, de la deuxième phase de la Campagne nationale pour la coexistence dans la diversité culturelle, intitulée « Les femmes autochtones ont des droits ; nous exigeons qu'ils soient respectés ».



Les chefs de file de différents groupes ethniques échangent leurs points de vue sur la lutte contre la discrimination lors de la Journée des droits de l'homme au Guatemala (décembre 2009).

- Mis en œuvre un programme de formation technique sur les procès relatifs aux droits des peuples autochtones présentant un intérêt stratégique, auquel 33 étudiants, huit professeurs d'université et des représentants de 12 organisations autochtones ont participé.
- Animé des séances de formation sur les indicateurs relatifs aux droits de la personne pour 70 participants issus de la COPREDEH, des Services du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme et de l'équipe chargée du Rapport national du PNUD sur le développement humain. Une conférence sur le même thème a également été organisée à l'intention du Conseil national pour l'attention aux personnes handicapées.
- Diffusé, en particulier aux membres de la magistrature et avec le concours de l'Association de recherche et d'études sociales (ASIES), les recommandations de l'étude conjointe intitulée « Accès à la justice pour les peuples autochtones selon une approche fondée sur les droits de l'homme : perspectives du droit autochtone et du système judiciaire officiel ». Le HCDH a également organisé des débats sur les indicateurs avec les autorités autochtones de Quiché et des organisations de la société civile, en vue de surveiller les mesures prises au niveau institutionnel.

## Résultats

- La loi contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite d'êtres humains et la loi sur les commissions de nomination, qui prennent en compte les recommandations du HCDH, ont été approuvées en 2009.
- La note d'information présentée en 2008 par le HCDH en qualité d'*amicus curiae* a contribué à une décision historique de la Cour suprême sur les disparitions forcées. Celle-ci a ouvert la voie aux premières condamnations prononcées en 2009 contre des militaires et leurs auxiliaires pour des disparitions survenues lors du conflit interne dans les années 1980.

## Défis et enseignements

- Dans un contexte marqué par une progression constante de la violence et de l'insécurité, l'un des principaux défis pour le HCDH demeure de promouvoir la prise en compte systématique des droits de l'homme dans les politiques liées à la sécurité publique.

## Guatemala : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	2 059 252
Consultants	-	208 314
Voyages officiels	-	94 902
Services contractuels	-	197 834
Dépenses générales de fonctionnement	-	287 294
Fournitures et achats	-	54 781
Séminaires, subventions et contributions	-	169 021
Sous-total	-	3 071 398
Coûts d'appui au programme	-	399 282
<b>TOTAL</b>	-	<b>3 470 680</b>

## Mexique

Date d'ouverture	2002
Effectif au 31 décembre 2009	17 pers.
Dépenses en 2009	2 088 071 dollars E.-U.

## Contexte

La violence et l'insécurité publique ont continué à s'aggraver en 2009, en particulier dans le nord du pays. Malgré le déploiement de l'armée, le nombre de meurtres liés au trafic de drogue n'a pas diminué. En revanche, le nombre de plaintes relatives à des violations des droits de l'homme perpétrées par des militaires a considérablement augmenté. Les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme ont subi des agressions et des obstructions à leur travail, souvent sans disposer de mécanismes de protection adaptés. Les crises financière et alimentaire ont eu un impact négatif sur l'économie du pays. Entre 2006 et 2009, le Mexique a enregistré une hausse du taux de pauvreté, qui a atteint 34,8 pour cent de la population. Les inégalités sociales et économiques, aggravées par la discrimination, ont touché les femmes, les populations autochtones, les migrants et les personnes handicapées de manière disproportionnée, tandis que leur accès à la justice demeurerait limité.

## Rôle du HCDH

Le HCDH a continué à offrir une assistance technique aux branches exécutive, judiciaire et législative de l'État fédéral pour les aider à appliquer les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Afin



d'étendre l'impact de son action sur le terrain, il a encouragé la réalisation de diagnostics de la situation des droits de l'homme au niveau local, étape nécessaire à la mise en œuvre de projets de politique publique aptes à défendre ces droits. Pour remplir son nouveau mandat d'observation, le Haut-Commissariat s'est efforcé d'améliorer son approche de terrain et de renforcer ses réseaux avec les organisations de défense des droits de l'homme au niveau local. Il a également effectué une surveillance et des comptes rendus sur certaines situations touchant aux droits fondamentaux de groupes particuliers, dont les défenseurs des droits de l'homme. Par ailleurs, le HCDH a prodigué une assistance technique aux institutions nationales et locales dans des domaines tels que les plans d'action, la législation et les indicateurs relatifs aux droits de la personne. Enfin, il a encouragé l'utilisation des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme par les détenteurs de ces droits.

## Activités

Le HCDH a :

- ▶ Animé six ateliers préparatoires pour aider des organisations de la société civile et des commissions locales des droits de l'homme à élaborer des documents en vue de l'EPU. Le HCDH a également participé au mécanisme de suivi de l'application des recommandations de l'EPU.
- ▶ Participé au suivi et à l'évaluation du Programme national en faveur des droits de l'homme pour la période 2008-2012 et dispensé des conseils techniques pour l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'action pour les droits de l'homme à Mexico, en veillant notamment à ce que les droits de l'homme et les spécificités sexuelles soient pris en compte dans le budget public de la ville.
- ▶ Reçu 197 plaintes de 26 États mexicains concernant 85 hommes, 16 femmes et 42 victimes collectives. Le HCDH a adressé 32 communications aux autorités nationales pour leur faire part de ses préoccupations. Dans 81 pour cent des cas, il a reçu une réponse au sujet des mesures prises pour y remédier.
- ▶ Surveillé plusieurs affaires relatives aux droits des peuples autochtones, en particulier le droit à la terre et aux ressources naturelles. La plupart de ces affaires sont liées à des projets d'aménagement à grande échelle, tels que l'exploitation minière et l'aménagement urbain.
- ▶ Publié deux études marquantes sur le féminicide et les réparations tenant compte des spécificités sexuelles, dans le cadre du projet sur les droits de la femme.
- ▶ Fourni des informations au Comité des droits de l'homme, concernant le cinquième rapport périodique du Mexique. Le HCDH a également collaboré avec des organisations de la société civile pour les encourager à soumettre des informations au Comité.
- ▶ Appuyé cinq visites non officielles du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, qui a participé à des forums sur la liberté d'expression et rencontré des acteurs clés.
- ▶ Mené à bien, en collaboration avec l'Institut fédéral de la magistrature, un projet de formation des formateurs pour 43 étudiants venus de différents États du Mexique, afin de créer un réseau apte à former les juges fédéraux et locaux au droit international des droits de l'homme en tenant compte des spécificités sexuelles et culturelles.

## Résultats

- ▶ La méthodologie proposée par le HCDH pour identifier et élaborer des indicateurs relatifs aux droits de la personne a été adoptée par l'Institut national de la statistique et de la géographie et par la Commission nationale des droits de l'homme, qui recherchent des indicateurs liés au droit à la santé et à l'éducation ainsi qu'à la liberté d'expression et d'opinion. Par ailleurs, le Tribunal supérieur de justice de Mexico et le ministère de l'Intérieur ont respectivement adopté la méthodologie du HCDH pour l'élaboration d'indicateurs relatifs au droit à un procès équitable et pour l'évaluation de la mise en œuvre du Programme national en faveur des droits de l'homme.
- ▶ La Chambre basse a approuvé un amendement à la Constitution portant sur des questions liées aux droits de l'homme et s'inspirant d'une proposition élaborée par des universitaires et des organisations de la société civile, avec l'appui du HCDH.
- ▶ Grâce aux conseils prodigués à des particuliers et à des organisations concernant l'utilisation des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme, 46 plaintes individuelles au sujet de violations de ces droits ont été adressées à un certain nombre de détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales.
- ▶ Grâce à l'assistance technique offerte par le HCDH, la Cour suprême de justice a publié des décisions qui ont eu une incidence importante sur les droits fondamentaux, notamment au sujet de la constitutionnalité d'une réforme juridique visant à dépénaliser l'avortement, de la reconnaissance des systèmes de valeurs autochtones et de l'utilisation excessive de la force.
- ▶ Le premier rapport thématique du HCDH sur les défenseurs des droits de l'homme a été bien accueilli par le Gouvernement et les organisations de la société civile. Il est devenu un outil efficace pour coopérer avec les autorités locales et fédérales, ainsi qu'avec les institutions de défense des droits de l'homme, au

renforcement des mécanismes de protection. Le principal objectif de ce rapport consiste à améliorer la visibilité et la reconnaissance de la légitimité de l'action des défenseurs des droits de l'homme, ainsi qu'à identifier leurs forces et leurs difficultés.

## Défis et enseignements

- Dans un contexte caractérisé par l'aggravation constante de la violence et de l'insécurité, l'un des principaux défis pour le HCDH consiste toujours à promouvoir la prise en compte des droits de l'homme dans les politiques de sécurité publique. Afin de relever concrètement ce défi, le Haut Commissariat a plaidé pour la mise en place de mécanismes de protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes.
- Le HCDH a œuvré à la promotion, au respect et à la protection des droits de la femme dans le pays en renforçant les capacités des organisations de la société civile, des commissions des droits de l'homme et des institutions universitaires à l'échelon fédéral et au niveau des États. Cependant, les droits liés à la sexualité et à la procréation, la discrimination, l'accès à la justice et la violence à l'encontre des femmes continuent de poser des problèmes considérables.
- L'élargissement du mandat du HCDH, qui inclut désormais une fonction d'observation, a permis d'établir des relations plus étroites avec les organisations de la société civile, en particulier en milieu rural. Il fournit également une solide plate-forme de dialogue concernant la lutte contre les violations des droits de l'homme avec les détenteurs de droits comme avec les titulaires d'obligations.

### Mexique : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	1 369 473
Consultants	-	108 703
Voyages officiels	-	68 443
Services contractuels	-	51 335
Dépenses générales de fonctionnement	-	137 830
Fournitures et achats	-	58 566
Séminaires, subventions et contributions	-	53 500
Sous-total	-	1 847 850
Coûts d'appui au programme	-	240 221
<b>TOTAL</b>	-	<b>2 088 071</b>

## Bureaux régionaux

### Bureaux régionaux en Amérique latine (Panama et Santiago du Chili)

Date d'ouverture	Panama : août 2007, Santiago du Chili : septembre 2009
Effectif au 31 décembre 2009	7 pers. à Panama, 3 pers. à Santiago du Chili
Dépenses en 2009	1 492 900 dollars E.-U.

#### Reconfiguration de la présence du HCDH en Amérique latine

En 2009, le HCDH a réorganisé ses antennes régionales en Amérique latine. De janvier à septembre, sa présence à Panama a servi de bureau régional pour l'Amérique latine, en charge de 14 pays, avec un bureau de liaison à Santiago du Chili. En septembre, un bureau régional pour l'Amérique du Sud a été rouvert à Santiago du Chili. Depuis lors, le bureau de Panama concentre son action sur l'Amérique centrale.

En 2009, le bureau régional s'est consacré à quatre thèmes prioritaires : l'impunité, la discrimination à l'encontre des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine, la pauvreté et l'inégalité, ainsi que l'insécurité et la violence. Le HCDH a coopéré avec les États pour renforcer la capacité des gouvernements, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations de la société civile à promouvoir et à protéger les droits fondamentaux. Il a également apporté son soutien dans les situations d'urgence, en partenariat avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et avec les coordonnateurs résidents. Par ailleurs, le HCDH a prêté son concours aux équipes de pays et à l'équipe de directeurs régionaux des Nations Unies pour faciliter l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans le travail de programmation. Enfin, il a encouragé les interventions conjointes des organismes des Nations Unies, tant au niveau national que régional, en vue de développer la sensibilisation et les actions en faveur des droits de l'homme.

## Activités

Le HCDH a :

- Coordonné l'organisation de deux séminaires régionaux consacrés à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. L'un s'est tenu au Nicaragua, avec la participation de représentants de 11 gouvernements, de sept institutions nationales des droits de l'homme, de

36 organisations autochtones et de sept membres de l'équipe de pays de l'ONU. Le second a eu lieu en Trinité-et-Tobago, en présence de représentants de sept gouvernements, de 24 organisations autochtones et d'établissements universitaires.

- ▶ Coorganisé, avec neuf bureaux régionaux des Nations Unies, un atelier de deux jours consacré aux droits des peuples autochtones et destiné à des représentants des institutions nationales des droits de l'homme venus de Bolivie, du Pérou, d'Équateur, de Colombie, du Venezuela, du Panama, du Costa Rica, du Nicaragua, d'El Salvador, du Guatemala et du Mexique.
- ▶ Organisé, en coopération avec la Fédération ibéro-américaine des médiateurs, un séminaire sur les droits économiques, sociaux et culturels, qui s'est tenu en Colombie en février et auquel ont participé 20 représentants d'institutions nationales des droits de l'homme.
- ▶ Dirigé la création d'un groupe consultatif régional sur les questions liées aux peuples autochtones, composé de représentants de communautés indiennes et de huit bureaux régionaux. Ce groupe s'est réuni pour la première fois au Panama en novembre.
- ▶ Facilité, avec le concours du Programme alimentaire mondial, une consultation technique sur le droit à l'alimentation, plus particulièrement axée sur les enfants de moins de deux ans. Cette consultation, qui s'est déroulée en février avec la participation du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, a réuni dix experts et 85 participants représentant des organismes des Nations Unies, des agences de coopération internationale et des ONG.
- ▶ Organisé en juin, en coordination avec l'Association des universités du Groupe de Montevideo, une formation des formateurs à l'intention de 30 universitaires venus d'Argentine, du Brésil, du Chili, du Paraguay et d'Uruguay, en vue de promouvoir l'incorporation des droits de l'homme dans le programme de leurs établissements.
- ▶ Organisé un séminaire régional sur le rôle des parlementaires dans la protection des droits de l'homme en Amérique latine, qui s'est tenu au Panama en octobre en présence de 17 parlementaires et conseillers venus de 13 pays.
- ▶ Facilité les visites au Panama et au Pérou du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, au lendemain des affrontements entre communautés indiennes et autorités.
- ▶ Organisé en février, au Panama, un séminaire régional sur l'EPU auquel ont participé 34 représentants des gouvernements, des institutions nationales et des équipes de pays de l'ONU venus d'Uruguay, du Chili, du Costa Rica, de République dominicaine, de Bolivie, du Nicaragua, d'El Salvador, du Honduras et du Panama.



Les proches de femmes assassinées manifestent à Panama pour exiger que justice soit faite (novembre 2009).

- ▶ Prodigué une assistance et des conseils en matière de lutte contre les violations des droits fondamentaux à l'équipe des Nations Unies au Honduras à la suite du coup d'État et supervisé le travail du spécialiste des droits de l'homme déployé d'urgence dans ce pays.

## Résultats

- ▶ Le rôle de premier plan joué par le HCDH dans la défense des droits des peuples autochtones et les séminaires organisés sur ce sujet ont été très appréciés des organisations autochtones et des gouvernements, contribuant ainsi à une meilleure connaissance des normes internationales. Le Haut-Commissariat a également aidé à renforcer le réseau des peuples autochtones en Amérique centrale et dans les Caraïbes et à promouvoir une meilleure interaction entre les organismes des Nations Unies et les populations autochtones, par la création d'un mécanisme de consultation institutionnel.
- ▶ L'action du HCDH dans le domaine des migrations, et notamment sa participation à un groupe de travail interorganisations, a contribué à placer les questions liées aux droits de l'homme au cœur des préoccupations des autres organismes et partenaires.
- ▶ La Commission interaméricaine des droits de l'homme publiera au début 2010 un rapport sur la sécurité des citoyens et les droits fondamentaux. Sur les recommandations du HCDH, ce rapport intègre les normes et la jurisprudence de l'ONU relatives aux droits de la personne.
- ▶ Avec l'aide du HCDH, les femmes placées à la tête de communautés autochtones du Panama ont décidé de rédiger pour la première fois des rapports



parallèles à l'intention du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, qui examineront les rapports périodiques du pays au début 2010.

- Les séminaires sur l'EPU ont guidé les États et les organisations de la société civile dans l'élaboration des rapports destinés à ce mécanisme.
- À l'issue d'une mission au Honduras, le coordonnateur résident et le HCDH sont convenus d'affecter un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe de pays des Nations Unies. Par ailleurs, les conseils et l'appui dispensés par le HCDH au coordonnateur résident et à l'équipe de pays leur ont permis de traiter plus efficacement les problèmes liés aux droits de l'homme.

### Défis et enseignements

- Bien que les partenaires régionaux et nationaux du HCDH au sein de l'ONU comprennent et apprécient le rôle de défense et de promotion des droits de l'homme rempli par le bureau régional, la présence du Haut-Commissariat en Amérique latine est relativement faible par rapport à celle des autres organismes des Nations Unies. Par conséquent, le HCDH s'efforce d'accroître au maximum l'impact de son action en nouant des partenariats avec les organismes régionaux des Nations Unies et avec d'autres intervenants et en se concentrant sur les domaines dans lesquels il peut faire la différence.

#### Bureau régional pour l'Amérique latine : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	842 076	151 360
Consultants	5 001	-
Voyages officiels	9 380	71 132
Services contractuels	-	27 150
Dépenses générales de fonctionnement	59 423	66 916
Fournitures et achats	6 300	95 370
Séminaires, subventions et contributions	42 500	55 523
Sous-total	964 680	467 451
Coûts d'appui au programme	-	60 769
<b>TOTAL</b>	<b>964 680</b>	<b>528 220</b>

## Appui aux missions de paix des Nations Unies

### Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH)

Date de création	2004
Effectif au 31 décembre 2009	47 pers.

Par le biais de la Section des droits de l'homme de la MINUSTAH, le HCDH a joué un rôle important dans les efforts déployés pour lutter contre l'impunité, offrir une assistance juridique et donner aux organisations de la société civile les moyens de participer à l'élaboration et à la surveillance des politiques publiques de manière à assurer la promotion et la protection des droits économiques, sociaux et culturels. Depuis le bureau principal de Port-au-Prince et les bureaux extérieurs situés dans sept chefs-lieux de département (Cap-Haïtien, Fort-Liberté, Gonaïves, Hinche, Jacmel, Jérémie, Les Cayes), la Section des droits de l'homme a observé les événements et les situations ayant le plus d'impact sur les droits fondamentaux et présenté des rapports à ce sujet. La Section a par ailleurs dispensé des conseils et une assistance technique aux autorités locales, régionales et nationales.

### Activités

Le HCDH a :

- Dispensé en avril une formation sur l'EPU aux autorités gouvernementales et aux acteurs de la société civile, en coopération avec l'État brésilien.
- Organisé, en juin et juillet, une tournée de cinq communes pilotes pour présenter les objectifs du programme de surveillance des politiques publiques à un vaste rassemblement d'organisations issues de la société civile. Lors des cinq projets pilotes lancés en septembre, des groupes de 17 à 25 organisations ont suivi une série de formations sur les droits de l'homme dans les politiques publiques.
- Assuré, avec l'appui de l'État brésilien, une formation sur les plaidoyers en faveur d'un budget respectueux des droits de l'homme à 40 représentants du Gouvernement haïtien et d'organisations locales issues de la société civile.
- Offert un appui technique, fondamental et administratif à l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti, notamment durant les trois missions entreprises en 2009, ainsi qu'à la visite en juin du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage.
- Apporté sa contribution au rapport du Secrétaire général sur Haïti, présenté en septembre au Conseil de sécurité.

- Assuré des activités de surveillance dans tous les départements du pays.

## Résultats

- Par le biais de son programme d'assistance juridique, la Section des droits de l'homme a renforcé ses relations avec les barreaux locaux et a contribué à réduire le nombre de personnes placées en détention provisoire prolongée en leur offrant une représentation légale.
- Grâce aux activités menées dans le cadre du programme de surveillance des politiques publiques, les acteurs de la société civile des régions pilotes ont commencé à sensibiliser l'opinion à la relation qui existe entre les droits de l'homme et les politiques publiques.
- Les organisations de la société civile ont participé plus largement aux « tables de concertation » départementales et communales, qui constituent des plates-formes de dialogue pour les autorités gouvernementales et les acteurs de la société civile.

## Défis et enseignements

Compte tenu du caractère pressant et complexe des nombreux problèmes de droits de l'homme que connaît Haïti, les progrès à long terme passeront nécessairement par l'autonomisation des acteurs locaux,

en particulier des ONG, ainsi que par leur appropriation des activités de défense des droits fondamentaux et leur implication dans l'élaboration des politiques publiques.

## Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies

### Équateur

Date de création	2007
Effectif au 31 décembre 2009	4 pers.

Une petite équipe dirigée par un conseiller du HCDH pour les droits de l'homme s'efforce d'inciter le Gouvernement à respecter ses obligations en matière de droits fondamentaux, d'accroître la participation des organisations de la société civile aux décisions qui ont une incidence sur ces droits, ainsi que de promouvoir l'intégration d'une approche soucieuse des droits de l'homme dans le travail de programmation de l'équipe de pays des Nations Unies. Ses priorités et ses activités principales ont consisté à dispenser des conseils techniques pour l'élaboration de plusieurs projets de loi requis par la nouvelle Constitution et pour la réforme

Enfants portant des sacs de déchets en métal et en plastique, récupérés dans la décharge de Port-au-Prince (Haïti), pour les faire recycler.





du système judiciaire, à intégrer la dimension des droits de l'homme dans la stratégie de développement à long terme de l'Équateur et dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), ainsi qu'à sensibiliser les acteurs nationaux, notamment l'Assemblée, les institutions des droits de l'homme, le ministère de la Justice et des Droits de l'homme et les organismes de l'ONU, aux normes et aux obligations internationales relatives aux droits de la personne. En 2009, les Nations Unies et le Gouvernement ont signé le PNUAD pour la période 2010-2014.

## Activités

Le HCDH a :

- ▶ Œuvré pour l'établissement d'un « état des lieux » concernant la justice autochtone dans les provinces de Chimborazo, d'Esmeraldas et de Sucumbíos, afin de contribuer à l'élaboration d'une loi sur la coopération entre les systèmes judiciaires ordinaire et autochtone.
- ▶ Élaboré des modules de formation sur la justice autochtone à l'intention de la police, de l'armée, des institutions nationales et des fonctionnaires du secteur de la justice. Trois ateliers pilotes consacrés aux droits des peuples autochtones ont été organisés pour 50 militaires et 20 agents du Médiateur situés à l'échelon provincial et issus respectivement de cinq et dix provinces différentes.
- ▶ Aidé le ministère de la Justice et des Droits de l'homme, en coordination avec le PNUD et l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement, à mettre en œuvre les réformes prévues par le code organique de l'appareil judiciaire. Un projet de réforme, une feuille de route et des indicateurs de référence du niveau quantitatif et qualitatif de la production judiciaire ont ainsi été élaborés.
- ▶ Promu la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels auprès de l'Assemblée nationale, du ministère de la Justice et des Droits de l'homme, des instances judiciaires, des facultés de droit et des organisations de la société civile, en prodiguant des conseils sur la place des droits de la personne dans les politiques publiques et sur les indicateurs relatifs à ces droits.
- ▶ Dispensé des séances de formation à une approche fondée sur les droits de l'homme au personnel de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et des cours sur le droit à la santé aux collaborateurs de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).
- ▶ Contribué au renforcement de l'institution nationale des droits de l'homme en animant des formations sur les normes internationales relatives aux droits de la personne et sur une méthodologie axée sur ces droits et en favorisant la collaboration entre



Une femme autochtone met son bulletin dans l'urne lors des élections législatives organisées en Équateur en avril 2009.

l'institution nationale et les organismes des Nations Unies.

- ▶ Coordonné et appuyé, en collaboration avec le ministère de la Justice et des Droits de l'homme et avec celui des Affaires étrangères, les visites en Équateur de l'Expert indépendant sur la dette extérieure, du Groupe de travail sur les personnes d'ascendance africaine et des Rapporteurs spéciaux sur les peuples autochtones et sur la liberté d'expression.
- ▶ Défendu les droits de l'homme par la diffusion de messages contre la discrimination lors de trois festivals de musique, par le parrainage d'un festival de cinéma sur les droits de la personne et par la production, avec le ministère de la Justice et des Droits de l'homme, de quatre publications consacrées à l'égalité des sexes (avec le concours de l'UNIFEM), aux droits économiques, sociaux et culturels, à la justice autochtone et aux droits collectifs.

## Résultats

- ▶ L'armée et l'institution nationale des droits de l'homme ont été sensibilisées aux droits collectifs des peuples autochtones, ainsi qu'à la nécessité d'inclure ces thèmes dans les programmes d'enseignement de ces institutions.



- ▶ Les nombreuses informations sur la justice autochtone collectées auprès des communautés de trois provinces et analysées par le HCDH ont contribué à l'élaboration du projet de loi sur la coordination et la coopération entre les systèmes judiciaires autochtone et ordinaire.
- ▶ Le projet de réforme de la justice a fait l'objet d'une feuille de route structurée et les principales mesures à prendre pour transformer le système judiciaire ont été identifiées.
- ▶ Avec l'appui du HCDH, le ministère de la Défense a créé une unité des droits de l'homme afin d'intégrer ces droits à ses fonctions.
- ▶ Grâce aux activités de coordination du conseiller pour les droits de l'homme, l'institution nationale chargée des droits fondamentaux dispose d'une coopération technique et financière accrue de la part des organismes des Nations Unies.
- ▶ Avec l'appui du conseiller, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées a été ratifiée en octobre.

### Défis et enseignements

- ▶ L'un des principaux défis auxquels a été confronté le conseiller pour les droits de l'homme a consisté à répondre efficacement aux nombreuses demandes de conseils techniques formulées par le Gouvernement et les autres acteurs, notamment sur la mise en œuvre d'une approche fondée sur les droits de l'homme. Il est donc avéré essentiel d'établir de solides partenariats avec les autres organismes des Nations Unies pour parvenir à mener à bien les activités prévues.
- ▶ Il est demeuré difficile d'assurer la participation effective des différentes parties prenantes, et en particulier des peuples autochtones, aux processus décisionnels portant sur des problèmes de droits de l'homme.

## Nicaragua

Date de création	2007
Effectif au 31 décembre 2009	3 pers.

Le conseiller pour les droits de l'homme s'est efforcé tout au long de l'année d'inciter l'État à mieux respecter ses obligations en matière de droits fondamentaux, d'encourager le dialogue entre le Gouvernement et la société civile et de coopérer avec l'équipe de pays des Nations Unies pour incorporer une approche soucieuse des droits de l'homme dans l'élaboration des programmes. Sa principale priorité a consisté à aider l'équipe de pays des Nations Unies, l'État et les autres parties prenantes à préparer leurs contributions à l'examen périodique universel.

### Activités

Le HCDH a :

- ▶ Organisé 12 ateliers consacrés au système international de défense des droits de l'homme et aux observations finales des organes de suivi des traités, auxquels ont participé 600 personnes représentant les organisations de la société civile, le milieu universitaire, les communautés autochtones ainsi que les autorités nationales et régionales. Ces ateliers ont eu lieu dans la capitale et sur la côte des Caraïbes.
- ▶ Dispensé des formations et des conseils techniques sur le processus d'EPU au Gouvernement, aux institutions nationales des droits de l'homme, aux organisations de la société civile et à l'équipe de pays des Nations Unies. Le conseiller pour les droits de l'homme a animé quatre séances de formation et six ateliers suivis par 200 participants.
- ▶ Dispensé au Gouvernement et aux ONG des formations et des conseils concernant l'élaboration des rapports périodiques destinés au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, au Comité des droits civils et politiques, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels et au Comité contre la torture.
- ▶ Organisé, conjointement avec les autorités gouvernementales, trois séminaires destinés à promouvoir l'adoption des normes internationales relatives aux droits de l'homme et l'application des recommandations des organes de suivi des traités.
- ▶ Prodigé des conseils techniques à trois universités nationales en vue de renforcer leurs capacités de formation et de recherche en matière de droits de l'homme. Ces activités ont porté à la fois sur les concepts et les méthodes d'enseignement liés aux droits de la personne, en mettant plus particulièrement l'accent sur les droits des peuples autochtones.
- ▶ Mis en œuvre un plan de communication consistant notamment à produire et à publier des documents sur les normes relatives aux droits de l'homme et sur les observations des organes de suivi. Mentionnons notamment la publication de deux ouvrages, l'un consacré aux observations et recommandations formulées par les organes de suivi des traités à l'intention du Nicaragua pendant la période 2007-2009, l'autre traitant des instruments internationaux relatifs aux droits des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine. Deux CD interactifs, présentant une compilation des rapports relatifs aux droits de l'homme au Nicaragua, ont également été réalisés.
- ▶ Coordinné le groupe thématique interorganisations consacré aux droits de l'homme et entrepris des activités visant à améliorer la prise en compte systématique de ces droits dans les programmes de

l'équipe de pays des Nations Unies. Le HCDH a également animé quatre séances de formation destinées au personnel de l'ONU et consacrées à l'EPU, à l'approche fondée sur les droits de l'homme, à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, ainsi qu'au droit à l'alimentation.

- ▶ Coordonné la création du Comité consultatif des Nations Unies pour les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine.
- ▶ Participé à une mission humanitaire à la frontière entre le Honduras et le Nicaragua pour évaluer la situation des Honduriens qui ont fui leur pays à la suite du coup d'État du mois de juin.
- ▶ Appuyé la visite, en septembre, du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et coordonné le suivi de ses recommandations.

## Résultats

- ▶ Une loi sur la sécurité alimentaire a été adoptée, conformément aux recommandations du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et avec l'appui du conseiller pour les droits de l'homme. Les Nations Unies et l'Assemblée nationale ont élaboré un plan de travail commun accordant la priorité aux recommandations des organes de suivi des traités.
- ▶ Les connaissances et les capacités des principaux acteurs de l'État et de la société civile intervenant dans le domaine des droits de l'homme ont été renforcées grâce aux formations et aux conseils techniques dispensés par le HCDH, en particulier sur les observations et les recommandations des organes de suivi des traités. Les activités réalisées et les documents produits et distribués ont également enrichi les connaissances et alimenté les débats sur les questions liées aux droits de l'homme.
- ▶ Les capacités du Médiateur spécial pour les peuples autochtones dans les régions du Pacifique, du centre et du nord du pays ont été renforcées par le biais de conseils techniques et d'un appui aux activités.

- ▶ Les activités d'intégration des droits de l'homme menées par le conseiller ont abouti à l'inclusion de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans le programme du PNUD pour la côte des Caraïbes.
- ▶ La création du Comité consultatif pour les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine et du Comité consultatif pour les droits des femmes a permis d'intensifier le dialogue entre les populations vulnérables et les organismes des Nations Unies.
- ▶ La capacité des organismes onusiens à offrir une assistance technique à leurs homologues nationaux, en particulier pour la mise en œuvre du cadre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), a été renforcée grâce au rôle d'impulsion et de coordination assumé par le HCDH au sein du groupe interorganisations sur les droits de l'homme et la gouvernance.

## Défis et enseignements

- ▶ Le Gouvernement a renoué avec la pratique qui consiste à établir des rapports sur l'avancement des progrès concernant le respect des engagements de l'État en matière de droits de l'homme. Par conséquent, plusieurs organismes de suivi des traités ont formulé des observations et des recommandations à l'intention des autorités en 2008 et 2009. Dans ce domaine, la difficulté immédiate a consisté à élaborer des stratégies adaptées pour assurer leur application et leur incorporation dans les politiques publiques et les plans nationaux.
- ▶ L'équipe de pays des Nations Unies a pour la première fois élaboré un rapport commun pour l'EPU, avec la participation de la société civile et de l'État, démontrant ainsi que les mécanismes de l'ONU peuvent être utilisés par les organismes onusiens pour réaliser de précieux diagnostics de la situation des droits de l'homme. De plus, ce processus a mis en lumière la nécessité d'intégrer la dimension des droits de l'homme dans l'élaboration de leurs propres programmes.



# Le HCDH sur le terrain : Asie et Pacifique



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Cambodge</li> <li>● Népal</li> </ul>
Bureaux régionaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Asie du Sud-Est (Bangkok, Thaïlande)</li> <li>● Pacifique (Suva, Îles Fidji)</li> </ul>
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Afghanistan</li> <li>● Timor-Leste</li> </ul>
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Indonésie***</li> <li>● Papouasie-Nouvelle-Guinée</li> <li>● Sri Lanka</li> </ul>

\*\*\* Poste supprimé en janvier 2010

La région Asie-Pacifique, qui s'étend de l'Iran et de l'Afghanistan à l'ouest aux îles du Pacifique à l'est, est une région diverse et dynamique, qui abrite les deux tiers de la population mondiale. L'année 2009 a été marquée par de graves problèmes dans le domaine des droits de l'homme : dans plusieurs pays, les conflits se sont intensifiés, les résultats des élections ont été contestés et les processus de transition vers la démocratie sont devenus plus incertains. Les effets de la crise économique mondiale ont continué de se faire sentir, avec des conséquences néfastes sur l'emploi et les migrations. Les effets positifs du développement économique ont été contrebalancés par la persistance des inégalités entre les sexes et d'autres formes de



discrimination particulièrement tenaces, ainsi que, dans certains cas, par un durcissement des mesures visant à restreindre le militantisme social. Des progrès ont néanmoins été observés : un certain nombre d'États ont ratifié des traités supplémentaires et élaboré des plans d'action en faveur des droits de l'homme, tandis que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est créait le premier organe régional de défense des droits de l'homme.

En 2009, le HCDH disposait de bureaux de pays au Cambodge et au Népal, ainsi que de bureaux régionaux à Bangkok pour l'Asie du Sud-Est et à Suva pour le Pacifique. Par ailleurs, le HCDH a appuyé les missions de paix des Nations Unies en Afghanistan et au Timor-Leste, ainsi que des conseillers pour les droits de l'homme déployés auprès des équipes de pays des Nations Unies opérant en Indonésie (jusqu'au 31 janvier 2010), en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Sri Lanka. Au siège, une section composée de neuf fonctionnaires internationaux et de quatre membres du personnel

administratif s'est occupée de la région et a dispensé un appui fonctionnel et administratif aux présences sur le terrain. Le Haut-Commissariat a continué à soutenir les travaux des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales chargés du Cambodge, de la République populaire démocratique de Corée et du Myanmar, ainsi que l'établissement des rapports du Secrétaire général sur l'Iran, présentés à l'Assemblée générale. Le HCDH a également mené plusieurs activités d'envergure régionale, dont un colloque judiciaire sur les problèmes de discrimination en Asie du Sud et de l'Ouest, qui a eu lieu aux Maldives en novembre, et une consultation régionale avec des commissions de femmes spécialisées, originaires de sept pays, qui s'est déroulée en Indonésie en décembre. Une assistance et une formation techniques ont également été assurées dans des pays où le HCDH n'est pas présent sur le terrain, notamment au Bangladesh, aux Maldives et en Mongolie. La Haut-Commissaire s'est rendue au Népal et en Inde en mars.

## Le HCDH en Asie et dans le Pacifique : exemples d'impact en 2009

### Promotion de changements législatifs et politiques :

- ▶ Au **Népal**, le HCDH a contribué, dans des proportions importantes, à l'élaboration de la nouvelle Constitution et des lois relatives à la justice transitionnelle.
- ▶ Au **Timor-Leste**, un nouveau code pénal est entré en vigueur ; la version définitive du texte tient compte des avis exprimés par le HCDH pendant la période de consultation, s'agissant de la définition de la violence familiale comme un crime public et de la dépénalisation de la diffamation.
- ▶ Au **Cambodge**, un certain nombre de recommandations formulées par le HCDH au sujet de la réforme des prisons, portant notamment sur la ration alimentaire des prisonniers et le rôle des comités de prisonniers, ont été acceptées et mises en œuvre par les autorités.
- ▶ En **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, le Gouvernement a, sur les conseils et avec le soutien du HCDH, lancé une Politique nationale sur le handicap fondée sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

### Renforcement des institutions nationales de défense des droits de l'homme

- ▶ Au **niveau régional**, le HCDH et le FNUAP ont aidé la commission nationale des femmes indonésiennes à organiser la première réunion régionale de commissions spécialisées similaires en Asie et dans le Pacifique.
- ▶ Toujours au **niveau régional**, le HCDH a été étroitement associé à la mise en place de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), premier mécanisme régional de cette nature en Asie et dans le Pacifique.
- ▶ Au **Népal**, le Haut-Commissariat a aidé la Commission nationale des droits de l'homme à renforcer ses capacités en matière de gestion, de surveillance et d'établissement de rapports.

### Promotion de la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme :

- ▶ En **Asie du Sud-Est**, le HCDH et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) se sont associés pour promouvoir une mise en conformité de la législation nationale avec la Convention relative à la protection des droits des personnes handicapées dans dix pays de la région.
- ▶ Dans le **Pacifique**, le bureau régional a publié un document d'analyse encourageant les pays de la région à ratifier les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.



### Renforcement de l'interaction avec les organes et mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme :

- ▶ Le nouveau Rapporteur spécial sur le **Cambodge** a rétabli le dialogue avec le Gouvernement de ce pays et le Rapporteur spécial sur la **République populaire démocratique de Corée** a poursuivi ses échanges avec les pays voisins et divers intervenants mais s'est heurté au refus du Gouvernement de la RPDC, concernant une éventuelle coopération.
- ▶ Au **niveau régional**, un plus grand nombre de pays ont, du fait de leur participation au processus d'EPU, ont intensifié leur coopération avec les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme : ainsi, de nouvelles invitations ont été adressées à des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales et le nombre de ratifications des traités relatifs aux droits de l'homme a augmenté.
- ▶ En **Afghanistan**, le ministère des Affaires étrangères a soumis son rapport au titre de l'EPU avec le concours du HCDH ; le document a été rédigé au travers d'un processus consultatif, impliquant la société civile et la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan.

### Aide à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et à la mise en œuvre des recommandations :

- ▶ Grâce à l'aide apportée au Gouvernement du **Cambodge**, 11 des 15 rapports attendus par les organes de traités ont été soumis.

### Appui à la mise en place ou au bon fonctionnement de mécanismes de justice transitionnelle et d'établissement des responsabilités :

- ▶ Au **Timor-Leste**, des fonctionnaires de police ont été condamnés par des cours nationales en raison de leur implication dans des violations des droits de l'homme, en partie grâce aux efforts du HCDH.
- ▶ Au **Népal**, le HCDH a appuyé le processus de consultation préalable à la création de la Commission vérité et réconciliation, notamment en aidant à mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle.

### Amélioration de l'accès des groupes marginalisés à la justice et aux services essentiels :

- ▶ Au **Népal**, la Haut-Commissaire a recommandé publiquement de prendre des mesures pour mettre fin à la discrimination fondée sur les castes et appelé à renforcer les capacités des institutions et des associations représentant des castes.

## Bureaux de pays

### Cambodge

Date d'ouverture	1993
Effectif au 31 décembre 2009	28 pers.
Dépenses en 2009	1 989 915 dollars E.-U.

### Contexte

Le Cambodge a connu plusieurs années de croissance économique rapide, accompagnée d'une réduction sensible de la violence politique, notamment en ce qui concerne les atteintes au droit à la vie, à la sécurité et à l'intégrité de la personne. Des mesures positives ont été prises afin de faire progresser la parité entre les sexes dans le système éducatif et dans l'administration. Le nombre de cas de VIH/sida a été réduit et l'accès aux traitements amélioré ; des évolutions importantes ont également été observées, en ce qui concerne l'attribution systématique de titres de propriété foncière dans les zones rurales, la liberté de religion et d'association, et l'adoption de textes de loi essentiels (code pénal, loi sur



Juges et greffiers du tribunal établi avec le soutien des Nations Unies pour juger les anciens dirigeants du régime des Khmers rouges, Phnom Penh (Cambodge).

les réunions pacifiques). Cependant, le Gouvernement tolère de moins en moins les déclarations critiques à l'égard de ses politiques et de ses pratiques, comme en attestent ses réactions vis-à-vis des membres des partis politiques d'opposition, des médias locaux et de la

société civile qui réclamaient l'application effective et équitable des lois, la justice et l'établissement des responsabilités des pouvoirs publics.

Les hausses observées dans le prix des denrées alimentaires et des carburants, conjuguées aux effets de la crise financière mondiale, ont enrayer le progrès économique et pénalisé encore davantage les personnes les plus vulnérables. Le développement non réglementé et les progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté – du moins dans les villes – ont favorisé la réapparition d'une classe moyenne urbaine. Cependant, cette croissance sans frein a également conduit à l'expropriation arbitraire des communautés pauvres en milieu rural et urbain ; celles-ci sont dépossédées de leurs terres, souvent sans indemnisation équitable, par de puissants intérêts politiques et financiers, dans un contexte d'appropriation illicite des terres et de spéculation foncière, avec à la clef une application sélective de la loi et des procédures judiciaires. Le Cambodge devra, surtout s'il entend atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD), à savoir une réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2015, s'atteler à une tâche difficile, consistant à protéger les pauvres et les plus vulnérables contre des pratiques de développement qui placent volontiers les riches et les puissants au-dessus de la loi.

## Rôle du HCDH

En coopération avec le Gouvernement, les organes judiciaires et législatifs, la société civile et divers acteurs nationaux et internationaux, le HCDH s'efforce d'appuyer la consolidation de la paix et de la stabilité au Cambodge à l'issue de trois décennies de guerre, de violence et d'exercice arbitraire du pouvoir. Guidé dans son action par les normes internationales relatives aux droits de l'homme, le HCDH cherche à promouvoir l'état de droit en organisant son travail autour de quatre programmes thématiques : 1) droits à la terre et au logement et populations autochtones ; 2) protection de l'exercice des libertés et des droits fondamentaux, ainsi que de la société civile ; 3) poursuite de l'élaboration d'un cadre institutionnel et normatif de protection pour l'administration de la justice ; et 4) amélioration du traitement réservé aux prisonniers, ainsi que des conditions carcérales.

## Activités

Le HCDH a :

- Appuyé l'élaboration d'un cadre juridique et institutionnel de protection et de promotion des droits de l'homme conforme aux normes internationales consacrées par la Constitution cambodgienne. Aidé des institutions publiques à rédiger de nouvelles lois, dont la loi sur les

manifestations pacifiques, le code pénal, la loi sur la protection des droits des personnes handicapées, la loi sur les expropriations et d'autres textes législatifs.

- Observé l'application des politiques et des lois par les institutions publiques, ainsi que les pratiques de ces dernières, afin d'indiquer si ces lois, politiques et pratiques étaient conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme acceptées par le Cambodge, et coopéré avec l'État afin de faciliter leur mise en œuvre.
- Offert au Gouvernement et à la société civile des conseils et des formations sur diverses questions, dont le droit à la terre, les entreprises et les droits de l'homme, la liberté d'association et de réunion, la collecte d'informations sur les violations des droits fondamentaux et leur signalement, et l'établissement de rapports sur l'application des traités ratifiés par le Cambodge. Favorisé un climat de respect mutuel, de dialogue et de coopération entre le Gouvernement et la société civile.
- Appuyé la réforme des prisons, notamment par des visites régulières dans les prisons, des entretiens confidentiels avec les prisonniers et le personnel, des recommandations relatives à l'amélioration des conditions de détention et du traitement réservé aux détenus, et par l'élaboration de supports de formation professionnelle destinés aux personnels pénitentiaires.
- Travaillé en étroite coopération avec différents organismes onusiens, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires spécialistes du développement afin d'encourager des pratiques de développement humaines et durables et de favoriser la coopération internationale à des fins de promotion et de protection des droits de l'homme.
- Offert un appui et des conseils au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, conformément aux résolutions du Conseil des droits de l'homme.
- Soutenu et conseillé le Sous-Comité pour la prévention de la torture lors de sa première visite au Cambodge en décembre, et œuvré avec le ministère de l'Intérieur à la mise en place d'un mécanisme national de prévention de la torture.
- Produit des supports d'information sur les droits de l'homme, dont des émissions de télévision en anglais et en khmer, et amélioré son site web, considéré comme un modèle pour les autres organismes des Nations Unies présents au Cambodge. Collaboré à une émission sur l'aide juridique, diffusée à la télévision nationale.
- En partenariat avec l'UNICEF et l'UNESCO, le HCDH a étudié avec le ministère de l'Éducation les possibilités de coopération à long terme qui s'offraient pour perfectionner et mettre en œuvre le programme d'éducation aux droits de l'homme dans les cycles primaire et secondaire.





Jeunes cambodgiens se rendant à l'école du village de Balang, dans la province de Kampong Thom (Cambodge).

Le Haut-Commissariat a également appuyé plusieurs projets éducatifs, notamment une série d'émissions de radio interactives sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et une campagne sur les droits des personnes handicapées.

## Résultats

- Les autorités ont accepté et s'attachent à mettre en œuvre quatre recommandations du HCDH, figurant parmi les principales : 1) doublement du montant de l'allocation alimentaire par prisonnier ; 2) révision des attributions du comité des prisonniers, impliqué dans des abus, y compris des mauvais traitements ; 3) réduction de la corruption en rapport avec les visites des familles, les sorties journalières et l'accès à des services essentiels ; 4) adoption par l'administration pénitentiaire de normes minimales en matière de construction.
- L'intervention du bureau dans 36 conflits fonciers en milieu rural, moyennant un travail d'enquête sur les affaires et de médiation entre les villageois, les entreprises et les autorités, a facilité la remise en liberté de 61 agriculteurs. Le HCDH a entamé avec succès un dialogue au sujet d'une affaire de concession de terrains au profit d'une entreprise, et a obtenu de l'entreprise qu'elle réalise une étude d'impact social et environnemental.
- Suite à l'assistance prodiguée aux autorités gouvernementales et à la société civile pour favoriser une coopération plus efficace avec le

Conseil des droits de l'homme, les procédures spéciales et l'EPU, le Gouvernement a soumis 11 des 15 rapports attendus par les organes de traités concernés et s'est déjà attelé à la rédaction de trois des quatre rapports restants. Le Gouvernement a également préparé son rapport pour l'EPU, en consultation avec la société civile.

- À la suite des interventions menées en coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires du développement, appelant à un moratoire sur les expulsions foncières et à l'adoption de directives nationales pour réglementer les expulsions, l'équipe de pays et la municipalité de Phnom Penh ont entrepris un projet de coopération pilote afin d'atténuer les effets des expulsions et des réinstallations sur les personnes atteintes du VIH-sida.

## Défis et enseignements

- Tout travail de protection efficace est fondé sur le dialogue et la confiance, deux éléments indispensables favorisés par un engagement équilibré, multidimensionnel, durable et concret auprès du Gouvernement et de la société civile.
- Le renforcement du système judiciaire, toujours exposé aux influences financières et politiques, demeure au premier plan des priorités, l'objectif étant d'améliorer l'accès à la justice, dans des conditions d'égalité, et d'offrir des recours contre les abus.

**Cambodge : Dépenses en 2009**

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	1 277 029	312 432
Consultants	19 732	(18 580)
Voyages officiels	11 854	10 522
Services contractuels	(2 600)	58 308
Dépenses générales de fonctionnement	132 053	(147 662)
Fournitures et achats	75 694	46 052
Séminaires, subventions et contributions	12 957	148 836
Sous-total	1 526 719	409 908
Coûts d'appui au programme	-	53 288
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>1 526 719</b>	<b>463 196</b>

**Népal**

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2009	111 pers.
Dépenses en 2009	7 996 017 dollars E.-U.

**Contexte**

Les événements politiques de l'année 2009 ont attiré l'attention sur la fragilité du processus de paix engagé au Népal. En mai, le retrait du Gouvernement du Parti communiste unifié (maoïste), principal parti de la coalition au pouvoir, a bloqué le processus de paix, qui est demeuré au point mort jusqu'à la fin de l'année, ou presque. Il a de ce fait été impossible de s'attaquer à des problèmes pressants dans le domaine des droits de l'homme. L'impunité et l'absence générale de suivi des responsabilités, la sécurité publique précaire, les inégalités criantes et les discriminations massives, ainsi que la pauvreté, aggravée par la récente crise mondiale, ont constitué autant d'obstacles à l'exercice des droits fondamentaux. Les actes de violence auxquels se livrent sans relâche des groupes armés et criminels ont continué à poser un grave problème. Certains progrès ont néanmoins été observés : des mesures ont été prises pour favoriser l'insertion sociale, notamment en ce qui concerne la représentation de groupes marginalisés à l'Assemblée constituante, et pour mettre fin aux pratiques relatives aux intouchables et au travail servile. Une nouvelle loi sur la violence familiale est entrée en vigueur en mai et le Gouvernement a entrepris de mettre en œuvre un plan d'action pour éliminer la violence sexiste, tout en

prenant des mesures concrètes pour préparer un processus de justice transitionnelle.

**Rôle du HCDH**

Le mandat du HCDH est défini dans l'Accord conclu par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme et le Gouvernement du Népal en 2005. Il a été reconduit en 2007 pour une période de deux ans, en mai 2009 pour une période transitoire de trois mois (en raison du changement de gouvernement) et en juillet 2009 pour neuf mois supplémentaires, c'est-à-dire jusqu'en juin 2010.

**Activités**

Le HCDH a :

- Entrepris des tournées régulières sur le terrain afin de surveiller et d'évaluer la situation des droits de l'homme et répondu à des requêtes du Gouvernement et de responsables de l'administration locale, le priant de dépêcher des observateurs dans un certain nombre de districts lors de crises locales. Par exemple, le bureau a envoyé des équipes de surveillance dans le district de Ramechap en mai et en juin, dans le district de Kalikot en juin et dans le district de Bhojpur en octobre. Le HCDH a également continué à observer les manifestations et les rassemblements politiques dans l'ensemble du pays, nouant un dialogue avec les forces de sécurité et les organisateurs des manifestations afin de veiller à ce que les deux parties soient pleinement informées de leurs responsabilités et droits respectifs en pareilles circonstances.
- Appuyé et aidé la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), d'autres institutions nationales et la société civile. Le HCDH et la CNDH ont convenu d'une série de principes régissant leur coopération et ont approuvé les modalités de la nouvelle phase d'un projet de renforcement des capacités, exécuté en partenariat avec le PNUD. Ce projet, d'une durée de deux ans, vise à renforcer les capacités de la CNDH en matière de gestion, de surveillance, d'investigation et d'établissement de rapports, ainsi qu'en matière d'observation de la mise en œuvre des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.
- Redoublé d'efforts pour aider la société civile et au Gouvernement à mettre au point des mécanismes de justice transitionnelle, appuyant notamment le processus de consultation préalable à la création de la Commission vérité et réconciliation, mené sous la houlette du ministère de la Paix et de la Reconstruction. Un projet « paix par la justice », lancé par le HCDH en juillet pour une période initiale de 12 mois, vise à faciliter la création de

mécanismes judiciaires de transition et leur fonctionnement.

- ▶ Accélééré un programme de formation sur les indicateurs relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels à l'échelon régional et central, en organisant cinq ateliers à l'intention d'ONG et de représentants du Gouvernement. Publié une brochure en népalais sur les questions récurrentes au sujet des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'une plaquette sur le dépôt des plaintes auprès de la police, indispensable au déclenchement des enquêtes.
- ▶ Aidé 25 groupes marginalisés à soumettre un rapport commun lors de la Conférence d'examen de Durban et facilité une stratégie et des réunions de suivi, y compris avec le Premier ministre. En décembre, le HCDH a travaillé aux côtés d'une troupe de théâtre professionnelle, lors d'une tournée de vingt jours entreprise dans la région de l'extrême-ouest afin de sensibiliser la population à la problématique de la discrimination. Les représentations ont attiré 10 000 à 15 000 spectateurs.
- ▶ Mené des interventions dans des affaires de détention, d'enlèvement et de torture, en raison de l'augmentation des problèmes de droits de l'homme liés à la dégradation de la sécurité au Teraï dans le contexte de l'après-conflit, et continué à donner suite aux plaintes concernant les exécutions extrajudiciaires auxquelles la police se serait livrée.
- ▶ Approfondi des processus démocratiques, en rapport notamment avec la rédaction de la nouvelle Constitution, en s'attachant à promouvoir des processus participatifs et consultatifs, ainsi que l'intégration de dispositions destinées à protéger les droits de l'homme dans le projet de Constitution et dans d'autres textes législatifs pertinents. Épaulé la société civile dans ses efforts de plaidoyer à ce sujet.

- ▶ Entrepris, de concert avec le Cabinet du Premier ministre, des activités essentielles pour faire face à l'augmentation des cas signalés de violence à l'encontre des femmes. À l'issue d'une mission conjointe, entreprise dans les cinq districts les plus touchés de la région orientale en juillet, le Premier ministre a annoncé qu'une campagne serait menée, une année durant, pour lutter contre la violence à l'égard de femmes.
- ▶ Intensifié ses efforts afin de doter la société civile de capacités plus solides pour surveiller la situation des droits de l'homme, enquêter sur les violations et en rendre compte, en dispensant de nombreuses formations, et ce jusque dans les régions les plus reculées. Plus de 3 900 personnes ont bénéficié de ces formations en 2009. Assuré ou facilité plus de 100 activités de renforcement des capacités au profit de représentants du Gouvernement, de défenseurs des droits de l'homme, d'avocats, de dirigeants de mouvements de jeunes et d'étudiants, de représentants d'organisations de peuples autochtones ou de communautés marginalisées, de journalistes et d'universitaires.

## Résultats

- ▶ Le fait de réunir des acteurs de la société civile, des représentants des autorités locales et des membres des forces de sécurité a stimulé le dialogue, au niveau régional, sur les obligations en matière de droits de l'homme et d'autres problèmes spécifiques.
- ▶ Il a été reconnu publiquement que les interventions du HCDH, tout comme celles de la Commission nationale des droits de l'homme et d'autres défenseurs des droits fondamentaux, en rapport avec des manifestations, des détentions, des enlèvements, des cas de torture et des affaires d'exécutions extrajudiciaires, avaient contribué, dans des proportions considérables, à stabiliser la situation.
- ▶ L'un des effets essentiels de l'action du HCDH au Népal a été de contribuer à un élargissement du champ d'intervention concernant les problèmes de droits de l'homme, en permettant aux défenseurs des droits de l'homme d'accomplir leur travail, aux victimes de dénoncer les violations et les abus, et au débat public sur cette problématique de se poursuivre dans de meilleures conditions de sécurité.
- ▶ Le bureau a joué un rôle important dans les travaux entrepris par l'équipe de pays des Nations Unies pour préparer la démobilisation des combattants maoïstes déclarés inaptes, en sa qualité de coprésident de l'équipe spéciale de surveillance et d'information sur les enfants et les conflits armés, créée en vertu de la résolution 1612 du Conseil de sécurité. En tant que chef de file du module de



Un collaborateur du HCDH anime une séance de formation consacrée aux droits des peuples autochtones à Chitwan (Népal).





Habitants du village de Gatland, au nord-ouest du Népal.

protection du Comité permanent interorganisations, le HCDH a renforcé l'approche fondée sur les droits de l'homme dans les situations d'urgence.

- ▶ Contribué aux appels lancés par les membres de la communauté représentant les personnes handicapées, de sorte que le Gouvernement a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées en décembre. Le HCDH a déployé des efforts énergiques et systématiques pour soutenir les organisations de personnes handicapées et organisé quatre manifestations publiques en décembre pour célébrer la Journée internationale des droits des personnes handicapées ; les médias ont abondamment traité de ces événements.

## Défis et enseignements

- ▶ L'établissement des responsabilités pénales dans des affaires emblématiques de violation des droits de l'homme n'a que faiblement progressé. La plupart des décisions de la Cour suprême relatives à des problèmes des droits de l'homme et des recommandations de la Commission nationale des droits de l'homme sont restées lettre morte. Le HCDH a intensifié ses efforts de sensibilisation à la problématique de l'impunité et les a complétés en accordant, par le biais du projet « paix par la justice », un soutien concret aux acteurs gouvernementaux compétents, en particulier au ministère de la Paix et de la Reconstruction.
- ▶ L'observation des incidents violents et des autres tensions apparues au lendemain du retrait des maoïstes du Gouvernement en mai a contribué de manière déterminante, a-t-on estimé, à la prévention ou à l'apaisement des violences. Le vaste réseau que le HCDH a établi avec les autorités, la société civile et la population dans son ensemble a consolidé sa position d'organisation indépendante et impartiale pouvant aider à prévenir des violences, en particulier dans des secteurs isolés, grâce à sa solide implantation régionale et à ses équipes extrêmement mobiles.

- ▶ Bien que le nouveau Gouvernement ait pris quelques mesures pour lutter contre ces phénomènes, les pratiques centrées sur l'exclusion sociale et la discrimination demeurent profondément ancrées au Népal. Seuls des projets et des activités à long terme dans ces domaines sont susceptibles de produire des effets mesurables.
- ▶ Les efforts déployés pour renforcer des institutions nationales essentielles, spécifiquement chargées de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, se sont heurtés à des obstacles considérables, au premier chef desquels un manque de ressources, un fondement juridique insuffisant, un manque de coopération de la part du Gouvernement, et, parfois, des ingérences directes du pouvoir politique.

Népal : Dépenses en 2009		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	5 791 412
Consultants	-	32 863
Voyages officiels	-	274 648
Services contractuels	-	109 265
Dépenses générales de fonctionnement	-	306 403
Fournitures et achats	-	218 947
Séminaires, subventions et contributions	-	342 583
Sous-total	-	7 076 121
Coûts d'appui au programme	-	919 896
<b>TOTAL</b>	-	<b>7 996 017</b>

## Bureaux régionaux

### Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est (Bangkok, Thaïlande)

Date d'ouverture	2002
Effectif au 31 décembre 2009	8 pers.
Dépenses en 2009	1 098 535 dollars E.-U.

Le bureau régional du HCDH pour l'Asie du Sud-Est s'occupe du Brunéi Darussalam, du Cambodge, de l'Indonésie, de la République démocratique populaire lao, de la Malaisie, du Myanmar, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande et du Viet Nam. Tout en appuyant les autres présences du HCDH en Asie du Sud-Est, le bureau met ses connaissances spécialisées à la disposition des acteurs intervenant dans la région ; il sert également de catalyseur et de rassembleur pour ce qui touche aux problèmes de droits de l'homme et à la prise en compte des principes et mécanismes relatifs aux droits de l'homme dans les débats sur les questions politiques, sociales, économiques et de développement. L'établissement de partenariats stratégiques – notamment avec les autorités nationales, les organisations régionales, dont l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), les institutions de défense des droits de l'homme, les organisations de la société civile et les autres organismes et programmes des Nations Unies – a été essentiel pour le travail du bureau. En 2009, le bureau régional entendait en premier lieu renforcer la capacité de défense des droits de l'homme du système des Nations Unies et veiller à ce que les intervenants concernés participent activement au processus d'EPU, tout en sensibilisant les responsables politiques régionaux à la nécessité de disposer d'un mécanisme régional de défense des droits de l'homme conforme aux normes internationales

### Activités

Le HCDH a :

- ▶ Dispensé aux équipes des Nations Unies opérant dans des pays de la région des conseils et des formations sur l'intégration des droits de l'homme dans leurs documents de planification, dans leurs projets et dans leurs programmes, en coopération avec le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM) en Asie et dans le Pacifique.
- ▶ Organisé, de concert avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), une réunion d'experts sur la transposition de la Convention relative aux droits des personnes handicapées dans les législations nationales à Bangkok. Des personnes handicapées et des membres du Comité des droits des personnes handicapées figuraient parmi les 28 participants. Une série de recommandations destinées à promouvoir l'harmonisation législative à l'échelon national ont été élaborées à cette occasion.
- ▶ Renforcé ses partenariats avec la CESAP et d'autres organismes des Nations Unies pour aborder de concert un éventail de questions thématiques, comme les questions sociales, le handicap, le VIH/sida, les peuples autochtones, les migrations et l'égalité hommes-femmes.
- ▶ Organisé une réunion d'experts avec les dix membres du Groupe de haut niveau chargé de rédiger le mandat de l'organe de défense des droits de l'homme de l'ASEAN. La réunion a eu lieu à Genève en avril, en présence des membres du Groupe, de leur personnel administratif et des collaborateurs du Secrétariat de l'ASEAN. Des spécialistes originaires de l'Afrique, des Amériques et de l'Europe, ainsi que des experts des Nations Unies, se sont fait part de leurs connaissances et de leurs expériences au sujet de la mise en place de mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme à cette occasion. Le bureau a également créé, en coopération avec le projet SEARCH (*South East Asia Cooperation in Human Development*) un mécanisme régional de coordination des activités en rapport avec l'établissement et le développement d'un système de défense des droits de l'homme relevant de l'ASEAN.
- ▶ Un dialogue similaire avec des organisations de la société civile et des institutions nationales des droits de l'homme a réuni 40 experts à Djakarta en mai. Organisée en collaboration avec le Groupe de travail chargé de l'ASEAN et des droits de l'homme au sein du réseau SAPA (*Solidarity for Asian People's Advocacy*) et le projet SEARCH, cette réunion a été orientée non seulement sur le partage des expériences et des enseignements, mais aussi sur le rôle des organisations de la société civile et des institutions des droits de l'homme des différentes régions dans l'élaboration de dispositifs crédibles et efficaces de défense des droits de l'homme au niveau régional.
- ▶ Organisé une consultation régionale sur l'EPU à l'intention de six pays devant se soumettre à l'examen en 2010 et en 2011. Au total, 33 personnes représentant des Gouvernements et d'autres acteurs ont participé à cette réunion, qui a eu lieu à Bangkok en novembre. Le Bureau a également offert un appui relatif à l'EPU au niveau national, au bénéfice d'institutions nationales des droits de l'homme et de représentants de la société civile, organisant notamment une consultation des parties

prenantes en RDP lao en novembre et une réunion d'organisations non gouvernementales (ONG) en Thaïlande en décembre.

- ▶ Coorganisé avec le PNUD deux dialogues régionaux consacrés à la Déclaration des Nations Unies sur les peuples autochtones et aux Mécanismes de promotion et de protection des droits de peuples autochtones. Des partenaires onusiens ainsi que des représentants des Gouvernements et de la société civile, dont des représentants de peuples autochtones, ont participé à ces dialogues qui ont eu lieu Bangkok.
- ▶ Prononcé un discours-programme lors d'un colloque judiciaire organisé en octobre en Malaisie ; plus de 336 magistrats, dont des juges de haut rang siégeant à la Cour fédérale, ont participé à cette manifestation.
- ▶ Assuré des stages de formation auprès de plus de 200 diplomates débutants, à mi-carrière et chevronnés aux mois de mai et septembre en Indonésie.
- ▶ Facilité l'exécution du mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, notamment sa deuxième visite dans le pays en février. Entamé des discussions sur les droits de l'homme avec les autorités lors de missions entreprises dans le pays en avril et en décembre, et organisé un atelier de planification conjointe avec l'équipe de pays des Nations Unies en décembre.
- ▶ Animé en septembre, de concert avec le HCR, un atelier sur l'octroi de la protection internationale au titre de la Convention contre la torture et du droit international des réfugiés.

## Résultats

- ▶ Les équipes de pays des Nations Unies opérant dans des pays de la région ont été mieux armées pour intégrer les droits de l'homme dans leur programmation, notamment en ce qui concerne l'élaboration des bilans communs de pays et des Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Cette meilleure connaissance des normes et mécanismes internationaux en matière de droits de l'homme s'est également reflétée dans les documents de planification des manifestations devant se dérouler prochainement sous l'égide de l'ONU, qui faisaient de plus en plus référence à des questions, des instruments et des mécanismes liés aux droits de l'homme.
- ▶ Dix équipes de pays et organismes régionaux des Nations Unies ont élaboré et approuvé un ensemble de recommandations au sujet de la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les peuples

autochtones et des Lignes directrices du GNUD sur les questions relatives aux peuples autochtones.

- ▶ Les experts chargés de rédiger le mandat de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN, d'autres hauts fonctionnaires, des organisations de la société civile et des institutions nationales des droits de l'homme ont une connaissance plus approfondie des éléments communs aux mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme en Afrique, aux Amériques et en Europe, ainsi que de la mise en place de ces mécanismes.
- ▶ En raison de l'EPU, plusieurs pays de la région ont resserré leur coopération avec les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme, comme en témoignent les nouvelles invitations adressées à des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales et l'augmentation du nombre de ratifications des traités internationaux.
- ▶ Pour la première fois, les autorités du Myanmar ont noué un dialogue avec le HCDH afin de débattre d'une éventuelle coopération sur des questions touchant aux droits de l'homme.

## Défis et enseignements

- ▶ Toute discussion au sujet des droits de l'homme demeure très délicate dans la région, ce qui pose un problème constant. Il importe de déployer des efforts supplémentaires pour attirer l'attention sur les aspects bénéfiques d'une coopération avec le dispositif international de défense des droits de l'homme, dont le HCDH.

### Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	807 498
Consultants	-	15 150
Voyages officiels	-	48 388
Services contractuels	-	10 645
Dépenses générales de fonctionnement	-	56 047
Fournitures et achats	-	18 140
Séminaires, subventions et contributions	-	16 287
Sous-total	-	972 155
Coûts d'appui au programme	-	126 380
<b>TOTAL</b>	-	<b>1 098 535</b>



## Bureau régional pour le Pacifique (Suva, Fidji)

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2009	6 pers.
Dépenses en 2009	841 240 dollars E.-U.

Le bureau du HCDH pour la région Pacifique est situé à Suva (Fidji) et gère les 16 pays membres du Forum des îles du Pacifique, à savoir l'Australie, les Îles Cook, les Îles Fidji, les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, Kiribati, Nauru, Nioué, la Nouvelle-Zélande, Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. En 2009, le HCDH entendait en premier lieu promouvoir les normes relatives à la prévention de la torture, la protection dans le cadre des interventions en cas de catastrophe naturelle, un plus grand respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme au travers d'un appui à la participation à l'EPU et à la mise en œuvre des traités, et la mise en place d'institutions nationales de protection des droits de l'homme.

### Activités

Le HCDH a :

- ▶ publié une évaluation des lois des pays membres du Forum des îles du Pacifique sur la prévention de la torture et des mauvais traitements infligés aux prisonniers.
- ▶ Organisé, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, une réunion de haut niveau sur la prévention de la torture, à laquelle ont participé le Rapporteur spécial sur la torture, ainsi que des représentants du Gouvernement, des institutions nationales et de la société civile.
- ▶ Codirigé le module de protection avec le HCR au sein de l'Équipe humanitaire pour le Pacifique et dirigé le module de protection lors de l'intervention menée au lendemain du tsunami qui a frappé Samoa. Au titre du suivi, le bureau a entrepris la première phase d'un projet de surveillance de la protection et des déplacements après la catastrophe à Samoa.
- ▶ Organisé des ateliers sur l'EPU pour le Gouvernement et la société civile à Kiribati, et pour la société civile à Fidji.
- ▶ Publié un document d'analyse visant à promouvoir la ratification des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme dans le Pacifique et aidé le Centre du PNUD pour le Pacifique à rédiger la version préliminaire d'un manuel sur la mise en œuvre des traités. Un atelier de validation a ensuite été organisé avec des représentants des gouvernements et de la société civile de cinq pays.

- ▶ Animé, aux Îles Marshall, un atelier sur l'établissement des rapports et l'application des traités, à l'intention des comités qui surveillent la mise en œuvre de la Convention relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relative aux droits de l'enfant. Organisé, en coopération avec le Forum Asie-Pacifique, un atelier régional sur la mise en place des institutions nationales des droits de l'homme, à l'intention de représentants des gouvernements et de la société civile. Une mission d'évaluation sur la création d'une telle institution a ensuite été entreprise, de concert avec le Forum Asie-Pacifique et la Commission australienne des droits de l'homme, à Nauru.
- ▶ Appuyé les visites du Rapporteur spécial sur les peuples autochtones et du Rapporteur spécial sur le droit à la santé en Australie.
- ▶ Organisé deux ateliers sur l'observation des violations des droits de l'homme et la collecte d'informations à ce sujet, à l'intention de la société civile à Fidji et à Vanuatu.

### Résultats

- ▶ L'interaction des gouvernements et de la société civile avec les organes et les mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme a été intensifiée, par le biais d'une plus grande coopération dans le cadre de l'EPU et d'un renforcement des capacités et de la planification concernant l'application des traités.
- ▶ Les droits de l'homme ont été intégrés de diverses manières dans les systèmes onusiens et nationaux d'intervention en cas de catastrophe ; le HCDH a notamment présidé un groupe sur les droits de l'homme du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, incorporé la protection dans les interventions en cas de catastrophe, et veillé à ce que les principes du Comité permanent interorganisations sur le déplacement et les solutions durables soient inclus dans le cadre pour le relèvement rapide de Samoa après le tsunami.
- ▶ Un module de protection dans le cadre de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence a été créé à l'échelle régionale et un module de protection au niveau national établi à Samoa à la suite du tsunami. Le HCDH a partagé la direction du premier et assumé le rôle de chef de file pour le second.
- ▶ Grâce aux travaux du bureau régional dans le domaine de la torture en Papouasie-Nouvelle-Guinée, accomplis en coopération avec le conseiller pour les droits de l'homme, le Rapporteur spécial a été officiellement

invité à mener une mission d'établissement des faits dans le pays. Dans l'ensemble, le bureau régional est parvenu à resserrer sa coopération avec le conseiller et à mieux intégrer ses propres programmes et les travaux de son partenaire, ce qui a eu pour effet de renforcer la coordination et l'appui.

- L'intérêt pour la mise en place d'institutions nationales des droits de l'homme s'est accru dans la région, la Papouasie-Nouvelle-Guinée s'attellant à l'élaboration d'un projet de loi et deux autres pays préparant des propositions.

## Défis et enseignements

- La violence qui sévit dans maintes communautés du Pacifique est acceptée par les gouvernements et par la population, de sorte que certaines atteintes aux droits fondamentaux, comme les actes de torture et les violences à l'encontre des femmes, demeurent impunies. Ces problèmes trouvent peu d'échos dans les médias et ne sont généralement pas considérés comme des violations qu'il importe de traiter au moyen de mécanismes d'établissement des responsabilités. Le bureau régional mènera une action stratégique à long terme dans ce domaine.
- Dans le Pacifique, le processus d'EPU s'est avéré utile pour inciter de petits États qui coopéraient peu avec le système onusien de défense des droits de l'homme à intensifier leur engagement et pour faire en sorte que leur bilan en matière de droits de l'homme soit examiné au niveau international.

### Bureau régional pour le Pacifique : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	614 557
Consultants	-	4 941
Voyages officiels	-	42 878
Services contractuels	-	(463)
Dépenses générales de fonctionnement	-	44 178
Fournitures et achats	-	1 228
Séminaires, subventions et contributions	-	37 142
Sous-total	-	744 461
Coûts d'appui au programme	-	96 779
<b>TOTAL</b>	-	<b>841 240</b>

## Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies

### Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

Année de création	2002
Effectif au 31 décembre 2009	38 pers.

Le HCDH est intégré au Groupe des droits de l'homme de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Le Groupe appuie les efforts visant à promouvoir les droits fondamentaux des Afghans, en accordant une attention particulière à la protection des civils, aux violences faites aux femmes (viols et agressions contre les femmes exerçant des fonctions publiques), à la justice transitionnelle et à la lutte contre l'impunité, à la liberté d'expression, aux élections, aux conséquences de la pauvreté sur les droits de l'homme et au renforcement des capacités du Gouvernement et de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan.

## Activités

Le groupe a :

- Suivi les atteintes aux droits fondamentaux des femmes, en particulier les affaires de viol et de violences contre des femmes exerçant des fonctions publiques et publié un rapport intitulé « *Silence is Violence – Stop the Abuse of Women in Afghanistan* ». Le lancement du rapport, en juillet, a suscité une attention considérable dans les médias et a été suivi d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités à l'échelon provincial.
- Observé, en collaboration avec la commission afghane des droits de l'homme, le respect des droits politiques lors des élections présidentielles et des élections des conseils provinciaux qui se sont déroulées en 2009 et diffusé ensuite trois rapports publics, assortis de recommandations sur la création de conditions propices à des élections libres et régulières.
- Publié périodiquement des rapports et des déclarations sur les victimes civiles. Entrepris des activités de sensibilisation et de plaidoyer, unilatéralement ou au sein du module de protection du Comité permanent interorganisations, auprès des forces afghanes et progouvernementales afin d'atténuer l'impact du conflit sur la population civile.
- Communiqué des analyses juridiques aux parties prenantes afghanes, en particulier à la société civile et aux députés, afin de les épauler dans leurs efforts pour évoquer publiquement les préoccupations suscitées par certaines dispositions de la loi sur le statut personnel des chiites, qui légitiment des

pratiques discriminatoires. Exprimé également son inquiétude au sujet du projet de loi sur l'élimination de la violence à l'encontre des femmes, observant que la criminalisation du viol n'était pas conforme au droit international.

- ▶ Organisé une consultation multipartite afin de mobiliser un appui à la liberté d'expression, consultation qui a abouti à l'adoption de la Déclaration de Kaboul sur la liberté d'expression en Afghanistan en mars. Donné suite à des affaires individuelles emblématiques, concernant des journalistes et des acteurs de la société civile en danger.
- ▶ Prêté main-forte à l'organisation non gouvernementale Médecins pour les droits de l'homme, afin de former des fonctionnaires de police à la sécurisation des charniers découverts à Kaboul et à Bamyan et à la protection des preuves. Renforcé, au travers d'ateliers, les capacités de plaider de la société civile et des médias en matière de justice transitionnelle.
- ▶ Facilité la visite entreprise en avril par le Groupe de travail sur les mercenaires, pour étudier les activités des entreprises de sécurité privées.
- ▶ Appuyé le ministère des Affaires étrangères lors de l'établissement du rapport au titre de l'EPU, au travers d'un processus de rédaction consultatif impliquant la société civile et la commission afghane des droits de l'homme. Participé activement aux Comités directeurs chargés de l'assistance prodiguée par les Nations Unies au Gouvernement, concernant l'établissement des rapports destinés au Comité des droits de l'enfant et au Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- ▶ Publié un rapport en deux volumes sur la détention arbitraire, résultant des activités d'observation conjointement menées avec la commission afghane des droits de l'homme dans des lieux de détention depuis 2006. Une réunion technique de haut niveau a ensuite été organisée avec des représentants des forces de l'ordre et des institutions judiciaires afghanes afin de rédiger des procédures opérationnelles standard sur le partage des informations relatives à des affaires individuelles.
- ▶ Organisé des réunions avec des institutions judiciaires afghanes, en particulier avec des juges, pour échanger des observations au sujet des garanties en matière de procédure équitable et pour débattre de suggestions concrètes visant à améliorer le respect de ces garanties.

## Résultats

- ▶ L'évocation, publique ou au travers d'une diplomatie discrète, des préoccupations suscitées par la loi sur le statut personnel des chiites et le



Scène de vie quotidienne dans la petite ville de Balkh en Afghanistan.

projet de loi sur l'élimination de la violence à l'encontre des femmes ont sensibilisé la société civile, le Gouvernement et les parlementaires aux normes de protection des droits fondamentaux qui visent à lutter contre la violence faite aux femmes dans le respect du droit international, et leur ont permis de mieux les comprendre.

- ▶ Les trois rapports publics sur les élections présidentielles et les élections aux conseils régionaux, ainsi qu'un document interne destiné à faire le bilan de ces scrutins, sont actuellement utilisés pour favoriser la mise en place de conditions propices à des élections libres et régulières, notamment dans la perspective des législatives de 2010.
- ▶ À la suite du renforcement des activités de plaider et de présentation de rapports publics au sujet des victimes civiles, de nouvelles directives tactiques ont été émises et ont contribué à réduire le nombre et la proportion de victimes civiles attribuées aux forces progouvernementales.
- ▶ Les intervenants locaux ont pris conscience de la nécessité de protéger les preuves des violations passées des droits de l'homme, notamment les charniers.
- ▶ Le Groupe de travail sur la justice transitionnelle a publié des déclarations relatives aux élections de 2009 et aux conférences internationales sur l'Afghanistan, ce qui témoigne du renforcement des capacités de communication et de sensibilisation de la société civile.
- ▶ Grâce aux efforts du Groupe des droits de l'homme, la commission afghane des droits de l'homme a été mieux armée pour préparer son quatrième rapport annuel sur les droits économiques et sociaux, ainsi qu'un rapport parallèle à l'intention du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Le ministère des Affaires étrangères a présenté les rapports d'État destinés au processus d'EPU ainsi qu'au Comité des droits de l'enfant, ce qui a assuré



la participation et la sensibilisation des divers ministères compétents, de la commission afghane des droits de l'homme et de la société civile.

## Défis et enseignements

- Le conflit armé a, de par sa nature et ses effets, entravé les efforts déployés pour mener des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités et suscité de nombreuses difficultés, contrariant les activités d'observation des pertes civiles en cours. Les limites inhérentes à un dialogue des Nations Unies avec des éléments antigouvernementaux et la diversité des mouvements rebelles en Afghanistan ont restreint la capacité du Groupe des droits de l'homme à influencer le comportement des insurgés, s'agissant du respect des civils. Il importe de développer ultérieurement les réseaux locaux et la coopération avec la commission afghane des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne les activités de surveillance.
- L'absence de volonté politique, au sein du Gouvernement et de la communauté internationale, concernant la lutte contre l'impunité, est illustrée par l'absence de progrès dans la mise en œuvre du Plan national d'action pour la paix, la réconciliation et la justice. Il importera de remédier à ce problème de manière tout à fait prioritaire et d'inclure la lutte contre l'impunité dans les programmes de stabilisation et de réconciliation.

## Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT)

Date de création	La Section des droits de l'homme et de la justice transitionnelle a été créée en 2006, en tant que composante intégrée de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor. Le HCDH est présent au Timor-Leste depuis 2001.
------------------	---

Effectif au 31 décembre 2009	39 pers.
------------------------------	----------

La Section des droits de l'homme et de la justice transitionnelle est une composante de la MINUT. Son vaste mandat englobe la surveillance et l'établissement de rapports, le renforcement des capacités, la réforme du secteur de la sécurité et la justice transitionnelle. La Section dispense, dans le cadre d'un programme de coopération technique du HCDH exécuté par ses soins, des conseils et des formations techniques aux fonctionnaires et aux ONG, consolide les institutions nationales et s'attache à promouvoir la justice transitionnelle.

## Activités

La Section a :

- Suivi des problèmes essentiels en matière de droits de l'homme, concernant notamment des violations commises par des membres des forces de sécurité, la protection des groupes vulnérables et l'accès à la justice, par l'intermédiaire de quatre bureaux régionaux auxiliaires. Une équipe thématique chargée des droits de la femme a observé l'accès des femmes à la justice et est intervenue au sujet d'affaires individuelles. La Section a également diffusé un rapport public portant sur la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 2008 et le 30 juin 2009, centré sur l'établissement des responsabilités passées et actuelles.
- Renforcé son appui au bureau du Médiateur (*Provedoria de Direitos Humanos et Justiça*) ; deux collaborateurs détachés auprès du bureau du Médiateur ont notamment assuré un mentorat, au bénéfice du Service de l'observation et du plaidoyer. Un projet de renforcement des capacités, conjointement exécuté par le HCDH et le Programme des Nations Unies pour le développement afin d'appuyer le bureau du Médiateur, s'est achevé à la fin de l'année 2009 et a été suivi d'un nouveau projet.
- Organisé des séances de formation à l'intention d'ONG, en particulier dans les districts, en abordant des sujets tels que les projets de loi, l'obligation de rendre compte, les droits de la femme, les normes fondamentales relatives aux droits de l'homme et l'utilisation d'une base de données sur les atteintes aux droits de l'homme.
- Continué à soutenir les travaux entrepris par un procureur financé par le HCDH au sujet d'individus soupçonnés d'être impliqués dans des violations des droits de l'homme et des crimes commis pendant la crise de 2006. Aidé un consultant financé par le HCDH à rédiger un texte de loi sur les mesures



Jeune Timoraise.



Cueillette du riz au Timor-Leste.

destinées à réparer les violations des droits de l'homme perpétrées entre 1974 et 1999.

- ▶ Formulé, à l'intention des autorités, des avis sur des projets de textes législatifs, dont le code pénal, la loi sur les témoins et la protection des témoins, les lois sur la sécurité et la loi relative à la violence familiale, afin de les rendre conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme.
- ▶ Assuré un stage de formation d'une semaine sur la protection des droits de l'homme dans la procédure judiciaire, à l'intention de 14 futurs juges, procureurs et avocats commis au titre de l'aide publique. Formé des parlementaires au droit pénal international et 68 inspecteurs de l'enseignement à la surveillance des droits de l'homme dans les écoles.
- ▶ Dispensé une formation sur les droits de l'homme à 46 policiers timorais et 516 policiers de la MINUT, ainsi qu'à 18 membres du personnel de la police militaire et du Secrétariat d'État à la défense. Participé à des équipes mixtes, chargées par le Gouvernement et l'ONU d'évaluer le degré de préparation institutionnelle de la police timoraise et de déterminer si celle-ci était prête à assumer les responsabilités confiées jusqu'alors à la police des Nations Unies. Communiqué des informations relatives aux droits de l'homme à plus de 100 fonctionnaires de police soumis à la procédure d'enquête et de vérification des antécédents.
- ▶ Accordé des microprêts pouvant atteindre un montant unitaire de 1 000 dollars E.-U. à cinq ONG, pour leur permettre de mener des activités de promotion des droits de l'homme dans les districts. Six ONG ont continué à recevoir des subventions en tant que bénéficiaires du projet « Aider les communautés tous ensemble », conjointement exécuté par le HCDH et le PNUD ; ces fonds sont destinés à financer des activités de défense des droits de l'homme.
- ▶ Eu des réunions avec des organisations gouvernementales, des ONG et des organismes des Nations Unies et organisé un atelier à l'intention de 22 participants, issus d'ONG, du ministère de la Justice et du ministère des Infrastructures. Offert un appui technique et financier au réseau pour le logement au Timor-Leste.

- ▶ Observé le respect du droit à l'alimentation dans sept districts et produit un document d'information, communiqué à des organismes des Nations Unies, à des ONG et à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Facilité sept ateliers sur la surveillance des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que sur l'approche fondée sur les droits de l'homme.

## Résultats

- ▶ Bien que les mécanismes d'établissement des responsabilités soient dans l'ensemble demeurés faibles, les efforts de la MINUT ont contribué à faire condamner au moins cinq policiers par des cours nationales, pour leur implication dans des violations des droits de l'homme. La révocation de sept fonctionnaires de police s'étant rendus coupables de délits s'explique également par la participation de la Section au processus d'enquête et de vérification.
- ▶ L'appui qui a continué d'être accordé au Médiateur a facilité l'ouverture de trois bureaux gérant les districts d'Ainaro, de Baucau et de Bobonaro.
- ▶ À l'issue d'interventions incessantes, des rapports sur la justice transitionnelle ont fait l'objet de débats au Parlement ; en décembre, celui-ci a voté une résolution prévoyant la rédaction du texte de loi pertinent dans un délai de trois mois.
- ▶ Avec le concours du procureur financé par le HCDH, la Commission d'enquête a rendu une décision et quatre affaires ont été portées devant des tribunaux et jugées à la fin de l'année.
- ▶ L'attention suscitée par la publication du rapport de la MINUT sur les droits de l'homme dans les médias a contribué à sensibiliser l'opinion publique à la problématique de l'impunité et de l'établissement des responsabilités. La Section a également contribué à susciter un débat national et international au sujet de l'arrestation d'un homme inculpé de crimes contre l'humanité en 1999 et remis ultérieurement aux autorités indonésiennes.
- ▶ Après l'entrée en vigueur du nouveau code pénal en juin 2009, les préoccupations exprimées par la Section et d'autres acteurs lors de la période de consultation, notamment au sujet de la nécessité de définir la violence familiale comme un crime public et de dépenaliser la diffamation, ont été prises en compte dans la version définitive de la loi.
- ▶ Ayant constaté l'absence de programmes de distribution de repas scolaires dans certains établissements du district de Bobonaro, le PAM et la Section ont conjointement soulevé cette question auprès des autorités locales, si bien que le problème a été réglé.

## Défis et enseignements

- ▶ Les ONG sont faiblement représentées dans les districts, ce qui limite leur capacité à mener des activités de surveillance et de promotion en dehors de Dili. Il est donc d'autant plus nécessaire de maintenir une présence et des programmes de la MINUT hors de la capitale et de continuer à appuyer les ONG qui opèrent dans ces secteurs.
- ▶ Il faudrait de préférence exécuter des programmes de renforcement des capacités à long terme dans le domaine des droits de l'homme, la Section offrant différents types d'appui – formation, mentorat au titre du suivi, évaluation et ajustement des programmes – à des groupes cibles participant à toutes les étapes du processus.
- ▶ Les défaillances persistantes des procédures judiciaires et disciplinaires à l'encontre des fonctionnaires de police accusés de violations des droits de l'homme figurent parmi les principales difficultés. Le problème est aggravé par la méconnaissance, au sein des communautés, des normes relatives aux droits de l'homme et des procédures de dépôt de plainte.
- ▶ L'attitude ambivalente de certains dirigeants timorais vis-à-vis de la justice et les déclarations indiquant que des crimes graves – y compris des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre – pourraient être amnistiés, sont préoccupantes. L'octroi répété de la grâce présidentielle et la commutation des peines pourraient compromettre les futures investigations et le jugement des affaires mises en évidence par la Commission d'enquête.
- ▶ Alors que la Section et d'autres acteurs ont formulé des commentaires sur des projets de lois essentiels, ces commentaires n'ont pas toujours été pris en compte dans la version définitive des textes. Par exemple, la définition du « témoin » qui est donnée dans la loi sur la protection des témoins, n'inclut pas explicitement les victimes ou d'autres collaborateurs de la justice qui pourraient être en danger.

## Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies

### Indonésie

Date de création du poste	2007
Date de suppression du poste	2010
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

Un conseiller pour les droits de l'homme a été détaché à Djakarta du mois d'août 2007 au mois de janvier 2010, afin d'appuyer le coordonnateur résident et

l'équipe de pays des Nations Unies. Le conseiller était en particulier chargé d'aider les organismes des Nations Unies à intégrer une approche fondée sur les droits de l'homme dans leurs activités de programmation en Indonésie. Depuis le mois d'octobre 2008, le conseiller bénéficiait du concours d'un Volontaire des Nations Unies (VNU) national. À la demande du Gouvernement, le poste de conseiller pour les droits de l'homme a été supprimé au 31 janvier 2010. Le HCDH, qui regrette cette décision, cherchera néanmoins à nouer un dialogue avec le Gouvernement afin de définir d'autres moyens de renforcer la coopération dans le domaine des droits de l'homme.

## Activités

Le HCDH a :

- ▶ Coordonné la conception d'un programme commun d'appui aux institutions nationales de défense des droits fondamentaux en Indonésie, en partenariat avec Komnas HAM, Komnas Perempuan, KPAI et les organismes des Nations Unies participant au programme (FNUAP, OIT, PNUD, UNICEF, UNIFEM).
- ▶ Appuyé, de concert avec le FNUAP, la première consultation régionale consacrée aux droits de la femme en Asie et dans le Pacifique. Organisée sous l'égide de Komnas Perempuan, cette manifestation a réuni sept commissions des femmes originaires de divers pays de la région et s'est adressée à divers publics, dont des commissions des femmes, des institutions nationales des droits de l'homme, des organismes onusiens et des représentants de la société civile.
- ▶ Aidé l'équipe de pays des Nations Unies à promouvoir des approches fondées sur les droits de l'homme dans la lutte contre le VIH-sida.
- ▶ Participé, par le biais d'une contribution technique, à l'élaboration du prochain bilan de pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, ainsi qu'aux travaux du module de protection humanitaire au lendemain du séisme qui a frappé Padang en octobre.
- ▶ Assuré ou appuyé des formations sur divers aspects des droits de l'homme, à l'intention de représentants du Gouvernement et de la société civile.
- ▶ Soutenu l'action menée par le PNUD dans le domaine de la justice transitionnelle à Aceh, fournissant des documents et assurant des formations.

## Résultats

- ▶ Un programme d'action commun destiné à soutenir les trois institutions indonésiennes de défense des droits fondamentaux (l'une à vocation généraliste, l'autre se consacrant à la violence faite aux femmes et la troisième à la protection de l'enfance) a été mis au point pour renforcer leurs capacités, à titre



individuel et en tant que composantes d'un système global de protection des droits de l'homme.

- ▶ Une approche fondée sur les droits de l'homme a été élaborée pour l'intervention humanitaire menée à la suite du séisme d'octobre à Padang.
- ▶ Les acteurs ayant participé à la consultation régionale sur les droits de la femme ont acquis une vision commune des cadres institutionnels et des collaborations inspirées des meilleures pratiques au niveau national, régional et international.
- ▶ Les sessions de formation assurées auprès de multiples intervenants, dont les représentants du Gouvernement, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile ont aidé les partenaires nationaux à parfaire leur connaissance du dispositif international de défense des droits de l'homme et renforcé leur capacité à coopérer avec celui-ci.

## Papouasie-Nouvelle-Guinée

Date de création	2008
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

Le HCDH maintient un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe de pays des Nations Unies en Papouasie-Nouvelle-Guinée depuis janvier 2008 ; l'objectif de ce déploiement est de doter le coordonnateur résident et l'équipe de pays de moyens plus solides pour appuyer le renforcement des systèmes nationaux de protection des droits de l'homme. Le conseiller s'attache en priorité à faciliter l'intégration des principes relatifs aux droits de l'homme dans le travail de programmation des Nations Unies, à favoriser une coopération accrue du Gouvernement, de la société civile et des institutions onusiennes avec les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme et à apporter un appui technique à la mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme.

### Activités

Le HCDH a :

- ▶ Prêté son concours au Comité technique gouvernemental pour faciliter la mise en place d'une Commission nationale des droits de l'homme fondée sur les Principes de Paris. Apporté une aide technique à deux ateliers du Groupe de travail juridique chargés de préparer des amendements à la Constitution et un projet de loi organique portant création d'une Commission nationale des droits de l'homme.
- ▶ Organisé une réunion de haut niveau sur la prévention de la torture et des mauvais traitements, à l'issue de laquelle les participants ont adopté le Communiqué de Lamana, reconnaissant que la



Enfants portant des T-shirts avec des messages relatifs aux droits de l'homme lors de la commémoration de la Journée internationale des droits de l'homme en Papouasie-Nouvelle-Guinée en décembre 2009.

ratification de la Convention contre la torture et de son Protocole facultatif renforcerait les lois nationales, les mécanismes d'établissement des responsabilités et les pratiques déjà en place.

- ▶ Travaillé en étroite coopération avec l'Équipe spéciale pour la parité des sexes, plaidant en faveur de la protection des droits des femmes dans tous les programmes des Nations Unies. Sensibilisé, lors des 20 journées de mobilisation pour les droits de l'homme organisées par la société civile et le Département du développement communautaire, à la nécessité de prendre davantage de mesures pour lutter contre l'impunité relative aux violences sexuelles et pour la prévenir, tout en assurant un appui et un plaidoyer à caractère général au cours des manifestations qui se sont déroulées dans le cadre de la campagne.
- ▶ Appuyé le Gouvernement afin d'encourager la ratification des principaux traités relatifs aux droits de l'homme et de leurs protocoles facultatifs.
- ▶ Aidé à préparer le rapport de l'équipe de pays destiné au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- ▶ Défendu les droits des personnes handicapées et mené une action de sensibilisation à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

### Résultats

- ▶ L'élaboration du cadre juridique et politique nécessaire à la mise en place d'une Commission nationale des droits de l'homme a sensiblement progressé.
- ▶ L'adoption du Communiqué de Lamana lors de la réunion de haut niveau ouvre la voie à la ratification de la Convention contre la torture.
- ▶ La Politique nationale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en matière d'invalidité, une politique intégratrice fondée sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées, a été

lancée en 2009 suite à de très nombreuses interventions en ce sens.

- ▶ La société civile a renforcé ses capacités et approfondi ses connaissances en matière de droits de l'homme et de coopération avec le système onusien destiné à les défendre.
- ▶ Les manifestations organisées avec succès à l'occasion des 20 journées de mobilisation pour les droits de l'homme ont suscité de nombreux échos dans la presse ; celle-ci a notamment traité du discours-programme prononcé par le coordonnateur résident au nom du système des Nations Unies et plaidant en faveur de la promotion et de la protection des droits fondamentaux de tous en Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- ▶ Le Gouvernement a officiellement invité le Rapporteur sur la torture à se rendre dans le pays.

### Défis et enseignements

- ▶ La coordination et la collaboration avec le bureau régional du HCDH pour le Pacifique ont été intensifiées, ce qui a aidé d'une part à accroître l'efficacité du travail accompli en Papouasie-Nouvelle-Guinée et d'autre part à orienter les activités du bureau régional.

### Sri Lanka

Année de création	2008
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

Le HCDH maintient un conseiller pour les droits de l'homme au sein de l'équipe de pays des Nations Unies à Sri Lanka depuis juin 2004. Le conseiller est principalement chargé d'épauler le coordonnateur résident et les institutions des Nations Unies dans leurs efforts pour protéger les droits de l'homme et renforcer la capacité de protection des partenaires gouvernementaux, des institutions nationales et de la société civile.

### Activités

Le HCDH a :

- ▶ Prodigué, tout au long de la crise humanitaire, des recommandations et des conseils techniques et juridiques sur des problèmes de droits de l'homme à l'équipe des Nations Unies dans le pays.
- ▶ Prêté son concours technique au ministère de la Gestion des catastrophes et des Droits de l'homme pour faciliter l'élaboration d'un Plan national d'action en faveur des droits de l'homme, en vertu de l'un des principaux engagements pris par le Gouvernement à l'occasion de l'EPU de mai 2008.
- ▶ Animé une « formation des formateurs » au profit de la police sri-lankaise, à la requête du ministère de la Gestion des catastrophes et des Droits de l'homme. Au total, 35 formateurs ont été sélectionnés et formés.
- ▶ Travaillé en étroite coopération avec la Commission des droits de l'homme, offrant des avis techniques sur un éventail de problèmes opérationnels et de droits de l'homme, et appuyé, de concert avec le PNUD, l'évaluation d'un certain nombre de bureaux régionaux de la Commission à des fins de renforcement des capacités.
- ▶ Coopéré étroitement avec les membres du Groupe de travail interorganisations sur la protection des déplacés internes, dispensant des conseils sur des questions juridiques et des problèmes de droits de l'homme en rapport avec le déplacement.
- ▶ Continué d'appuyer l'équipe spéciale au titre de la résolution 1612 et l'élaboration des rapports destinés au Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés.

### Résultats

Le Gouvernement a achevé la première version d'un Plan national d'action en faveur des droits de l'homme, le HCDH prodiguant à cette fin des conseils fondés sur les expériences comparées d'autres pays.





# Le HCDH sur le terrain : Europe et Asie centrale



Type de présence	Localisation
Bureau autonome	<ul style="list-style-type: none"> <li>Kosovo</li> </ul>
Bureaux régionaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asie centrale (Bichkek, République kirghize)</li> <li>Europe (Bruxelles, Belgique)</li> </ul>
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Géorgie (Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie)**</li> <li>Turkménistan (Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale)</li> </ul>
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Albanie</li> <li>République kirghize**</li> <li>République de Moldova</li> <li>Fédération de Russie</li> <li>Serbie</li> <li>Sud-Caucase (implanté à Tbilissi, responsable de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie)</li> <li>Tadjikistan*</li> <li>ex-République yougoslave de Macédoine</li> </ul>

\*\* Prévu pour l'exercice 2010-2011

La région Europe et Asie centrale couvre un vaste territoire composé de 54 États parvenus à différents stades de développement économique et politique. Ces États sont confrontés à différents problèmes en matière de droits de l'homme et ont adopté divers modèles de

coopération et d'affiliation régionales, économiques et sécuritaires. La moitié d'entre eux font désormais partie de l'Union européenne, tandis que d'autres cherchent à l'intégrer. La région comporte également un certain nombre de territoires dont le statut n'a pas encore été déterminé par la communauté internationale. En 2009, les priorités du HCDH dans la région sont demeurées la lutte contre l'impunité liée aux violations d'un certain nombre de droits fondamentaux et la coopération avec les États pour combattre efficacement la torture, la violence contre les femmes et les violations des droits sociaux et économiques, y compris du droit au logement. Par ailleurs, le HCDH s'est efforcé de renforcer les institutions démocratiques telles que les appareils judiciaires et législatifs et les institutions nationales de défense des droits de l'homme.

Face à la crise financière et économique, il a été plus que jamais nécessaire de protéger les droits fondamentaux des migrants et de mettre en lumière les pratiques discriminatoires et les attitudes xénophobes. Dans les pays possédant de fortes populations de migrants, la hausse du chômage, combinée à l'afflux permanent d'un grand nombre de nouveaux arrivants, a contribué à aggraver les tensions sociales. Ce phénomène est d'autant plus marqué



que les gouvernements mettent en place des politiques de plus en plus strictes en matière d'immigration et d'accès à l'emploi et aux prestations sociales, ainsi que des mesures de lutte contre le terrorisme que certains accusent de viser injustement des populations spécifiques.

En 2009, le HCDH a ouvert à Bruxelles un nouveau bureau régional responsable de l'Europe, qui vient compléter celui de Bichkek, chargé de l'Asie centrale. Le Haut-Commissariat a par ailleurs conservé un bureau autonome au Kosovo et des conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations

Unies opérant en Albanie (dans le cadre du projet pilote « Unis dans l'action »), en République de Moldova, dans la Fédération de Russie, en Serbie, dans le Sud-Caucase (à Tbilissi) et en ex-République yougoslave de Macédoine. Au siège, une équipe de 12 personnes s'est occupée de l'Europe et de l'Asie centrale. Celle-ci a surveillé les situations les plus préoccupantes et dispensé un soutien fondamental à la Haut-Commissaire et au dispositif onusien de défense des droits de l'homme, tout en offrant un appui technique et administratif aux équipes de terrain.

## Le HCDH en Europe et en Asie centrale : exemples d'impact en 2009

### Promotion de changements législatifs et politiques :

- ▶ En **Géorgie**, le Gouvernement a pris en compte la plupart des recommandations du HCDH lors de la réforme de la justice pénale.
- ▶ En **Albanie**, le HCDH a contribué, avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et des groupes issus de la société civile, au projet de loi contre la discrimination soumis au Parlement.
- ▶ Au **Kazakhstan**, une loi sur la violence familiale a été adoptée grâce aux interventions de la société civile et à l'appui du HCDH.

### Appui à l'éducation et à la formation aux droits de l'homme :

- ▶ Au **Kirghizistan**, l'équipe de l'ONU dans le pays a profité de la Journée des Nations Unies pour promouvoir l'Année internationale de l'apprentissage des droits de l'homme, avec l'appui du HCDH.
- ▶ En **Fédération de Russie**, un programme de maîtrise en droits de l'homme a été mis au point avec trois universités moscovites et lancé à titre expérimental.

### Renforcement des institutions nationales des droits de l'homme :

- ▶ En **Serbie**, le Médiateur et le Délégué aux minorités ont pu prendre des mesures conformes aux normes internationales concernant les expulsions dues à des projets d'aménagement.
- ▶ Le Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme a recommandé que le statut B soit attribué au Centre pour les droits de l'homme de la **République de Moldova**.
- ▶ Dans le territoire du **Kosovo**, le HCDH a suivi et appuyé le recrutement du premier Médiateur local, afin d'assurer un processus de sélection transparent et la nomination d'un candidat crédible.
- ▶ En **Fédération de Russie**, le HCDH a participé aux efforts conjoints qui ont permis la création d'un Groupe de travail national sur la justice des mineurs, afin de promouvoir le respect des normes internationales dans l'administration de la justice à l'égard des enfants.

### Promotion de la ratification et de la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme :

- ▶ En **Albanie**, les autorités ont signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées et se sont engagées à coopérer avec l'équipe des Nations Unies dans le pays en vue de ratifier ce texte d'ici le début de l'année 2010.
- ▶ La **Géorgie** a signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées.
- ▶ L'**Azerbaïdjan** a respectivement ratifié et signé les Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention contre la torture et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Le **Kirghizistan** et le **Kazakhstan** ont tous deux ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Le **Turkménistan** a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

### Renforcement de l'interaction avec les organes et mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme :

- ▶ La **Serbie** a créé le premier groupe de travail interministériel, comprenant également des représentants d'organisations non gouvernementales, chargé d'établir les rapports à l'intention des organes de suivi des traités.
- ▶ L'**Azerbaïdjan** a comblé son retard dans l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités.



### Appui à la mise en place ou au bon fonctionnement de mécanismes de justice transitionnelle et d'établissement des responsabilités :

- En **République de Moldova**, une Commission d'enquête a été instituée par le Parlement en vue d'examiner les événements d'avril 2009, grâce à l'action harmonisée des Nations Unies, de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe.

### Amélioration de l'accès des groupes marginalisés à la justice et aux services essentiels :

- En **République de Moldova**, un tribunal a pour la première fois prononcé une ordonnance de protection d'une victime de violences familiales.

## Bureau autonome

### Kosovo

Date d'ouverture	1998
Effectif au 31 décembre 2009	6 pers.
Dépenses en 2009	698 385 dollars E.-U.

### Contexte

La situation politique et juridique du Kosovo est demeurée difficile et complexe après la déclaration d'indépendance prononcée en 2008 par les institutions kosovares. Le seul changement majeur a été le

déploiement intégral de la Mission État de droit menée par l'Union européenne (EULEX), qui a repris en début d'année la plupart des fonctions de police et de justice encore assurées par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Cela a légèrement simplifié la situation des organisations internationales, bien que le chevauchement des mandats soit demeuré problématique. Les principaux problèmes liés aux droits de l'homme concernaient la situation des minorités, et notamment des communautés rom, ashkali et tzigane, ainsi que les droits des déplacés internes, en particulier leur droit au retour. Une intervention rapide était également nécessaire pour lutter contre l'impunité pour les violations passées et contre la discrimination, notamment en matière de droits économiques, sociaux et culturels.



Jeune Rom dans la banlieue de Mitrovica, au Kosovo.

## Rôle du HCDH

Le bureau du HCDH au Kosovo a ouvert ses portes en 1998 et s'est agrandi en 2008. Fin 2009, le Haut-Commissariat a implanté une antenne dans la ville de Mitrovica pour coopérer avec d'autres institutions des Nations Unies dans trois municipalités des environs. Les principales fonctions de ce bureau consistent à assurer le suivi et la protection des droits de l'homme, à apporter une assistance technique aux institutions et à la société civile du Kosovo, ainsi qu'à dispenser des conseils aux Nations Unies et aux autres acteurs internationaux dans son domaine d'expertise.

## Activités

Le bureau a :

- ▶ Suivi la situation des droits de l'homme et dispensé des informations et des conseils au Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction et au Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, afin de faciliter leur visite au cours de l'année. Prodigé des conseils d'expert et un appui à deux missions des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.
- ▶ Appuyé la coordination entre les organisations internationales pour faciliter l'échange d'informations sur les problèmes liés aux droits de l'homme et les actions à entreprendre pour y remédier.
- ▶ Coopéré avec le conseiller principal pour les droits de l'homme de la MINUK, auquel il a également dispensé des conseils concernant les problèmes existants ou émergents liés aux droits fondamentaux. Apporté son appui à la MINUK et au Groupe consultatif sur les droits de l'homme en vue de renforcer le fonctionnement de ce dernier.
- ▶ Appuyé les pourparlers entamés en vue de créer des mécanismes de prévention de la torture.
- ▶ Soutenu les projets lancés dans le cadre du programme conjoint du HCDH et du PNUD, « Aider les communautés tous ensemble » (ACT), et destinés à débattre des droits de l'homme et de leur Déclaration universelle dans les écoles et les groupements de jeunes.
- ▶ Traduit et diffusé de la documentation dans les langues locales, notamment les publications du HCDH sur la justice transitionnelle.
- ▶ Fourni de la documentation sur les critères de recrutement du Médiateur (selon les Principes de Paris) aux députés chargés de sa nomination et expliqué ces critères aux autres acteurs locaux et internationaux.
- ▶ Suivi les réunions et les entretiens pour le Médiateur et encouragé les autres acteurs internationaux et les membres de la société civile locale à en faire autant.

## Résultats

- ▶ Lors de la désignation du premier Médiateur local au Kosovo en juin, un candidat crédible a été nommé à l'issue d'un processus transparent, grâce notamment au suivi et à l'appui assurés par le HCDH pendant le processus de recrutement.
- ▶ Le Haut-Commissariat a contribué à améliorer l'échange d'informations entre les organisations internationales de défense des droits de l'homme par le biais de réunions régulières destinées à cerner les problèmes et les actions à entreprendre.
- ▶ La sensibilisation aux droits de l'homme, et en particulier à la Déclaration universelle, au droit à la non-discrimination et aux concepts de justice transitionnelle, a été améliorée grâce à diverses actions : large éventail d'activités mises en œuvre dans les écoles et les universités par le biais de subventions versées dans le cadre du programme ACT et de manifestations organisées à l'occasion de la Journée des droits de l'homme ; débat télévisé sur la participation des femmes à la vie publique et politique du Kosovo diffusé le 10 décembre à une heure de grande écoute sur la chaîne de télévision publique du pays (RTK) ; distribution de documents traduits dans les langues locales à un certain nombre d'institutions et d'individus.

## Défis et enseignements

- ▶ Le statut incertain et contesté du Kosovo a continué à poser des problèmes aux Nations Unies et aux autres organisations internationales présentes sur place. Ces incertitudes politiques ont souvent fait perdre de vue les préoccupations liées aux droits de l'homme.

Kosovo : Dépenses en 2009		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	517 322
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	2 498
Services contractuels	-	19 308
Dépenses générales de fonctionnement	-	44 151
Fournitures et achats	-	26 834
Séminaires, subventions et contributions	-	7 927
Sous-total	-	618 040
Coûts d'appui au programme	-	80 345
<b>TOTAL</b>	-	<b>698 385</b>



## Bureaux régionaux

### Bureau régional pour l'Asie centrale (Bichkek, République kirghize)

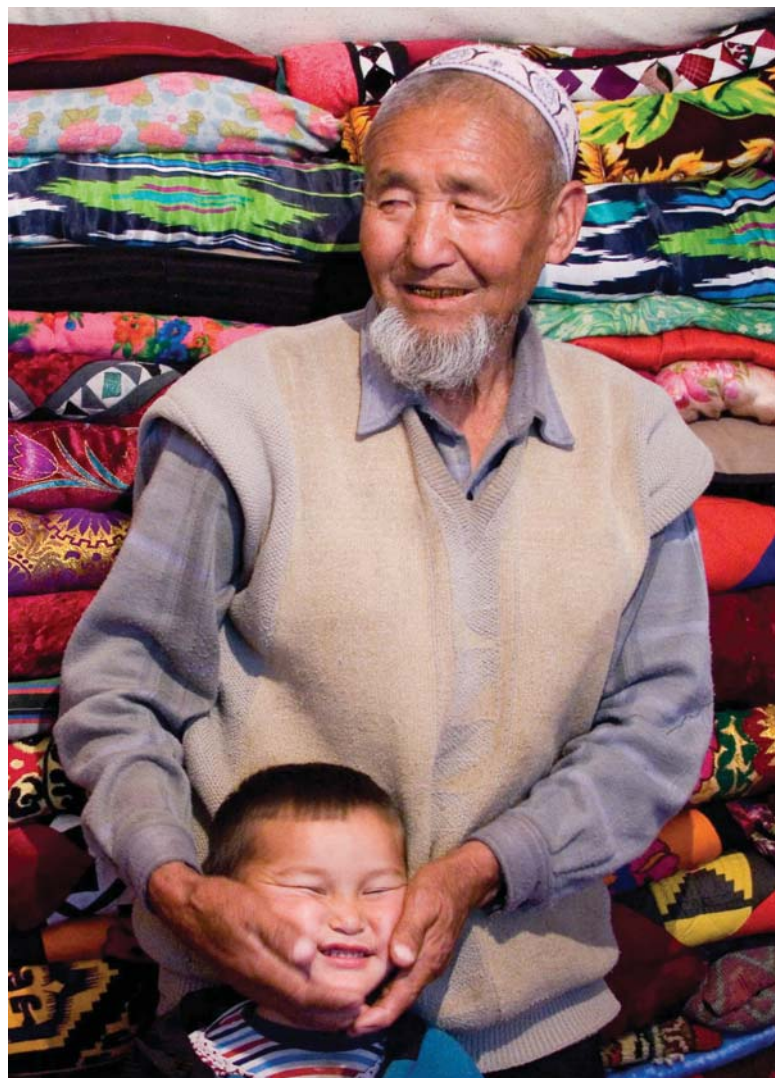
Date d'ouverture	2008
Effectif au 31 décembre 2009	7 pers.
Dépenses en 2009	1 035 693 dollars E.-U.

En juin 2008, le HCDH a signé un accord avec le Kirghizistan en vue d'implanter un bureau régional à Bichkek. Ce bureau responsable de l'Asie centrale couvre le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Il coopère avec les États de la région pour renforcer la capacité des gouvernements, des institutions nationales de défense des droits de l'homme et de la société civile à améliorer le respect des normes relatives aux droits fondamentaux et la protection contre les violations, en particulier pour les personnes exposées à des risques de torture ou de violence familiale et pour celles n'ayant pas accès à des services juridiques. Le bureau régional met en lumière et encourage la prise en compte des droits de l'homme dans les politiques et les pratiques ayant un impact sur les droits économiques et sociaux, en particulier dans le domaine du logement et de la santé. Il a également pour objectif de promouvoir la ratification des instruments relatifs aux droits de l'homme et d'intensifier la coopération avec les organes onusiens chargés de défendre ces droits. Enfin, ce bureau aide les équipes de pays des Nations Unies à intégrer une méthodologie axée sur les droits de l'homme dans la planification et la mise en œuvre des programmes des diverses organisations.

### Activités

Le bureau a :

- ▶ Appuyé l'institution du Médiateur d'une part au Kirghizistan, où il a favorisé son développement en offrant une aide consultative et financière au Programme d'assistance technique conjoint des Nations Unies, et d'autre part au Tadjikistan, où il a mis ses compétences techniques au service du Médiateur nouvellement institué dans des domaines politiques, structurels et opérationnels.
- ▶ Organisé et animé avec des acteurs nationaux, au Kirghizistan, au Kazakhstan et au Tadjikistan, des séminaires, des consultations, des tables rondes et des audiences publiques sur le suivi indépendant des lieux d'enfermement et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Financé la rédaction d'un projet de loi visant la création d'un mécanisme national de prévention au Kirghizistan, afin de garantir le suivi indépendant des établissements carcéraux.
- ▶ Organisé un atelier régional sur le droit à un logement convenable ainsi que des stages de formation sur mesure au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan. Dans ces pays, des subventions ont été allouées à quatre ONG pour des projets à mettre en œuvre en 2010.
- ▶ Appuyé la visite dans la région d'experts mandatés au titre des procédures spéciales. Le HCDH a ainsi facilité la venue au Kazakhstan de l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités et du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a également appuyé la visite au Kirghizistan de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences et du Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme.
- ▶ Présenté, lors d'une table ronde réunissant 90 représentants des pouvoirs publics et de la société civile, les conclusions de la visite effectuée en 2008 au Tadjikistan par la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses



Un homme et son petit-fils dans la province de Chui, au sud du Kirghizistan.

conséquences, afin de promouvoir l'adoption d'une législation sur la violence conjugale dans le pays.

- ▶ Organisé à Bichkek un atelier régional à l'intention de représentants du Kirghizistan, du Kazakhstan, du Tadjikistan, de l'Arménie, de la Mongolie et du Bélarus. Cet atelier était consacré aux procédures et aux modalités d'élaboration du rapport d'État et à d'autres aspects de l'EPU et bénéficiait des compétences techniques de représentants russes et allemands. Au Kirghizistan, le bureau a également aidé les membres du Groupe de travail interorganisations sur l'EPU à consulter les représentants de la société civile et a dispensé des conseils d'expert au Gouvernement pour l'élaboration du rapport d'État.
- ▶ Créé et dirigé un secteur de protection au Kirghizistan en prévision d'une éventuelle catastrophe naturelle. Il a également organisé un atelier de deux jours consacré aux problèmes de protection liés à ce type de catastrophes, qui a réuni 50 participants gouvernementaux et non gouvernementaux.
- ▶ Suivi les audiences des procès, au Kazakhstan et au Kirghizistan, dans les affaires entachées de soupçons ou d'allégations de détention arbitraire, d'irrégularités de procédure ainsi que de torture et/ou de mauvais traitement durant la garde à vue.
- ▶ Organisé un séminaire sur le respect des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme pour 40 représentants des pouvoirs publics et du système judiciaires tadjiks.
- ▶ Lancé un projet sur trois ans, commun au PNUD et au HCDH et financé par la Commission européenne, en vue de « Renforcer la capacité du Turkménistan à promouvoir et à protéger les droits de l'homme », le bureau régional jouant un rôle consultatif auprès de l'équipe chargée de sa mise en œuvre.

## Résultats

- ▶ Les nombreuses consultations effectuées au Kirghizistan ont conduit à une amélioration du projet de loi sur le suivi indépendant des lieux de détention, dont les implications ont été mieux comprises lors de son adoption par le Parlement. Au Kazakhstan, une loi sur la violence familiale a été adoptée grâce aux actions de plaidoyer menées depuis plusieurs années par la société civile, avec l'appui du HCDH.
- ▶ Les capacités de l'institution du Médiateur ont été renforcées au Kirghizistan, où sa structure interne a été définie, et au Tadjikistan, où un mécanisme destiné à recevoir les plaintes individuelles a été mis sur pied.
- ▶ Au Kirghizistan, l'aide apportée aux préparatifs de la visite de la Rapporteuse spéciale sur la violence

contre les femmes, ses causes et ses conséquences a facilité les consultations sur ce thème avec le Gouvernement, le Parlement et la société civile.

- ▶ Par le biais de consultations bilatérales et d'événements de sensibilisation, le bureau régional a favorisé la ratification des traités relatifs aux droits de l'homme dans la région. Le Kazakhstan a ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et effectué des déclarations dans le cadre de l'Article 21 de cette dernière et de l'Article 14 de la Convention pour l'élimination de la discrimination raciale. Il a également ratifié le premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en acceptant les procédures de plainte entamées au titre de ces différents instruments. De plus, il a signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif. De son côté, le Kirghizistan a ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, tandis que le Turkménistan ratifiait la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- ▶ En mettant ouvertement l'accent sur les cas préoccupants, le bureau régional a attiré l'attention des autorités nationales et de la communauté internationale sur ces dossiers. Il a ainsi permis d'établir des rapports fournis offrant une base solide aux actions de plaidoyer concernant les violations individuelles ou plus systématiques des droits de l'homme.



Résidentes du district de Rudaki, au Tadjikistan.

## Défis et enseignements

- Les réponses des États aux communications des procédures spéciales, de même que les consultations informelles avec les représentants de la société civile, montrent qu'une assistance supplémentaire est nécessaire pour garantir une utilisation plus efficace des mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU. Par ailleurs, les mécanismes destinés à permettre aux États d'appliquer les décisions des organes de suivi des traités devront également être développés.
- Les défenseurs des droits de l'homme, notamment au Kirghizistan, ont besoin d'une aide accrue pour établir un dialogue constructif avec les autorités sur les questions qui les préoccupent, ainsi que pour renforcer les stratégies de plaidoyer et créer un réseau régional.
- Une coopération accrue avec les organisations internationales présentes dans toute la région permettrait de créer des synergies dans les principaux domaines d'action du bureau régional, notamment la prévention de la torture, l'instauration et la promotion de mécanismes nationaux de prévention et le soutien aux défenseurs des droits de l'homme.
- Une coopération renforcée avec les autres organismes de développement et avec les corps diplomatiques présents dans la région est nécessaire pour veiller à ce que les droits de l'homme soient pris en compte dans la planification et l'élaboration des programmes et des politiques des partenaires du HCDH.

### Bureau régional pour l'Asie centrale : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	329 378	117 046
Consultants	14 625	9 945
Voyages officiels	1 154	17 105
Services contractuels	6 400	14 447
Dépenses générales de fonctionnement	34 348	11 288
Fournitures et achats	13 000	586
Séminaires, subventions et contributions	29 540	366 971
Sous-total	428 445	537 388
Coûts d'appui au programme	-	69 860
<b>TOTAL</b>	<b>428 445</b>	<b>607 248</b>

## Bureau régional pour l'Europe (Bruxelles, Belgique)

Date d'ouverture	2009
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.
Dépenses en 2009	375 711 dollars E.-U.

Le bureau régional s'efforce de remédier aux problèmes de droits de l'homme en Europe en intégrant les normes et les principes des Nations Unies aux politiques, aux législations et aux mesures d'application adoptées à l'échelle de l'Union européenne (UE). Il veille également à ce que ces normes et principes soient incorporés aux politiques et aux activités extérieures de l'UE, notamment aux projets d'assistance technique, aux opérations de maintien et de consolidation de la paix, aux efforts de développement et de médiation ainsi qu'aux initiatives commerciales. À cette fin, le bureau mène des activités de plaidoyer et de conseil concernant les politiques mises en œuvre. Il coopère également avec les gouvernements, les parlements, les institutions judiciaires, les organes de défense des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales et les bureaux des Nations Unies à Bruxelles. Ses principaux partenaires dans la région sont les institutions européennes implantées à Bruxelles (le Conseil, la Commission et le Parlement), l'Agence des droits fondamentaux de l'UE à Vienne, le Conseil de l'Europe, ainsi que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

## Activités

Le bureau a :

- Organisé un séminaire sur l'EPU à l'intention des coordinateurs des rapports nationaux de 15 États et organisations non gouvernementales. Ce séminaire a permis aux États et aux participants de mieux se familiariser avec le processus d'EPU et a facilité l'échange des meilleures pratiques pour l'établissement des rapports nationaux.
- Organisé, conjointement avec la Commission européenne, un séminaire sur la discrimination (fondée sur l'appartenance sexuelle, le handicap ou la race) pour les institutions européennes, les États membres et les ONG, afin de permettre la diffusion des meilleures pratiques et des récentes évolutions parmi une centaine de participants.
- Contribué à des séminaires organisés par d'autres organisations, notamment des événements consacrés aux droits des personnes handicapées et aux objectifs du Millénaire pour le développement, au droit à l'eau et à la situation des droits de l'homme à l'extérieur de l'Europe.



- ▶ Contribué à l'organisation d'un concours spécial relatif aux droits de l'homme et à une remise de prix dans le cadre d'un festival international du film documentaire.

## Résultats

- ▶ Les séminaires consacrés à l'EPU et à la discrimination ont permis aux États, aux institutions et aux organisations de la société civile de mieux comprendre le processus d'EPU, ses difficultés et ses opportunités, ainsi que les nouveaux problèmes en matière de discrimination et les meilleurs moyens d'y remédier.

Bureau régional pour l'Europe : dépenses en 2009		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	122 679
Consultants	-	7 575
Voyages officiels	-	83 689
Services contractuels	-	17 958
Dépenses générales de fonctionnement	-	13 036
Fournitures et achats	-	70 911
Séminaires, subventions et contributions	-	16 640
Sous-total	-	332 488
Coûts d'appui au programme	-	43 223
<b>TOTAL</b>	-	<b>375 711</b>

## Appui aux missions de paix des Nations Unies

### Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Date de création	1996
Date de fermeture	2009
Effectif au 31 décembre 2009	0

Le Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme en Abkhazie (Géorgie) (HROAG) a été créé le 10 décembre 1996, conformément à la résolution 1077 du Conseil de sécurité en date du 22 octobre 1996. Son mandat consistait à suivre la situation des droits de l'homme en Abkhazie, à effectuer des comptes rendus, à promouvoir le respect de ces droits et à contribuer au retour des réfugiés et des déplacés internes dans la sécurité et la dignité. Il consistait également à établir des contacts directs avec les acteurs concernés et les détenteurs d'obligations, afin d'améliorer la situation des droits de l'homme dans la région. En juin 2009, suite à l'expiration du mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie et à défaut d'un accord entre les membres du Conseil de sécurité concernant sa prolongation, la mission et le bureau ont été fermés, mettant ainsi fin à la présence de toute organisation internationale de défense des droits de l'homme en Abkhazie.

### Activités

Le bureau a :

- ▶ Entrepris des activités de suivi et de protection du droit à la non-discrimination, de la sécurité de la personne, de la liberté de mouvement et des droits de propriété.



Migrants afghans campant dans les bois, dans les environs de Dunkerque.



Camp de Roms en Italie.

- Dispensé un appui et des conseils techniques à la société civile concernant les principes des droits de l'homme et l'accès au système onusien chargé de les défendre.
- Préconisé la prise en compte des droits de l'homme dans les considérations politiques, humanitaires et sécuritaires.

## Résultats

- Avec ses modestes ressources, le bureau a mis en avant la question des droits de l'homme dans toute l'Abkhazie et a assuré un suivi et une protection efficaces de ces droits sur le terrain, intervenant non seulement sur des sujets généraux, mais également dans des cas individuels si nécessaire.
- Le bureau a contribué à une meilleure compréhension des droits de l'homme parmi les acteurs concernés au niveau local, la société civile, les organisations internationales et la communauté des donateurs. Il a également aidé au renforcement et à la mise en réseau de la société civile. Son impact a été confirmé par de nombreux acteurs de la région, qui ont déploré la fin de sa présence et donc la perte des mécanismes de protection.

## Défis et enseignements

- Depuis le siège, le HCDH continue à plaider pour que les problèmes liés aux droits de l'homme soient pris en compte lors des pourparlers relatifs aux accords sécuritaires et humanitaires dans le Sud-Caucase (voir ci-dessous, Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies, Sud-Caucase). Sans présence sur le terrain, il est toutefois difficile de maintenir le même niveau de sensibilisation aux droits de l'homme, d'assurer une protection et d'offrir un appui aux acteurs concernés au niveau local, et en particulier à la société civile.

## Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies

Sud-Caucase (implanté à Tbilissi, responsable de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie)

Date d'ouverture	2006
Effectif au 31 décembre 2009	7 pers.

Le conseiller principal pour les droits de l'homme en poste en Géorgie dispense des conseils aux équipes de pays des Nations Unies, aux institutions nationales de défense des droits de l'homme et aux ONG présentes en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie, ainsi qu'aux gouvernements de ces pays. Deux spécialistes nationaux des droits de l'homme et deux assistants administratifs travaillant au sein des équipes de l'ONU en Géorgie et en Azerbaïdjan appuient le conseiller principal. Il est en outre prévu de déployer deux spécialistes internationaux en vue d'accroître la portée régionale de la présence du HCDH sur le terrain, en particulier en Arménie. Cela permettrait également de combler certaines des lacunes, en matière de suivi et de compte rendu, créées par la disparition de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) et de son bureau chargé des droits de l'homme.

## Activités

Le HCDH a :

- Prodigué une assistance et des conseils techniques au Gouvernement géorgien en vue de la réforme de la justice pénale. Il a également joué un rôle consultatif au sujet des amendements apportés aux lois sur les défenseurs, sur le bureau de l'aide judiciaire et sur l'emprisonnement, ainsi qu'au code de procédure pénale. Enfin, il a dispensé des conseils concernant les amendements relatifs à l'accès à l'éducation des personnes handicapées (ceux-ci étant destinés à harmoniser la législation nationale avec les exigences de la Convention relative aux droits des personnes handicapées signée par la Géorgie, en prévision de sa ratification).
- Animé en Géorgie des formations sur le système de protection des droits de l'homme et les structures d'assistance sociale, les aspects juridiques de la violence familiale, l'accès à l'information et la participation aux prises de décision au niveau local (pour 44 représentants de collectivités locales provenant de villages touchés par le conflit), ainsi que sur les normes internationales en matière de droits de l'homme (pour 18 juristes et membres du bureau de l'aide judiciaire). Le HCDH a également

dispensé des cours sur l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme par les juridictions nationales (pour 15 juges de tribunaux de première instance et de cours d'appel et 15 employés chargés de préparer les dossiers pour les juges de la Cour constitutionnelle). Enfin, il a organisé des formations concernant les normes internationales et régionales relatives aux droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires (pour 90 employés et travailleurs sociaux), les procédures de dépôt de plainte des Nations Unies (pour 75 membres de l'Ordre des avocats géorgiens), ainsi que les normes relatives aux droits fondamentaux des populations marginalisées et discriminées, et en particulier des personnes handicapées, des enfants des rues et des femmes (pour 18 journalistes).

- ▶ Animé en Azerbaïdjan des formations sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les procédures de dépôt de plaintes relatives aux droits de l'homme au sein de l'ONU et l'EPU (pour sept députés et 25 assistants parlementaires). Organisé des formations sur les droits de l'homme et les migrations (pour 32 juges, procureurs, avocats et fonctionnaires gouvernementaux), sur les procédures de dépôt de plainte des Nations Unies (pour 23 avocats de la défense et employés d'ONG et du bureau du Médiateur) et sur les droits fondamentaux des populations marginalisées ou victimes de discrimination (pour 35 professionnels des médias).
- ▶ Contribué à l'élaboration de nouveaux Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement en Azerbaïdjan et en Géorgie et du bilan commun de pays en Azerbaïdjan.
- ▶ Effectué, en collaboration avec ses partenaires, des évaluations de l'impact du conflit sur les droits de l'homme en Géorgie, de l'accès des déplacés internes et des réfugiés aux soins de santé mentale en Azerbaïdjan et du droit à l'emploi et à des conditions de travail justes et favorables en Arménie.
- ▶ Traduit, imprimé et distribué un certain nombre de publications relatives aux droits de l'homme en géorgien et en azéri et organisé des manifestations publiques consacrées à l'EPU, aux organes de suivi des traités et aux procédures spéciales en Azerbaïdjan. Le HCDH a également participé, sur la chaîne de télévision publique azerbaïdjanaise, à trois émissions consacrées aux obligations internationales en matière de droits de l'homme, au système chargé de la protection de ces droits au sein de l'ONU et au suivi de l'EPU.
- ▶ Organisé en Géorgie un certain nombre d'activités destinées à commémorer le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment un concours de dessin et d'écriture, un spectacle de théâtre pour enfants handicapés, une

formation pour les enseignants et la distribution d'un calendrier pour l'année 2010.

## Résultats

- ▶ Les efforts déployés par l'équipe du HCDH sur le terrain pour mobiliser un appui, en collaboration avec ses partenaires nationaux, ont débouché sur la signature par la Géorgie de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Parmi les activités qui ont contribué à cette réussite figure une table ronde sur les problèmes liés au handicap, organisée par le bureau de l'aide judiciaire en coopération avec le HCDH et le PNUD et réunissant des représentants du Gouvernement, du Parlement, des ONG et des organisations internationales.
- ▶ Grâce aux plaidoyers et autres initiatives du HCDH, l'Azerbaïdjan a respectivement ratifié et signé les Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention contre la torture et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, tandis que le bureau du Médiateur était désigné comme mécanisme national de prévention. En 2009, le Parlement géorgien a également attribué au bureau de l'aide judiciaire et au Conseil de coordination interorganisations contre la torture les fonctions de mécanisme national de prévention en vertu du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture. Avec la participation du HCDH, il a par ailleurs rédigé des projets d'amendements à la loi sur le bureau de l'aide judiciaire liés à l'instauration de ce mécanisme.
- ▶ L'Azerbaïdjan est parvenu à combler son retard dans l'établissement de rapports destinés aux organes de suivi des traités. Le Comité pour les travailleurs migrants, le Conseil des droits de l'homme, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité contre la torture ont tous examiné les rapports périodiques du pays en 2009. Deux rapports supplémentaires, destinés au Comité des droits de l'enfant et au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, ont été déposés et devraient être examinés en 2010 et 2012. Ces avancées ont notamment été obtenues grâce à l'assistance et aux conseils techniques dispensés par le HCDH.
- ▶ Le Gouvernement géorgien a pris en compte la plupart des conseils du HCDH concernant la réforme de la justice pénale et a élaboré une stratégie et des plans d'action globalement conformes aux obligations de la Géorgie et aux normes internationales. Des éléments spécifiques de la législation, notamment les lois sur les défenseurs, sur le bureau de l'aide judiciaire et sur l'emprisonnement, ainsi que le code de procédure pénale, ont été amendés et améliorés grâce, notamment, à



l'assistance et aux recommandations du conseiller pour les droits de l'homme et de son équipe.

- ▶ En Azerbaïdjan et en Géorgie, une méthodologie axée sur les droits de l'homme a été progressivement intégrée aux documents et aux activités d'évaluation, de programmation des politiques et de planification du développement des Nations Unies.
- ▶ Lors de la présentation des documents de l'examen périodique universel traduits en azéri, les représentants du Gouvernement ont annoncé un projet de création d'un groupe de travail consacré à la mise en œuvre des recommandations de l'EPU.

### Défis et enseignements

- ▶ Un resserrement des liens entre l'EPU et l'élaboration d'un Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) est parfaitement envisageable. L'EPU réalisé en Azerbaïdjan a suscité un grand intérêt au sein de l'opinion publique nationale et a coïncidé avec la rédaction du bilan commun de pays, ainsi qu'avec la conception et la définition des priorités du PNUAD. L'attention du public étant braquée sur l'EPU, le HCDH a été en mesure d'inclure d'importantes considérations liées aux droits de l'homme dans les deux documents.
- ▶ L'équipe du HCDH sur le terrain au Sud-Caucase a été confrontée à des difficultés majeures en raison des conflits prolongés relatifs à l'Abkhazie, à l'Ossétie du Sud et au Haut-Karabakh. Ces conflits, qui remontent au démantèlement de l'Union soviétique, ne sont toujours pas résolus et engendrent de graves menaces pour la sécurité des personnes et d'importantes lacunes dans l'état de droit. L'accès à ces territoires, limité ou inexistant, ne permet pas de prodiguer une assistance et une protection adaptées ; dans ces conditions, la capacité du HCDH à contribuer à l'amélioration de la situation des droits

de l'homme dans ces régions demeure un problème auquel il conviendra de remédier.

### Albanie

Date d'ouverture	2009
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

En mai 2009, un conseiller pour les droits de l'homme a été affecté en Albanie pour aider à renforcer les capacités nationales en matière de droits de l'homme et à intégrer ces droits à l'action de l'équipe des Nations Unies dans le pays. L'Albanie est l'un des huit États dans lesquels le programme de l'ONU « Unis dans l'action » est mené à titre expérimental depuis la fin de l'année 2007.

### Activités

Le conseiller a :

- ▶ Contribué, en collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et des groupes issus de la société civile, à la rédaction d'un projet de loi complet contre la discrimination, qui a par la suite été adopté par le Parlement.
- ▶ Facilité le processus d'EPU en coordonnant les contributions de l'équipe de pays des Nations Unies, en entreprenant des activités de sensibilisation auprès de cette équipe, de la Commission européenne, de l'OSCE, du Médiateur, des États membres européens et de la société civile, et en participant avec le Médiateur et des représentants du ministère des Affaires étrangères à une réunion régionale sur l'EPU organisée par le bureau de Bruxelles du HCDH. Organisé des projections publiques du webcast consacré à l'EPU pour des représentants du Gouvernement, de la



Vue du village de Kruja, en direction de Tirana (Albanie).

société civile, des organisations internationales et du Médiateur.

- Soutenu la campagne nationale pour la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de son Protocole facultatif en dirigeant une formation des formateurs issus de la société civile, en animant une séance de sensibilisation des médias et en participant activement à la conférence nationale destinée à promouvoir la ratification, ainsi qu'à une conférence de l'OMS sur la santé mentale.
- Aidé le groupe de travail des Nations Unies sur l'égalité des sexes à fournir des informations au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, en prévision de l'examen du troisième rapport remis par l'Albanie au titre de la Convention correspondante.
- Célébré les journées internationales telles que le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Journée internationale des droits de l'homme par le biais de nombreuses manifestations de sensibilisation.

## Résultats

- Un excellent projet de loi contre la discrimination a été soumis au Parlement, conformément aux normes onusiennes et européennes en vigueur.
- Les acteurs nationaux (principalement les organisations gouvernementales et non gouvernementales) se sont engagés plus avant dans le suivi de l'examen périodique universel, comme le prouve la présence de plus de 30 personnes, parmi lesquelles un vice-ministre, à la projection d'un webcast consacré à l'EPU.
- Le Gouvernement albanais a signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées et s'est engagé à coopérer avec l'équipe des Nations Unies dans le pays en vue de sa ratification.
- Des informations crédibles et utiles ont été fournies au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui s'en est félicité.
- Le cadre mis en place pour « l'Initiative des Nations Unies en faveur de l'intégration sociale » est conforme aux normes et aux traités en vigueur dans le domaine des droits de l'homme.

## Défis et enseignements

- Les bénéfices de la prise en compte des droits de l'homme dans toutes les activités sont accrus lorsque les organisations partenaires s'engagent à promouvoir les valeurs et les normes des Nations Unies.

## République kirghize

Date d'ouverture	2007
Date de fermeture	2009
Effectif au 31 décembre 2009	0

Le conseiller pour les droits de l'homme a été recruté conjointement par l'équipe de pays des Nations Unies et le HCDH en mars 2007. Après une mission d'évaluation effectuée à mi-mandat en 2008, il a été décidé de prolonger le projet d'une année, jusqu'au 23 mars 2009.

## Activités

Le conseiller a :

- Organisé des ateliers consacrés à la prise en compte des droits de l'homme dans la politique relative au VIH/sida et aux droits fondamentaux des personnes atteintes du virus.
- Donné des cours sur « Les systèmes électoraux et les partis politiques » à 23 étudiants de troisième cycle originaires des cinq pays d'Asie centrale à l'Institut de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à Bichkek.
- Animé un atelier sur l'application d'une méthodologie axée sur les droits de l'homme pour l'équipe des Nations Unies chargées de la gouvernance démocratique.

## Résultats

- En collaboration avec le PNUD, l'UNIFEM, le HCDH, l'UNICEF et le HCR, le conseiller pour les droits de l'homme a élaboré un Programme d'assistance technique conjoint pour l'institution du Médiateur.
- L'équipe des Nations Unies dans le pays s'est familiarisée avec les concepts des droits de l'homme et avec la méthodologie axée sur ces droits.
- Les institutions des Nations Unies ont élargi l'éventail des groupes vulnérables auprès desquels elles interviennent, tels que les personnes âgées ou handicapées, les sans-abri et les minorités ethniques.

## République de Moldova

Date de création	2008
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

Le conseiller pour les droits de l'homme, affecté auprès de l'équipe des Nations Unies dans le pays en juillet 2008, a œuvré activement pour impliquer les pouvoirs publics et la société civile par le biais d'une étroite collaboration avec le coordinateur résident, les institutions des Nations Unies d'autres acteurs concernés.

## Activités

Le conseiller a :

- ▶ Contribué à renforcer la capacité institutionnelle du Centre pour les droits de l'homme de la République de Moldova en lui dispensant régulièrement des conseils juridiques, en participant à la formation programmatique et à des tables rondes et en l'aidant dans sa demande d'accréditation en tant qu'institution nationale de défense des droits de l'homme.
- ▶ Aidé le mécanisme national de prévention de la torture à accéder aux lieux de détention durant les troubles du mois d'avril.
- ▶ Aidé, d'une part, le Rapporteur spécial sur la torture à porter assistance au mécanisme national de prévention lors d'une visite de suivi effectuée en septembre, et, d'autre part, les responsables de l'élaboration des lois et des politiques à renforcer ce mécanisme.
- ▶ Encouragé l'équipe des Nations Unies dans le pays à apporter sa contribution à l'examen de la République de Moldova réalisé en octobre par le Comité des droits de l'homme et aidé ce dernier durant l'examen. Le conseiller a également incité l'équipe de pays, la société civile, les organisations intergouvernementales et les autres acteurs concernés à participer aux consultations sur le projet de Plan d'action national pour les droits de l'homme et sur le projet de loi contre la discrimination.
- ▶ Aidé les acteurs concernés, et notamment le Centre pour les droits de l'homme moldave, à établir des comptes rendus dans le cadre de l'examen du pays réalisé en novembre par le Comité contre la torture.
- ▶ Fourni des données relatives aux droits de l'homme à plusieurs missions de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) relatives au traitement de la tuberculose et aux problèmes de santé de la procréation, et contribué à leur suivi.
- ▶ Attiré l'attention sur les violations de la liberté de religion et de réunion, les menaces à l'intention des médias et des journalistes, la violence envers les femmes, les détentions arbitraires et les exécutions extrajudiciaires, en mobilisant les procédures spéciales compétentes sur les cas suscitant l'inquiétude.
- ▶ Organisé, pour 152 participants, six ateliers de formation consacrés à la législation internationale relative aux droits des femmes et à l'utilisation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à la prise en compte des droits de l'homme dans le développement, aux droits des personnes handicapées ainsi qu'aux dispositions légales internationales en matière de discrimination raciale.

## Résultats

- ▶ Grâce à l'action conjointe d'un certain nombre d'acteurs, parmi lesquels le conseiller pour les droits de l'homme et la section chargée de l'Europe et de l'Asie centrale à Genève, le Parlement moldave a créé une Commission d'enquête destinée à examiner les causes et les conséquences des événements d'avril. Une étroite collaboration avec le Commissariat aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a permis aux institutions onusiennes et européennes d'harmoniser leurs méthodologies en matière de justice et de responsabilité vis-à-vis des violences.
- ▶ En septembre, un tribunal a pour la première fois en République de Moldova prononcé une ordonnance de protection d'une victime de violences familiales. Cette décision est notamment le résultat des activités de formation et de sensibilisation menées par les Nations Unies, y compris le HCDH, avec le concours de leurs partenaires et d'autres acteurs concernés.
- ▶ Le Comité contre la torture a dispensé des conseils détaillés au Gouvernement concernant les améliorations à apporter au mécanisme national de prévention. Cette aide est le fruit d'une étroite coopération entre un certain nombre d'entités, telles que le Rapporteur spécial sur la torture, le Sous-comité pour la prévention de la torture et la société civile, avec l'appui et l'assistance du conseiller pour les droits de l'homme.
- ▶ Le Comité contre la torture a également accordé aux autorités un délai d'un an pour rendre compte des efforts déployés par la République de Moldova pour rendre le système de traitement de la tuberculose conforme au droit international des droits de l'homme. C'est le résultat de l'action entreprise par le conseiller pour les droits de l'homme, en coopération avec divers partenaires de l'OMS et de l'OIM, pour mettre en lumière les aspects problématiques des politiques adoptées en août par le Gouvernement.
- ▶ Plusieurs interventions effectuées par le conseiller pour les droits de l'homme, avec le concours du Médiateur des droits de l'enfant, ont débouché sur des résultats positifs. L'une de ces interventions a concerné une famille arbitrairement exclue du traitement de la tuberculose, identifiée avec l'aide de médecins en mission pour l'OMS. Une autre a permis de renvoyer en République de Moldova un enfant victime d'exploitation sexuelle dans la Fédération de Russie et de le confier aux soins et à la protection de l'État.
- ▶ Le sous-comité d'accréditation du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme a recommandé que le Centre pour les droits de l'homme moldave soit accrédité avec le statut B. Cette recommandation, qui s'accompagne d'une série de suggestions d'améliorations, fait suite à



l'engagement du conseiller pour les droits de l'homme à aider le Centre dans sa demande d'accréditation en tant qu'institution nationale de défense des droits de l'homme.

## Défis et enseignements

- ▶ De nouvelles stratégies « gagnant-gagnant » devront être mises en œuvre pour surmonter les obstacles à la protection des droits de l'homme dans des domaines clés tels que la liberté religieuse et la non-discrimination.
- ▶ La République de Moldova ayant longtemps constitué une société fermée, des activités supplémentaires devront être entreprises pour améliorer la connaissance et la compréhension des normes en matière de droits de l'homme.
- ▶ Des efforts supplémentaires devront être déployés pour renforcer la prise en compte des droits de l'homme dans l'aide au développement.

## Fédération de Russie

Date d'ouverture	Ouverture officielle/arrivée du conseiller pour les droits de l'homme : 2008 Présence de collaborateurs nationaux chargés des préparatifs : depuis 2006 A doption du Cadre de coopération : août 2007.
Effectif au 31 décembre 2009	5 pers.

Inédit par la forme et le fond, le Cadre de coopération du HCDH avec la Fédération de Russie, adopté en 2007, constitue le fondement juridique des activités du Haut-Commissariat. Il met l'accent sur trois domaines principaux : état de droit, égalité et tolérance, éducation et diffusion d'informations sur les droits de l'homme. Par ailleurs, le conseiller a encouragé l'application d'une méthodologie axée sur les droits de l'homme aux programmes des organismes des Nations Unies présents dans le pays. Le HCDH a noué une étroite collaboration avec les ministères, le Commissariat fédéral et régional aux droits de l'homme, la Chambre publique, les organisations de la société civile et les établissements universitaires.

## Activités

Le conseiller a :

- ▶ Organisé, en collaboration avec le siège du HCDH et l'Académie de justice de la Cour suprême de la Fédération de Russie, une rencontre internationale d'experts consacrée au rôle de la justice administrative dans la protection des droits de

l'homme. Cette manifestation a réuni 33 participants, parmi lesquels des juges et des experts juridiques russes ainsi que des spécialistes venus de plusieurs pays européens, d'Afrique du Sud et de Colombie.

- ▶ Créé et lancé un programme pilote de maîtrise en droits de l'homme dans trois universités moscovites, sous l'égide de l'Université russe de l'amitié entre les peuples et avec la collaboration active du Centre interuniversitaire des droits de l'homme et de la démocratisation de Venise (Italie). Il a également compilé la première bibliographie complète de la littérature russe relative aux droits de l'homme.
- ▶ Tenu pour la première fois un stand entier consacré aux publications du HCDH et à d'autres ouvrages sur les droits de l'homme au Salon international du livre de Moscou, en collaboration avec le Centre pour l'éducation civique et les droits de l'homme de Perm (Russie centrale).
- ▶ Dispensé des formations, à Moscou et à Genève, sur le système onusien et national de défense des droits de l'homme, à huit représentants des communautés autochtones de la Fédération de Russie, dans le cadre du Programme de bourses russophone du HCDH. Ces formations ont été organisées en collaboration avec l'Université russe de l'amitié entre les peuples, des organismes des Nations Unies et des ONG autochtones.
- ▶ Organisé une table ronde destinée à promouvoir la tolérance et à lutter contre la discrimination raciale ou ethnique, en collaboration avec la Chambre publique, lors de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.
- ▶ Animé deux séances d'information, à Moscou et à Saint-Petersbourg, sur les résultats de l'examen périodique universel de la Fédération de Russie, pour une quarantaine de représentants de la société civile.
- ▶ Traduit en russe et publié/diffusé le Manuel du HCDH pour la société civile.

## Résultats

- ▶ Les acteurs nationaux et locaux ont été sensibilisés aux problèmes des droits de l'homme, notamment par la diffusion de publications, de notes de synthèse et de formations sur les normes et les mécanismes de défense de ces droits dans le cadre du programme de maîtrise.
- ▶ La capacité des communautés autochtones à faire valoir et appliquer leurs droits individuels et collectifs a été renforcée grâce à des formations destinées aux peuples indigènes.
- ▶ Une meilleure connaissance du rôle de la justice administrative a été obtenue chez les hauts fonctionnaires de justice et les experts juridiques, grâce notamment à la rencontre internationale d'experts sur ce sujet organisée par le HCDH.

- ▶ Un Groupe de travail national sur la justice pour mineurs a été créé grâce aux efforts conjoints du HCDH et d'autres organisations, afin de promouvoir le respect des normes internationales dans l'administration de la justice à l'égard des mineurs.
- ▶ Une série de séances d'information a permis au HCDH de renforcer ses liens avec les militants de la société civile et avec le monde universitaire, afin de veiller à l'application des recommandations des organes de suivi des traités, des procédures spéciales et du Conseil des droits de l'homme/EPU. L'équipe des Nations Unies dans le pays a également accordé une importance accrue à l'utilisation d'une méthodologie axée sur les droits de l'homme.

### Défis et enseignements

- ▶ La principale difficulté consiste à gérer des attentes et des exigences concurrentes, sachant qu'une faible présence sur le terrain, dotée de ressources humaines et financières limitées, s'efforce d'atteindre des objectifs stratégiques dans un vaste pays. Bien que contraint, par la force des choses, de se concentrer sur la mise en œuvre du programme d'action défini conjointement dans le Cadre de coopération, le HCDH a également besoin d'assez de marge de manœuvre pour satisfaire d'importantes demandes ponctuelles formulées en interne ou en externe, créer et exploiter les nouvelles possibilités de coopération qui se présentent et faciliter des activités qui ne sont pas spécifiquement définies dans ce cadre.
- ▶ Les résultats de l'EPU ouvrent de nouvelles possibilités de coopération avec les acteurs nationaux et la société civile, en vue d'améliorer les actions en faveur des droits de l'homme.

### Serbie

Date d'ouverture	Ouverture du bureau : 1996 ; Arrivée du conseiller pour les droits de l'homme : 2007
Effectif au 31 décembre 2009	2 pers.

Le HCDH appuie le détachement d'un conseiller national pour les droits de l'homme auprès de l'équipe de pays des Nations Unies en Serbie depuis novembre 2007, année de fermeture de son bureau de Belgrade.

En partenariat avec des organes des Nations Unies et des acteurs nationaux, ce conseiller s'efforce de renforcer l'interaction avec le système onusien de défense des droits de l'homme, d'améliorer le respect des normes internationales en la matière et d'intégrer les droits humains aux programmes de développement de l'ONU.

### Activités

- ▶ Participé à l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), en veillant à l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme et à la prise en compte des recommandations des procédures spéciales et des organes de suivi des traités.
- ▶ Conseillé l'équipe de pays des Nations Unies et des organismes individuels pour l'élaboration de programmes spécifiques ou communs.
- ▶ Appuyé les travaux des groupes thématiques de l'équipe de pays des Nations Unies sur les questions liées aux Roms et à l'égalité des sexes.
- ▶ Coopéré avec des ONG de défense des droits de l'homme pour définir les priorités et promouvoir les stratégies à mettre en œuvre dans ce domaine. Appuyé et encouragé les initiatives lancées par des ONG régionales pour améliorer la situation des défenseurs des droits de l'homme grâce à la justice transitionnelle et pour lutter contre la discrimination.
- ▶ Travaillé avec le bureau du Médiateur sur le mécanisme national de prévention de la torture (avec le concours d'ONG) et sur la procédure d'accréditation de la Cour pénale internationale.
- ▶ Aidé le ministre des Droits de l'homme et des minorités à dresser le bilan de la mise en œuvre des recommandations des procédures spéciales et des organes de suivi des traités, dont les résultats serviront éventuellement à l'établissement d'un Plan d'action national pour les droits de l'homme. Le conseiller a également aidé le ministre à identifier les problèmes prioritaires en matière de droits de l'homme et les moyens d'y remédier.
- ▶ Organisé les missions du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction et d'un représentant du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture.
- ▶ Accompagné le Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits des personnes déplacées dans leur propre pays à certaines réunions gouvernementales durant sa mission de suivi en Serbie.



## Résultats

- ▶ Le bilan commun de pays et le projet de PNUAD ont été établis à l'aide d'une approche fondée sur les droits de l'homme.
- ▶ Les responsables gouvernementaux ont été sensibilisés aux normes de l'ONU concernant les expulsions liées à des projets d'aménagement. Des outils méthodologiques ont été élaborés pour permettre à l'équipe de pays des Nations Unies de suivre les citoyens roms expulsés et relogés par les autorités municipales et des visites de suivi ont été effectuées sur les sites de relogement.
- ▶ Un projet de prévention du VIH tenant compte des droits de l'homme a été mis en œuvre par les Nations Unies, avec la participation et l'engagement des principales communautés religieuses.
- ▶ Suite à des consultations publiques sur les rapports destinés aux organes de suivi des traités, la société civile a pour la première fois été impliquée dans le processus de rédaction des rapports nationaux.
- ▶ Le ministre des Droits de l'homme et des minorités s'est engagé à répondre aux problèmes des défenseurs des droits humains en lançant par exemple un projet de révision du code pénal en vue de mieux protéger ces individus et ces institutions.
- ▶ Avec l'appui du HCDH, le bureau du Médiateur a participé à la rédaction de l'exposé préliminaire sur la prévention de la torture de la Commission européenne et s'est activement engagé sur les questions liées aux expulsions dues à des projets d'aménagement. Par ailleurs, le Médiateur s'est engagé à tenter d'obtenir l'accréditation de la Cour pénale internationale, prévue en 2010.
- ▶ Les recommandations des conférences de haut niveau sur les rapports destinés aux organes de suivi des traités et l'application des avis de ces organes dans les procédures de dépôt de plaintes individuelles ont influencé les politiques des ministères compétents dans ces domaines, ce qui a entraîné l'adoption de nouvelles procédures pour l'établissement des rapports et le suivi.

## Défis et enseignements

- ▶ La mobilisation d'un large éventail d'acteurs pourrait permettre de sortir des impasses politiques. S'agissant du problème de relogement des occupants du site d'installation sauvage de Gazela, à Belgrade, l'engagement simultané d'un certain nombre d'acteurs a conduit les autorités municipales à faire preuve de la détermination politique nécessaire pour remplir leurs obligations élémentaires concernant les droits fondamentaux de la population touchée. Parmi les acteurs impliqués figuraient les organes des Nations Unies, les

procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, ainsi que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

## ex-République yougoslave de Macédoine

Date d'ouverture	2007
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.

Le conseiller pour les droits de l'homme coopère avec les institutions des Nations Unies et les partenaires nationaux en vue de renforcer l'interaction avec les organes onusiens de défense des droits humains, d'améliorer le respect des normes internationales en la matière et d'intégrer ces droits aux programmes de l'ONU. En 2009, le conseiller s'est consacré à la législation contre la discrimination, à l'examen périodique universel du pays, aux droits des personnes handicapées et au renforcement des institutions nationales de défense des droits de l'homme pour la prévention de la torture.

## Activités

Le conseiller a :

- ▶ Contribué à la rédaction d'une nouvelle loi contre la discrimination et émis des avis sur les amendements aux lois relatives à l'institution du Médiateur et à l'aide juridique gratuite.
- ▶ Organisé trois réunions entre les acteurs concernés, une conférence nationale et un atelier pour plus d'une centaine de participants, afin d'aider le Gouvernement à déterminer les mesures nécessaires à la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et ses implications sur les politiques et le budget du pays.
- ▶ Contribué à un processus consultatif, mené par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et la société civile, en vue de permettre au Médiateur d'assumer la fonction de mécanisme national de prévention au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Organisé des manifestations publiques et diffusé des informations sur les recommandations de l'EPU, en coopération avec le ministère de la Justice.
- ▶ Appuyé la visite dans le pays du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction.
- ▶ Aidé la coalition nationale d'ONG à rédiger des rapports parallèles au rapport périodique relatif à la Convention relative aux droits de l'enfant et aux rapports initiaux liés aux deux protocoles facultatifs ; ces rapports devraient être examinés en 2010.
- ▶ Réalisé une vidéo consacrée au 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en coopération avec le groupe thématique sur les



droits de l'homme de l'équipe de pays des Nations Unies et d'un groupe d'étudiants spécialisés dans la vidéo et l'égalité des sexes. Cette vidéo a été diffusée à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme.

## Résultats

- ▶ Le Gouvernement s'est engagé à prévoir la création d'une commission indépendante chargée du suivi et de la mise en œuvre dans le projet de loi contre la discrimination.
- ▶ Suite au plaidoyer insistant du HCDH, le Gouvernement s'est engagé à ratifier en 2010 la Convention relative aux droits des personnes handicapées et a mis sur pied un groupe de travail à composition non limitée sur la ratification et la mise en œuvre, qui consulte les représentants des organisations spécialisées dans les problèmes de handicap.
- ▶ Les recommandations de l'EPU ont été largement communiquées par le biais de présentations publiques et d'autres activités de diffusion. Ce processus a également permis de préciser les priorités en matière de suivi et les domaines dans lesquels d'autres efforts de développement des capacités sont nécessaires.
- ▶ La visite effectuée par le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, avec l'appui du

conseiller pour les droits de l'homme, a aidé à clarifier les dispositions applicables au sein du droit international des droits de l'homme. Cela a contribué à apaiser les tensions entre les différentes communautés au sujet de l'instruction religieuse dans les écoles publiques et de la construction d'édifices religieux sur les terrains collectifs.

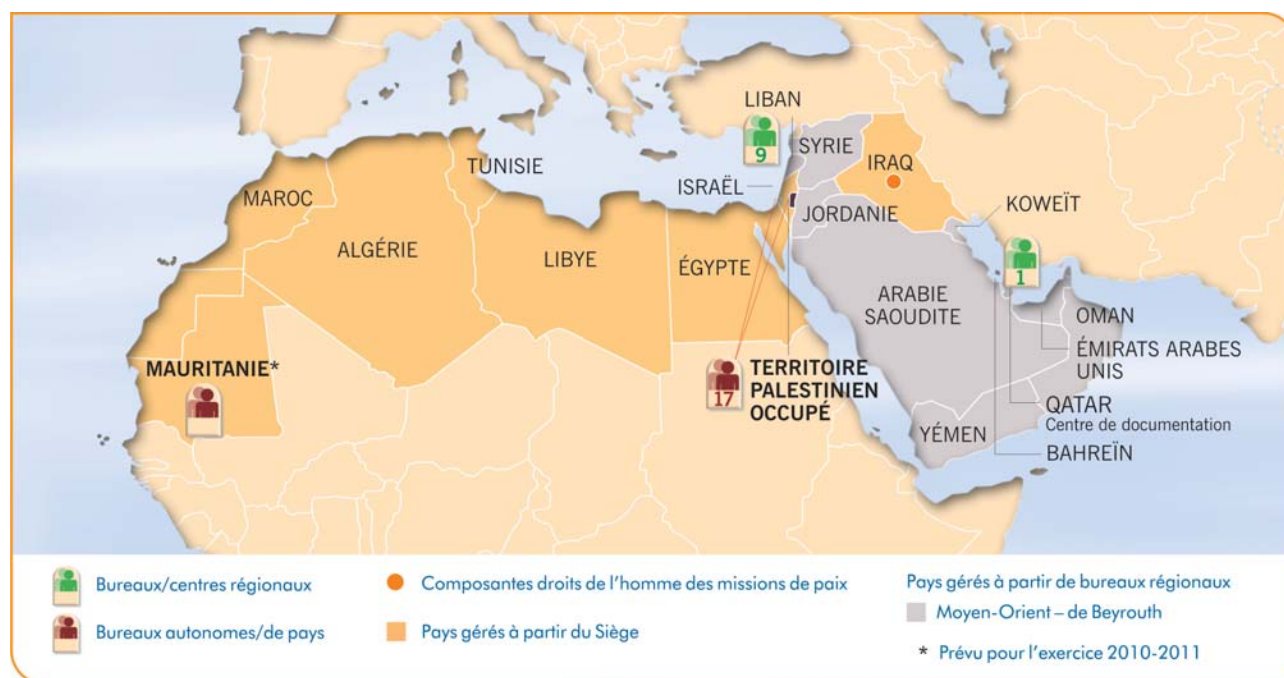
## Défis et enseignements

- ▶ Les élections locales et présidentielles qui ont eu lieu en mars ont ralenti certaines activités, les principaux responsables politiques étant accaparés par la campagne électorale. Ce ralentissement a toutefois été contrebalancé par une intensification des travaux à l'issue des élections.
- ▶ Le pays n'ayant pas adopté ou correctement appliqué des dispositions aptes à garantir un processus transparent et participatif pour l'élaboration des lois et des politiques, le conseiller pour les droits de l'homme a éprouvé des difficultés à effectuer en temps voulu des contributions stratégiques à ces travaux. Il a toutefois été en mesure de compenser certains de ces handicaps en participant aux délibérations des groupes de travail parlementaires, en soumettant des propositions écrites et en invitant les principaux décideurs à des manifestations publiques organisées par l'équipe des Nations Unies dans le pays.



Récolte en famille au nord du Kirghizistan.

# Le HCDH sur le terrain : Moyen-Orient et Afrique du Nord



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>Territoire palestinien occupé</li> <li>Mauritanie*</li> </ul>
Bureaux et centres régionaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Moyen-Orient (Beyrouth, Liban)</li> <li>Centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe (Doha, Qatar)</li> </ul>
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Iraq</li> </ul>

\* Prévu pour l'exercice 2010-2011

Si la situation des droits de l'homme s'est quelque peu améliorée dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, bon nombre de questions demandent encore à être traitées de manière plus systématique. La fragilité des institutions garantes de l'état de droit et les défaillances des mécanismes juridiques de protection des droits de l'homme ont continué à favoriser des violations des droits civils et politiques, prenant notamment la forme de détentions arbitraires, de mauvais traitements et d'actes de torture à l'encontre des détenus mais se manifestant aussi par des atteintes à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Les femmes sont toujours en butte à la discrimination et à la violence, en dépit de légères améliorations dans certains domaines. La situation des

travailleurs migrants, notamment des employés de maison, est demeurée difficile et les atteintes aux droits des réfugiés, des enfants et des apatrides continuent d'être préoccupantes.

Dans le territoire palestinien occupé et au Yémen, la situation a été caractérisée par une instabilité générale et par des engagements intermittents mais de grande envergure qui ont causé la mort de civils, entraîné des déplacements de population et détruit des infrastructures, tout en augmentant encore les besoins en matière d'aide humanitaire. Un grand nombre de civils ont été tués et déplacés lors de l'opération militaire lancée à Gaza en décembre 2008 et janvier 2009. Au Yémen, environ 200 000 personnes auraient été chassées par la reprise des affrontements dans la province septentrionale de Sa'da. En Iraq, la violence sans trêve et l'instabilité politique ont causé d'immenses difficultés au Gouvernement et aux organisations nationales et internationales impliquées dans la défense des droits de l'homme, limitant sérieusement leurs mouvements et les empêchant d'entrer en contact avec les populations touchées. Le Gouvernement, qui avait annoncé publiquement son intention d'instituer un moratoire sur la peine de mort, a renoncé à cette idée et plus de 120 prisonniers ont été exécutés au cours de l'année.



Quelques événements positifs ont également été observés : le président Mahmoud Abbas a déclaré que l'Autorité palestinienne adhérerait à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Les Koweïtiens ont élu, pour la première fois, quatre femmes au Parlement. Le Liban a continué à se stabiliser et le nouveau Gouvernement a réitéré sa volonté de progresser sur le front des droits de l'homme. De nouvelles institutions des droits de l'homme ont vu le jour à Bahreïn et Oman, et l'examen périodique universel a été l'occasion d'une coopération constructive avec le Conseil des droits de l'homme. En Iraq, un Comité d'experts chargé de la sélection des membres de la Haute-Commission iraquienne aux droits de l'homme a été formé.

Le HCDH dispose d'un bureau autonome dans le territoire palestinien occupé, d'un bureau régional pour le Moyen-Orient à Beyrouth (Liban) et, depuis mai 2009, d'un Centre de formation et de documentation

sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe, situé à Doha (Qatar). Afin de fêter l'inauguration du Centre, un stage de formation sur les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme, dont l'EPU, a été organisé à l'intention de pays d'Asie du Sud-Ouest et de la région arabe dans ses locaux. Le HCDH a par ailleurs soutenu l'action du Bureau des droits de l'homme de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et conclu, en septembre 2009, un accord avec le Gouvernement mauritanien en vue d'implanter un bureau de pays à Nouakchott. Des pourparlers relatifs à la création d'un bureau régional pour l'Afrique du Nord sont en cours. Une section composée de dix fonctionnaires internationaux et de trois collaborateurs administratifs s'occupe de la région depuis le siège, surveillant les situations préoccupantes, établissant des notes de synthèse et dispensant un appui administratif et fonctionnel aux présences sur le terrain, ainsi qu'à la composante droits de l'homme en Iraq.

## Le HCDH au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : exemples d'impact en 2009

### Promotion de changements législatifs et politiques :

- ▶ À **Bahreïn**, avec l'appui du HCDH, une loi portant création d'une institution nationale des droits de l'homme a été promulguée.
- ▶ Au **Liban**, le HCDH a prêté son concours au comité chargé de rédiger un projet de loi relatif à la création d'un mécanisme national de prévention, en application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Dans le **territoire palestinien occupé**, le HCDH a contribué aux travaux d'un comité de rédaction chargé de réviser le code pénal afin de sanctionner les crimes commis au nom de l'« honneur ».
- ▶ Au **Liban**, un contrat unique régissant les conditions de travail des employés de maison immigrés a été adopté par décision ministérielle, avec l'appui du bureau régional et de l'Organisation internationale du travail (OIT).

### Appui à l'éducation et à la formation dans le domaine des droits de l'homme :

- ▶ L'assistance et les formations dispensées par le HCDH ont aidé des représentants des **gouvernements égyptien, iraquien, koweïtien, libanais, omanais, qatarien et syrien** à préparer l'EPU.
- ▶ Dans le **territoire palestinien occupé**, des avocats palestiniens ont été formés à la défense des droits de l'homme ; d'autre part, 25 journalistes palestiniens résidant dans la bande de Gaza ont acquis les qualifications nécessaires pour assurer des formations sur les normes relatives aux droits de l'homme.
- ▶ Dans le **territoire palestinien occupé**, le HCDH a prodigué à l'UNWRA des conseils techniques spécialisés sur l'élaboration d'un programme d'éducation aux droits de l'homme et assuré un stage de formation des formateurs à l'intention d'enseignants sélectionnés par l'UNWRA.

### Renforcement des institutions nationales des droits de l'homme :

- ▶ Dans le **territoire palestinien occupé**, la Commission indépendante des droits de l'homme s'est vue attribuer le statut « A » par le Comité international de coordination.
- ▶ Des institutions nationales des droits de l'homme ont vu le jour à **Bahreïn** et à **Oman**, grâce à l'appui dispensé par le HCDH.

### Promotion de la ratification et de la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme :

- ▶ Dans le **territoire palestinien occupé**, le Président Mahmoud Abbas a signé un décret acceptant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.





**Renforcement de l'interaction avec les organes et les mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme :**

- ▶ À **Bahreïn**, le HCDH a secondé le ministère des Affaires étrangères dans ses préparatifs pour le second cycle de l'EPU.

**Aide à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et à la mise en œuvre des recommandations :**

- ▶ Le HCDH a organisé une visite d'étude qui a permis aux membres de la Commission arabe des droits de l'homme de se familiariser avec les méthodes de travail, le règlement interne et le cycle d'examen des rapports des organes onusiens de défense des droits de l'homme.

**Intégration des droits de l'homme dans les politiques et les programmes du système des Nations Unies :**

- ▶ Dans le **territoire palestinien occupé**, le HCDH a aidé à intégrer les questions relatives aux droits de l'homme dans les plans et les stratégies adoptés par l'équipe de pays des Nations Unies, notamment dans le Plan d'action humanitaire commun et dans le Cadre d'analyse des besoins ; dans le même temps, le nombre de projets relatifs aux droits de l'homme présentés dans l'Appel commun a augmenté.
- ▶ Du fait de la contribution du HCDH à l'élaboration du nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du **Liban** (2010-2014), l'un des cinq résultats visés dans le cadre a trait aux droits de l'homme, une attention particulière étant accordée à l'éducation dans ce domaine.

**Renforcement de l'obligation de rendre compte :**

- ▶ À **Bahreïn**, un comité de direction, composé d'intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux compétents a été officiellement formé pour veiller à la mise en œuvre des engagements pris lors de l'EPU et pour préparer le prochain EPU, qui doit avoir lieu en 2012.
- ▶ Avec le concours du bureau régional du HCDH au **Liban**, le département des droits de l'homme de la Ligue des États arabes a adopté un plan d'action régional.

## Bureau autonome

### Territoire palestinien occupé

Date d'ouverture	Gaza : 1996 Ramallah : 2000
Effectif au 31 décembre 2009	17 pers.
Dépenses en 2009	2 603 905 dollars E.-U.

### Contexte

Cela fait près de trois ans que Gaza est soumise au blocus israélien, qui entrave gravement l'exercice de toute une série de droits fondamentaux, les problèmes les plus urgents ayant trait au droit à l'alimentation, à la liberté de mouvement, à l'eau, au travail, à des moyens de subsistance durables et à des soins de santé adéquats. Plus d'un an après le conflit armé qui a dévasté Gaza, la plupart des travaux de reconstruction sont toujours au point mort, en raison du blocus. Le morcellement territorial de la Cisjordanie se poursuit et les liaisons entre Jérusalem-Est et la Cisjordanie deviennent de plus en plus difficiles, les obstacles se multipliant. Les évolutions observées sur le plan des droits de l'homme à Jérusalem-Est ont été particulièrement préoccupantes :

ainsi, bon nombre de Palestiniens ont été expulsés de leurs maisons, ensuite démolies ou occupées par des colons israéliens. Les colons ont continué de commettre des actes de violence contre les Palestiniens. Les parties au conflit israélo-palestinien se sont livrées à de graves violations des droits de l'homme, dont des exécutions extrajudiciaires, des détentions arbitraires, des tortures et des mauvais traitements. Les efforts de réconciliation entre Palestiniens sont toujours dans l'impasse, ce qui a des conséquences néfastes sur la situation des droits de l'homme, les autorités responsables se rendant coupables de violations dans l'ensemble de la Palestine. Les poursuites engagées pour des violations du droit international des droits de l'homme ou du droit international humanitaire demeurent l'exception. En revanche, l'impunité est la règle, ce qui perpétue le conflit et les atteintes à la dignité de toutes les personnes.

### Rôle du HCDH

Le HCDH est la seule organisation des Nations Unies qui se consacre exclusivement à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé. Travaillant en partenariat avec de nombreuses ONG de défense des droits de l'homme, palestiniennes et israéliennes, le Haut-Commissariat mène une action de surveillance, de protection, de plaidoyer, d'assistance

technique, de renforcement des capacités et de compte rendu. Le HCDH s'est doté d'un cadre de suivi, a défini des priorités stratégiques et a recueilli des informations sur les violations perpétrées par tous les camps. Le Haut-Commissariat préside le Groupe de travail interorganisations sur la protection et s'attache à promouvoir l'intégration des droits de l'homme dans les travaux de l'équipe de pays des Nations Unies. Il copréside également le mécanisme interorganisations chargé de l'exécution des activités de protection des droits de l'homme, mis en place en vertu du Plan d'intervention des Nations Unies à moyen terme. Enfin, il continue d'offrir un appui technique et fondamental à l'institution palestinienne des droits de l'homme.

## Activités

Le bureau a :

- ▶ Mis en place un système de surveillance, de collecte d'informations et de compte rendu sur les atteintes aux droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé. Recueilli des informations sur les violations des droits de l'homme commises par tous les titulaires d'obligations, si bien que le HCDH a pu contribuer plus efficacement aux rapports destinés au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale.
- ▶ Présidé le Groupe de travail sur la protection, qui réunit des organismes onusiens, des ONG palestiniennes, israéliennes et internationales, ainsi que d'autres acteurs internationaux impliqués dans l'aide humanitaire ou la défense des droits.
- ▶ La nouvelle stratégie annuelle élaborée pour le Groupe de travail a défini une approche coordonnée pour l'exécution des activités de protection dans le territoire palestinien occupé.



Activités d'été sur les droits de l'homme, organisées dans le centre aéré du HCDH pour les enfants palestiniens.

- ▶ Participé à la révision de la législation actuellement applicable au territoire, en vue de sanctionner les crimes commis au nom de « l'honneur ».
- ▶ Organisé un festival de cinéma à Jérusalem et dans diverses localités de Cisjordanie à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme. Distribué des supports d'information présentant le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme en arabe, en hébreu et en anglais. Inauguré des « coins des droits de l'homme » dans des bibliothèques publiques du territoire palestinien occupé.
- ▶ Mené des activités de promotion et de renforcement des capacités avec la Commission indépendante des droits de l'homme, l'institution nationale

## Coup de projecteur sur les besoins des personnes handicapées

Le HCDH a organisé une campagne d'une semaine pour sensibiliser la population de la bande de Gaza aux droits des personnes handicapées. Bon nombre de Gazaouis souffrent de handicaps, soit physiques, soit mentaux, et sont souvent montrés du doigt. En partenariat avec des organisations issues de la société civile locale, le Haut-Commissariat a mené plusieurs activités, dont une série d'ateliers destinés à informer les résidents sur les normes locales et internationales relatives aux droits des personnes handicapées, sur les activités visant à offrir un soutien et des conseils concrets aux personnes qui ont des besoins particuliers et sur les activités récréatives auxquelles les enfants handicapés n'ont pas facilement accès. Un important groupe d'enfants handicapés a également participé à une manifestation devant le bâtiment du HCDH ; l'événement a été amplement relayé par les médias locaux et internationaux.



palestinienne des droits de l'homme et d'autres organisations locales intervenant dans ce domaine. Au nombre de ces activités, citons un stage de formation à l'intention d'avocats palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, un stage de formation des formateurs sur les normes relatives aux droits de l'homme, destiné à 25 journalistes de Gaza, et un séminaire sur les droits économiques, sociaux et culturels à l'adresse de militants des droits de l'homme à Gaza.

- Organisé, pour la première fois à Gaza, une conférence sur la peine de mort, avec le concours d'un partenaire non gouvernemental, la Commission palestinienne des droits de l'homme.
- Assuré un stage de formation approfondi sur les normes relatives aux droits de l'homme au profit de juges siégeant dans des tribunaux civils palestiniens, en collaboration avec le Conseil judiciaire jordanien. Une journée entière a été consacrée aux violences faites aux femmes, notamment aux crimes « d'honneur ».
- Organisé, en coopération avec le ministère palestinien de l'Éducation, des ateliers pour des enseignants de Cisjordanie. Le bureau a également prêté son concours à l'UNWRA à Gaza pour élaborer un programme d'éducation aux droits de l'homme, comprenant un module de formation des formateurs.
- Organisé un stage, des ateliers et des activités à l'intention des enfants dans le cadre d'une campagne de communication destinée à célébrer la Journée internationale des personnes handicapées à Gaza.

## Résultats

- Suite à la création d'un groupe de travail sur les droits de l'homme, la gouvernance et l'état de droit réunissant des organismes des Nations Unies, les droits de l'homme ont été inclus, en tant que question prioritaire, dans le Plan d'intervention à moyen terme des Nations Unies.
- Les défenseurs et les organisations spécialistes des droits de l'homme ont acquis, grâce à leurs partenariats avec le HCDH, davantage d'autonomie dans leur travail. L'institution palestinienne des droits de l'homme a notamment été promue par le Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme, qui lui a attribué le statut « A ».
- L'éducation aux droits de l'homme dans le cycle primaire et secondaire a progressé, en raison de la coopération entamée avec le ministère palestinien de l'Éducation.
- Les problèmes relatifs aux droits de l'homme ont été intégrés aux plans et aux stratégies de l'équipe humanitaire dans le pays, notamment au Plan d'action humanitaire commun et au cadre d'analyse des besoins, avec l'assistance du HCDH.

## Défis et enseignements

- L'absence de progrès en direction de la paix est toujours un obstacle fondamental à l'amélioration du respect des droits de l'homme.
- L'absence de réconciliation entre divers groupes politiques palestiniens pose un problème supplémentaire, entravant l'action en faveur des droits de l'homme, en particulier à Gaza.

Territoire palestinien occupé : Dépenses en 2009		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	1 685 925
Consultants	-	25 740
Voyages officiels	-	50 098
Services contractuels	-	66 419
Dépenses générales de fonctionnement	-	140 680
Fournitures et achats	-	162 608
Séminaires, subventions et contributions	-	172 871
Sous-total	-	2 304 341
Coûts d'appui au programme	-	299 564
<b>TOTAL</b>	-	<b>2 603 905</b>

## Bureaux et centres régionaux

### Bureau régional pour le Moyen-Orient (Beyrouth)

Date d'ouverture	2002
Effectif au 31 décembre 2009	9 pers.
Dépenses en 2009	950 469 dollars E.-U.

Le bureau régional du HCDH, implanté à Beyrouth, s'occupe de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, d'Oman, du Qatar, de la Syrie et du Yémen. La coopération technique avec les gouvernements de la région et les représentants de la société civile s'est intensifiée en 2009 mais a continué de subir les effets négatifs d'une dynamique politique qui engendre de nombreux problèmes en matière de droits de l'homme.



## Activités

Le bureau a :

- ▶ Entrepris d'organiser, en collaboration avec le HCR, un séminaire régional d'experts sur les droits des apatrides ; le HCDH a commandé une étude des législations applicables dans six pays, pendant que le HCR examinait la situation des apatrides dans la région. Le séminaire aura lieu en 2010.
- ▶ Cherché à favoriser une utilisation plus efficace des mécanismes de défense des droits de l'homme par les acteurs de la société civile, en commandant une étude sur l'engagement des ONG originaires de 22 pays arabes.
- ▶ Organisé, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, une table ronde sur la discrimination, diffusée sur la chaîne de télévision Al-Jazeera. Cette discussion a mis en présence diverses personnes qui ont fait part de leur expérience de la discrimination, notamment des femmes, des personnes handicapées, des personnes atteintes du VIH-sida, des réfugiés, des apatrides et des immigrés travaillant comme employés de maison.
- ▶ Organisé des séminaires régionaux sur l'EPU à l'intention de représentants de gouvernements et d'acteurs de la société civile originaires du Koweït, du Liban, du Qatar, d'Oman, d'Égypte, du Liban, de Syrie et d'Iraq. Le bureau régional a également offert une assistance technique et mis des experts à disposition pour quatre ateliers organisés à l'intention d'ONG au Liban ; une séance de formation assurée par le PNUD-Bahreïn au titre de la préparation au deuxième cycle d'examen ; et un atelier sur l'EPU destiné à des professionnels des médias.
- ▶ Organisé un voyage d'étude en octobre, afin de permettre aux membres nouvellement élus de la Commission arabe des droits de l'homme de se familiariser avec les méthodes de travail, le règlement intérieur et le cycle d'examen des rapports des organes onusiens de défense des droits de l'homme.
- ▶ Renoué un dialogue avec le secrétariat de la Ligue des États arabes (LEA) en vue d'activer le mémorandum déclaratif d'intention conclu avec le HCDH. Présenté un plan de travail et formulé des avis techniques relatifs à la rédaction d'un plan d'action régional pour consolider la culture des droits de l'homme. Le plan a dans un premier temps été adopté par le Comité arabe permanent des droits de l'homme et devrait être entériné lors du Sommet arabe de mars 2010.
- ▶ Coopéré avec le Liban, les Émirats arabes unis et Bahreïn afin de mener une action de formation, de



Un agriculteur examine ses plants de tournesol dans le village de Kfar Kila, au Sud-Liban.

sensibilisation et de conseil (concernant des législations) sur plusieurs questions, dont les droits des employés de maison immigrés, les mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme, la liberté d'expression et la connaissance de la problématique des droits de l'homme dans les milieux journalistiques.

- ▶ Appuyé la création d'une institution nationale des droits de l'homme à Bahreïn, en formulant des avis et des commentaires techniques au sujet du projet de loi. Participé à la cinquième réunion du réseau arabe d'institutions nationales des droits de l'homme à Amman (Jordanie).
- ▶ Contribué à former et à conseiller un comité directeur relevant du ministère libanais de la Justice et chargé d'élaborer un projet de loi sur la création d'un mécanisme national de prévention. La mise en place d'un tel mécanisme est prévue par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, que le Liban a ratifié en 2008. Le projet de loi devrait être soumis au Parlement en 2010.
- ▶ Continué à coopérer avec le Comité parlementaire des droits de l'homme et le PNUD en vue d'établir un plan national d'action pour les droits de l'homme au Liban, offrant un appui et des conseils techniques sur les normes dans ce domaine. Le bureau régional a également contribué à un atelier consacré à l'élaboration d'un plan d'action pour les droits de l'homme en Jordanie.

## Résultats

- ▶ Vingt-six fonctionnaires originaires d'Égypte, d'Iraq, du Koweït, du Liban, d'Oman, du Qatar et de Syrie ont bénéficié d'une formation relative à l'EPU ; à Bahreïn, le Gouvernement a créé un comité directeur officiel, chargé de veiller à la mise en œuvre des recommandations formulées lors de l'EPU et d'entamer les préparatifs en vue du second cycle d'examen.
- ▶ Cent trente acteurs de la société civile originaires de sept pays, représentant 37 ONG et comptant dans leurs rangs 20 journalistes bahreïniens et 40 juges et avocats libanais ont reçu une formation sur les mécanismes onusiens chargés des droits de l'homme, les employés de maison immigrés, la liberté d'expression et la connaissance des droits de l'homme dans les médias.
- ▶ En participant à l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Liban pendant la période 2010-2014, le HCDH a eu une influence déterminante sur la définition des résultats escomptés : l'un des cinq résultats porte sur les droits de l'homme et une attention particulière est accordée à l'organisation d'une campagne commune des Nations Unies en faveur

de l'éducation aux droits de l'homme. La constitution de groupes de travail – en particulier du Groupe de travail sur les droits de l'homme – dans le cadre du programme conjoint des Nations Unies au Liban a introduit un nouvel angle de vision, en intégrant les préoccupations relatives aux droits de l'homme dans les travaux de l'équipe de pays des Nations Unies.

- ▶ Un contrat unique régissant les conditions de travail des employés de maison immigrés a été adopté sur décision ministérielle au Liban. Le contrat fixe des normes de protection essentielles, permettant aux employés de maison de faire valoir leurs droits devant des tribunaux libanais jusqu'à ce qu'une nouvelle législation du travail soit adoptée. Dans le même temps, le projet de loi sur la protection des immigrés travaillant comme employés de maison au Liban a été finalisé avec les conseils techniques du HCDH et de l'OIT.

## Défis et enseignements

- ▶ Les capacités du personnel et les conditions de travail à Beyrouth se sont sensiblement améliorées en 2009, ce qui a permis au HCDH de se prononcer sur des développements régionaux et de faciliter un engagement dynamique auprès d'autres pays de la région. Les nouveaux domaines de coopération possibles, dont l'EPU, la problématique de l'égalité entre les sexes, les droits sociaux et culturels dans la région, feront l'objet d'un suivi en 2010.

### Bureau régional pour le Moyen-Orient : Dépenses en 2009

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	720 574
Consultants	-	20 200
Voyages officiels	-	50 677
Services contractuels	-	3 600
Dépenses générales de fonctionnement	-	36 631
Fournitures et achats	-	9 719
Séminaires, subventions et contributions	-	(278)
Sous-total	-	841 123
Coûts d'appui au programme	-	109 346
<b>TOTAL</b>	-	<b>950 469</b>

## Centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe (Doha)

Date d'ouverture	2009
Effectif au 31 décembre 2009	1 pers.
Dépenses en 2009	101 514 dollars E.-U.

Le Centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe a été créé en mai 2009, en application de la résolution 60/153 (2005) de l'Assemblée générale. Le Centre conservera des documents imprimés et des supports enregistrés ayant trait aux droits de l'homme et contribuera à la diffusion de supports éducatifs, ainsi qu'à l'enracinement d'une culture des droits de l'homme dans la région. Le centre doit également organiser, de manière régulière, des stages de formation, des séminaires et des conférences ; il proposera en outre une gamme de services et d'équipements électroniques/en ligne, associés aux services classiques offerts dans la plupart des bibliothèques du système des Nations Unies.

### Activités

- Le Centre a organisé son premier stage de formation sur les mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme, dont l'EPU, à l'intention de représentants des États et de membres de la société civile. L'objectif était de mieux faire connaître ces mécanismes et de faciliter les échanges d'informations entre les représentants des États, les institutions nationales des droits de l'homme et les autres intervenants.

## Appui aux missions de paix des Nations Unies

### Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

Année de création	2004
Effectif au 31 décembre 2009	23 pers.

Les spécialistes des droits de l'homme déployés dans le cadre de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) observent la situation des droits de l'homme dans le pays et enquêtent sur les violations commises par toutes les parties au conflit ; ils mènent également des activités de renforcement des capacités auprès de la société civile et des institutions irakiennes. Si la violence générale a sensiblement



La Haut-Commissaire et Son Excellence M. Ahmed Ben Abdullah Ben Z. Al-Mahmoud, Ministre d'État des Affaires étrangères, ouvrent le Centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme au Qatar en mai 2009.

diminué en 2009, les attentats meurtriers visant les populations civiles et les forces gouvernementales se sont poursuivis, en particulier à Bagdad et à Kirkouk. À la fin de l'année 2009, le Bureau des droits de l'homme de la MANUI comptait 23 collaborateurs, en poste à Bagdad, Erbil, Kirkouk, Bassorah (Iraq) et Amman (Jordanie).

### Activités

Le HCDH a :

- Organisé, en collaboration avec l'UNODC et l'UNOPS, un séminaire spécialisé à l'intention de certains membres du Conseil des représentants à Bagdad ; ce séminaire était consacré au cadre juridique mondial régissant la lutte antiterroriste et les normes relatives aux droits de l'homme reconnues par la communauté internationale.
- Assuré, en collaboration avec l'UNOPS, une conférence nationale sur les stratégies de promotion des droits de la femme en Iraq, avec la participation de hauts fonctionnaires irakiens, d'experts régionaux et d'organisations de la société civile.
- Commandé deux études détaillées, l'une sur la manière dont les violences commises au nom de « l'honneur » sont perçues par la population du Kurdistan, l'autre sur la situation des femmes faisant partie de groupes minoritaires en Iraq.
- Formé, en coopération avec la Commission internationale sur les personnes disparues, le personnel du ministère des Droits de l'homme aux techniques d'excavation et d'exhumation des restes



humains et fourni les équipements nécessaires à l'exécution de ces tâches.

- ▶ Soutenu activement, en collaboration avec l'UNOPS, les représentants du Gouvernement et un réseau d'organisations de la société civile dans leurs efforts pour présenter dans les délais leurs rapports au titre de l'EPU, organisant à cet effet des visites d'étude et offrant des formations spécialisées, assorties de conseils techniques.
- ▶ Formé les membres de 40 organisations de la société civile impliquées dans la défense des droits de l'homme aux techniques de surveillance, de compte rendu et de rédaction.
- ▶ Réalisé un manuel sur le droit international humanitaire à l'intention du ministère de la Défense.

## Résultats

- ▶ Les deux rapports bisannuels publiés par le bureau des droits de l'homme ont traité d'un vaste éventail de questions et ont figuré parmi les rares sources d'information fiables sur la situation des droits de l'homme dans le pays.
- ▶ Un Comité d'experts a été mis sur pied et chargé de définir et d'appliquer les procédures de sélection des membres de la Haute Commission des droits de

l'homme, à l'issue d'un partenariat entre le bureau des droits de l'homme, le HCDH, le Conseil irakien des représentants, la société civile et d'autres intervenants.

## Défis et enseignements

- ▶ Les problèmes de sécurité ont continué à entraver le travail des spécialistes des droits de l'homme de la MANUI, limitant considérablement leurs mouvements, leur accès à l'information et leur capacité à entreprendre des activités de sensibilisation et de promotion effective des droits fondamentaux dans le pays. Les spécialistes ont donc continué à mener leurs activités à partir de quatre bureaux situés en Iraq (à Bagdad, Erbil, Kirkouk et Bassorah), leurs déplacements dans d'autres régions étant rares. Tributaires des ressources limitées de la MANUI, les quatre bureaux ont eu des difficultés à faire venir les experts nécessaires, à se concerter plus régulièrement avec leurs homologues et à assurer des formations à l'intérieur du pays. Cependant, un nombre croissant de stages de formation ont lieu à Erbil ; il importe de faire plus pour créer la même capacité à Bagdad.



# Intervention rapide et appui aux missions de paix

## Contexte

Le HCDH est confronté à une difficulté récurrente, qui est de se doter des moyens nécessaires pour faire face à de nouvelles situations, exigeant des réactions opérationnelles dans les plus brefs délais. Ces situations sont variées : il peut s'agir du lancement d'une nouvelle mission de paix, de l'ouverture d'un bureau sur le terrain ou d'une crise incitant les organes législatifs des Nations Unies à créer des missions d'établissement des faits ou d'enquête, ou nécessitant une intervention humanitaire complexe. Bien entendu, la réussite de telles entreprises dépend dans une très grande mesure de la rapidité et de la qualité du déploiement initial, ainsi que de la cohésion et de la coordination des acteurs sur le terrain.

Tout en maintenant une capacité d'intervention interne, le Haut-Commissariat travaille en partenariat avec d'autres départements, organismes et programmes des Nations Unies. Les premiers efforts d'intégration des droits de l'homme dans des missions de paix remontent aux années 1990. À l'heure où l'ONU s'oriente vers une stratégie fondée sur l'unité d'action pour aborder les situations à l'échelon des pays, le HCDH s'attache à consolider ses partenariats dans le domaine de la paix et de la sécurité, en accordant une attention particulière, en 2009, aux missions politiques spéciales, et à nouer de nouvelles alliances dans le domaine de la préparation et de la réponse aux crises humanitaires.

## Activités

Le HCDH a :

- ▶ Appuyé la mission d'établissement des faits sur le conflit de Gaza (janvier-octobre), en vertu de la résolution S-9/1 du Conseil des droits de l'homme, ainsi que la Commission d'enquête internationale sur la Guinée (novembre-décembre), établie par le Secrétaire général.
- ▶ Déployé, à la suite du coup d'état survenu en juin au Honduras et à la requête du coordonnateur résident, un spécialiste des droits de l'homme qui a réalisé des évaluations à l'intention du HCDH et du coordonnateur résident, et prodigué à l'équipe de pays des Nations Unies des conseils sur les mesures à prendre. Conformément à la résolution A/HRC/12/14 du Conseil des droits de l'homme, le HCDH a dépêché une mission de trois personnes au Honduras en octobre, en la chargeant d'établir un rapport sur la situation des droits de l'homme pendant la période juin-novembre.
- ▶ Déployé deux collaborateurs pour renforcer la gestion du bureau du HCDH à Gaza et en Cisjordanie au lendemain du conflit survenu en décembre 2008 et janvier 2009 à Gaza et en vertu de la résolution S-9/1 du Conseil des droits de l'homme. Ce déploiement a eu lieu avant l'arrivée du Chef de bureau nouvellement désigné et de collaborateurs supplémentaires, destinés à pourvoir des postes à long terme, que le HCDH avait entrepris de recruter en application de la résolution susmentionnée.
- ▶ Déployé, en raison de l'intensification de la crise politique à Madagascar et avec l'appui de l'équipe de pays des Nations Unies, une équipe de deux personnes chargée de renforcer les capacités nationales de promotion et de protection des droits de l'homme du mois d'août au mois d'octobre. La mission a également défini les besoins en matière de renforcement des capacités, tant chez les acteurs de la société civile que dans le secteur de la justice, et constaté la nécessité pressante de rétablir une Commission malgache des droits de l'homme indépendante et efficace. Le HCDH espère implanter une présence permanente à Madagascar, conformément aux recommandations formulées à l'issue de la mission.
- ▶ Dépêché, à l'issue de consultations avec le Gouvernement du Gabon, une équipe de quatre spécialistes du mois d'août au mois de septembre afin d'observer la situation des droits de l'homme pendant la période des élections présidentielles. Aucun incident majeur n'est venu perturber le cours des élections. Les représentants du Gouvernement se sont montrés très coopératifs et ont fait preuve de transparence dans la communication des informations.
- ▶ Déployé des missions d'intervention rapide ou mobilisé des renforts pour appuyer les présences du HCDH sur le terrain et l'équipe de pays des Nations Unies en Iraq (novembre).





Au Népal, une manifestation au bord de la route observée par le personnel du HCDH.

- ▶ Actualisé un fichier interne de personnel à disposition, qui a été activé à sept reprises et a permis de déployer 40 collaborateurs au total, et géré le fonds de réserve, qui a appuyé les missions au Gabon, à Madagascar et au Honduras.
- ▶ Évalué, de concert avec le Département des affaires politiques, l'intégration des droits de l'homme dans des missions politiques spéciales ; à cet effet, des missions communes ont été entreprises à Dakar (BRSAO), Nairobi (UNPOS) et Bagdad (MANUI), et une étude documentaire a été réalisée sur le BANUGBIS (Guinée-Bissau)
- ▶ Révisé la directive sur les rapports publics établis par les composantes droits de l'homme des missions de paix, publiée conjointement par le HCDH, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques en juillet 2008.
- ▶ Facilité le processus de sélection de trois chefs de sections des droits de l'homme intégrées à des missions de paix et l'identification de candidats pour 53 postes à pourvoir dans sept missions. Le HCDH a en outre achevé l'évaluation de 204 candidats pour le fichier de spécialistes des droits de l'homme et de 120 Volontaires des Nations Unies. Il a aidé le Département de l'appui aux missions à transférer des administrateurs précédemment employés dans des missions visées par des réductions d'effectifs ou fermées, et entrepris des travaux préparatoires en vue de mettre au point des instruments d'évaluation automatique pour les candidats souhaitant être intégrés au fichier

de spécialistes des droits de l'homme des missions de paix. Une étude de référence analysant la structure et la composition des effectifs des sections des droits de l'homme optimales dans les missions de paix a été menée à terme.

- ▶ Appuyé l'intégration des droits de l'homme dans l'action des missions de paix des Nations Unies, y compris en définissant des politiques et des orientations. Contribué en particulier à la rédaction de directives sur le processus de préparation des missions intégrées, notamment sur le cadre stratégique intégré, à l'intention du personnel des sièges et du personnel de terrain.
- ▶ Soutenu et guidé des collaborateurs du siège et des bureaux extérieurs impliqués dans des situations d'urgence humanitaires, notamment en menant des missions d'appui dans le bureau régional du HCDH en Afrique de l'Ouest, dans le bureau du territoire palestinien occupé et dans le bureau régional pour l'Asie centrale.

## Résultats

- ▶ Les recommandations formulées dans le rapport de la Mission d'établissement des faits sur le conflit de Gaza (A/HRC/12/48) ont été entérinées à l'occasion d'une session extraordinaire (octobre 2009) du Conseil des droits de l'homme, qui a appelé à leur mise en œuvre. En novembre, l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de rendre compte de l'application de certaines recommandations contenues dans le rapport



(résolution 64/10). Le Secrétaire général a communiqué le rapport au Conseil de sécurité.

- À réception du rapport de la Commission d'enquête internationale sur la Guinée, le Secrétaire général l'a communiqué au Gouvernement de la Guinée, à l'Union africaine et à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. En décembre, le rapport a été transmis au Conseil de sécurité. Le Secrétaire général a également présenté le rapport de la Commission dans son Rapport sur le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (S/2009/682), en faisant siennes les recommandations de la Commission.
- La révision en interne de la directive conjointe du HCDH, du Département des affaires politiques et du Département des opérations de maintien de la paix, relative aux rapports publics des missions de paix sur la situation des droits de l'homme, a permis de cerner des problèmes de fond et de procédure ayant trait à l'application de la directive, ainsi que des solutions possibles. Ces conclusions seront soumises pour discussion aux deux Départements en 2010.
- Du fait d'une meilleure connaissance du rôle du HCDH dans l'action humanitaire et d'une prise de conscience de son importance, les présences sur le terrain ont intensifié leur engagement, au cours de l'année 2009, lorsque le HCDH a assumé seul ou conjointement la fonction de chef de file des modules/secteurs de protection en Afghanistan, à Fidji (bureau régional), en Haïti, en Iraq, au Kirghizistan, au Népal, dans le territoire palestinien occupé, à Samoa et au Timor-Leste.
- La version en ligne de la base de données de gestion des affaires génériques de violations des droits de l'homme peut désormais être mise en service sur le terrain ; des travaux ont été entrepris en vue d'élaborer une version sur un autre support, pour les régions où la connectivité à internet est mauvaise.

## Défis et enseignements

- Bien que le HCDH soit parvenu à assurer toutes les missions requises, les nombreuses demandes de certains organes des Nations Unies (Conseil des droits de l'homme, Secrétaire général), qui dépendent de ses services d'établissement des faits et d'enquête, ont presque saturé sa capacité d'intervention rapide en 2009. Si cette tendance perdure, le Haut-Commissariat ne sera peut-être pas en mesure d'assumer des responsabilités supplémentaires dans ce domaine sans augmentation correspondante de ses ressources humaines, opérationnelles et financières.
- Suite aux enseignements tirés des précédents déploiements, la nomination d'administrateurs

chargés à plein temps de l'information/des médias et des questions politiques au sein de missions complexes est désormais incluse d'emblée dans les plans de mission. En 2009, ces spécialistes ont pu soulager d'autres membres du personnel de tâches pour lesquels ceux-ci n'avaient pas été formés. Il sera donc nécessaire d'inclure, à l'avenir, des spécialistes de l'information/des médias et des spécialistes des questions politiques dans les fichiers internes et externes du Haut-Commissariat.

- Dans le contexte des missions de paix, l'utilisation de cadres politiques et de processus de préparation entrepris à New York pour encourager l'intégration effective des droits de l'homme au sein des missions et des équipes de pays des Nations Unies sur le terrain pose un problème incessant. L'appui à la mise en œuvre du processus de préparation des missions intégrées, notamment à l'élaboration de cadres stratégiques intégrés par pays, est essentiel à cet égard et peut offrir un moyen de renforcer la protection des droits de l'homme. Les efforts visant à combler l'écart entre les programmes relatifs à la paix et à la sécurité, les programmes de développement et les programmes humanitaires, et à promouvoir la prise en compte des droits de l'homme dans les activités de programmation des Nations Unies peuvent également progresser si le HCDH tire le meilleur parti possible de la position unique qu'il occupe au sein des missions, des équipes de pays et des équipes humanitaires des Nations Unies.
- Le HCDH est assez peu connu en tant qu'« acteur humanitaire » et l'on comprend souvent assez mal ce qu'il apporte à l'intervention globale. Le montant des fonds et le soutien que le Haut-Commissariat reçoit pour son engagement dans ce domaine s'en ressentent. Il faut donc s'attacher à mieux définir le rôle du HCDH ainsi que sa contribution spécifique, et à promouvoir la complémentarité de la défense des droits de l'homme et de l'action humanitaire, pour parvenir à un engagement plus tangible.

### Financement des activités d'intervention rapide

Souhaitant disposer d'une source de financement immédiat pour ses activités d'intervention rapide, le HCDH a créé un Fonds de réserve en 2006. Il s'agit d'un fonds « à roulement permanent », qui peut être utilisé dans les plus brefs délais pour financer le déploiement de personnels et régler d'autres frais associés aux activités d'intervention rapide ; il est reconstitué dès que des donateurs désireux de financer ces dépenses ont été identifiés. Au 31 décembre 2009, le Fonds s'élevait à 1 101 128 dollars E.-U.

# Appui aux institutions nationales et aux mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme

## Contexte

Une institution nationale des droits de l'homme travaillant avec indépendance et efficacité est la clef de voûte de tout dispositif national de défense des droits de l'homme qui se veut solide, du fait du rôle important qu'elle joue dans la mise en œuvre des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans le pays. Travaillant en étroite collaboration avec ces institutions et les réseaux régionaux les regroupant, ainsi qu'avec les gouvernements et les ONG, le HCDH œuvre à la mise en place d'institutions nationales conformes aux principes de Paris et à leur renforcement.

En février 2009, le Haut-Commissariat a élargi son domaine d'action pour y inclure l'appui aux mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme. Depuis, le HCDH adopte des méthodes de travail rationnelles, pour renforcer l'engagement et la coopération à l'échelle de l'organisation ; pour perfectionner les compétences relatives à des problèmes de renforcement des capacités et à des concepts régionaux essentiels ; et pour apporter son savoir-faire et son appui aux régions qui entreprennent de mettre en place de tels arrangements. Les partenariats au sein du système des Nations Unies et avec les intervenants externes compétents sont actuellement renforcés. Conformément à une résolution du Conseil des droits de l'homme sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, adoptée en octobre (A/HRC/RES/12/15), le HCDH organisera régulièrement des ateliers internationaux à l'intention de toutes les parties prenantes, afin de faciliter le partage d'informations et la formulation de propositions concrètes sur les mécanismes régionaux, ce qui permettra de renforcer la coopération et de définir des stratégies pour surmonter les obstacles. Le Haut-Commissariat a organisé trois consultations régionales en novembre et en décembre

2009, afin de préparer l'atelier international prévu en mai 2010.

À l'échelon des pays, l'engagement du HCDH est toujours orienté sur le renforcement des systèmes de protection par l'intermédiaire des institutions nationales des droits de l'homme. L'existence d'une institution nationale efficace est un indicateur crucial du succès de l'action menée par le Haut-Commissariat dans tout pays. Cet élément a été souligné par le Secrétaire général dans son rapport à la 64<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, où il encourage les institutions nationales à jouer un rôle actif dans le dispositif international de défense des droits de l'homme, en coopérant notamment avec le Conseil des droits de l'homme et l'examen périodique universel, les procédures spéciales et les organes de suivi des traités. Dans une résolution adoptée en mars (A/RES/63/172), l'Assemblée générale reconnaît le rôle joué par les institutions nationales dans le renforcement de l'état de droit, ainsi que dans la promotion et la protection des droits de l'homme dans tous les secteurs.

## Activités

Le HCDH a :

- ▶ Exécuté des activités de coopération technique et de renforcement des capacités, entre autres initiatives, pour faciliter la mise en place ou le renforcement d'institutions nationales en Afghanistan, à Bahreïn, au Belize, au Brésil, au Burundi, au Cambodge, au Cameroun, au Cap-Vert, en République centrafricaine, au Chili, aux Comores, en République du Congo, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, à Djibouti, en Éthiopie, en Finlande, en Géorgie, en Guinée, en Guinée-Bissau, en Indonésie, en Iraq, en Italie, en Jordanie, au Kirghizistan, au Lesotho, au Libéria, en Lituanie, en Malaisie, aux Maldives, au Mali, en Mauritanie, à Maurice, en République de

Moldova, en Mongolie, à Nauru, au Népal, au Niger, au Nigéria, en Ouganda, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Pakistan, aux Pays-Bas, aux Philippines, en Fédération de Russie, au Rwanda, à Samoa, en Sierra Leone, à Sri Lanka, au Soudan, au Tadjikistan, au Timor-Leste, au Togo, en Tunisie, en Turquie et au Zimbabwe. Ces activités ont en grande partie été assurées par l'intermédiaire du siège du HCDH et de ses présences sur le terrain, d'autres organismes des Nations Unies et de réseaux régionaux d'institutions nationales.

- ▶ Servi de secrétariat au Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, ainsi qu'au Sous-Comité d'accréditation. Dans ce cadre, le HCDH a appuyé la XXII<sup>e</sup> réunion annuelle du Comité de coordination en mars, la réunion du Bureau en novembre et les deux sessions du Sous-Comité en mars et en novembre. De même, il a prodigué des conseils aux institutions nationales du Cap-Vert, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de Djibouti, de l'Éthiopie, du Mali, de la Mauritanie, de la Sierra Leone, du Soudan (Sud-Soudan) de la Tunisie et du Tchad, sur la présentation de leurs demandes d'accréditation au Comité de coordination.
- ▶ Soutenu l'interaction des institutions nationales avec le Conseil des droits de l'homme, les organes de suivi des traités et les procédures spéciales en facilitant leur participation aux travaux de ces entités, en s'occupant de la documentation et en prêtant son concours au représentant du Comité international de coordination à Genève. Le HCDH a également appuyé la participation des institutions nationales à la Conférence d'examen de Durban, notamment en offrant une aide financière à des institutions accréditées avec le statut A ; les délégués de 39 institutions nationales, situées dans toutes les régions, ont participé à la Conférence.
- ▶ Aidé à renforcer la participation des institutions nationales au mécanisme d'EPU en assurant des formations auprès du personnel des institutions nationales de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, du Canada, du Costa Rica, de Croatie, de Djibouti, de l'Équateur, d'El Salvador, de la Géorgie, du Guatemala, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Lituanie, du Mexique, de la République de Moldova, du Nicaragua, de l'Ouzbékistan, du Pérou, de la Fédération de Russie, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ukraine. Ces sessions ont été organisées en coopération avec le PNUD, le Réseau des institutions nationales des droits de l'homme des Amériques et l'ONG Droits et Démocratie. Le Haut-Commissariat a incité les institutions nationales à communiquer des informations pour le rapport

des parties prenantes à l'EPU : en 2009, 11 institutions nationales ont suivi son conseil.

- ▶ Apporté, au niveau régional et sous-régional, un soutien financier et technique à la Huitième Assemblée générale du Réseau des institutions nationales chargées de promouvoir et de protéger les droits de l'homme aux Amériques, qui s'est tenue le 29 octobre à Madrid. Coorganisé la septième Conférence régionale des Institutions africaines des droits de l'homme, organisée du 3 au 5 novembre à Rabat et participé à la création d'un réseau sous-régional d'institutions nationales en Afrique de l'Ouest. Coorganisé un atelier sur la mise en place de mécanismes nationaux de défense des droits de l'homme dans le Pacifique, qui a eu lieu à Samoa du 27 au 29 avril. Coparrainé la 14<sup>e</sup> réunion annuelle du Forum Asie-Pacifique des institutions nationales de protection des droits de l'homme, qui s'est déroulée du 3 au 6 août à Amman. Coorganisé la cinquième Conférence des institutions nationales de la région arabe, qui a eu lieu les 8 et 9 mars à Amman.
- ▶ Organisé trois consultations préparatoires sur l'amélioration de la coopération entre les mécanismes régionaux et internationaux de promotion et de protection des droits de l'homme pour l'Afrique, les Amériques et l'Europe, en novembre et en décembre.
- ▶ Accueilli des boursiers en provenance de deux institutions nationales ayant le statut A (El Salvador et Togo), dans le cadre d'un programme destiné à leur permettre de se familiariser avec le système onusien de défense des droits de l'homme et d'acquérir une expérience de son fonctionnement. Pour sa part, le HCDH a acquis des connaissances sur des questions de fond et renforcé ses contacts directs avec des membres du personnel des institutions nationales.

## Résultats

- ▶ Des lois portant création d'institutions nationales ont été adoptées au Chili et au Mali à la fin de l'année 2009, après que le HCDH ait aidé à la mise en œuvre des recommandations de l'EPU. Une assistance dans ce domaine a également été prodiguée au Belize. Une étude des projets de loi ou des lois existantes, réalisée par le Haut-Commissariat, conduit actuellement à la nomination de commissaires au Libéria et au Soudan. Des lois ont également été examinées à Bahreïn et au Burundi.
- ▶ En soutenant activement cinq conférences régionales d'institutions nationales en Afrique, aux Amériques, en Asie et dans le Pacifique, en Afrique de l'Ouest et dans la région arabe, le



Haut-Commissariat a renforcé la capacité des institutions dans les domaines de la paix et de la sécurité, des défenseurs des droits de l'homme, des droits économiques et sociaux, de l'impact de la corruption sur l'exercice des droits fondamentaux, des migrations et du respect des droits de l'homme lors des élections.

- ▶ En moyenne, 20 institutions nationales ont participé à chaque session du Conseil des droits de l'homme, présentant des déclarations, soumettant des documents écrits, participant aux débats et dialoguant avec les détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales.
- ▶ Une note d'orientation sur les institutions nationales et la justice transitionnelle a été élaborée en consultation avec des institutions. La note décrit les difficultés rencontrées et les perspectives, met en lumière les normes internationales applicables et formule des recommandations relatives à la gestion des questions de justice transitionnelle.
- ▶ Le Sous-Comité d'accréditation du Comité international de coordination a passé en revue 17 institutions nationales, dont neuf ont obtenu le statut A, ce qui leur permet de prendre la parole lors des sessions du Conseil national des droits de l'homme et des organes de suivi des traités, et de soumettre une documentation portant la cote officielle des Nations Unies pour les sessions du Conseil. Six institutions se sont vues attribuer le statut B et une le statut C. L'examen d'une institution a été reporté à 2010. (Une institution nationale a vu son statut rétrogradé de A à B, alors que trois autres sont montées en grade, obtenant le statut A.)

## Défis et enseignements

- ▶ L'analyse des réponses apportées à une enquête sur les institutions nationales a permis de mieux cerner les difficultés et les points faibles, concernant notamment leurs problèmes de financement et leurs besoins d'assistance technique pour la gestion des ressources et l'administration, leur connaissance du système international de défense des droits de l'homme, leurs relations avec les organismes publics et la société civile et la suite donnée à leurs recommandations par les autorités nationales. L'étude a également établi un diagnostic intéressant des lacunes et des domaines où l'assistance du HCDH, du PNUD, des donateurs et des organes de coordination régionaux serait nécessaire.
- ▶ Il est de toute première importance que le personnel des équipes de pays des Nations Unies améliore sa connaissance des institutions nationales si l'on veut assurer, dans l'ensemble du système, une approche qui aboutisse à des interventions coordonnées de consolidation des dispositifs nationaux de défense des droits de l'homme.
- ▶ Le renforcement de la coopération entre les institutions nationales, le secteur de la justice, les parlements, la société civile et le système des Nations Unies est indispensable pour garantir une prise en main nationale de la promotion et de la protection des droits de l'homme, et assurer la pérennité d'une telle action.
- ▶ Il importe de mener des activités « sur mesure » de renforcement des capacités pour inciter les institutions nationales à observer plus rigoureusement les Principes de Paris et les observations générales du Sous-Comité d'accréditation.
- ▶ Les observations générales du Sous-Comité d'accréditation insistent sur la nécessité, pour les institutions nationales, de coopérer avec le système international de défense des droits de l'homme, en particulier le Conseil des droits de l'homme, les procédures spéciales et les organes de suivi des traités, en leur fournissant des renseignements et en donnant suite aux recommandations formulées par ces mécanismes et organes.





# Fonds humanitaires





# Fonds humanitaires

Le HCDH assure des services de secrétariat auprès de trois fonds d'affectation spéciale à vocation humanitaire : le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et le Fonds de contributions volontaires pour les peuples autochtones. Chaque fonds, créé en application d'une résolution de l'Assemblée générale, a pour but d'apporter un soutien financier à des organisations, des individus et des activités afin de faire progresser des questions spécifiques liées aux droits de l'homme. Chaque fonds est géré par un Conseil d'administration qui distribue les sommes sous forme de subventions, conformément au mandat du fonds. En 2009, 38 États membres et quelques donateurs privés ont versé des contributions à ces trois fonds, pour un montant total de 12 millions de dollars E.-U., en recul de 5,5 pour cent par rapport à 2008.

## Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture

Créé en 1981, le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture aide à atténuer les effets physiques et psychologiques de la torture sur les individus qui en ont été victimes et sur les membres de leur famille. Le Fonds accorde des subventions aux organisations qui offrent un accompagnement psychologique, une assistance médicale et sociale, ainsi qu'un soutien financier et juridique. Il finance également des programmes de formation, des séminaires et des conférences, afin de permettre aux professionnels de la santé, aux travailleurs sociaux et aux juristes de se faire part de leurs expériences respectives et de mettre au point de nouvelles stratégies pour répondre aux besoins des victimes. Le Conseil d'administration, composé de cinq experts, conseille le Secrétaire général quant à l'emploi des fonds ; il se réunit deux fois par an pour fixer les priorités, examiner le fonctionnement du Fonds et prendre des décisions sur l'allocation des subventions. En 2009, les contributions volontaires au Fonds, versées par 31 donateurs (dont 30 États membres), se sont élevées à quelque 10,9 millions de dollars E.-U.

### Activités

- ▶ Plus de 225 demandes de subventions, pour un montant supérieur à 15 millions de dollars E.-U., ont été examinées et évaluées.

- ▶ Des subventions d'un montant approximatif de 10,6 millions de dollars E.-U. ont été accordées à 195 projets, pour financer des activités d'assistance directe à des victimes de la torture et à des membres de leur famille, ainsi que des formations et des séminaires pour les professionnels qui viennent en aide aux victimes.
- ▶ Les nouvelles demandes ont fait l'objet d'une présélection, durant laquelle les antécédents, la mission et le bilan des organisations candidates ont été vérifiés. La recevabilité des projets a été évaluée, notamment en sollicitant l'avis de collègues du HCDH et de représentants de partenaires onusiens en poste sur le terrain et en entreprenant des visites chez les nouveaux candidats.
- ▶ Les projets financés ont été contrôlés, notamment par des visites sur le terrain destinées à en évaluer l'exécution, entreprises en Afghanistan, en Argentine, au Bangladesh, en Bosnie, au Cambodge, en République populaire de Chine, en République démocratique du Congo, en Croatie, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Inde, au Pérou, au Royaume-Uni, au Sénégal, en Serbie, à Sri Lanka, en Suisse, au Viet Nam et au Zimbabwe.

### Résultats

- ▶ Les subventions accordées par le Conseil en 2009 ont apporté une aide directe à des victimes de la torture dans plus de 65 pays, situés en Afrique, aux Amériques, en Asie et en Europe. Conformément à une recommandation du Bureau des services de contrôle interne, plus de 50 pour cent des subventions ont été accordées à des projets exécutés en Afrique, en Amérique latine, en Asie, en Asie centrale et en Europe de l'Est.
- ▶ Le processus visant à passer d'un système utilisant des supports papier à un système électronique a été mené à terme, tant pour les demandes de subventions que pour la présentation des rapports.

### Défis et enseignements

- ▶ Tous les ans, le nombre de demandes de subventions émanant de certaines régions, notamment de l'Asie centrale et de l'Afrique lusophone, est extrêmement faible. Le Conseil a déterminé qu'il était nécessaire d'attirer davantage de demandes en provenance de ces régions et des mesures sont actuellement prises à cet effet : par exemple, les communications en russe sont désormais acceptées.



Manifestation organisée au Kenya à l'occasion de la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture (juin 2009).

## Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

Le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage a été créé en 1991, afin de fournir une assistance financière aux organisations non gouvernementales (ONG) locales qui viennent en aide aux victimes des formes contemporaines d'esclavage, dont la servitude domestique, le travail forcé, le travail servile pour dettes, la traite des femmes et des enfants, le travail des enfants et le mariage forcé. Le Fonds offre une assistance directe, concrète, aux victimes, notamment un soutien juridique et psychologique, une aide en matière de logement et d'alimentation et des soins médicaux. Il appuie également des programmes d'enseignement et de formation professionnelle et aide les victimes à recouvrer une autonomie financière par le biais d'activités génératrices de revenus. Le Fonds est administré par le HCDH, pour le compte du Secrétaire général, sur avis d'un Conseil d'administration composé de cinq membres. En 2009, le Fonds a reçu 886 482 dollars E.-U., versés par 13 donateurs (dont 12 États membres).

### Activités

- ▶ Au total, 274 demandes de subventions en provenance de 77 pays, représentant environ 4 millions de dollars E.-U., ont été évaluées.
- ▶ 63 subventions d'un montant total de 723 000 dollars E.-U., destinées à financer des projets d'assistance à des victimes de formes contemporaines d'esclavage, ont été approuvées.

- ▶ Le Conseil a instauré un nouveau cycle de financement, adopté de nouvelles politiques et directives, et appliqué un nouveau cadre de contrôle des projets, ainsi qu'une politique de présélection des nouveaux candidats.
- ▶ Une coordination a été assurée avec les présences du HCDH sur le terrain et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin de veiller à la bonne exécution et au contrôle efficace des projets.
- ▶ Selon les recommandations du Bureau des services de contrôle interne (BSCI), des outils méthodologiques et promotionnels ont été élaborés : le Fonds dispose à présent d'un nouveau site web, de formulaires d'évaluation et d'un répertoire des ONG qui s'occupent des formes contemporaines d'esclavage.

### Résultats

- ▶ Le nombre de demandes de subventions a doublé entre 2007 et 2009 et la répartition géographique des projets financés a été plus équilibrée. Les subventions accordées ont directement aidé des victimes de formes contemporaines d'esclavage dans 45 pays situés en Afrique, aux Amériques, en Asie et en Europe.
- ▶ La coordination entre le Fonds et la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, et la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaine d'esclavage s'est améliorée.



## Défis et enseignements

- La mise en œuvre des recommandations du BSCI a contribué à accroître la notoriété, l'efficacité et l'impact du Fonds et renforcé le rôle du Conseil d'administration.
- L'augmentation très sensible du nombre de demandes reçues l'an passé a causé des difficultés supplémentaires en matière de gestion et de mise en œuvre.
- L'écart entre le nombre de demandes de subventions et le montant des fonds disponibles ne cesse de se creuser ; de ce fait, seul un petit nombre de demandes sont acceptées et nombre d'initiatives intéressantes sont privées de financements.

## Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones

Le Fonds de contributions volontaires pour les peuples autochtones a été créé en 1985 pour donner aux peuples autochtones la possibilité de soulever les questions qui préoccupent leurs communautés dans des forums internationaux et de contribuer à l'élaboration de normes internationales et de lois nationales visant à défendre leurs droits. Le Fonds est administré par le HCDH, pour le compte du Secrétaire général, avec l'appui consultatif d'un Conseil d'administration composé de cinq membres. Le Conseil se réunit annuellement pour fixer les priorités, examiner le fonctionnement du Fonds et approuver les subventions, destinées à financer les déplacements des représentants des peuples autochtones à travers le monde. En 2009, le Fonds a reçu 257 769 dollars E.-U. de 12 donateurs (dont 11 États membres).

## Activités

- 686 demandes, représentant environ 2,7 millions de dollars E.-U. et provenant de 60 pays, ont été examinées.
- 111 subventions, s'élevant au total à 415 000 dollars E.-U., ont été accordées au titre des indemnités de déplacement afin de permettre à des représentants de communautés et d'organisations autochtones d'assister à la huitième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones et à la deuxième session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones.
- Des procédures supplémentaires d'évaluation et des mécanismes de suivi ont été élaborés pour veiller à ce que la participation des bénéficiaires ait des

effets positifs pour leurs communautés et contribue à la mise en œuvre de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones au niveau national.

## Résultats

- À l'issue des efforts déployés pour accroître la diversité géographique des candidatures, les demandes en provenance de régions jusqu'alors sous-représentées ont augmenté.
- Un réseau regroupant des bénéficiaires du Fonds a été formé, afin de faciliter la diffusion des pratiques optimales et de permettre aux membres de tirer parti de leurs expériences respectives.
- Après avoir participé aux sessions de l'Instance permanente et du Mécanisme d'experts, des représentants de peuples autochtones ont lancé de nouveaux projets avec des ONG, entamé un dialogue avec leur gouvernement et leurs institutions nationales et donné suite aux recommandations des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales et des organes de suivi des traités.



Datu Cosme Lambayon, un représentant autochtone de la tribu Matigsalug Manobo aux Philippines, a participé à la deuxième session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (Genève, août 2009).



## Défis et enseignements

- On envisage actuellement d'élargir le mandat du Fonds de contributions volontaires afin de donner la

possibilité aux représentants des peuples autochtones d'assister aux sessions des organes de suivi des traités et du Conseil des droits de l'homme.

### Appui offert par les Fonds humanitaires : quelques exemples

#### Torture

- En Afrique du Sud, un projet a offert une aide sociale, un accompagnement psychologique et un soutien en matière de santé mentale à des femmes et des enfants réfugiés, originaires du Zimbabwe et de la République démocratique du Congo. La préférence est accordée aux demandeurs d'asile qui viennent d'arriver dans le pays. Les bénéficiaires reçoivent des vivres et bénéficient d'un hébergement temporaire, ainsi qu'une aide en matière de recherche d'emploi et de formation professionnelle. Une garderie accueille les enfants âgés de moins de 7 ans, de sorte que les mères ont le temps de chercher du travail.
- Au Royaume-Uni, un projet s'est spécialisé dans le réexamen judiciaire, principalement au niveau national, des condamnations à mort prononcées dans les pays d'Afrique et des Caraïbes membres du Commonwealth. S'appuyant sur un réseau de partenaires locaux formés par ses soins, la petite organisation qui exécute ce projet est parvenue à faire changer la jurisprudence relative à la peine de mort dans un certain nombre de pays. Elle s'est concentrée en particulier sur le cas des condamnés qui passent de très longues périodes dans le « couloir de la mort » avant d'être exécutés, une pratique que la jurisprudence internationale assimile à de la torture dans certaines circonstances.
- Une association regroupant les familles de personnes disparues dans l'Himalaya indien a bénéficié d'un appui, sous forme d'assistance psychologique, ainsi

que de collecte d'informations sur des affaires de torture et de disparitions. Le projet réunit les proches de victimes de disparitions forcées au sein d'un forum orienté sur l'entraide, la collecte d'informations au sujet de ces disparitions et le conseil juridique.

#### Esclavage

- Au titre du suivi de la visite de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaine d'esclavage en Haïti, des ONG locales ont reçu quatre subventions pour lutter contre le travail des enfants et venir en aide à des enfants employés comme domestiques, ainsi qu'à leurs familles.
- Une aide a été prodiguée à des foyers qui offrent un hébergement, des soins médicaux, des repas, une assistance psychologique, une orientation psychosociale et une protection à des personnes ayant été asservies ou forcées de se marier, ainsi qu'à des victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle en Azerbaïdjan, en Iran, en Espagne, à Sri Lanka, en Malaisie, au Népal, en Fédération de Russie, en Thaïlande, aux États-Unis d'Amérique, au Mexique et au Liban. Des programmes ont été mis en place et des centres de réinsertion ouverts au profit des enfants travaillant dans le secteur du bâtiment en Inde, au Bangladesh, au Pakistan et au Népal.
- Dans la région de l'Amazonie, des victimes du travail servile et des esclaves s'étant échappés de ranchs et d'exploitations agricoles ont bénéficié d'une assistance et d'un soutien juridique dans le cadre de deux projets.

- Au Pakistan, 187 enfants victimes de la traite qui avaient été envoyés dans des États du Golfe pour servir de jockeys dans des courses de chameaux et rapatriés par la suite ont bénéficié d'une alimentation, d'un soutien psychiatrique, de soins médicaux, d'équipements et de supports éducatifs et d'une formation technique, ainsi que de services de réadaptation et de réinsertion. Bon nombre de ces enfants avaient été roués de coups et soumis à des électrochocs, ainsi qu'à d'autres sévices.

#### Peuples autochtones

- M. Datu Cosme Lambayon, un représentant de la tribu des Matigsalug Manobo, qui vit aux Philippines, a pu participer à la deuxième session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, organisée en août à Genève. Profitant pleinement de cette occasion exceptionnelle, il a rencontré une série de représentants de peuples autochtones et de gouvernements et soulevé des questions en rapport avec le droit à l'éducation au sein de sa communauté. Il a également joué un rôle central dans les festivités organisées par le HCDH dans le cadre de la Journée internationale des peuples autochtones, dirigeant la manifestation en tant que maître de cérémonie. Aujourd'hui de retour aux Philippines, Dato tire parti de ses nouveaux réseaux et met ses compétences récemment perfectionnées en pratique en assurant des activités de formation aux droits de l'homme, au profit de sa communauté.





# Etats financiers

de l'exercice clos le 31 décembre 2009





## État des recettes et des dépenses en 2009

Activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

Cet état indique le montant total des fonds disponibles pour les activités en 2009, y compris les nouvelles contributions et les reports de l'année précédente, le montant total des dépenses encourues en 2009 et le solde total au 31 décembre 2009

	Fonds extrabudgétaires	Budget ordinaire	Total
<b>RÉCAPITULATIF *</b>			
Solde d'ouverture <sup>1</sup>	107 370 024	(748 163)	106 621 861
Ajustements <sup>2</sup>	(606 097)	-	(606 097)
Recettes provenant des contributions / Allocation de crédits <sup>3</sup>	118 109 378	66 153 700	184 263 078
Autres recettes disponibles <sup>4</sup>	5 856 425	-	5 856 425
Total des fonds disponibles <sup>5</sup>	230 729 730	65 405 537	296 135 267
Dépenses <sup>6</sup>	95 103 608	63 713 680	158 817 288
Solde de clôture <sup>7</sup>	135 626 122	1 691 857	137 317 979

### Notes:

- 1) Correspond au solde de clôture déclaré dans le Rapport sur les activités et les résultats de l'année 2008.
  - 2) Comprend les ajustements relatifs aux dépenses, économies, transferts et remboursements de la période antérieure.
  - 3) Les fonds extrabudgétaires comprennent toutes les contributions reçues sur les comptes de l'ONUG en 2009. Le montant du budget ordinaire correspond à la dotation allouée au HCDH pour 2009.
  - 4) Dont le produit des intérêts et autres recettes diverses.
  - 5) = (1) + (2) + (3) + (4).
  - 6) Dont les décaissements et engagements non liquidés au 31 décembre 2009.
  - 7) Le montant extrabudgétaire correspond à tous les fonds détenus par l'ONUG au 31 décembre 2009, dont des réserves en liquidités pour les frais de fonctionnement s'élevant à 12,7 millions de dollars E.U. et des réserves pour allocations égales à 0,4 million de dollars, lesquelles n'étaient pas disponibles pour des activités en 2009.
- \* Tous les montants sont sujets à audit.

## Montant total des fonds d'affectation spéciale du HCDH

Activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme par fonds d'affectation spéciale

Cet état indique le montant total des fonds disponibles pour les activités en 2009, y compris les nouvelles contributions et les reports de l'année précédente, le montant total des dépenses encourues en 2009 et le solde total au 31 décembre 2009

	FCV pour les victimes de la torture	FCV pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	FCV pour les populations autochtones	Fonds d'affectation spéciale pour l'examen périodique universel	FCV pour l'assistance financière et technique en vue de la mise en œuvre des recommandations de l'IEPU	Fonds d'affectation spéciale pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	FCV pour les services consultatifs et l'assistance technique en matière de droits de l'homme	Fonds d'affectation spéciale pour l'éducation aux droits de l'homme au Cambodge	Fonds d'affectation spéciale à l'appui des activités du HCDH	Montant total des fonds d'affectation spéciale du HCDH
<b>RÉCAPITULATIF *</b>										
Solde d'ouverture <sup>1</sup>	17 943 867	1 415 879	1 071 205	1 291 180	0	940 096	12 108 096	1 729 022	70 870 679	107 370 024
Ajustements <sup>2</sup>	0	0	(19 084)	(300 000)	300 000	0	0	0	(587 013)	(606 097)
Recettes provenant des contributions <sup>3</sup>	10 900 323	886 482	257 769	518 410	235 326	519 435	20 434 056	150 000	84 207 577	118 109 378
Autres recettes disponibles <sup>4</sup>	270 056	53 059	23 700	34 384	4 139	28 146	900 388	46 120	4 496 433	5 856 425
Total des fonds disponibles <sup>5</sup>	29 114 246	2 355 420	1 333 590	1 543 974	539 465	1 487 677	33 442 540	1 925 142	158 987 676	230 729 730
Dépenses <sup>6</sup>	12 009 963	742 915	299 547	249 931	0	657 143	14 110 939	463 197	66 569 973	95 103 608
Solde de clôture <sup>7</sup>	17 104 283	1 612 505	1 034 043	1 294 043	539 465	830 534	19 331 601	1 461 945	92 417 703	135 626 122

### Notes:

- 1) Correspond au solde de clôture déclaré pour cette activité dans le Rapport sur les activités et les résultats de l'année 2008.
  - 2) Comprend les ajustements relatifs aux dépenses, économies, transferts et remboursements de la période antérieure.
  - 3) Comprend toutes les contributions reçues et enregistrées dans les comptes de l'ONUG en 2009.
  - 4) Dont le produit des intérêts et autres recettes diverses.
  - 5) = 5) = (1) + (2) + (3) + (4).
  - 6) Dont les décaissements et engagements non liquidés au 31 décembre 2009.
  - 7) Correspond à tous les fonds détenus par l'ONUG au 31 décembre 2009, dont des réserves en liquidités pour les frais de fonctionnement s'élevant à 12,7 millions de dollars E.U. et des réserves pour allocations égales à 0,4 million de dollars, lesquelles n'étaient pas disponibles pour des activités en 2009.
- \* Tous les montants sont sujets à audit.

## Dépenses par programme au titre du budget ordinaire : exercice 2008-2009 (milliers de dollars E.-U.)

	Crédits alloués en 2008	Dépenses en 2008	Crédits alloués en 2009	Dépenses en 2009
<b>Siège</b>				
Direction exécutive et gestion	6 219,6	6 287,7	6 881,2	6 569,3
Organes de direction	5 415,2	5 518,8	4 821,1	4 543,2
Programme de travail				
Sous-programme 1 : Division de la recherche et du droit au développement	8 653,9	8 820,7	10 589,8	10 169,1
Sous-programme 2 : Division des traités relatifs aux droits de l'homme	8 991,3	10 897,4	14 161,3	12 177,3
Sous-programme 3 : Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique	8 601,2	9 031,4	11 607,2	10 859,5
Sous-programme 4 : Division des procédures spéciales	5 456,8	5 008,6	6 950,1	7 138,3
Total programme de travail - Siège	31 703,2	33 758,1	43 308,4	40 344,2
Services d'appui aux programmes et de gestion	5 037,9	5 095,9	6 041,9	5 832,8
<b>Sous-total Siège</b>	<b>48 375,9</b>	<b>50 660,5</b>	<b>61 052,6</b>	<b>57 289,5</b>
<b>Appui aux présences sur le terrain</b>				
Sous-programme 3 : Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique */	4 538,8	3 461,8	3 532,6	4 602,3
Programme ordinaire de coopération technique (chap. 22) Services consultatifs, coopération technique et activités sur le terrain	1 571,1	1 111,7	1 568,5	1 821,9
<b>Sous-total Appui aux présences sur le terrain</b>	<b>6 109,9</b>	<b>4 573,5</b>	<b>5 101,1</b>	<b>6 424,2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>54 485,80</b>	<b>55 234,0</b>	<b>66 153,7</b>	<b>63 713,7</b>

\*/ dont le Cambodge, le Centre sous-régional de Yaoundé et les Bureaux régionaux de Panama, Dakar, Bichkek et Santiago du Chili

## Recettes et dépenses extrabudgétaires en 2008-2009

### Récapitulatif général (milliers de dollars E.-U.)

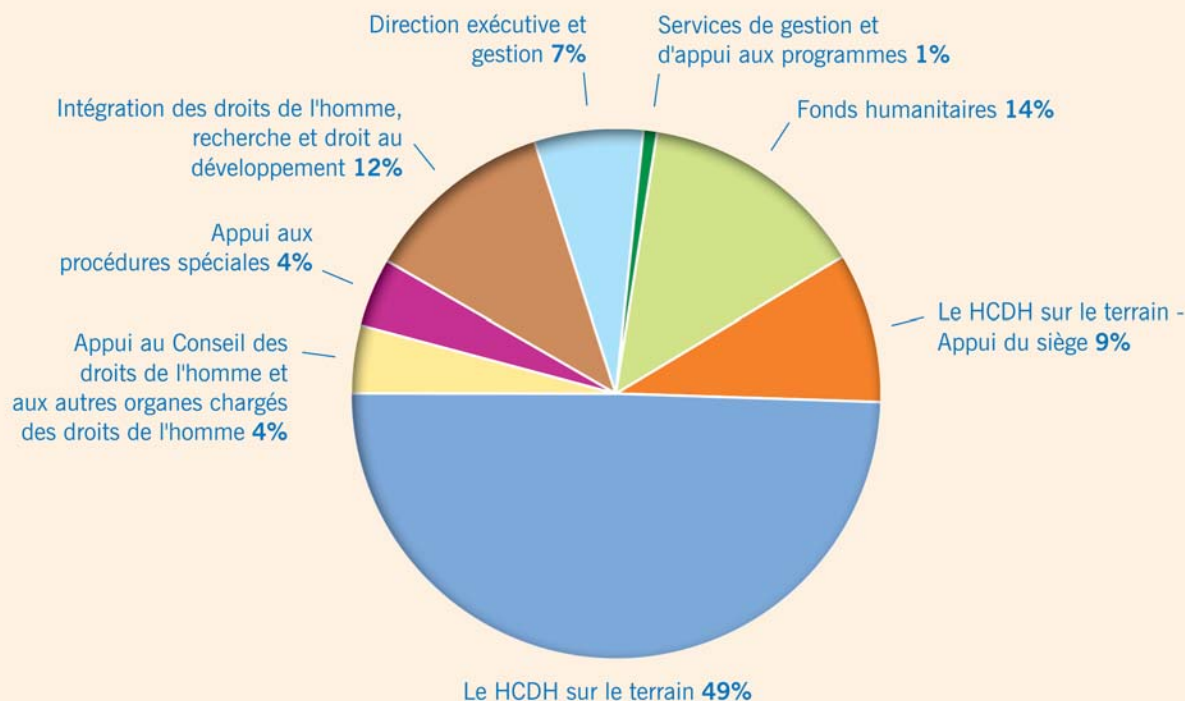
Programmes du HCDH	Recettes en 2008	Recettes en 2009	Recettes totales 2008-2009	Dépenses en 2008	Dépenses en 2009	Dépenses totales 2008-2009
<b>SIÈGE</b>						
<b>Direction exécutive et gestion (DEG)</b>						
DEG New York et Genève	6 789,6	6 530,4	13 320,0	7 654,5	6 536,6	14 191,1
<b>Sous-total</b>	<b>6 789,6</b>	<b>6 530,4</b>	<b>13 320,0</b>	<b>7 654,5</b>	<b>6 536,6</b>	<b>14 191,1</b>
<b>Sous-programme 1 - Intégration des droits de l'homme, recherche et droit au développement</b>						
<b>Sous-programme 1 - Intégration des droits de l'homme, recherche et droit au développement</b>						
État de droit, égalité et lutte contre la discrimination	3 594,6	4 826,9	8 421,5	3 242,0	4 641,6	7 883,6
<i>Lutte contre la discrimination</i>	407,8	1 494,9	1 902,7	725,6	954,6	1 680,2
<i>Peuples autochtones et minorités</i>	755,2	1 349,0	2 104,2	896,0	1 416,7	2 312,7
<i>Groupe des droits des femmes et de l'égalité des sexes</i>	1 709,2	341,3	2 050,5	394,2	805,3	1 199,5
<i>État de droit et démocratie</i>	722,5	1 641,7	2 364,2	1 226,2	1 465,0	2 691,2
Fonds d'affectation spéciale pour la Conférence d'examen de Durban	673,9	547,6	1 221,5	492,9	657,1	1 150,0
Développement et questions économiques, sociales et culturelles	4 153,6	4 753,7	8 907,3	4 124,5	4 778,9	8 903,4
<i>OMD et approche fondée sur les droits de l'homme</i>	722,3	715,4	1 437,7	724,5	608,5	1 333,0
<i>VIH et sida</i>	245,4	330,6	576,0	328,3	292,5	620,9
<i>Questions économiques et sociales</i>	496,2	265,7	761,9	284,0	495,1	779,0
<i>Droit au développement</i>	293,3	475,8	769,1	401,8	415,6	817,4
<i>Méthodologie, éducation et formation</i>	1 877,4	2 372,8	4 250,2	2 016,9	2 343,2	4 360,1
<i>Traite des êtres humains</i>	186,5	262,6	449,1	187,1	267,1	454,2
<i>Personnes handicapées</i>	332,5	80,8	413,3	181,9	272,2	454,1
<i>Appui aux activités du RSSG pour les droits de l'homme et les sociétés transnationales</i>	0,0	250,0	250,0	0,0	84,6	84,6
Coordination et gestion	(165,6)	422,7	257,0	722,8	827,9	1 550,7
<b>Sous-total</b>	<b>8 256,5</b>	<b>10 550,8</b>	<b>18 807,4</b>	<b>8 582,2</b>	<b>10 905,6</b>	<b>19 487,8</b>
<b>Sous-programme 2 - Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme</b>						
Service des traités relatifs aux droits de l'homme	2 879,7	3 347,0	6 226,7	2 914,8	3 001,9	5 916,8
Service du Conseil des droits de l'homme	109,0	538,0	647,0	235,9	496,0	731,9
Webcast Conseil des droits de l'homme et EPU	376,9	114,4	491,4	287,0	182,7	469,7
Fonds d'affectation spéciale pour la participation à l'EPU	1 296,2	252,8	1 549,0	5,0	249,9	254,9
FCV pour l'assistance financière et technique rel. à l'EPU	0,0	539,5	539,5	0,0	0,0	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>4 661,8</b>	<b>4 791,7</b>	<b>9 453,5</b>	<b>3 442,7</b>	<b>3 930,6</b>	<b>7 373,3</b>
<b>Sous-programme 3 - Services consultatifs, coopération technique et opérations sur le terrain</b>						
Bureau du Directeur	886,3	1 187,5	2 073,8	1 653,4	1 787,1	3 440,5
<i>Groupe d'intervention rapide et d'appui aux missions de paix</i>	1 281,7	1 187,2	2 468,8	1 392,3	1 337,7	2 730,1
<i>Coordination et gestion</i>	(395,4)	0,3	(395,1)	261,0	449,4	710,4
Service AAPME	2 708,1	3 460,0	6 168,1	3 806,8	3 331,7	7 138,5
<i>Afrique</i>	1 141,4	1 486,6	2 628,0	1 474,6	1 277,3	2 751,9
<i>Asie et Pacifique</i>	902,6	1 257,8	2 160,4	1 491,1	1 362,8	2 854,0
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	664,1	715,6	1 379,7	841,0	691,6	1 532,6
Service LACENACANI	2 822,5	2 630,1	5 452,6	3 072,1	2 979,7	6 051,8
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	480,3	477,7	958,0	588,6	498,2	1 086,8
<i>Europe, Amérique du Nord et Asie centrale</i>	897,6	1 334,3	2 231,9	1 246,9	1 299,0	2 545,9
<i>Institutions nationales</i>	1 444,5	818,1	2 262,7	1 236,6	1 182,5	2 419,1
Programme commun mondial ACTION 2	432,0	695,5	1 127,5	790,5	655,1	1 445,6
<b>Sous-total</b>	<b>6 848,8</b>	<b>7 973,2</b>	<b>14 822,0</b>	<b>9 322,7</b>	<b>8 753,6</b>	<b>18 076,3</b>
<b>Sous-programme 4 - Appui aux procédures thématiques d'établissement des faits relatifs aux droits de l'homme</b>						
Service des procédures spéciales	3 426,8	5 930,1	9 356,9	4 074,3	3 830,7	7 905,0
<b>Sous-total</b>	<b>3 426,8</b>	<b>5 930,1</b>	<b>9 356,9</b>	<b>4 074,3</b>	<b>3 830,7</b>	<b>7 905,0</b>
<b>Total Programme de travail (sous-prog. 1 à 4)</b>	<b>23 193,9</b>	<b>29 245,8</b>	<b>52 439,8</b>	<b>25 421,9</b>	<b>27 420,5</b>	<b>52 842,4</b>
<b>Appui aux programmes</b>						
Services d'appui aux programmes et services de gestion	5 612,1	2 405,5	8 017,6	6 304,2	732,8	7 037,0
<b>Sous-total</b>	<b>5 612,1</b>	<b>2 405,5</b>	<b>8 017,6</b>	<b>6 304,2</b>	<b>732,8</b>	<b>7 037,0</b>
<b>TOTAL SIÈGE</b>	<b>35 595,7</b>	<b>38 181,7</b>	<b>73 777,4</b>	<b>39 380,7</b>	<b>34 689,8</b>	<b>74 070,5</b>



Programmes du HCDH	Recettes en 2008	Recettes en 2009	Recettes totales 2008-2009	Dépenses en 2008	Dépenses en 2009	Dépenses totales 2008-2009
<b>PRÉSENCES SUR LE TERRAIN</b>						
<b>AFRIQUE</b>						
Angola - Bureau de pays (fermé)	2 141,9	(879,2)	1 262,7	1 356,7	42,8	1 399,5
Bureau régional pour l'Afrique australe - Pretoria	621,2	301,0	922,2	568,6	614,7	1 183,3
Bureau régional pour l'Afrique de l'Est - Addis-Abeba	833,2	984,3	1 817,5	1 010,2	1 046,0	2 056,1
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest - Dakar	157,5	366,4	523,9	217,3	366,7	584,0
Burundi - Appui à la mission de paix	927,5	1 798,1	2 725,6	1 399,8	1 833,1	3 232,8
Centre pour l'Afrique centrale - Yaoundé	298,7	617,0	915,7	358,0	603,3	961,3
Côte d'Ivoire - Appui à la mission de paix	301,9	0,0	301,9	130,5	88,8	219,3
Érythrée/Éthiopie - Appui à la mission de paix	302,7	(253,9)	48,8	75,9	(30,6)	45,3
Guinée - Conseiller pour les droits de l'homme	441,0	459,3	900,3	408,4	475,4	883,8
Kenya - Conseiller pour les droits de l'homme	394,5	544,5	939,0	359,2	185,1	544,3
Libéria - Appui à la mission de paix	106,5	10,9	117,4	54,3	24,5	78,8
Niger - Conseiller pour les droits de l'homme	0,0	133,2	133,2	0,0	70,3	70,3
Ouganda - Bureau de pays	1 907,2	3 527,3	5 434,5	3 407,3	3 223,0	6 630,3
République démocratique du Congo - Appui à la mission de paix	1 694,7	995,7	2 690,4	1 892,3	1 153,8	3 046,2
Rwanda - Conseiller pour les droits de l'homme	94,8	231,1	325,9	98,2	107,4	205,6
Sierra Leone - Appui à la mission de paix	633,7	0,0	633,7	364,4	271,9	636,3
Somalie - Appui à la mission de paix	209,3	121,1	330,3	142,8	131,8	274,5
Soudan - Appui à la mission de paix	1 769,5	595,4	2 364,9	1 646,1	(70,5)	1 575,5
Togo - Bureau de pays	1 793,0	762,7	2 555,7	1 267,7	1 410,1	2 677,8
<b>Sous-total Afrique</b>	<b>14 628,6</b>	<b>10 315,0</b>	<b>24 943,7</b>	<b>14 757,5</b>	<b>11 547,6</b>	<b>26 305,1</b>
<b>ASIE ET PACIFIQUE</b>						
Afghanistan - Appui à la mission de paix	1 269,4	708,3	1 977,7	764,6	749,3	1 514,0
Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est - Bangkok	1 041,4	835,1	1 876,4	1 147,1	1 098,5	2 245,7
Bureau régional pour le Pacifique - Suva	519,9	945,6	1 465,5	772,2	841,2	1 613,5
Cambodge - Bureau de pays	270,5	196,1	466,6	975,9	463,2	1 439,1
Indonésie - Conseiller pour les droits de l'homme	179,6	202,3	381,9	114,7	273,1	387,8
Népal - Bureau de pays	6 194,1	6 416,1	12 610,2	10 931,8	7 996,0	18 927,8
Pakistan - Conseiller pour les droits de l'homme	267,5	128,4	396,0	233,4	(5,3)	228,1
Papouasie-Nouvelle-Guinée - Conseiller pour les droits de l'homme	0,0	405,4	405,4	0,0	393,0	393,0
Sri Lanka - Conseiller pour les droits de l'homme	774,1	439,2	1 213,4	113,4	217,6	331,1
Timor-Leste - Appui à la mission de paix	751,3	176,8	928,1	418,8	429,9	848,7
<b>Sous-total Asie et Pacifique</b>	<b>11 267,8</b>	<b>10 453,3</b>	<b>21 721,1</b>	<b>15 472,0</b>	<b>12 456,7</b>	<b>27 928,7</b>
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>						
Bolivie - Bureau de pays	1 180,0	1 405,3	2 585,2	1 124,0	1 583,7	2 707,7
Bureau régional pour l'Amérique centrale - Panama	20,0	67,4	87,3	12,6	68,8	81,4
Bureau régional pour l'Amérique latine - Chili	548,8	0,0	548,8	339,5	459,4	799,0
Colombie - Bureau de pays	9 563,2	6 950,0	16 513,2	7 656,7	7 433,7	15 090,4
Équateur - Conseiller pour les droits de l'homme	428,2	261,2	689,4	401,6	317,2	718,9
Guatemala - Bureau de pays	3 713,3	3 373,3	7 086,5	3 879,7	3 470,7	7 350,4
Guyana - Conseiller pour les droits de l'homme	164,7	0,0	164,7	147,3	0,0	147,3
Haiti - Appui à la mission de paix	391,1	74,1	465,2	318,0	(56,9)	261,1
Honduras - Conseiller pour les droits de l'homme	0,0	13,3	13,3	0,0	13,3	13,3
Mexique - Bureau de pays	1 733,4	1 861,0	3 594,4	1 586,9	2 088,1	3 675,0
Nicaragua - Conseiller pour les droits de l'homme	159,0	159,7	318,7	129,2	49,5	178,7
Paraguay - Conseiller pour les droits de l'homme	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0
<b>Sous-total Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>17 901,6</b>	<b>14 166,3</b>	<b>32 067,9</b>	<b>15 595,7</b>	<b>15 427,5</b>	<b>31 023,2</b>
<b>EUROPE, AMÉRIQUE DU NORD ET ASIE CENTRALE</b>						
Bureau régional pour l'Asie centrale - Bichkek	56,7	781,2	837,9	245,7	607,2	852,9
Bureau régional pour l'Europe - Bruxelles	0,0	553,9	553,9	0,0	375,7	375,7
Fédération de Russie - Conseiller pour les droits de l'homme	948,1	768,8	1 716,9	633,0	928,6	1 561,6
Géorgie - Conseiller pour les droits de l'homme	719,5	737,6	1 457,1	751,0	717,2	1 468,2
Kosovo - Bureau de pays	1 245,4	361,4	1 606,8	826,1	698,4	1 524,5
Moldova - Conseiller pour les droits de l'homme	0,0	122,8	122,8	0,0	68,0	68,0
<b>Sous-total Europe, Amérique du Nord et Asie centrale</b>	<b>2 969,8</b>	<b>3 325,6</b>	<b>6 295,3</b>	<b>2 455,8</b>	<b>3 395,1</b>	<b>5 850,9</b>

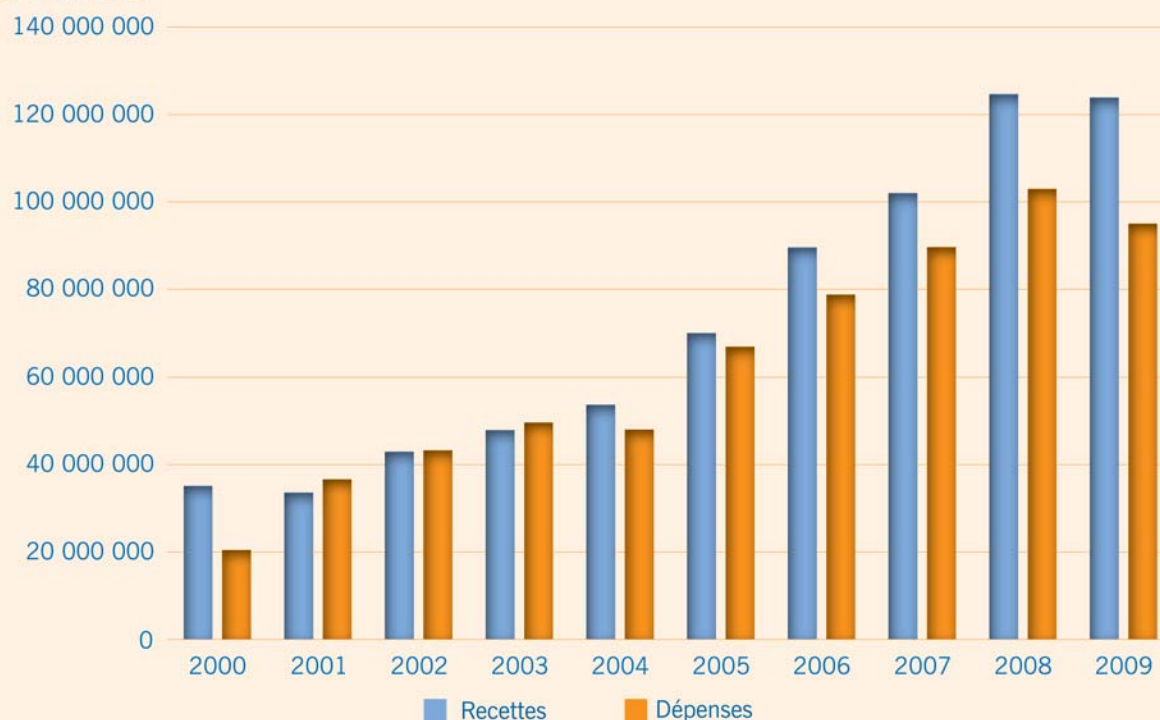
Programmes du HCDH	Recettes en 2008	Recettes en 2009	Recettes totales 2008-2009	Dépenses en 2008	Dépenses en 2009	Dépenses totales 2008-2009
<b>MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b>						
Bahreïn - Conseiller pour les droits de l'homme	0,0	40,8	40,8	0,0	0,0	0,0
Bureau régional pour le Moyen-Orient - Beyrouth	1 445,4	737,1	2 182,5	1 378,3	950,5	2 328,8
Centre pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe - Qatar	0,0	83,4	83,4	0,0	101,5	101,5
Mauritanie - Bureau de pays	0,0	228,7	228,7	0,0	194,5	194,5
Territoire palestinien occupé - Bureau de pays	1 873,3	2 834,6	4 707,8	1 832,2	2 603,9	4 436,1
<b>Sous-total Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>	<b>3 318,6</b>	<b>3 924,6</b>	<b>7 243,2</b>	<b>3 210,5</b>	<b>3 850,3</b>	<b>7 060,8</b>
<b>TOTAL PRÉSENCES SUR LE TERRAIN</b>	<b>50 086,4</b>	<b>42 184,8</b>	<b>92 271,2</b>	<b>51 491,4</b>	<b>46 677,3</b>	<b>98 168,7</b>
<b>TOTAL SIÈGE ET PRÉSENCES SUR LE TERRAIN</b>	<b>85 682,1</b>	<b>80 366,5</b>	<b>166 048,5</b>	<b>90 872,0</b>	<b>81 367,2</b>	<b>172 239,2</b>
<b>FONDS HUMANITAIRES</b>						
Fonds pour les victimes de la torture	12 013,1	11 170,4	23 183,5	9 938,5	12 010,0	21 948,5
Fonds pour les populations autochtones	286,6	281,5	568,0	696,2	299,5	995,7
Fonds pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	917,9	939,5	1 857,5	51,9	742,9	794,8
<b>TOTAL FONDS HUMANITAIRES</b>	<b>13 217,6</b>	<b>12 391,4</b>	<b>25 609,0</b>	<b>10 686,6</b>	<b>13 052,4</b>	<b>23 739,1</b>
Autres recettes/dépenses non mentionnées ci-dessus	25 868,2	31 208,0	57 076,1	1 485,5	684,0	2 169,6
<b>TOTAL GÉNÉRAL HCDH</b>	<b>124 767,9</b>	<b>123 965,8</b>	<b>248 733,7</b>	<b>103 044,2</b>	<b>95 103,6</b>	<b>198 147,8</b>

### Dépenses extrabudgétaires en 2009, par catégorie d'activités

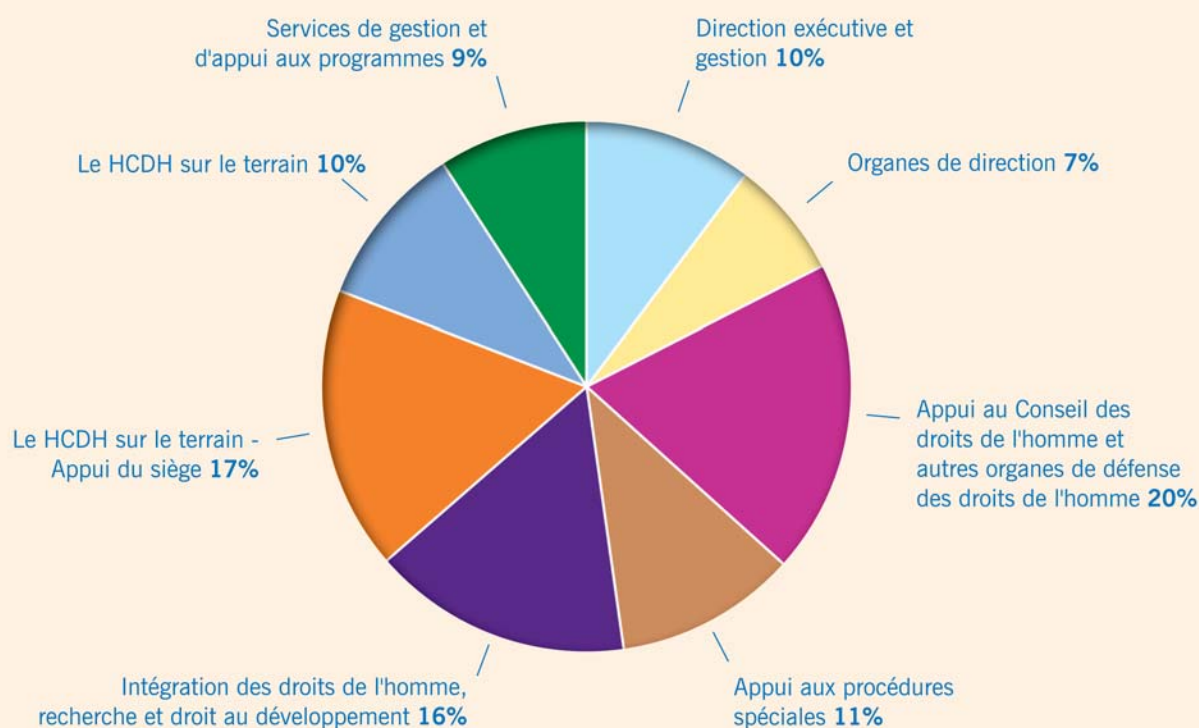


### Recettes et dépenses extrabudgétaires entre 2000 et 2009

Dollars des E.-U.



### Dépenses au titre du budget ordinaire en 2009, par catégorie d'activités









# Financement et profil des donateurs

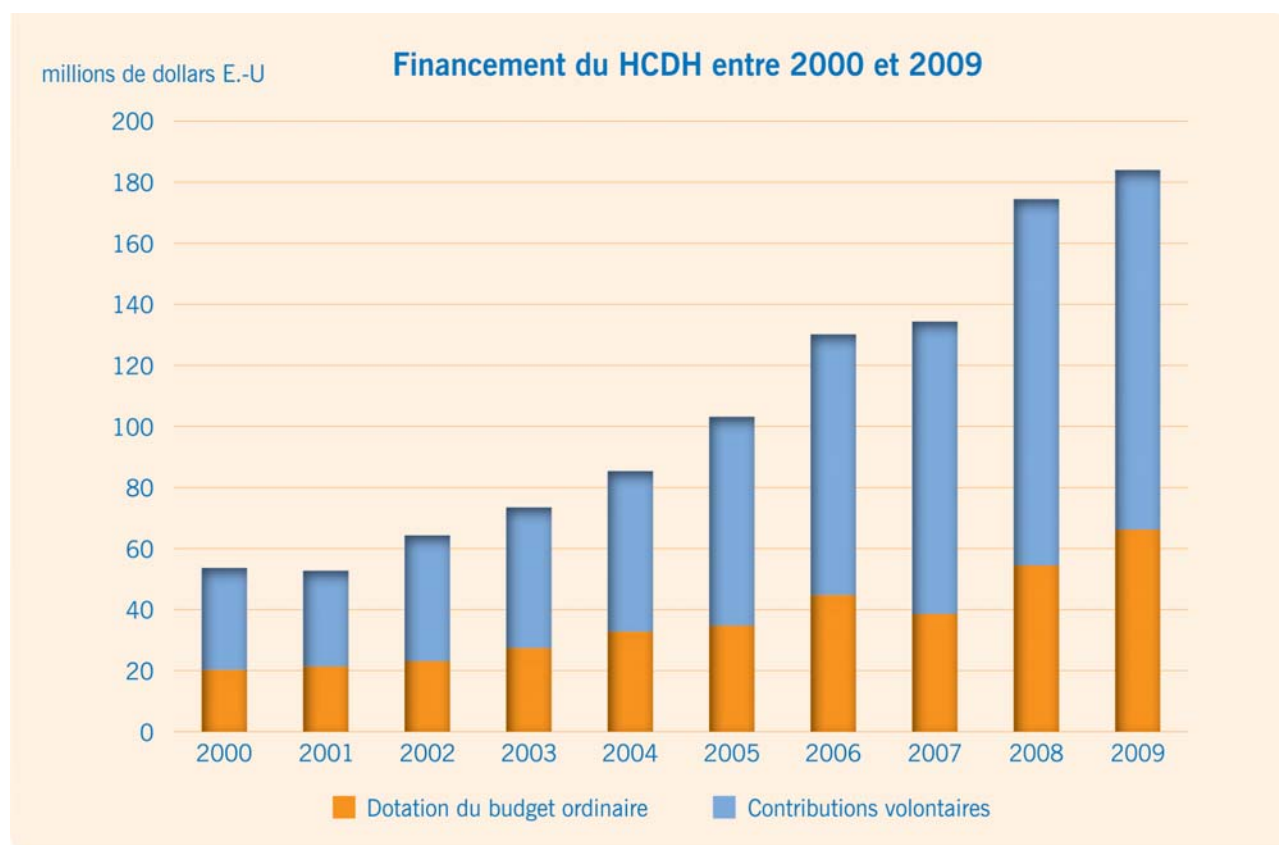


# Financement

Un tiers environ des besoins financiers du HCDH à travers le monde sont couverts par le budget ordinaire de l'ONU, les deux tiers restants étant financés par les contributions volontaires d'États membres et d'autres donateurs. Le budget ordinaire, qui est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale tous les deux ans, est financé par les contributions des États membres, la quote-part de chaque État étant calculée au moyen d'une formule qui tient compte de la taille et de la vigueur de son économie. La part du budget ordinaire affectée au HCDH est en augmentation constante depuis 2005, date à laquelle les chefs d'État réunis au Sommet mondial se sont engagés à doubler le budget du Haut-Commissariat en cinq ans. Pour l'exercice biennal 2008-2009, un montant de 120,6 millions de dollars E.-U. a été alloué au HCDH, contre 83,4 millions en 2006-2007 et 67,6 millions en 2004-2005. Cette tendance à la hausse du budget régulier accordé à l'action en faveur des droits de l'homme est très appréciée ; cependant, même après ces récentes augmentations, la part du budget ordinaire global de l'ONU consacrée aux droits de l'homme

demeure faible puisqu'elle représente en fait à peine 2,8 pour cent du budget total pour 2008-2009.

Ces dernières années ont également été marquées par une forte croissance du montant des contributions volontaires – égales à 52,5 millions de dollars E.-U. en 2004, celles-ci ont progressé pour atteindre un pic de 119,9 millions en 2008, suivi par un léger fléchissement en 2009, où elles se sont élevées à 118,1 millions. De même, la part des contributions non liées à un usage particulier a régulièrement augmenté, passant de 20 pour cent en 2004 à 54 pour cent en 2008, pour atteindre un nouveau record de 56 pour cent en 2009. En 2009, environ 58 pour cent des contributions volontaires ont servi à soutenir l'action sur le terrain, qui reçoit très peu de fonds du budget ordinaire ; les contributions restantes ont été réparties entre d'autres domaines d'activité du Haut-Commissariat, complétant souvent les ressources limitées allouées au titre du budget ordinaire et permettant au HCDH de produire un impact beaucoup plus sensible dans ces domaines.





## Qui finance le HCDH ?

Le tableau ci-après répertorie, par ordre décroissant, tous les donateurs qui ont versé des contributions en 2009. Comme au cours des années précédentes, les contributions volontaires proviennent en très grande majorité des États membres, qui ont fourni 107 millions de dollars E.-U., ou 90,8 pour cent de l'ensemble des

contributions. Les organisations internationales, dont la Commission européenne et certaines organisations partenaires de l'ONU, ont apporté 10,6 millions de dollars E.-U., ou 9 pour cent du total, la part restante, égale à 0,3 million ou 0,2 pour cent, étant fournie par d'autres donateurs (principalement des fondations privées).



## Contributions volontaires au HCDH en 2009

Montant total des contributions volontaires en 2009  
(y compris les contributions aux fonds humanitaires)

Donateur	dollars E.-U.	Donateur	dollars E.-U.
1 États-Unis d'Amérique	19 714 133	40 Afrique du Sud	62 115
2 Espagne	13 900 952	41 Inde	50 000
3 Pays-Bas	12 771 703	42 Monaco	43 478
4 Norvège	8 236 208	43 Saint-Marin	40 816
5 Allemagne	7 632 262	44 CERF <sup>4</sup>	40 376
6 Suède	6 531 532	45 Chine	40 000
7 Commission européenne	6 277 164	46 Iran	40 000
8 Royaume-Uni	5 145 128	47 Croatie	31 000
9 Canada	4 259 278	48 Andorre	30 928
10 Finlande	4 013 917	49 Chili	30 000
11 Danemark	3 593 071	50 Hongrie	27 855
12 PNUD <sup>1</sup>	3 285 406	51 Estonie	26 962
13 Irlande	2 808 989	52 Kazakhstan	25 000
14 Suisse	2 734 427	53 Conseil norvégien pour les réfugiés	21 732
15 France	2 273 913	54 Guatemala	20 154
16 Nouvelle-Zélande	2 017 750	55 République tchèque	20 000
17 Fédération de Russie	2 000 000	56 Indonésie	20 000
18 Belgique	1 534 527	57 Malaisie	20 000
19 Maroc	1 511 000	58 Thaïlande	20 000
20 Australie	1 240 209	59 Israël	15 000
21 Japon	931 416	60 Venezuela	15 000
22 Koweït	610 000	61 Azerbaïdjan	10 000
23 Autriche	564 596	62 Bahreïn	10 000
24 OIF <sup>2</sup>	508 219	63 République slovaque	9 990
25 FNUAP <sup>3</sup>	451 850	64 Qatar	9 982
26 Arabie saoudite	400 000	65 Argentine	7 000
27 Corée, Rép. de	320 000	66 République arabe syrienne	5 149
28 Italie	272 109	67 Costa Rica	5 104
29 Fondation MacArthur	250 000	68 Sri Lanka	5 000
30 Grèce	249 370	69 Case Western Reserve University	4 975
31 Luxembourg	216 535	70 Nicaragua	4 000
32 Turquie	126 000	71 Chypre	3 631
33 Liechtenstein	115 314	72 Pakistan	3 469
34 Algérie	110 000	73 Cameroun	2 257
35 Slovénie	101 492	74 Arménie	1 500
36 Pologne	100 752	75 Panama	1 500
37 Colombie	100 000	76 Saint-Siège	1 000
38 Portugal	80 000	77 Albanie	980
39 Mexique	76 304		
Autres donateurs individuels / divers			317 898
		<b>Total 118 109 378</b>	

<sup>1</sup> Programme des Nations Unies pour le développement.

<sup>2</sup> Organisation Internationale de la Francophonie.

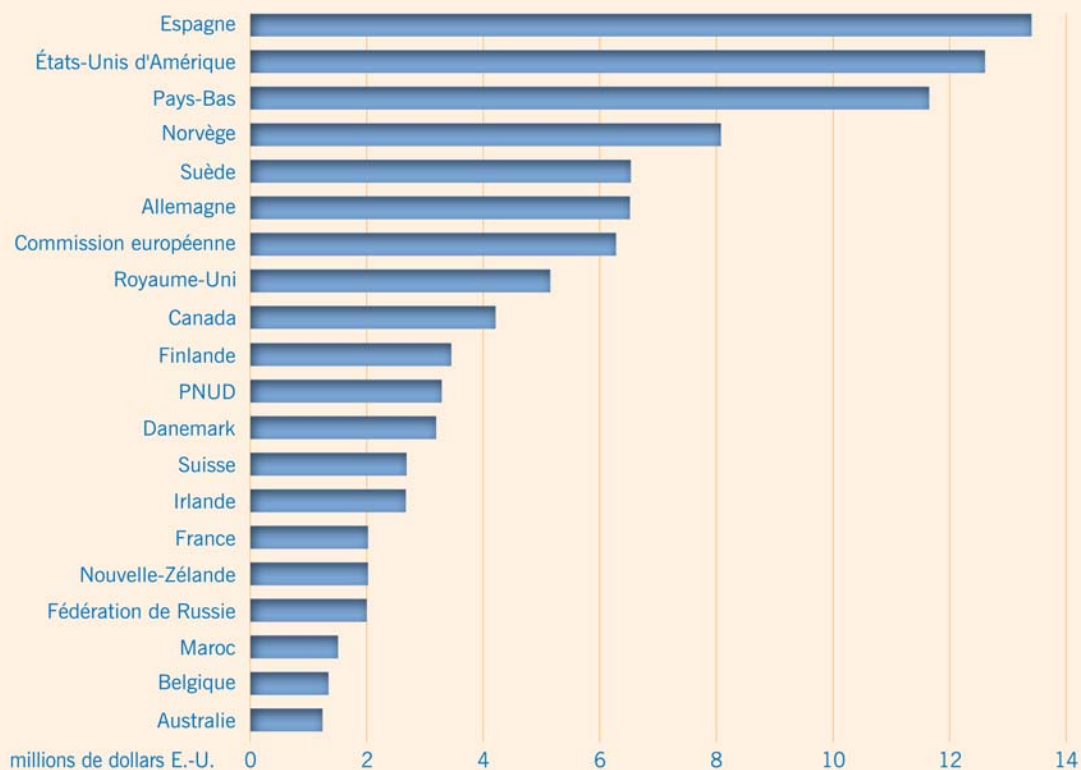
<sup>3</sup> Fonds des Nations Unies pour la population.

<sup>4</sup> Fonds central d'intervention d'urgence.

Source : Système intégré de gestion (SIG).



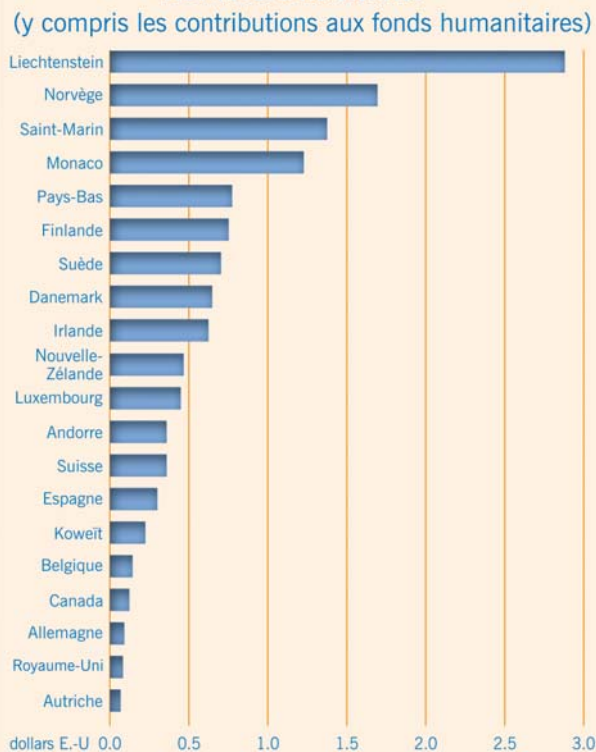
### Contributions volontaires des 20 principaux donateurs à l'action du HCDH en 2009 (hors contributions aux fonds humanitaires)



### Contributions volontaires des 20 principaux donateurs en 2009 (y compris les contributions aux fonds humanitaires)



### Contributions volontaires des 20 premiers donateurs en 2009, rapportées au nombre d'habitants\*



\*Sources : contributions volontaires des donateurs (États membres) au HCDH en 2009 et données démographiques de la Banque mondiale en 2008.



## Contributions aux Fonds humanitaires

En 2009, les contributions aux trois fonds humanitaires administrés par le HCDH se sont élevées à 12 millions de dollars E.-U., ce qui représente une diminution de 5,5 pour cent par rapport à l'année 2008. Ces trois fonds sont le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et le Fonds de contributions volontaires pour les peuples autochtones. Les contributions recueillies par ces fonds sont redistribuées sous forme de subventions à des individus et à des ONG ; elles ne servent pas à

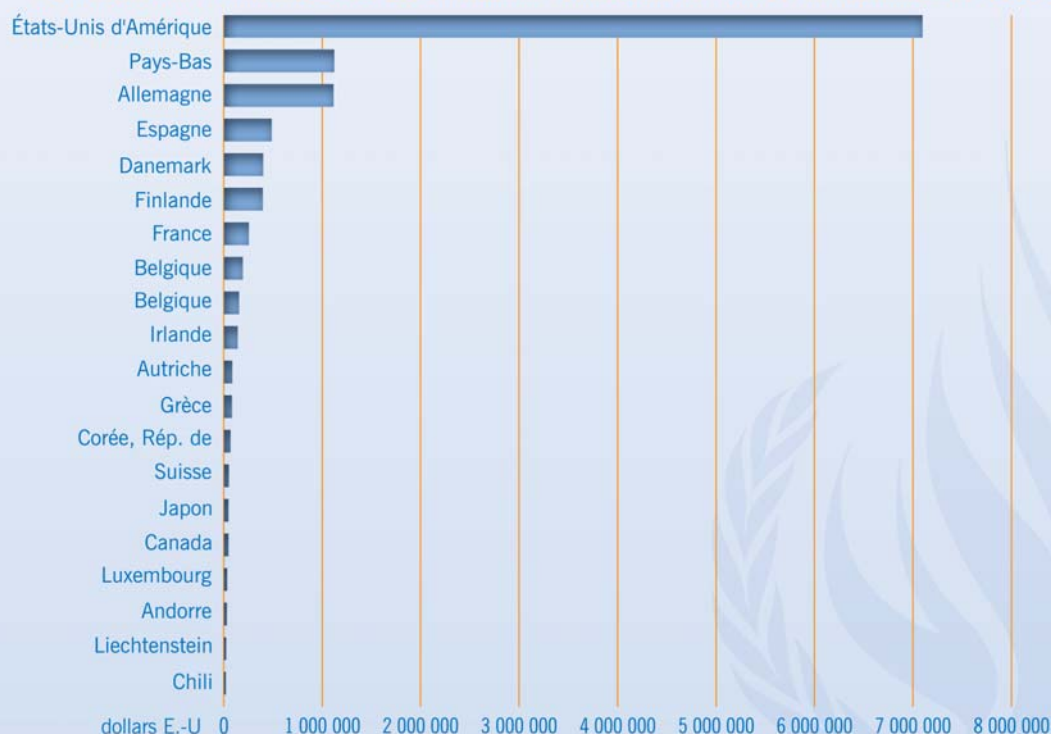
appuyer l'action plus générale du HCDH.

Le plus important de ces trois fonds, en termes de contributions et de dépenses, a été le Fonds pour les victimes de la torture, qui a reçu des contributions d'une valeur de 10,9 millions de dollars E.-U. et enregistré des dépenses d'un montant de 12 millions de dollars. Les contributions versées au Fonds pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage se sont élevées à 886 482 dollars et ses dépenses à 742 915 dollars. Le Fonds pour les peuples autochtones a reçu des contributions à hauteur de

257 769 dollars E.-U. et enregistré 299 547 dollars de dépenses.

Au total, 38 États membres et une poignée de donateurs privés ont versé des contributions aux trois fonds en 2009, contre 48 États membres et quelques donateurs privés en 2008. Par ordre d'importance, les cinq premiers donateurs ont été les États-Unis (dont les contributions se sont élevées à 7,1 millions de dollars), les Pays-Bas (1,1 million de dollars), l'Allemagne (1,1 million de dollars), l'Espagne (488 000 dollars) et le Danemark (401 000 dollars).

### Contributions volontaires des 20 principaux donateurs aux fonds humanitaires en 2009



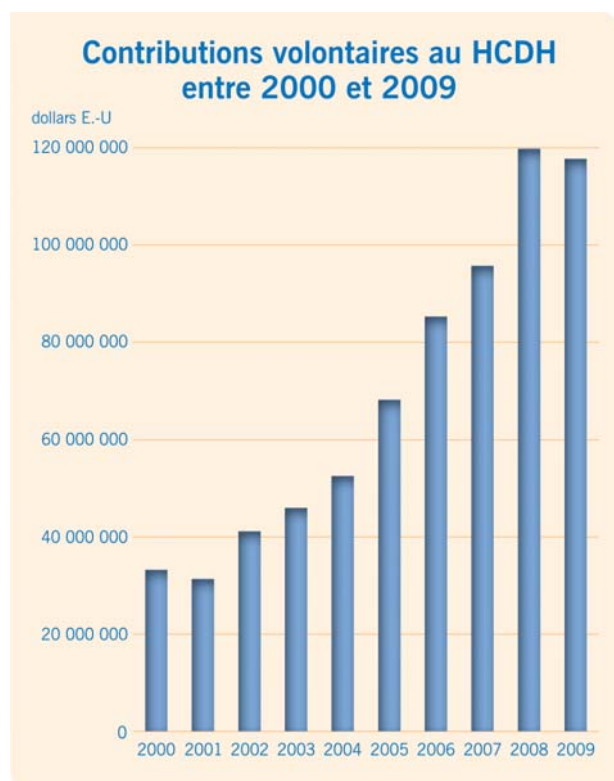
## Évolution du financement

### Montant des contributions

La croissance des contributions volontaires, ininterrompue depuis sept ans, a marqué le pas en 2009. Le montant total, en léger recul, est passé de 119,9 à 118,1 millions de dollars E.-U. et le montant versé par les États membres est demeuré presque identique : 107 millions de dollars en 2009, contre 106,7 en 2008.

Ces chiffres témoignent de l'impact de la crise économique mondiale, qui a incité bon nombre de gouvernements à revoir leurs engagements financiers et a conduit au moins deux d'entre eux à réduire sensiblement leurs contributions au HCDH. Ils s'expliquent également par l'appréciation de la devise américaine, qui a réduit la valeur des contributions versées par les 20 principaux donateurs d'environ 11 millions de dollars en 2009. Si l'on mesure ces contributions, non pas en dollars des États-Unis, mais dans la devise des donateurs, on constate que le

soutien financier global a augmenté de plus de 5 pour cent en 2009, en dépit de la récession économique. Si la valeur du dollar était demeurée au même niveau qu'en 2008, les contributions de l'année 2009 se seraient élevées à près de 130 millions de dollars E.-U., soit 10 millions de plus qu'en 2008.



### Nombre de donateurs

Le nombre de donateurs – en particulier le nombre d'États membres versant des contributions – a accusé une forte baisse en 2009, en dépit des efforts déployés pour consolider l'assise financière, précédemment élargie. Au total, 69 États membres ont offert des fonds en 2009, soit 14 de moins qu'en 2008 ; ce nombre reste néanmoins supérieur à celui observé au cours de toutes les autres années. La quasi-totalité des pays du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, la moitié des pays du Groupe des États d'Europe orientale, un tiers des États asiatiques, un peu plus du quart des États d'Amérique latine et des Caraïbes et moins de dix pour cent des États africains ont versé des contributions.

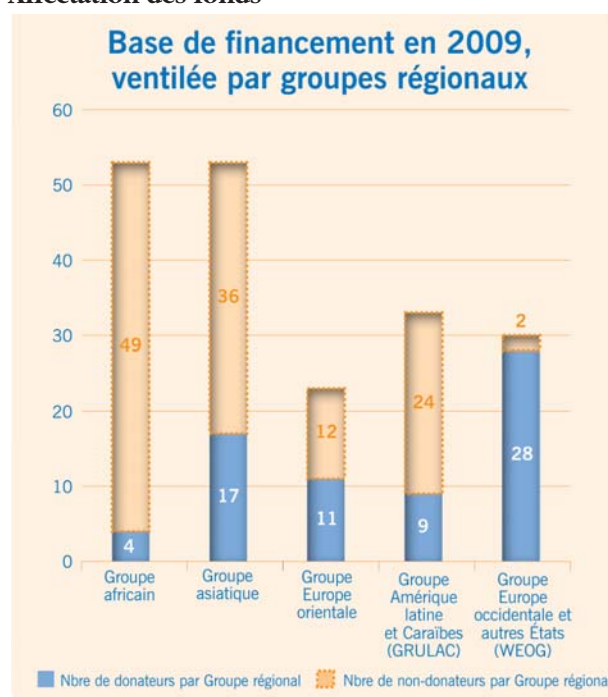
La diminution du nombre d'États donateurs s'explique par l'absence, en 2009, d'appel spécial lié à un anniversaire, alors que l'année 2008 avait été marquée par l'appel relatif au 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cet appel avait incité un certain nombre de pays à offrir, pour la première fois, une contribution au HCDH mais il semblerait pour l'heure que ce soutien ait été exceptionnel. Il s'est avéré particulièrement difficile, dans le contexte



économique actuel, de persuader les bailleurs de fonds irréguliers de renouveler leur appui.

Sur les 69 États membres ayant versé une contribution en 2009, 28 (plus du tiers) étaient issus du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, 17 du Groupe asiatique, 11 du Groupe des États d'Europe orientale, neuf du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et quatre du Groupe africain.

### Affectation des fonds



La tendance à l'augmentation de la proportion de fonds non liés dans les contributions des donateurs s'est confirmée en 2009, puisque 66,1 millions de dollars E.-U. ont été alloués sans affectation particulière (soit une légère hausse par rapport aux 64,6 millions de l'année 2008). La part de fonds non réservés à un usage précis dans le volume total des contributions n'a cessé de croître au cours des dernières années – passant de 20 pour cent en 2004, à 26 pour cent en 2005, 37 pour cent en 2006, 43 pour cent en 2007, 54 pour cent en 2008 et 56 pour cent en 2009.

Cette augmentation des contributions non liées fait suite à des appels répétés de la Haut-Commissaire, invitant les donateurs à accroître la part de fonds non réservés à un usage particulier. Ce mode de financement donne en effet au HCDH plus de flexibilité et d'autonomie pour décider de l'allocation des ressources. En 2009, les membres de la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs ont tiré parti de toutes les occasions qui se présentaient de plaider en faveur d'une augmentation des contributions non liées ; ils sont ainsi parvenus à convaincre 47 donateurs à fournir une partie au moins de leur aide sans l'assortir de conditions particulières et un certain nombre de grands donateurs (notamment l'Arabie saoudite, l'Australie, l'Autriche, l'Espagne, les États-Unis, le Koweït, le Maroc, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse) à accroître la proportion de fonds non liés dans leur contribution.

## Prévisibilité

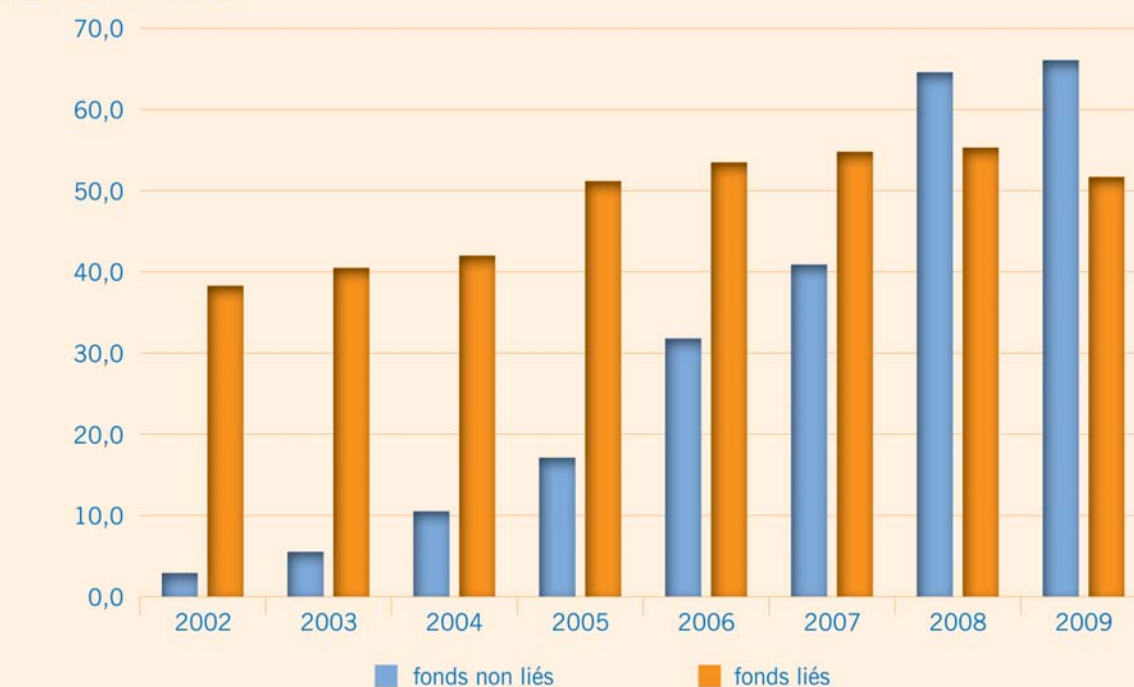
Le financement a gagné en prévisibilité grâce à la négociation de nouveaux accords pluriannuels avec la Commission européenne, l'Espagne, la Finlande, l'Organisation internationale de la Francophonie, le Royaume-Uni et la Suisse. Le HCDH a désormais des accords de financement pluriannuels avec 12 donateurs, à savoir dix États membres (Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) et deux organisations internationales (la Commission européenne et l'Organisation internationale de la Francophonie).

## Financement au titre du budget ordinaire et contributions volontaires

La part des dépenses financées par le budget ordinaire de l'ONU a légèrement augmenté, passant de 34,9 pour cent en 2008 à 40 pour cent en 2009, alors que la proportion de dépenses financées par des contributions volontaires passait de 65,1 à 60 pour cent. Ce léger rééquilibrage en faveur du financement au titre du budget ordinaire est dû au fait que la dotation du budget ordinaire pour l'exercice 2008-2009 a augmenté par rapport à l'exercice biennal précédent.

### Contributions liées / Contributions non liées : 2002-2009

millions de dollars E.-U.






























Contributions volontaires non liées en 2009		
Donateur	fonds non liés (dollars E.-U.)	pourcentage par rapport à la contribution totale du donateur
1 Pays-Bas	11 651 703	91,2%
2 Espagne	8 875 740	63,8%
3 États-Unis d'Amérique	8 000 000	40,6%
4 Commission européenne	5 741 931	91,5%
5 Royaume-Uni	4 904 617	95,3%
6 Canada	3 993 610	93,8%
7 Norvège	3 846 154	46,7%
8 Suède	3 507 457	53,7%
9 Danemark	2 232 526	62,1%
10 Nouvelle-Zélande	2 017 750	100,0%
11 Irlande	1 966 292	70,0%
12 France	1 918 159	84,4%
13 Finlande	1 603 905	40,0%
14 Maroc	1 505 000	99,6%
15 Belgique	959 079	62,5%
16 Australie	913 838	73,7%
17 Fédération de Russie	500 000	25,0%
18 Italie	272 109	100,0%
19 Arabie saoudite	250 000	62,5%
20 Koweït	200 000	32,8%
21 Luxembourg	183 727	84,8%
22 Grèce	143 885	57,7%
23 Autriche	132 275	23,4%
24 Turquie	100 000	79,4%
25 Suisse	99 900	3,7%
26 Slovénie	84 173	82,9%
27 Portugal	80 000	100,0%
28 Pologne	60 451	60,0%
29 Liechtenstein	55 351	48,0%
30 Algérie	50 000	45,5%
31 Mexique	50 000	65,5%
32 Monaco	26 350	60,6%
33 Kazakhstan	25 000	100,0%
34 Croatie	24 000	77,4%
35 Malaisie	20 000	100,0%
36 Thaïlande	20 000	100,0%
37 Estonie	17 975	66,7%
38 Afrique du Sud	16 977	27,3%
39 Chili	10 000	33,3%
40 Guatemala	10 000	49,6%
41 Slovaquie	9 990	100,0%
42 Costa Rica	5 104	100,0%
43 Sri Lanka	5 000	100,0%
44 Nicaragua	4 000	100,0%
45 Pakistan	3 469	100,0%
46 Arménie	1 500	100,0%
47 Albanie	980	100,0%
<b>Total</b>	<b>66 099 976</b>	<b>56,1%</b>

Source : Système intégré de gestion (SIG)

## Contributions volontaires supérieures à 100 000 dollars E.-U., par donateur, en 2009

Les fonds sont répartis en fonction des affectations choisies par les donateurs  
(suivant les principales rubriques du Plan de gestion stratégique)

	États-Unis d'Amérique	Espagne	Pays-Bas	Norvège	Allemagne	Suède	Commis- sion euro- péenne	Royaume- Uni	Canada	Finlande	Danemark	PNUD	
													
Contributions non liées	8 000 000	8 875 740	11 651 703	3 846 154	0	3 507 457	5 741 931	4 904 617	3 993 610	1 603 905	2 232 526	0	
Direction exécutive et gestion New York et Genève	0	0	0	0	0	0	154 887	0	199 681	0	0	0	
<i>Sous-programme 1 : Intégration des droits de l'homme recherche et droit au développement</i>	0	230 241	0	38 850	418 410	0	0	0	8 052	162 651	0	0	
<i>Sous-programme 2 : Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme</i>	0	214 497	0	310 800	1 115 760	0	225 454	159 775	0	0	0	0	
<i>Sous-programme 3 : Services consultatifs coopération technique et opérations sur le terrain</i>	0	0	0	0	418 410	0	0	0	0	0	0	0	
<i>Sous-programme 4 : Appui aux procédures thématiques d'établissement des faits concernant les droits de l'homme</i>	0	1 784 817	0	310 800	836 820	0	0	30 172	8 052	139 470	0	0	
Appui aux programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Présences sur le terrain	4 614 133	2 307 491	0	3 574 203	3 727 102	3 024 075	154 892	50 564	0	1 709 301	959 509	3 285 406	
<i>Toutes régions</i>	1 400 000	0	0	0	2 789 400	0	0	0	0	562 588	0	1 285 576	
<i>Afrique</i>	0	73 965	0	1 398 601	0	1 193 786	0	40 632	0	0	0	0	
<i>Asie et Pacifique</i>	2 214 133	295 858	0	932 401	0	407 123	0	9 932	0	753 012	959 509	1 999 830	
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	0	295 858	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<i>Europe Amérique du Nord et Asie centrale</i>	0	0	0	310 800	278 940	0	0	0	0	0	0	0	
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	1 000 000	1 641 811	0	932 401	658 762	1 423 166	154 892	0	0	393 701	0	0	
Fonds humanitaires	7 100 000	488 166	1 120 000	155 400	1 115 760	0	0	0	49 884	398 590	401 037	0	
<b>Total des contributions par donateur</b>	<b>19 714 133</b>	<b>13 900 952</b>	<b>12 771 703</b>	<b>8 236 208</b>	<b>7 632 263</b>	<b>6 531 532</b>	<b>6 277 164</b>	<b>5 145 128</b>	<b>4 259 278</b>	<b>4 013 917</b>	<b>3 593 071</b>	<b>3 285 406</b>	

	<b>Irlande</b>	<b>Suisse</b>	<b>France</b>	<b>Nouvelle-Zélande</b>	<b>Fédération de Russie</b>	<b>Belgique</b>	<b>Maroc</b>	<b>Australie</b>	<b>Japon</b>	<b>Koweït</b>	<b>Autriche</b>	<b>Organisation internationale de la Francophonie</b>	<b>FNUAP</b>
													
	1 966 292	99 900	1 918 159	2 017 750	500 000	959 079	1 505 000	913 838	0	200 000	132 275	0	0
	140 449	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	140 449	89 127	0	0	800 000	0	0	0	31 416	100 000	0	0	0
	140 449	55 689	0	0	150 000	0	0	0	100 000	300 000	0	0	0
	0	0	0	0	100 000	0	0	65 274	0	0	0	0	0
	280 899	0	0	0	150 000	383 632	0	0	100 000	0	132 275	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	0	0	0	0
	0	2 437 763	100 000	0	300 000	0	0	261 097	600 000	0	214 067	508 219	451 850
	0	1 373 626	0	0	0	0	0	0	0	0	66 138	0	0
	0	201 166	100 000	0	0	0	0	0	0	0	59 172	493 800	451 850
	0	690 705	0	0	0	0	0	261 097	450 000	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	150 000	0	88 757	0	0
	0	0	0	0	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	172 265	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 419	0
	140 449	51 948	255 754	0	0	191 816	6 000	0	50 000	10 000	85 979	0	0













<b>2 808 989</b>	<b>2 734 427</b>	<b>2 273 913</b>	<b>2 017 750</b>	<b>2 000 000</b>	<b>1 534 527</b>	<b>1 511 000</b>	<b>1 240 209</b>	<b>931 416</b>	<b>610 000</b>	<b>564 596</b>	<b>508 219</b>	<b>451 850</b>
------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------





## Contributions volontaires supérieures à 100 000 dollars E.-U., par donateur, en 2009

Les fonds sont répartis en fonction des affectations choisies par les donateurs  
(suivant les principales rubriques du Plan de gestion stratégique)

	Arabie saoudite	Corée, Rép. de	Italie	Fondation MacArthur	Grèce	Luxembourg	Turquie	Liechtenstein	Algérie	Slovénie	Pologne	Colombie
												
Contributions non liées	250 000	0	272 109	0	143 885	183 727	100 000	55 351	50 000	84 173	60 451	0
Direction exécutive et gestion New York et Genève	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Sous-programme 1 : Intégration des droits de l'homme recherche et droit au développement</i>	150 000	0	0	250 000	0	0	0	0	50 000	0	0	60 000
<i>Sous-programme 2 : Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme</i>	0	0	0	0	0	0	10 000	18 450	0	0	0	40 000
<i>Sous-programme 3 : Services consultatifs coopération technique et opérations sur le terrain</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Sous-programme 4 : Appui aux procédures thématiques d'établissement des faits concernant les droits de l'homme</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Appui aux programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Présences sur le terrain	0	250 000	0	0	21 097	0	0	18 450	0	0	40 301	0
<i>Toutes régions</i>	0	250 000	0	0	21 097	0	0	18 450	0	0	0	0
<i>Afrique</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Asie et Pacifique</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Europe Amérique du Nord et Asie centrale</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 301	0
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds humanitaires	0	70 000	0	0	84 388	32 808	16 000	23 063	10 000	17 319	0	0
<b>Total des contributions par donateur</b>	<b>400 000</b>	<b>320 000</b>	<b>272 109</b>	<b>250 000</b>	<b>249 370</b>	<b>216 535</b>	<b>126 000</b>	<b>115 314</b>	<b>110 000</b>	<b>101 492</b>	<b>100 752</b>	<b>100 000</b>

## Le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique

Le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme a été créé par le Secrétaire général en 1987, en application de la résolution 1987/83 de l'ex-Commission des droits de l'homme. Le Fonds fournit des ressources pour appuyer les efforts nationaux visant à créer un cadre solide de protection des droits. L'appui dispensé est destiné à promouvoir et à mettre en place des cadres juridiques solides, des institutions nationales des droits de l'homme efficaces, un système judiciaire indépendant et des organisations de la société civile dynamiques. Un Conseil d'administration, désigné par le Secrétaire général, offre des conseils administratifs et opérationnels depuis 1993 ; ayant vu son travail évoluer ces dernières années, il conseille désormais le HCDH sur l'orientation générale, la vision d'ensemble et la stratégie globale du programme de coopération technique. Le Conseil se réunit deux fois par an pour faire le point sur les projets qu'il appuie, débattre de procédures, de

méthodologies et de questions thématiques, examiner des affaires financières, administratives ou en rapport avec la collecte de fonds et instruire les États membres des progrès et des réalisations. Les 30<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup> sessions du Conseil ont respectivement eu lieu du 20 au 23 avril et du 27 au 30 octobre 2009.

En 2009, les nouvelles contributions reçues par le Fonds se sont élevées à 20,4 millions de dollars E.-U. (dont 20 183 055 dollars versés par des États membres et 251 000 dollars provenant d'arrangements interorganisations). Ces sommes ont servi à financer les activités de coopération technique du HCDH (dont bon nombre sont répertoriées dans les chapitres précédents, décrivant le travail du Haut-Commissariat région par région) dans les 27 pays ou territoires suivants : Bolivie, Équateur, Haïti, Honduras, Mauritanie, Mexique, République de Moldova, Nicaragua, Niger, territoire palestinien occupé,

Papouasie-Nouvelle-Guinée, la province du Kosovo, Sud-Caucase (Géorgie), Fédération de Russie, Rwanda, Afghanistan, Indonésie, Sri Lanka, Timor-Leste, Côte d'Ivoire, Guinée, Kenya, Libéria, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Togo. Les activités exécutées au moyen du Fonds ont abouti, dans les pays, à des efforts destinés à transposer les normes internationales relatives aux droits de l'homme dans les lois, les politiques et les pratiques nationales, à la mise en place de capacités nationales plus durables pour veiller au respect de ces normes, au renforcement de l'administration de la justice, à une volonté plus marquée d'élaborer des programmes d'éducation aux droits de l'homme, à la création d'institutions nationales des droits de l'homme réactives, au déploiement de conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies et à la mise au point de plans d'action nationaux pour promouvoir et protéger les droits de l'homme.

## Jeunes experts associés

En 2009, le HCDH comptait 39 jeunes experts associés bénéficiant de l'appui financier des États suivants : Allemagne, Autriche, République de Corée, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Liechtenstein, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse (voir tableau ci-dessous). L'Italie et les Pays-Bas ont également financé des postes d'experts associés pour des non-ressortissants.

## Pour nous aider

Le HCDH accepte les contributions des États membres, des organisations internationales, des fondations, des associations bénévoles, des organisations non gouvernementales (ONG) et des particuliers. Si vous souhaitez faire un don, au nom de l'organisation que vous représentez ou à titre personnel, veuillez contacter le Service des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs à Genève. Tél : +41 22 917 96 55. Fax : +41 22 917 90 04. E-mail : [DexRel@ohchr.org](mailto:DexRel@ohchr.org).

État parrain	Nbre de jeunes experts associés	Nbre de non-ressortissants
Allemagne	3	
Autriche	1	
Corée, République de	1	
Danemark	3	
Espagne	7	
Finlande	3	
France	5	
Italie	2	1
Liechtenstein	1	
Norvège	2	
Pays-Bas		1
Suède	3	
Suisse	6	
	<b>37</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>39</b>	

# Profil des donateurs

## Gouvernements



### Albanie

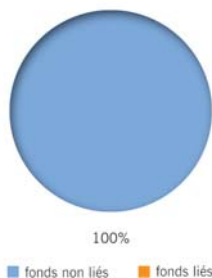
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 980

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 980

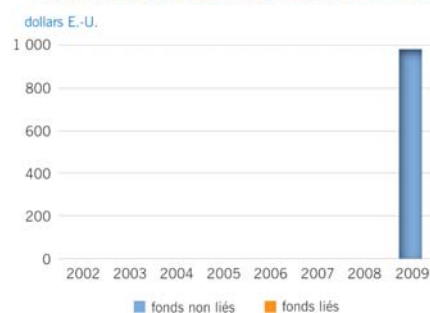
**Classement du donateur :** 77/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 60/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



### Afrique du Sud

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 62 115

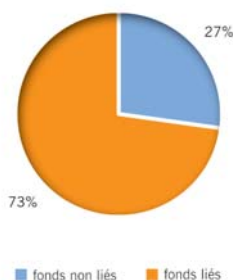
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 70 913 (CHF)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 16 977

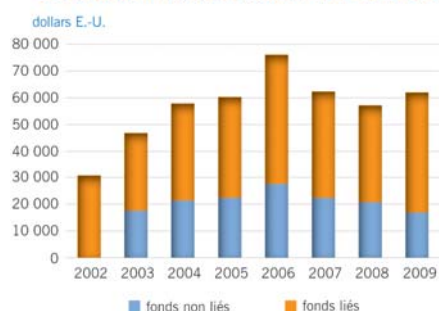
**Classement du donateur :** 40/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 49/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



### Algérie

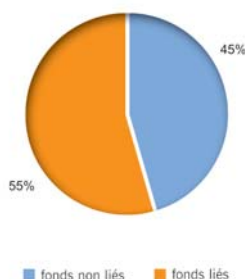
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 110 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 50 000

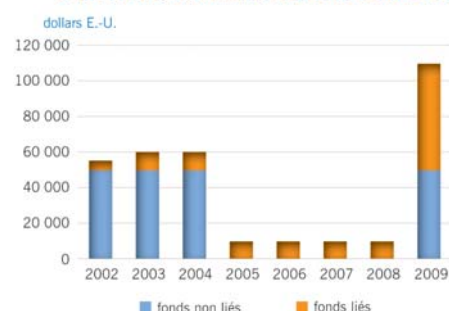
**Classement du donateur :** 34/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 38/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



### Allemagne

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 7 632 262

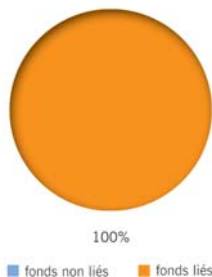
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 5 500 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

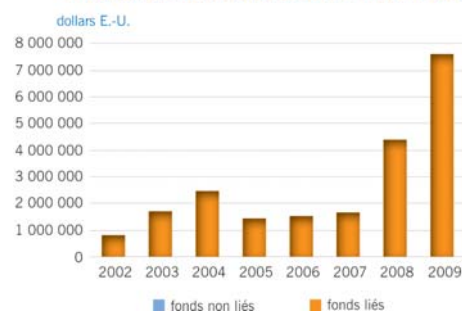
**Classement du donateur :** 5/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 18/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009







## Andorre

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 30 928

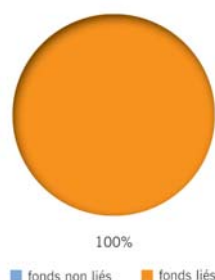
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 21 990 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

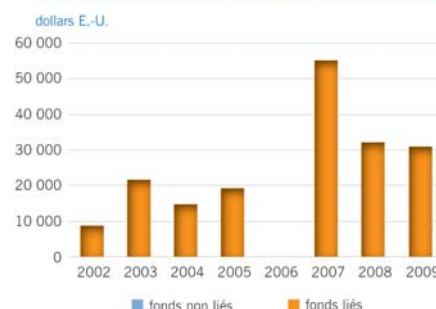
**Classement du donateur :** 48/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 12/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Arabie saoudite

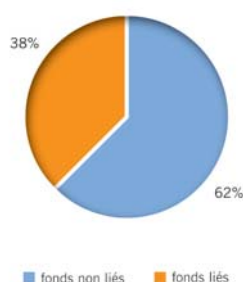
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 400 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 250 000

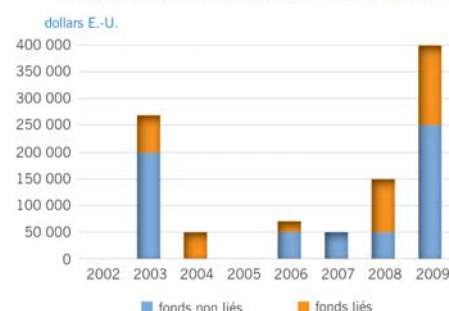
**Classement du donateur :** 26/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 29/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Argentine

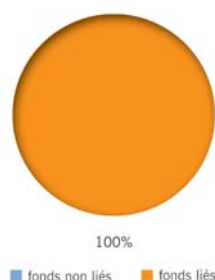
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 7 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

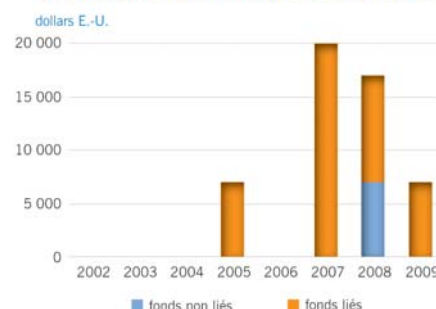
**Classement du donateur :** 65/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 63/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Arménie

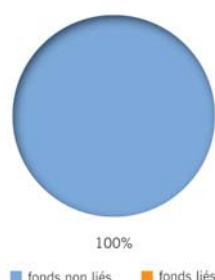
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 1 500

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 1 500

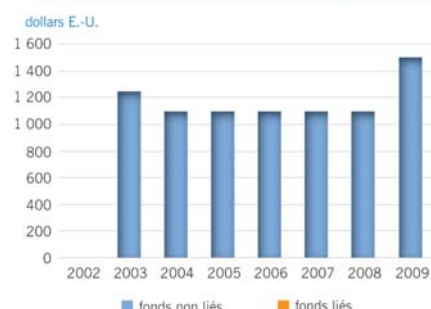
**Classement du donateur :** 74/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 57/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## Australie

**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 1 240 209

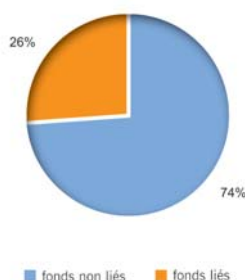
**Contribution volontaire totale dans la**  
devise de versement : 1 900 000 (AUD)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
913 838

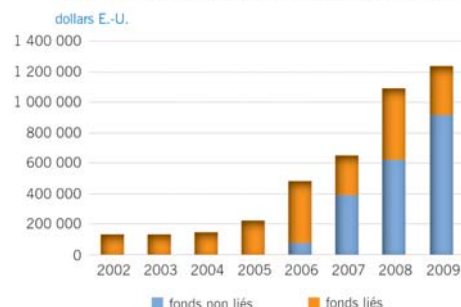
**Classement du donateur :** 20/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
du nombre d'habitants : 22/68

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Autriche

**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 564 596

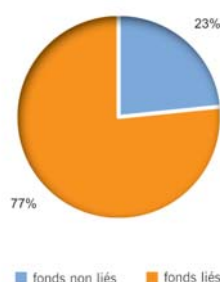
**Contribution volontaire totale dans la**  
devise de versement : 415 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
132 275

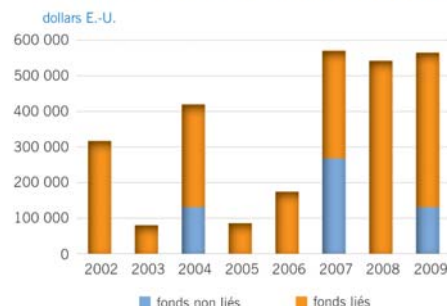
**Classement du donateur :** 23/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
du nombre d'habitants : 20/68

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Azerbaïdjan

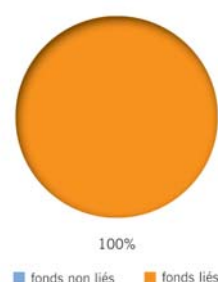
**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 10 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
0

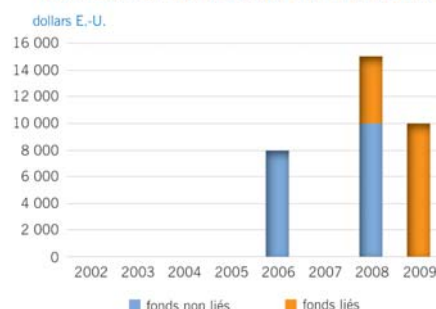
**Classement du donateur :** 61/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
du nombre d'habitants : 51/68

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Bahreïn

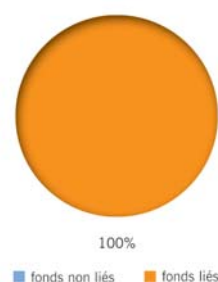
**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 10 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
0

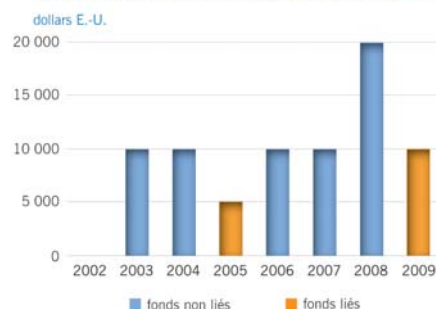
**Classement du donateur :** 62/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
du nombre d'habitants : 30/68

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## Belgique

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 1 534 527

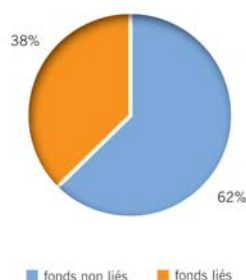
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 1 200 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 959 079

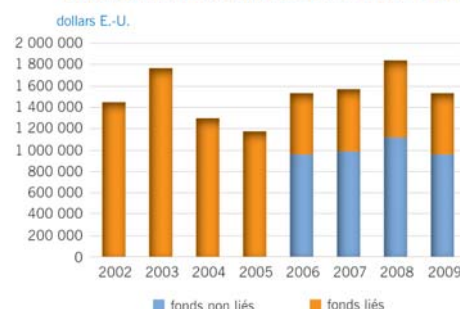
**Classement du donateur :** 18/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 16/68

**Pourcentage d'affectation des fonds en 2009**



**Contributions volontaires au HCDH 2002-2009**



## Cameroun

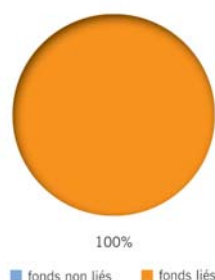
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 2 257

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

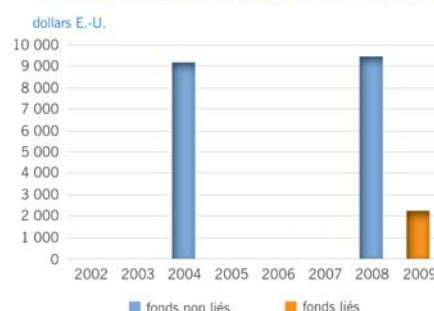
**Classement du donateur :** 73/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 64/68

**Pourcentage d'affectation des fonds en 2009**



**Contributions volontaires au HCDH 2002-2009**



## Canada

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 4 259 278

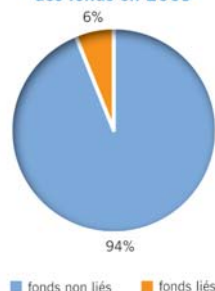
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 5 330 000 (CAD)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 3 993 610

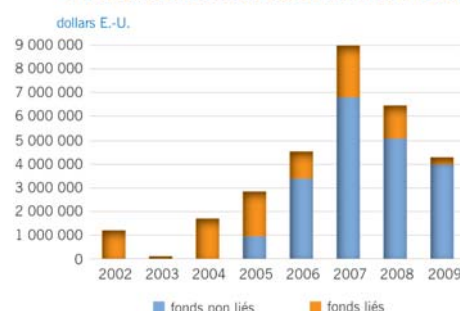
**Classement du donateur :** 9/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 17/68

**Pourcentage d'affectation des fonds en 2009**



**Contributions volontaires au HCDH 2002-2009**



## Chili

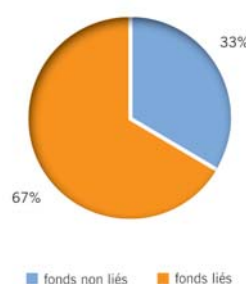
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 30 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 10 000

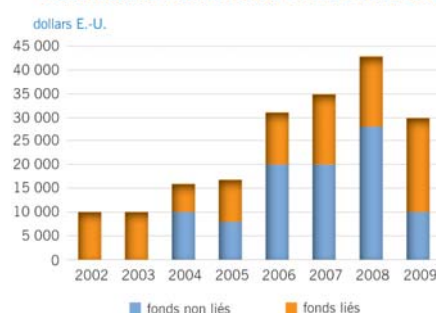
**Classement du donateur :** 49/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 45/68

**Pourcentage d'affectation des fonds en 2009**



**Contributions volontaires au HCDH 2002-2009**







## Chine

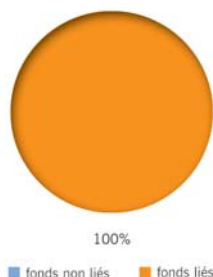
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 40 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

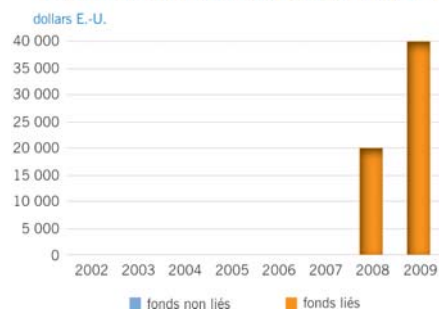
**Classement du donateur :** 45/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 67/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Chypre

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 3 631

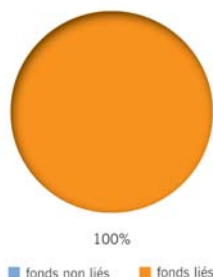
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 4 074 (CHF)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

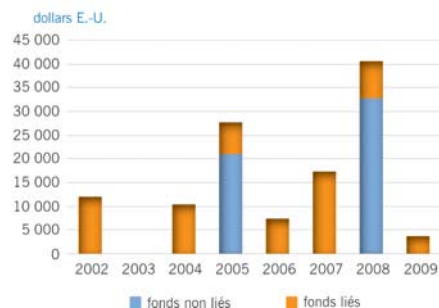
**Classement du donateur :** 71/77

**Classement du doateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 37/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Colombie

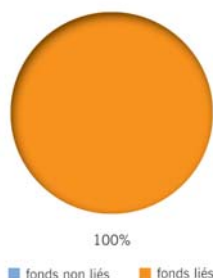
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 100 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

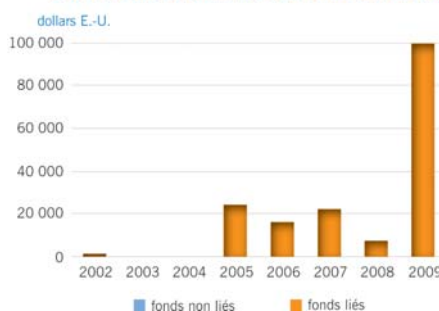
**Classement du donateur :** 37/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 41/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Costa Rica

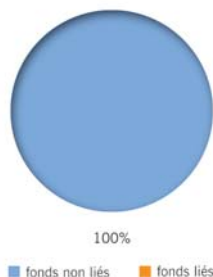
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 5 104

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 5 104

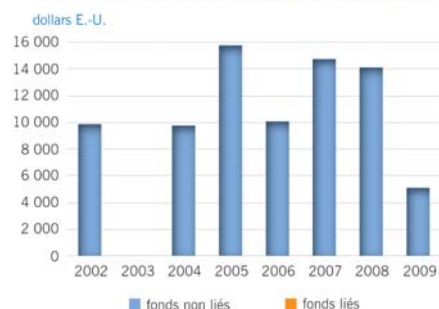
**Classement du donateur :** 67/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 50/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## Croatie

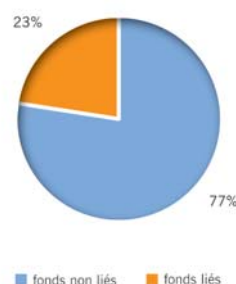
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 31 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 24 000

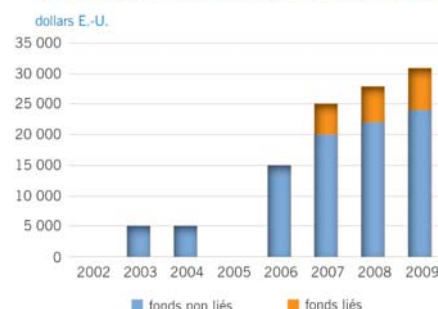
**Classement du donateur :** 47/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 33/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Danemark

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 3 593 071

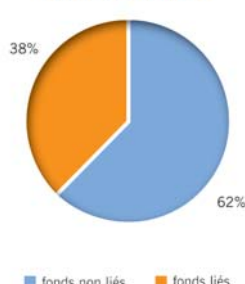
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 20 300 000 (DKK)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 2 232 526

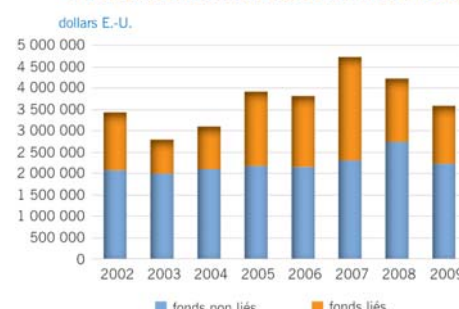
**Classement du donateur :** 11/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 8/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Espagne

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 13 900 952

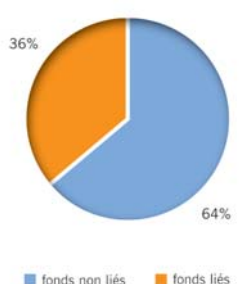
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 8 950 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 8 875 740

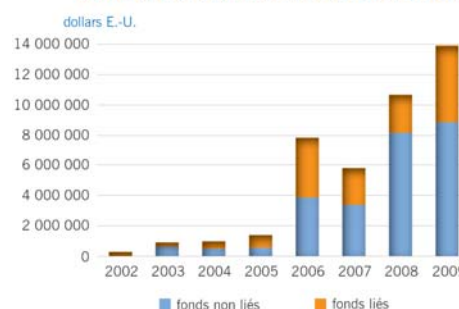
**Classement du donateur :** 2/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 14/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Estonie

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 26 962

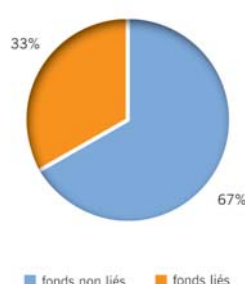
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 300 000 (EEK)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 17 975

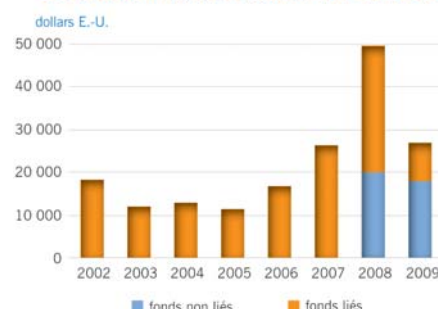
**Classement du donateur :** 51/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 27/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## États-Unis d'Amérique

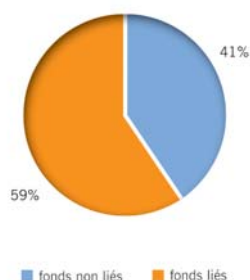
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 19 714 133

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 8 000 000

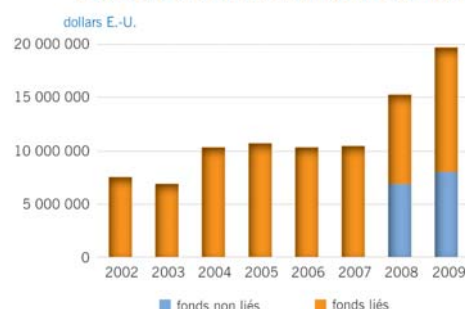
**Classement du donateur :** 1/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 21/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Fédération de Russie

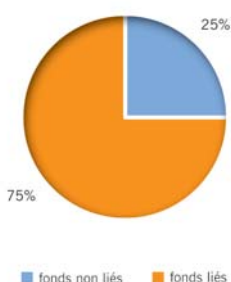
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 2 000 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 500 000

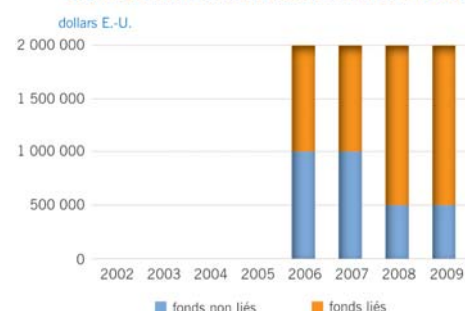
**Classement du donateur :** 17/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 28/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Finlande

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 4 013 917

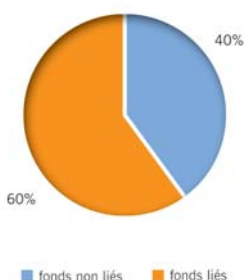
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 2 839 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 1 603 905

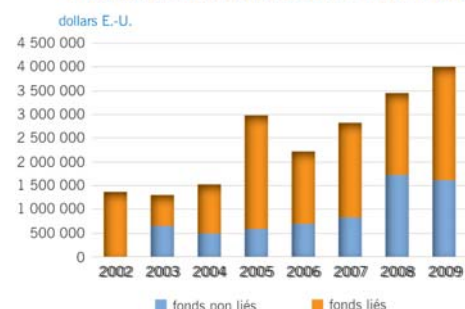
**Classement du donateur :** 10/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 6/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## France

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 2 273 913

**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :**

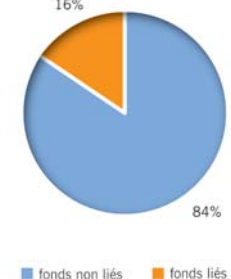
1 700 000 (EUR) + 100 000 (USD)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 1 918 159

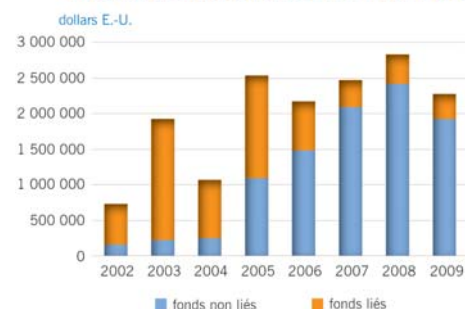
**Classement du donateur :** 15/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 25/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009







## Grèce

**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 249 370

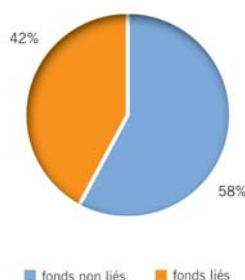
**Contribution volontaire totale dans la**  
devise de versement : 175 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
143 885

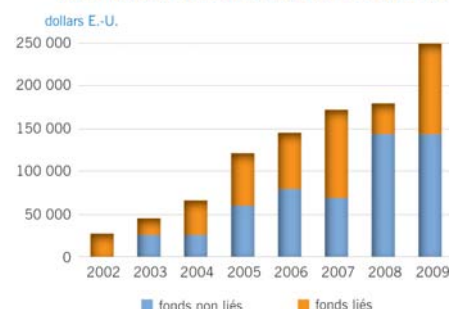
**Classement du donateur :** 30/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
du nombre d'habitants : 26/68

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Guatemala

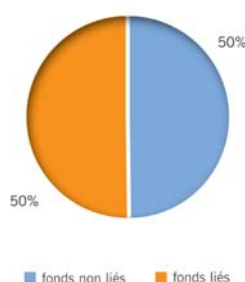
**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 20 154

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
10 000

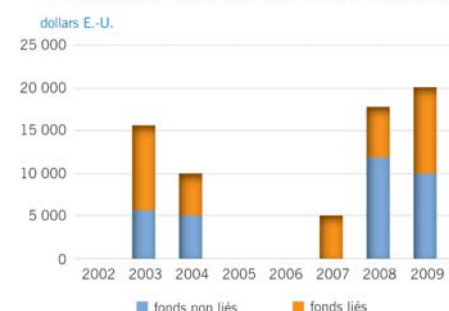
**Classement du doateur :** 54/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
du nombre d'habitants : 48/68

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Hongrie

**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 27 855

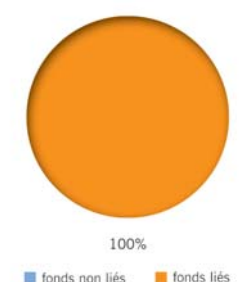
**Contribution volontaire totale dans la**  
devise de versement : 20 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
0

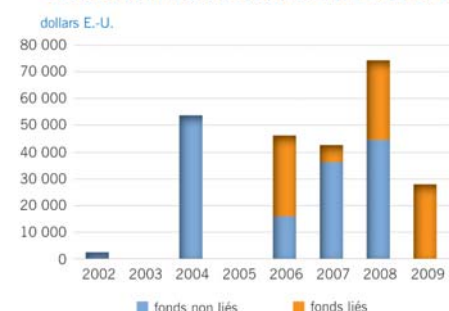
**Classement du donateur :** 50/77

**Classement du donateur, compte tenu du**  
nombre d'habitants : 39/68

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Inde

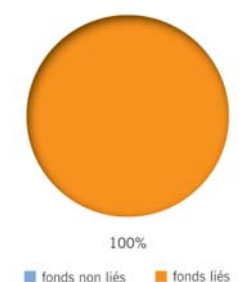
**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 50 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
0

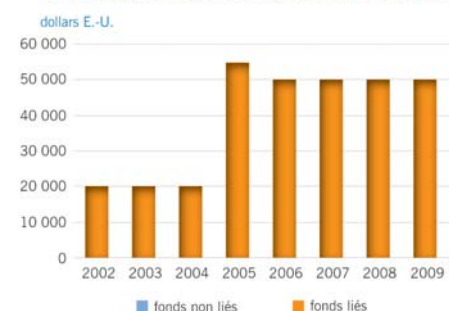
**Classement du donateur :** 41/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
du nombre d'habitants : 66/68

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## Indonésie

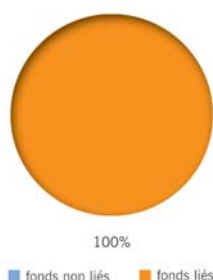
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 20 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

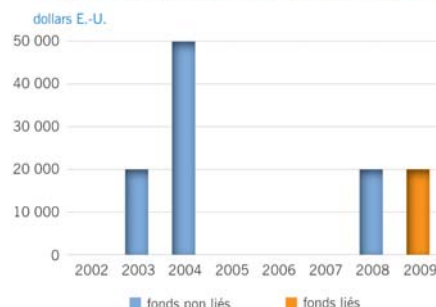
**Classement du donateur :** 56/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 65/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Iran

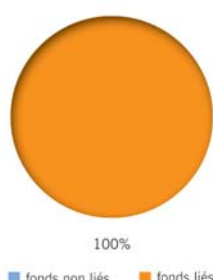
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 40 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

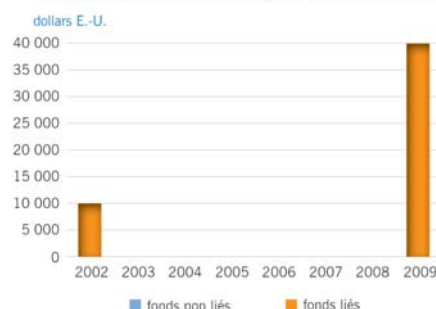
**Classement du donateur :** 46/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 56/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Irlande

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 2 808 989

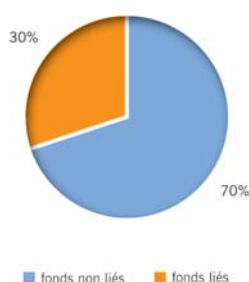
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 2 000 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 1 966 292

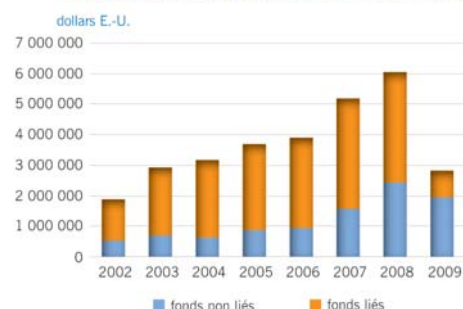
**Classement du donateur :** 13/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 9/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Israël

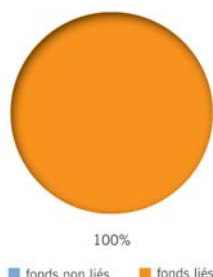
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 15 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

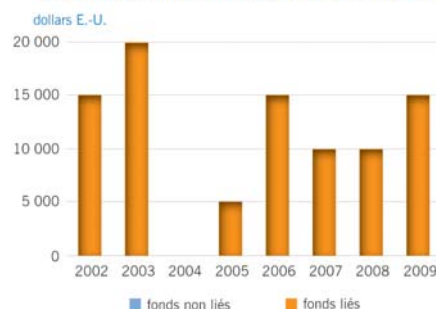
**Classement du donateur :** 59/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 42/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## Italie

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 272 109

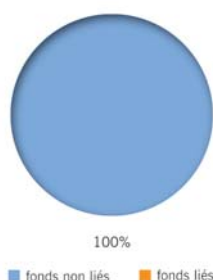
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 200 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 272 109

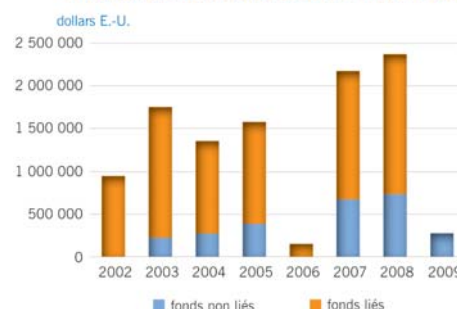
**Classement du donateur :** 28/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 36/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Japon

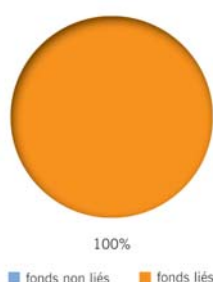
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 931 416

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

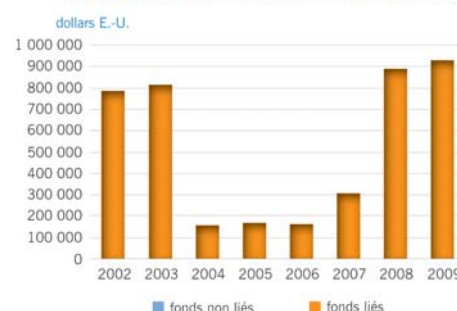
**Classement du donateur :** 21/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 32/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Kazakhstan

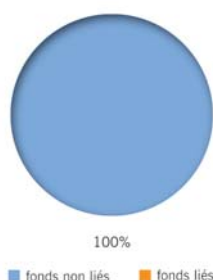
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 25 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 25 000

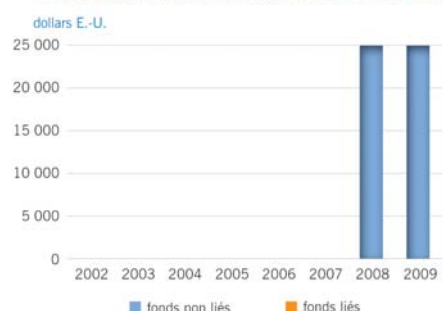
**Classement du donateur :** 52/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 47/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Koweït

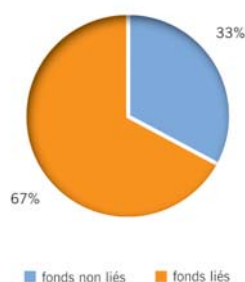
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 610 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 200 000

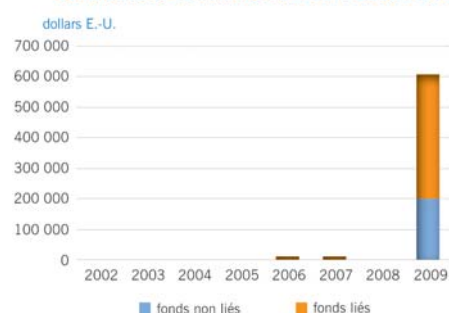
**Classement du donateur :** 22/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 15/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009







## Liechtenstein

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 115 314

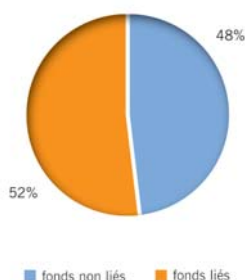
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 125 000 (CHF)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 55 351

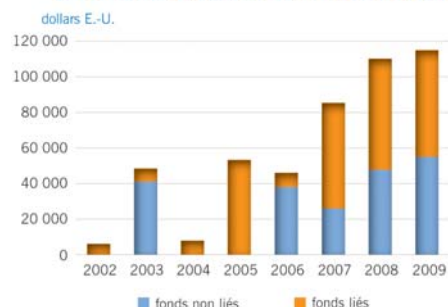
**Classement du donateur :** 33/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 1/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Luxembourg

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 216 535

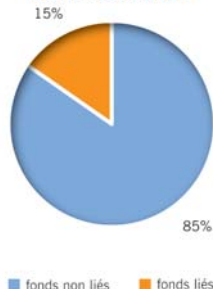
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 165 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 183 727

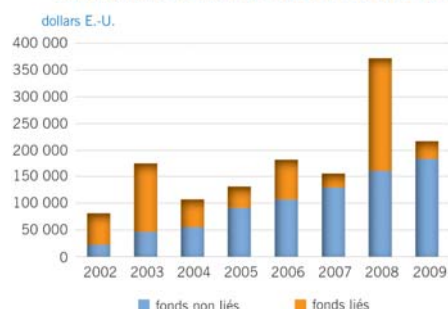
**Classement du donateur :** 31/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 11/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Malaisie

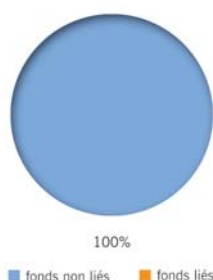
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 20 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 20 000

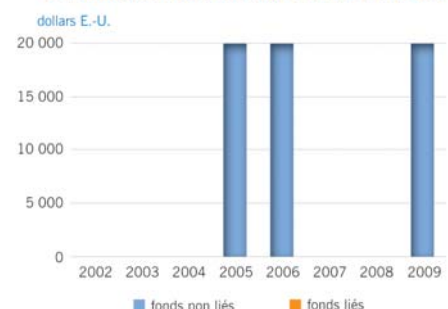
**Classement du donateur :** 57/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 52/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Maroc

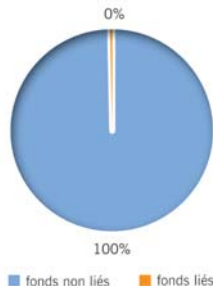
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 1 511 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 1 505 000

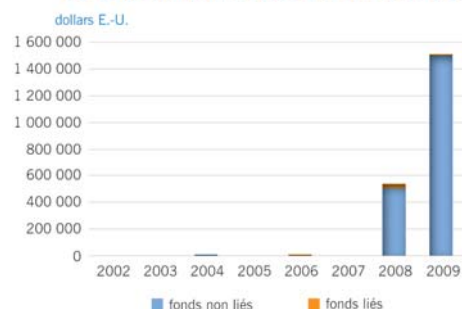
**Classement du donateur :** 19/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 24/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## Mexique

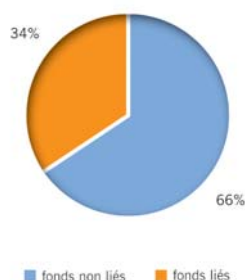
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 76 304

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 50 000

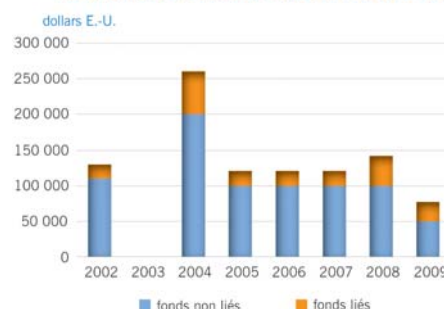
**Classement du donateur :** 39/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 53/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Monaco

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 43 478

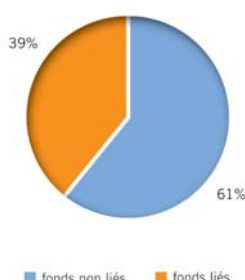
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 33 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 26 350

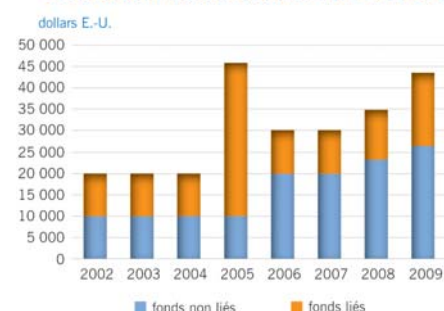
**Classement du donateur :** 42/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 4/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Nicargua

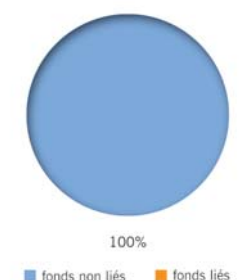
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 4 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 4 000

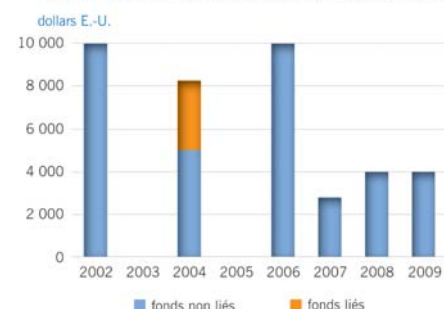
**Classement du donateur :** 70/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 54/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Norvège

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 8 236 208

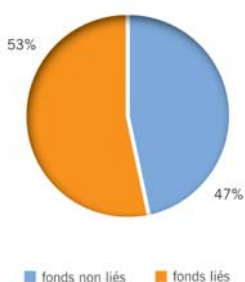
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 53 000 000 (NOK)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 3 846 154

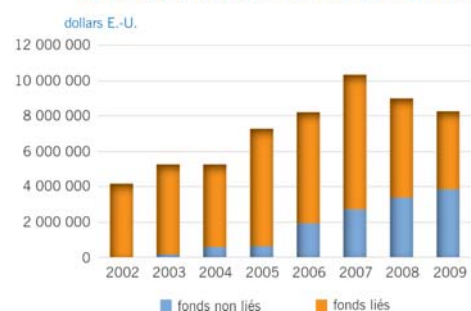
**Classement du donateur :** 4/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 2/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## Nouvelle-Zélande

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 2 017 750

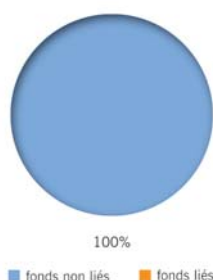
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 3 500 000 (NZD)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 2 017 750

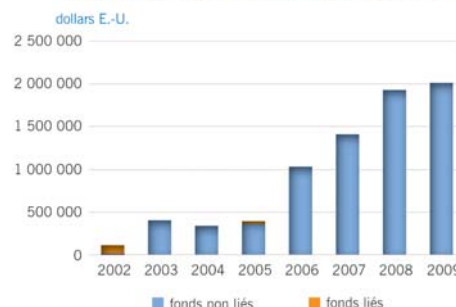
**Classement du donateur :** 16/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 10/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Pakistan

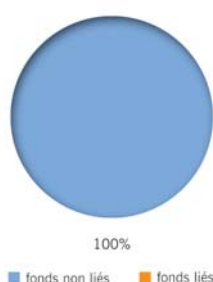
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 3 469

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 3 469

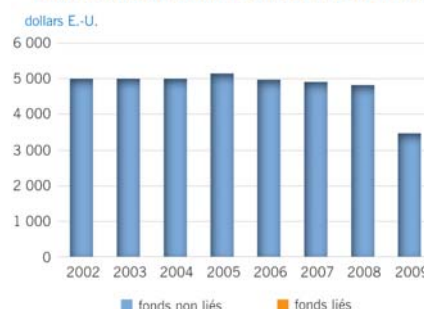
**Classement du donateur :** 72/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 68/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Panama

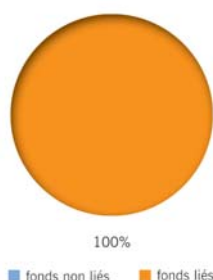
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 1 500

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

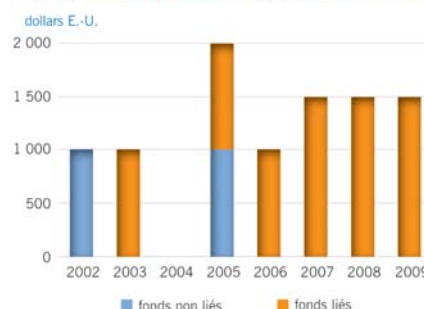
**Classement du donateur :** 75/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 58/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Pays-Bas

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 12 771 703

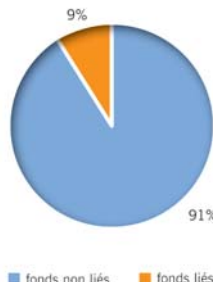
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 8 300 000 (EUR) + 1 200 000 (USD)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 11 651 703

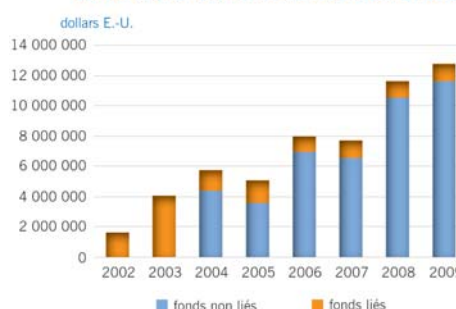
**Classement du donateur :** 3/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 5/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009







## Pologne

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 100 752

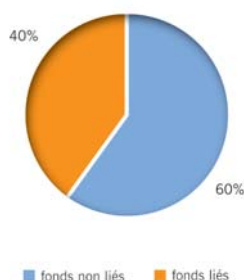
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 100 853 (CHF)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 60 451

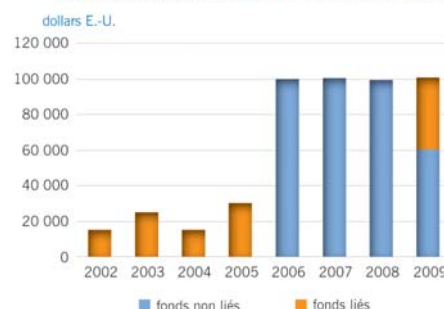
**Classement du donateur :** 36/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 40/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Portugal

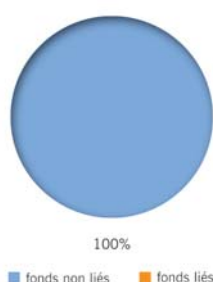
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 80 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 80 000

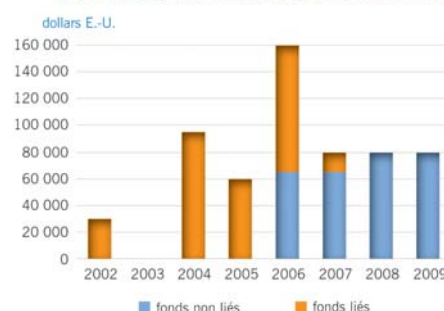
**Classement du donateur :** 38/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 31/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Qatar

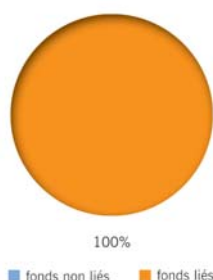
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 9 982

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

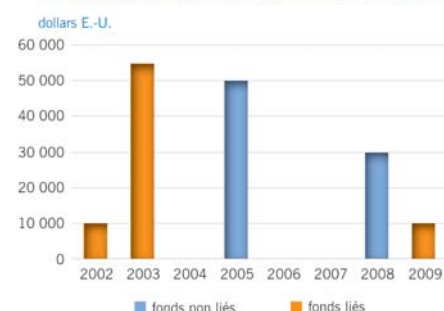
**Classement du donateur :** 64/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 35/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## République arabe syrienne

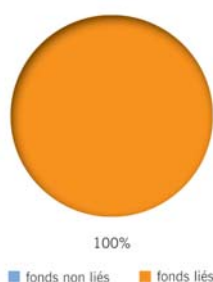
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 5 149

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

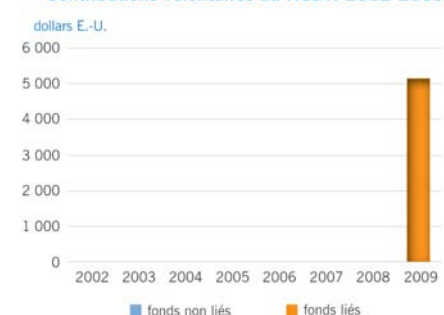
**Classement du donateur :** 66/77

**Classement, compte tenu du nombre d'habitants :** 61/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## République de Corée

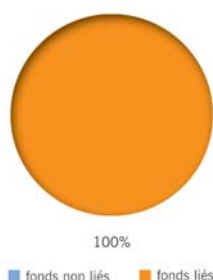
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 320 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

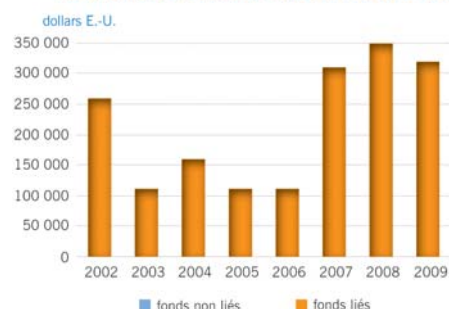
**Classement du donateur :** 27/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 34/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## République tchèque

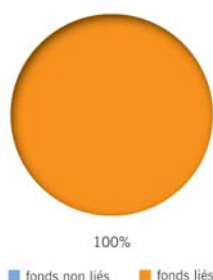
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 20 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

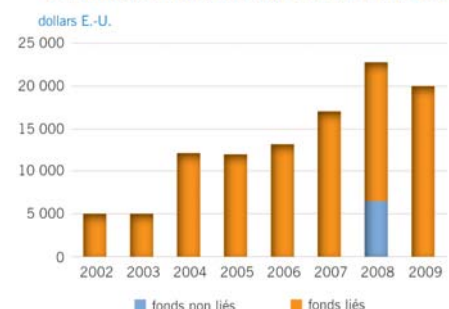
**Classement du donateur :** 55/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 43/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Royaume-Uni

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 5 145 128

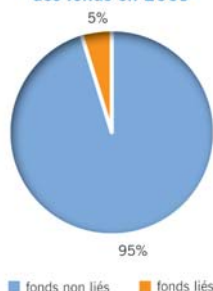
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 3 167 537 (GBP)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 4 904 617

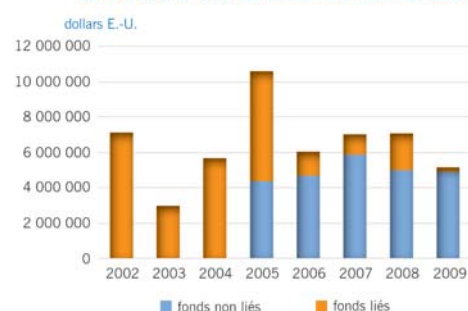
**Classement du donateur :** 8/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 19/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Saint-Siège

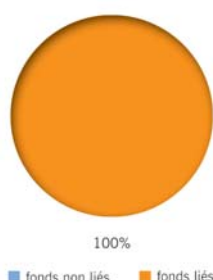
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 1 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

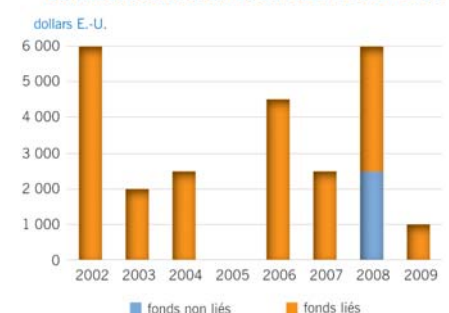
**Classement du donateur :** 76/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## Saint-Marin

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 40 816

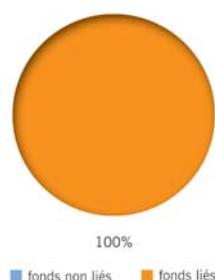
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 30 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

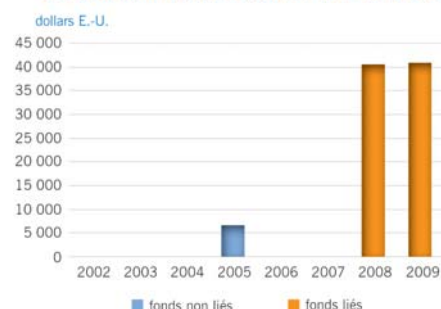
**Classement du donateur :** 43/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 3/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Slovaquie

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 9 990

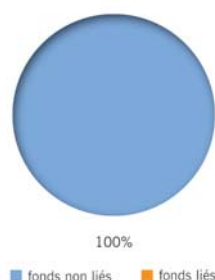
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 10 000 (CHF)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 9 990

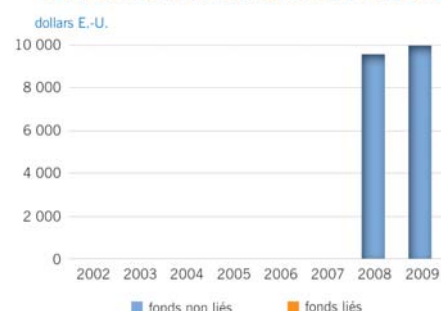
**Classement du donateur :** 63/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 44/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Slovénie

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 101 492

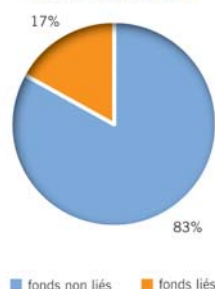
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 70 000 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 84 173

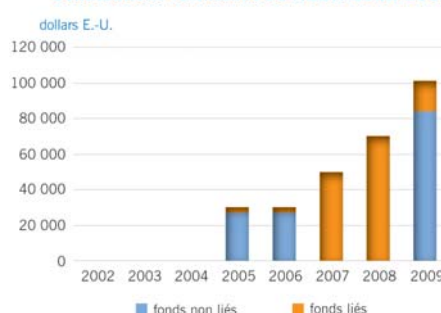
**Classement du donateur :** 35/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 23/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Sri Lanka

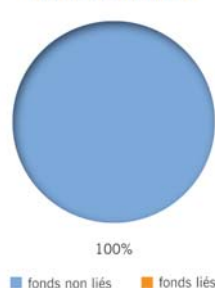
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 5 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 5 000

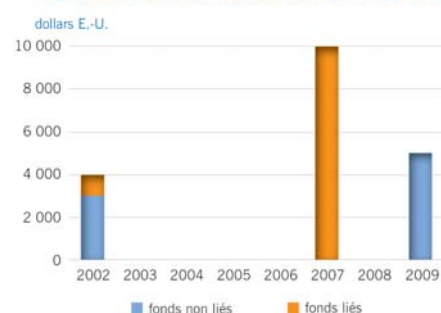
**Classement du donateur :** 68/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 62/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009







## Suède

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 6 531 532

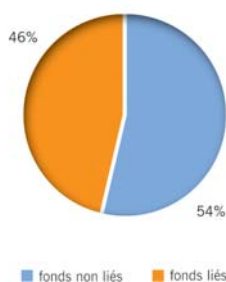
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 58 000 000 (SEK)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 3 507 457

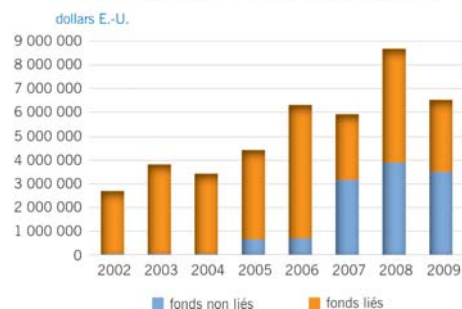
**Classement du donateur :** 6/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 7/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Suisse

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 2 734 427

**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :**

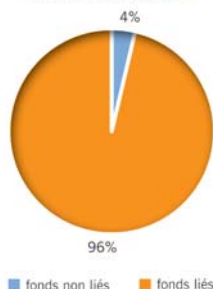
2 593 245 (CHF) + 170 000 (USD)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 99 900

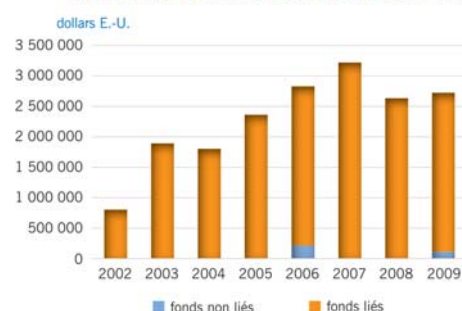
**Classement du donateur :** 14/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 13/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Thaïlande

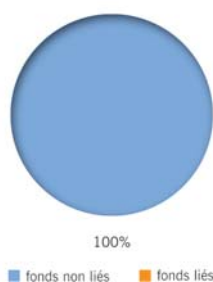
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 20 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 20 000

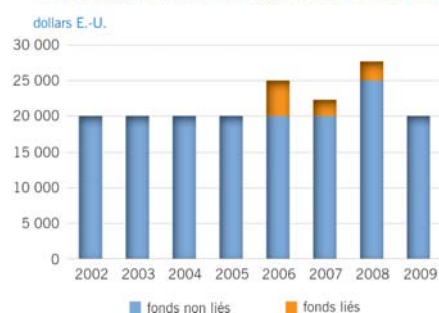
**Classement du donateur :** 58/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 59/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Turquie

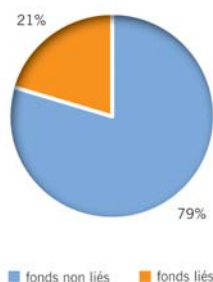
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 126 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 100 000

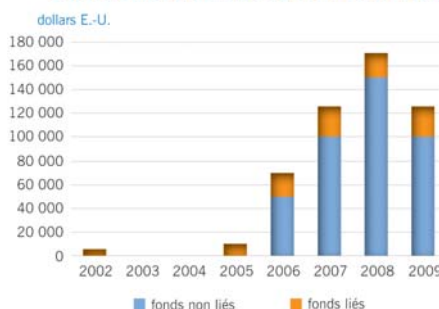
**Classement du donateur :** 32/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** 46/68

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009





## Venezuela

**Contribution volontaire totale en 2009,  
en dollars E.-U. : 15 000**

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :  
0**

**Classement du donateur : 60/77**

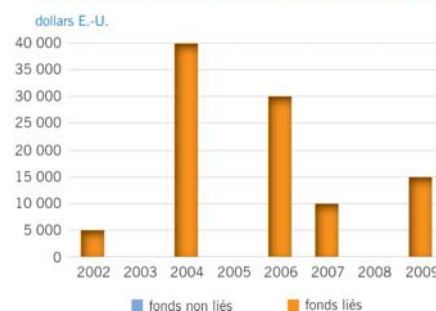
**Classement du donateur, compte tenu  
du nombre d'habitants : 55/68**

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



■ fonds non liés ■ fonds liés

Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Organisations intergouvernementales



### Commission Européenne

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 6 277 164

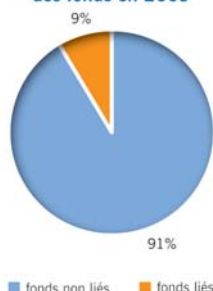
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 4 360 971 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 5 741 931

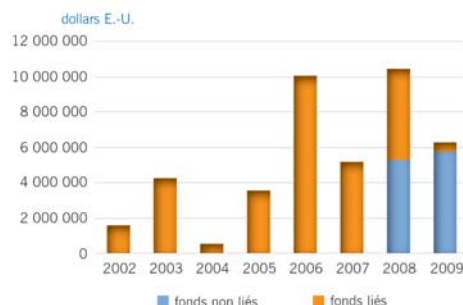
**Classement du donateur :** 7/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



### Fonds central d'intervention d'urgence

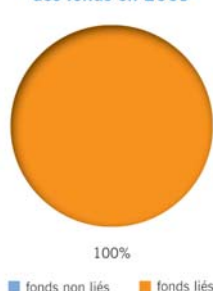
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 40 376

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

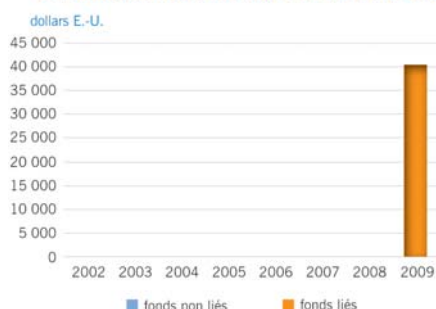
**Classement du donateur :** 44/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



### Fonds des Nations Unies pour la Population

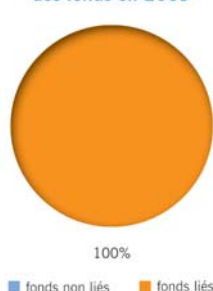
**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 451 850

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

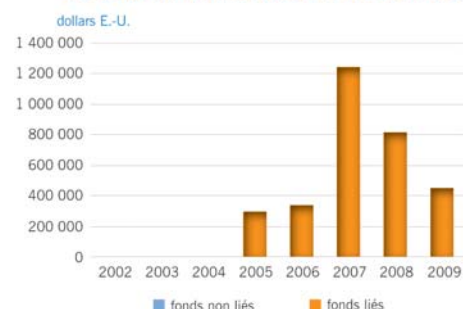
**Classement du donateur :** 25/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



### Organisation Internationale de la Francophonie

**Contribution volontaire totale en 2009, en dollars E.-U. :** 508 219

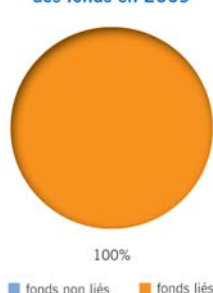
**Contribution volontaire totale dans la devise de versement :** 346 637 (EUR)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :** 0

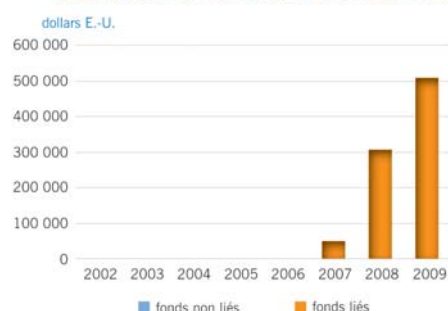
**Classement du donateur :** 24/77

**Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants :** n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009







## Programme des Nations Unies pour le Développement

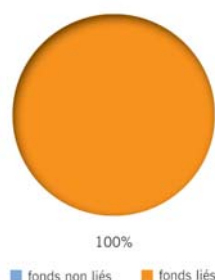
**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 3 285 406

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
0

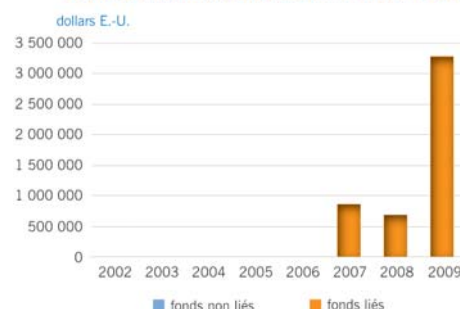
**Classement du donateur :** 12/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
**du nombre d'habitants :** sans objet

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



## Donateurs privés



### Case Western Reserve University

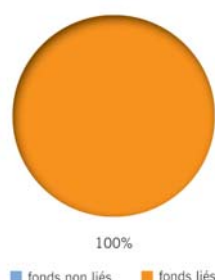
**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 4 975

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
0

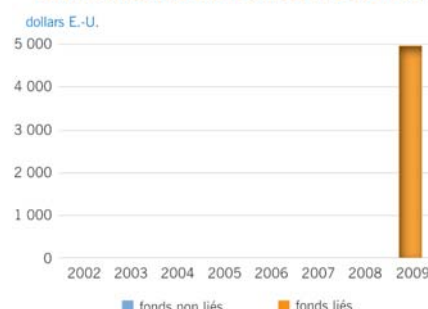
**Classement du donateur :** 69/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
**du nombre d'habitants :** n/a

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



### Conseil norvégien pour les réfugiés

**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 21 732

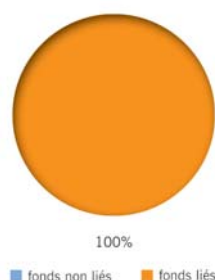
**Contribution volontaire totale dans la**  
**devise de versement :** 132 378 (NOK)

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
0

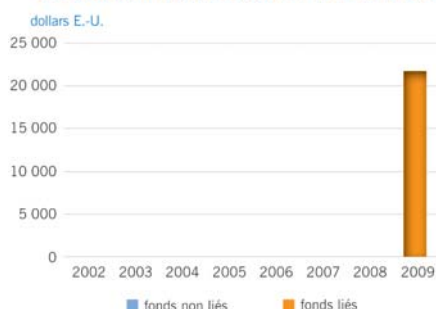
**Classement du donateur :** 53/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
**du nombre d'habitants :** n/a

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009



### Fondation MacArthur

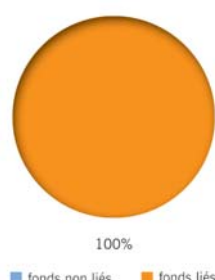
**Contribution volontaire totale en 2009,**  
en dollars E.-U. : 250 000

**Contribution non liée, en dollars E.-U. :**  
0

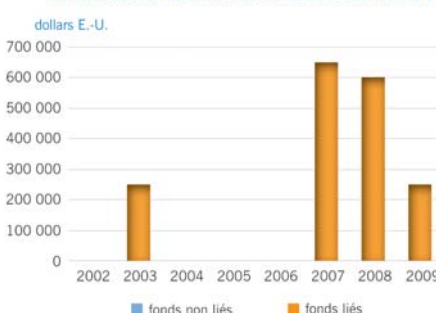
**Classement du donateur :** 29/77

**Classement du donateur, compte tenu**  
**du nombre d'habitants :** n/a

Pourcentage d'affectation  
des fonds en 2009



Contributions volontaires au HCDH 2002-2009











# Organigramme du HCDH

Direction exécutive et gestion

Haut-Commissaire

Bureau  
de New York

Chef de Cabinet

Haut-Commissaire  
adjoint

Section  
de la sûreté et  
de la sécurité

Section  
de liaison avec  
la société civile

Groupe de  
traitement des  
documents

Bureau exécutif

Service des politiques,  
de la planification,  
du suivi et de l'évaluation

Section des relations  
extérieures et de la liaison  
avec les donateurs

Section de la  
communication

Division de la recherche et  
du droit au développement

Service des  
questions  
économiques et  
sociales et du  
développement

Section des questions  
économiques et  
sociales et des droits  
de l'homme

Section de la  
méthodologie,  
de l'éducation et  
de la formation

Section  
des objectifs du  
Millénaire pour le  
développement

Section  
du droit au  
développement

Service de l'état  
de droit,  
de l'égalité et  
de la  
non-discrimination

Section  
anti-discrimination

Section  
des peuples  
autochtones et  
des minorités

Section  
de l'état de  
droit et de  
la démocratie

Section des droits  
de la femme et de  
l'égalité des sexes

Division des traités relatifs  
aux droits de l'homme

Service de  
l'Afrique

Afrique Section I  
(Afrique de l'Est et  
Afrique australe)

Afrique Section II  
(Afrique de  
l'Ouest et  
Afrique centrale)

Présences  
sur le terrain

Section des droits  
civils, politiques,  
économiques,  
sociaux et culturels

Section  
des catégories  
cibles

Section  
de l'harmonisation  
et du renforcement  
des capacités

Section  
des plaintes et  
enquêtes

Service des  
Amériques, de  
l'Europe et de  
l'Asie centrale

Section  
des Amériques

Section  
de l'Europe et  
de l'Asie centrale

Présences  
sur le terrain

Section des  
institutions nationales  
et des mécanismes  
régionaux

Section  
d'appui aux missions  
de paix et  
d'intervention rapide

Service de l'Asie,  
du Pacifique, du  
Moyen-Orient  
et de l'Afrique  
du Nord

Section  
de l'Asie et  
du Pacifique

Section du  
Moyen-Orient et  
de l'Afrique  
du Nord

Présences  
sur le terrain

Section  
d'appui aux missions  
de paix et  
d'intervention rapide

Service  
du Conseil  
des droits  
de l'homme

Groupe  
des procédures  
de plainte

Section d'appui  
de coordination  
du Conseil des droits  
de l'homme

Section de  
l'examen  
périodique  
universel

Section  
des droits  
civils et  
politiques

Section des droits  
économiques,  
sociaux et  
culturels

Section  
des catégories  
cibles

Groupe de  
l'information, de la  
coordination et  
de la gestion

Division du Conseil  
des droits de l'homme et  
des procédures spéciales

Service  
des procédures  
spéciales

Section  
des droits civils et  
politiques

Section des droits  
économiques,  
sociaux et  
culturels

Section  
des catégories  
cibles

Groupe de  
l'information, de la  
coordination et  
de la gestion

Service de l'appui  
aux programmes et de la gestion

Section  
des finances et  
du budget

Section  
des services  
administratifs  
généraux

Section  
de la gestion  
des ressources  
humaines

Section  
de la gestion et  
de la technologie  
de l'information

Groupe  
de la formation  
du personnel

## Réalisations attendues en 2008-2009 – Tableau des résultats

Réalisations attendues	Indicateurs au niveau mondial
1. Conformité accrue des institutions et législations nationales, ainsi que des programmes nationaux, avec les normes relatives aux droits de l'homme	1.1 Nombre d'institutions nationales par type de statut, selon le classement établi par le Comité international de coordination des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme
	1.2 Nombre de pays auprès desquels le HCDH s'est engagé et qui ont entrepris de modifier leur législation pour la rendre conforme aux normes relatives aux droits de l'homme
2. Collaboration accrue des gouvernements avec les organes et mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU (organes de suivi des traités, procédures spéciales, Conseil des droits de l'homme/examen périodique universel) et respect plus scrupuleux de leurs recommandations	2.1 Nombre de pays ayant adressé des invitations permanentes aux procédures spéciales
	2.2 Nombre de pays qui ont répondu favorablement à la plupart ou à la totalité des demandes de visites soumises par les procédures spéciales
	2.3 Pourcentage de communications des procédures spéciales auxquelles les gouvernements ont répondu (totalement ou sur les points essentiels)
3. Augmentation du nombre de ratifications des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et réexamen des réserves	3.1 Nombre de nouvelles ratifications de traités internationaux relatifs aux droits de l'homme
	3.2 Nombre de pays ayant ratifié un ou plusieurs traités internationaux
	3.3 Nombre de pays ayant ratifié un Pacte ou les deux (Pacte international relatif aux droits civils et politiques et/ou Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels)
	3.4 Nombre de pays ayant levé une ou plusieurs réserves à un traité international
4. Mécanismes de justice et d'établissement des responsabilités mis en place et fonctionnant conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, chargés de surveiller le respect des droits civils et politiques, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels, d'enquêter sur les violations et d'y remédier	4.1 Nombre de pays auprès desquels le HCDH s'est engagé et qui disposent de mécanismes efficaces, conformes aux normes internationales, pour surveiller le respect des droits de l'homme, enquêter sur les violations de ces droits et y remédier
5. Augmentation du nombre de mesures prises pour améliorer l'accès des groupes marginalisés et victimes de discriminations, en particulier les femmes, à la justice et aux services essentiels, et pour leur permettre de participer aux processus d'élaboration et de contrôle des politiques publiques	5.1 Nombre de pays auprès desquels le HCDH s'est engagé et qui ont pris des mesures pour permettre la participation des groupes marginalisés et victimes de discriminations, en particulier des femmes, aux processus d'élaboration et de contrôle des politiques publiques
	5.2 Nombre de pays auprès desquels le HCDH s'est engagé et qui ont pris des mesures pour améliorer l'accès des groupes marginalisés et victimes de discriminations, en particulier des femmes, à la justice et aux services essentiels



Progrès en 2009, mesurés à l'aune des indicateurs	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fin 2009, 65 institutions nationales des droits de l'homme avaient le statut A (contre 64 en 2008), 16 le statut B (contre 13 en 2008) et neuf le statut C (contre huit en 2008)</li> <li>Le processus d'accréditation, plus transparent et plus rigoureux, est davantage reconnu, tant par la société civile que par les institutions elles-mêmes.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>38 pays ont adopté des lois relatives aux droits de l'homme à la suite de l'assistance technique (conseils ou autres) apportée par le HCDH. En 2009, les interventions du HCDH ont influé sur la teneur de 61 nouvelles lois ou amendements législatifs, ainsi que sur le contenu d'un grand nombre de projets de loi et de décrets-lois ayant des conséquences pour les droits de l'homme au niveau national (pour plus de détails, voir le Résumé)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>66 pays ont adressé des invitations permanentes à des procédures spéciales en 2009, contre 63 en 2008 et 59 en 2007</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>70 pays ont reçu une ou plusieurs demandes de visites de la part de détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales et 58 ont répondu favorablement à une au moins de ces requêtes. Le taux de pays autorisant au moins un détenteur de mandat à effectuer une visite est de 83 pour cent</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les Gouvernements ont répondu à 33 pour cent des 689 communications adressées par des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales en 2009, contre 34 pour cent en 2008 et 32 pour cent en 2007</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>87 ratifications ont été recensées en 2009, contre 100 en 2008 et 63 en 2007</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>53 pays ont ratifié un ou plusieurs traités en 2009, contre 63 en 2008 et 63 en 2007</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un pays a ratifié un pacte en 2009, contre cinq en 2008. Au total, 32 pays ont signé le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Deux pays ont ratifié le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, contre un en 2008, et deux pays ont ratifié le Deuxième protocole facultatif, contre cinq en 2008</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Neuf pays ont retiré une ou plusieurs de leurs réserves, contre 14 en 2008</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>42 pays auprès desquels le HCDH s'est engagé ont mis en place des mécanismes de cette nature</li> <li>Afrique : 20 (Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Comores, Djibouti, Éthiopie, Guinée, Kenya, Libéria, Madagascar, Mali, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Togo, Zimbabwe)</li> <li>Asie-Pacifique : 8 (Afghanistan, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Thaïlande, Timor-Leste)</li> <li>Europe et Asie centrale : 3 (ex-République yougoslave de Macédoine, République de Moldova, Serbie)</li> <li>Amériques : 6 (Bolivie, Colombie, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique)</li> <li>Moyen-Orient et Afrique du Nord : 5 (Bahreïn, Iraq, Jordanie, Liban, territoire palestinien occupé)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>31 pays auprès desquels le HCDH s'est engagé ont pris des mesures de cette nature</li> <li>Afrique : 9 (Afrique du Sud, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Libéria, Ouganda, Sierra Leone, Soudan, Togo)</li> <li>Asie-Pacifique : 4 (Cambodge, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Timor-Leste)</li> <li>Europe et Asie centrale : 7 (Géorgie, Kazakhstan, Kosovo [Serbie], Kirghizistan, République de Moldova, Fédération de Russie, Tadjikistan)</li> <li>Amériques : 7 (Bolivie, Colombie, Équateur, Guatemala, Haïti, Mexique, Panama)</li> <li>Moyen-Orient et Afrique du Nord : 4 (Émirats arabes unis, Iraq, Liban, territoire palestinien occupé)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>35 pays auprès desquels le HCDH s'est engagé ont pris des mesures de cette nature</li> <li>Afrique : 13 (Afrique du Sud, Cameroun, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Libéria, Niger, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Togo)</li> <li>Asie-Pacifique : 7 (Afghanistan, Cambodge, Indonésie, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Thaïlande, Timor-Leste), ainsi que la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique</li> <li>Europe et Asie centrale : 8 (Albanie, Kazakhstan, Kosovo [Serbie], Kirghizistan, République de Moldova, Fédération de Russie, Serbie, Tadjikistan)</li> <li>Amériques : 6 (Bolivie, Colombie, Équateur, Guatemala, Haïti, Mexique)</li> <li>Moyen-Orient et Afrique du Nord : 1 (Liban)</li> </ul>



Réalisations attendues	Indicateurs au niveau mondial
6. Augmentation du nombre et de la diversité des détenteurs de droits, ainsi que des institutions nationales des droits de l'homme et des acteurs de la société civile intervenant en leur faveur, qui ont recours aux mécanismes et organes de défense des droits de l'homme onusiens et régionaux	6.1 Nombre total de documents traitant de questions de fond soumis à des organes onusiens de défense des droits de l'homme
7. Communauté internationale de plus en plus sensible, attentive et réactive aux problèmes et aux situations critiques en matière de droits de l'homme	7.1 Nombre de mesures concrètes prises par des organismes intergouvernementaux onusiens/régionaux pour remédier à des situations critiques et à des problèmes de droits de l'homme relevant de l'action du HCDH
8. Meilleure intégration des normes et principes relatifs aux droits de l'homme, dont le droit au développement, dans les politiques et programmes du système des Nations Unies en rapport avec le développement, l'action humanitaire, la paix et la sécurité, et les questions économiques et sociales	8.1 Nombre de projets et programmes communs de pays appliquant les recommandations des organes de suivi des traités, des procédures spéciales et du Conseil des droits de l'homme
	8.2 Nombre de documents d'orientation des organismes du système des Nations Unies et de discours clés de responsables d'organismes/de départements de l'ONU intégrant les normes et les principes relatifs aux droits de l'homme avec l'appui du HCDH
9. Cohérence et unité accrues des mécanismes et des organes de défense des droits de l'homme des Nations Unies	9.1 Pourcentage de recommandations des organes de suivi des traités et des procédures spéciales reprises par le Conseil des droits de l'homme dans le cadre de l'examen périodique universel
	9.2 Nombre de pays ayant soumis des documents de base communs lors de leur cycle le plus récent de présentation de rapports
	9.3 Nombre de pays ayant soumis des documents de base communs conformes aux directives
	9.4 Progrès accomplis par rapport à l'année précédente dans la coordination des travaux des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, tels qu'évalués par les détenteurs de mandats
	9.5 Progrès accomplis par rapport à l'année précédente dans l'harmonisation des travaux des organes de suivi des traités, tels qu'évalués par les présidents de ces organes

	Progrès en 2009, mesurés à l'aune des indicateurs
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les organes de suivi des traités ont reçu 110 requêtes individuelles admissibles, sur un total de 9 000 communications</li> <li>Les procédures spéciales ont reçu au moins 1 725 communications, émanant d'organisations de la société civile, d'institutions nationales des droits de l'homme et de particuliers</li> <li>Lors des sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme, les ONG dotées d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social ont soumis 231 documents, les institutions nationales en présentant 27. En outre, 1 498 communications ont été reçues au titre du mécanisme spécial de dépôt de plaintes en 2009 : 19 ont été soumises par des organisations de la société civile, les 1 479 communications restantes étant adressées par des particuliers, le plus souvent sous la forme de communications en masse</li> <li>Dans le cadre de l'examen périodique universel, les organisations de la société civile ont présenté 811 documents, les institutions nationales des droits de l'homme 14, les organisations régionales 13, et les organismes des Nations Unies 39</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sept débats thématiques, discussions et tables rondes, organisés dans le cadre du Conseil des droits de l'homme pour traiter des sujets suivants : droits des personnes handicapées, droit à l'alimentation, droits de l'enfant, droits de la femme, droits de l'homme et changements climatiques, droits des migrants dans les centres de détention, et intégration d'une perspective sexo-spécifique dans les travaux du Conseil</li> <li>Quatre sessions extraordinaires du Conseil des droits de l'homme, consacrées aux graves violations des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, résultant en particulier des attaques militaires israéliennes de janvier 2009 contre la bande de Gaza occupée ; à la situation des droits de l'homme à Sri Lanka ; et à la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ; deuxième session thématique extraordinaire traitant des répercussions de la crise économique et de la crise financière mondiales sur la réalisation universelle et l'exercice effectif des droits de l'homme</li> <li>Manifestations en marge de la Conférence d'examen de Durban, conjointement organisées par le HCDH et plusieurs autres organismes des Nations Unies pour traiter de la discrimination liée au VIH-sida, de l'extrême pauvreté et des droits de l'homme, des migrations et de la discrimination sur le lieu de travail</li> <li>Le HCDH s'est également efforcé d'intégrer la dimension des droits de l'homme dans diverses réunions et manifestations organisées par des organes onusiens/intergouvernementaux, concernant notamment les changements climatiques (Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Copenhague); le droit au développement (réunion sur « Le mécanisme d'évaluation intra-africaine, l'examen périodique universel et le droit au développement » conjointement organisée par l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et le HCDH) ; les entreprises et les droits de l'homme (consultation multipartite sur le mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales) ; et la crise alimentaire (Cadre d'action global pour le système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des équipes des Nations Unies ont inclus des références aux recommandations pertinentes des mécanismes et organes de défense des droits de l'homme dans les bilans communs de pays/Plans-cadres pour l'aide au développement de neuf pays</li> <li>Quatre ateliers de formation des formateurs et trois ateliers sur la direction et la coordination assurés (Afrique du Sud, Sénégal, Slovaquie, Thaïlande)</li> <li>En outre, les présences du HCDH sur le terrain se sont attachées à intégrer les droits de l'homme dans le travail des équipes de pays et des organismes des Nations Unies qui en faisaient la demande</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>16 documents de politique générale, exposés de position et directives de première importance, intégrant les préoccupations relatives aux droits de l'homme, ont été adoptés par d'autres institutions de l'ONU et des organisations multilatérales d'aide au développement</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>La compilation des recommandations des organes de suivi des traités et des procédures spéciales préparée par le HCDH dans le cadre de l'examen périodique universel permet une énumération très complète dans le rapport. Trente à quarante pour cent de ces observations sont citées par les membres du Conseil des droits de l'homme et les observateurs auprès du Conseil</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Neuf pays ont soumis des documents de base communs en 2009, contre cinq en 2008</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les documents de base soumis en 2009 ont été jugés conformes aux directives</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les détenteurs de mandats ont estimé qu'ils avaient mieux coordonné leurs travaux au cours de l'année 2009, notamment grâce au Comité de coordination soutenu par le HCDH et à d'autres initiatives destinées à renforcer la coordination (par ex. dans le domaine des bonnes pratiques)</li> <li>Les détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales ont publié 223 communiqués de presse et déclarations, dont près de 14 pour cent émanant de deux détenteurs de mandat ou plus</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>En 2009, un organe de traité supplémentaire a adopté des directives ciblées pour l'établissement des rapports relevant de sa compétence et lors de la Réunion intercomités, les participants se sont entendus sur un format révisé incluant la création d'un groupe de travail sur le suivi</li> </ul>



## Crédits

Document établi par : la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

Conception et mise en page par : CIF OIT

Imprimé par : CIF OIT

Photographies : UNMIL Photo/Christopher Herwig (couverture), UN Photo/Pierre Viot (p. 5), Reuters/Denis Balibouse (p. 8), Reuters/Navesh Chitrakar (p. 13), Reuters/Chor Sokunthea (p. 14), OHCHR/Robert Few (pp. 16-17), OHCHR (p. 21), UN Photo/Jean-Marc Ferré (p. 25), Reuters/Valentin Flauraud (p. 26), UN Photo/Eskinder Debebe (p. 26), OHCHR (p. 31), Keystone/AP Photo/Aaron Favila (p. 34), OHCHR (p. 36), OHCHR (p. 42), UN Photo/Eskinder Debebe (p. 43), OHCHR/Thaïlande (p. 43), OHCHR (p. 43), OHCHR/Robert Few (p. 49), OHCHR/Burundi (p. 50), Keystone/AP Photo/Salvatore Di Nolfi (p. 52), UN Photo/Pierre Viot (pp. 52-53), Reuters/Roberto Jayme (p. 54), OHCHR/Robert Few (p. 56), OHCHR (p. 57), Alfredo D'Amato/Panos (p. 58), OHCHR/Haïti (p. 60), UNMIL Photo/Christopher Herwig (p. 62), Mundo Alas (p. 62), UNHCR/B. Bannon (p. 63), Reuters/Regis Duvignau (p. 64), UNMIL Photo/Christopher Herwig (p. 67), OHCHR (p. 68), Keystone/AP Photo/Felipe Dana (p. 69), UN Photo/Evan Schneider (p. 70), UN Photo/Mark Garten (p. 73), OHCHR/Népal (p. 77), OHCHR (p. 80), UNHCR/H. Caux (p. 83), IRIN/Phuong Tran (p. 89), OHCHR/Robert Few (p. 91), OHCHR/Afrique centrale (pp. 93-94), OHCHR/Afrique du Sud (p. 98), BINUB/Gabriel Vockel (p. 100), WFP/Laura Melo (p. 102), UN Photo/Olivia Grey Pritchard (p. 104), UN Photo/Marie Frechon (p. 107), IRIN/Aubrey Graham (p. 108), IRIN/Nancy Palus (p. 111), UNHCR/F. Courbet (p. 114), UN Photo/Olivier Chassot (p. 115), UNAMID/Olivier Chassot (p. 117), UN Photo/Olivier Chassot (p. 118), Keystone/AP Photo/Karel Prinsloo (p. 121), UNHCR/E. Hockstein (p. 124), OHCHR/Bolivie (p. 128), OHCHR/Colombie (p. 130), Adam Hinton/Panos (p. 131), OHCHR/Guatemala (p. 132), Reuters/Alberto Lowe (p. 136), UN Photo/Logan Abassi (p. 138), Reuters/Samuel Leon (p. 139), Keystone/AP Photo/ Dima Gavrysh (p. 141), Keystone/AP Photo/Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia (p. 144), Keystone/AP Photo/Heng Sinith (p. 146), OHCHR/Népal (p. 148), WFP/Laura Melo (p. 149), UN Photo/Fardin Waezi (p. 154), UN Photo/Martine Perret (pp. 155-156), OHCHR/Papouasie Nouvelle-Guinée (p. 158), UN Photo/Fardin Waez (p. 159), Reuters/Hazir Reka (p. 162), UNHCR/A. Plotnikov (p. 164), WFP/Anne Marie Van Den Berg (p. 165, UNHCR/HJ Davies (p. 167), Keystone/AP Photo/ Andrew Medichini (p. 168), OSCE/OCEEA Martina Gadotti Rodrigues (p. 170), OSCE/Dragoljub Zamurovic (p. 171), UNHCR/A. Plotnikov (p. 176), OHCHR/oPt (p. 180), Keystone/AP Photo/Mohammed Zaatari (p. 182), OHCHR/Qatar (p. 184), OCHA/Patrick Zoll (p. 185), OHCHR/Robert Few (p. 187), Mohammad Rakibul Hasan (pp. 192-193), Keystone/AP Photo (p. 195), OHCHR (p. 196), UNOG (p. 209).

*Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.*